

Journée du livre politique au Québec :

Actes des conférences
et des tables rondes 2003-2011



Cette publication est une réalisation
de la Direction de la Bibliothèque
et de la Direction des communications
de l'Assemblée nationale du Québec.

Direction
Hélène Galarneau

Transcription
Service du *Journal des débats*

Rédaction
Jean-Philippe Laprise
Martin Pelletier

Révision linguistique
Marie Auger
Éliane de Nicolini

Conception graphique
Catherine Houle

Secrétariat
Sylvie Robitaille

Journée du livre politique au Québec :

Actes des conférences
et des tables rondes 2003-2011



TABLE DES MATIÈRES

Mot du président.....	5
Présentation	7
Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale, Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant, Prix Ministère des Relations internationales du Québec/ Ministère des Affaires étrangères de France.....	9
1^{re} Journée du livre politique au Québec, 9 avril 2003.....	11
2^e Journée du livre politique au Québec, 13 avril 2004.....	13
Ouverture officielle : M ^{me} Diane Leblanc.....	15
Tables rondes	
<i>Le Québec et les États-Unis</i> : M. Louis Balthazar, M. Guy Lachapelle, M ^{me} Anne Legaré, M. Joseph Yvon Thériault.....	17
<i>Les femmes et la politique</i> : M ^{mes} Fadela Amara, Élane Hémond, Fatima Houda-Pepin, Julie Jacques.....	26
3^e Journée du livre politique au Québec, 5 avril 2005.....	39
Ouverture officielle : M ^{me} Diane Leblanc.....	41
Allocution : M. Benoît Pelletier.....	43
Tables rondes	
<i>Les citoyens et la réforme du mode de scrutin</i> : M. Paul Cliche, M ^{me} Diane Lamoureux, M. Denis Monière.....	44
<i>Faut-il laïciser l'école ?</i> M. Guy Durand, M ^{me} Micheline Milot, M. Michel Winock.....	60
4^e Journée du livre politique au Québec, 18 avril 2006.....	73
Ouverture officielle : M ^{me} Diane Leblanc.....	75
Conférence	
<i>Est-il encore possible de gouverner ?</i> M. Alain Dubuc	77
Table ronde	
<i>En demande-t-on trop aux politiciennes et aux politiciens ?</i> M ^{me} Madeleine Bélanger, M. Alain Dubuc, M. François Gendron, M. Guy Laforest, M ^{me} Sarah Perreault	85
5^e Journée du livre politique au Québec, 23 mai 2007.....	99
Ouverture officielle : M ^{me} Fatima Houda-Pepin.....	101
Table ronde	
<i>Éminences grises et stratégies politiques : Répercussions sur l'électorat :</i> M. André-A. Lafrance, M ^{me} Claire Prévost-Fournier, M. Yves Théorêt, M ^{me} Martine Tremblay	103

6^e Journée du livre politique au Québec, 15 avril 2008	123
Ouverture officielle : M ^{me} Fatima Houda-Pepin.....	125
Conférence	
<i>Québec est-elle une capitale ?</i> M. Denis Vaugeois.....	126
Table ronde	
<i>Québec, capitale impériale, coloniale, provinciale et nationale</i> : MM. Pierre-F. Côté, Gilles Gallichan, Yvan Lamonde, Gilbert Lavoie, et M ^{me} Louise Quesnel	138
7^e Journée du livre politique au Québec, 14 avril 2009	159
Ouverture officielle : M ^{me} Fatima Houda-Pepin.....	161
Conférence	
<i>Vers une nouvelle architecture politique mondiale :</i>	
<i>Souveraineté des peuples et de l'humanité :</i>	
M. Riccardo Petrella	162
Table ronde	
<i>La souveraineté des États dans un contexte de mondialisation :</i>	
M. Paul-André Comeau, M ^{me} Marie-Hélène D'Entremont-Sauvé, M. Riccardo Petrella, M. Michel Venne	172
8^e Journée du livre politique au Québec, 6 avril 2010	193
Ouverture officielle : M ^{me} Fatima Houda-Pepin.....	195
Conférence	
<i>Médias et politique, en première ligne</i> : M ^{me} Lise Bissonnette.....	197
Table ronde	
<i>Médias et politique</i> : M. Luc Bégin, M ^{me} Lise Bissonnette, M. Marc-François Bernier, M. Jean-Claude Leclerc, M ^{me} Emmanuelle Saucier	209
9^e Journée du livre politique au Québec, 12 avril 2011	231
Ouverture officielle : M ^{me} Fatima Houda-Pepin.....	233
Présentation audiovisuelle de l'entretien de	
M ^{me} Fatima Houda-Pepin avec M. Paul Gérin-Lajoie.....	235
Conférence	
<i>La Révolution tranquille, demain</i> : M. Yvan Lamonde	240
Table ronde	
<i>Révolution tranquille : rupture ou continuité ?</i> M. Jacques Beauchemin, M ^{me} Suzanne Clavette, M ^{me} Lucia Ferretti, M. Paul Gérin-Lajoie, M. Yvan Lamonde.....	243



MOT DU PRÉSIDENT

L'Assemblée nationale a lancé, en avril 2003, la première Journée du livre politique au Québec. Elle souhaitait ainsi stimuler la production d'ouvrages et de recherches universitaires sur la politique québécoise, promouvoir le livre politique auprès des parlementaires et du grand public et encourager les auteurs qui écrivent sur des sujets liés à la politique québécoise.

Nous y avons vu une formidable occasion de favoriser le rapprochement entre la principale institution démocratique du Québec, les citoyens et les gens qui enrichissent et animent la vie politique par leurs analyses et leurs réflexions.

Inspirée de la Journée du livre politique en France, qui se déroulait depuis onze ans à l'Assemblée nationale française, cette initiative a permis de tenir des débats dont nous offrons la transcription avec plaisir aux lecteurs à l'occasion du dixième anniversaire de cette Journée. Politiciens, universitaires, journalistes et écrivains ont participé, comme conférenciers ou intervenants à des tables rondes et à des discussions nourries sur l'actualité et des grands enjeux politiques. Je tiens à les remercier vivement de leur apport au succès croissant de cette activité au fil du temps.

Les Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale et les Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant, remis chaque année au cours de cette Journée, ont aussi récompensé, depuis dix ans, plus de soixante auteurs et étudiants à la maîtrise et au doctorat pour la qualité et l'originalité de leurs travaux.

À l'heure où d'aucuns évoquent une crise de la représentation politique, qui s'exprime souvent par un désengagement des citoyens, il s'avère utile de poursuivre la mise en valeur du livre politique, diffuser la connaissance de nos institutions politiques et parlementaires, et de stimuler le débat.

Le président de l'Assemblée nationale,

Jacques Chagnon



PRÉSENTATION

Cette année, l'Assemblée nationale célèbre les dix ans de la Journée du livre politique au Québec. Comme présidente du comité directeur de cette Journée depuis maintenant six ans, j'ai souhaité que soient publiés les débats stimulants auxquels cette activité a donné lieu.

Je suis donc très fière de vous présenter les Actes des Journées du livre politique au Québec qui ont eu lieu entre 2003 et 2011. Ces actes comprennent les textes des allocutions d'ouverture, des conférences et des tables rondes ayant réuni une cinquantaine de praticiens et de chercheurs au cours des dix dernières années. Ces textes n'étant pas initialement destinés à la publication, nous avons fait le choix de préserver le caractère de spontanéité des présentations lors de la transcription.

Le lecteur y trouvera également une présentation de chaque Journée incluant, entre autres, les noms des lauréats des Prix du livre politique remis à cette occasion aux auteurs d'un ouvrage, d'une thèse ou d'un mémoire et ceux des membres des jurys.

Je tiens à remercier de façon particulière les membres des comités directeurs de ces Journées ainsi que les membres des jurys des prix pour leur précieuse collaboration. Sans leur participation active au choix des thématiques, des conférenciers ou à la sélection des meilleures ouvrages, thèses et mémoires, les Journées du livre politique n'auraient pas connu autant de succès.

À partir de cette année, c'est dans le cadre des Rendez-vous de la démocratie que le Forum 2012 s'inscrit et prend le relais de la Journée du livre politique au Québec. Le débat public se poursuit.

Bonne lecture !

La première vice-présidente de l'Assemblée nationale,

Fatima Houda-Pepin

Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale, Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant et Prix Ministère des Relations internationales du Québec/ Ministère des Affaires étrangères de France

La Journée du livre politique a été lancée dans le but d'encourager les auteurs qui écrivent sur des sujets liés à la politique québécoise. Deux prix ont été créés en 2003 afin de récompenser les auteurs d'ouvrages portant sur la politique québécoise, et les auteurs de thèses de doctorat ou de mémoires de maîtrise portant également sur la politique au Québec. Des bourses totalisant 14 000 \$ sont ainsi remises aux récipiendaires chaque année.

Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale

Les Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale récompensent la qualité et l'originalité d'œuvres portant sur la politique québécoise et publiées par une maison d'édition dont le siège social est au Québec. À l'origine, les Prix de la Présidence consistaient en une seule bourse, mais en 2011, ils comportaient trois bourses de 5 000 \$, 1 500 \$ et 1 000 \$ offertes par l'Assemblée nationale du Québec.

Un jury indépendant, nommé par le comité directeur de la Journée du livre politique et composé de trois membres choisis pour leur expertise, est responsable de l'attribution des prix.

Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Les Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant sont décernés aux auteurs d'une thèse de doctorat ou d'un mémoire de maîtrise portant sur la politique au Québec. Durant les premières années de la Journée du livre politique, ils comprenaient deux bourses, mais depuis 2005, la Fondation en attribue quatre. En 2011, elles se répartissaient comme suit : une bourse de 3 000 \$ et une de 1 000 \$ remises aux auteurs de thèses de doctorat, ainsi qu'une bourse de 2 000 \$ et une de 500 \$ offertes aux auteurs d'un mémoire de maîtrise.

Un jury indépendant, nommé par le comité directeur de la Journée du livre politique et composé de trois membres choisis pour leur expertise, est responsable du choix des récipiendaires.

Prix Ministère des Relations internationales du Québec/ Ministère des Affaires étrangères de France

Dès 2004, le ministère des Relations internationales du Québec et le ministère des Affaires étrangères de France se sont associés à la Journée du livre politique. Ces partenaires remettent au récipiendaire du premier prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant une bourse lui permettant de séjourner une semaine à Paris pour participer à la Journée du livre politique, qui se déroule à l'Assemblée nationale française.

1^{RE} JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE – 9 AVRIL 2003

Cette première Journée du livre politique était sous la présidence de M. Raymond Brouillet, député de Chauveau et premier vice-président de l'Assemblée nationale du Québec. Les membres du comité directeur de la Journée du livre politique 2003 étaient : MM. Pierre-F. Côté, Gérard Laliberté, Gilles Lesage, Denis Monière, Jocelyn Saint-Pierre, Philippe Sauvageau et Denis Vaugeois.

Les débats n'ont pas été enregistrés et ne peuvent donc pas être reproduits dans cet ouvrage. Le premier vice-président de l'Assemblée nationale, M. Raymond Brouillet, a dévoilé le nom des deux lauréats au cours de la Journée. Cinq tables rondes ayant pour thème la politique ont été organisées dans le cadre de la programmation du Salon international du livre de Québec : *Diversité et mondialisation : unis, mais différents* ; *La question autochtone : pour ou contre Flanagan ?* ; *Société et démocratie* ; *Le citoyen a-t-il un pouvoir politique ?* ; *Médias et politique : qui décide ?*. En raison des élections générales du 14 avril 2003, les lauréats ont reçu leur prix au cours d'une cérémonie à la Bibliothèque en août de la même année, en présence du président de l'Assemblée nationale du Québec, M. Michel Bissonnet, et de la première vice-présidente de l'Assemblée nationale et présidente du comité directeur de la Journée du livre politique, M^{me} Diane Leblanc. Une exposition intitulée *Le livre politique de 1784 à 1984* était également présentée à la Bibliothèque.

Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale**Membres du jury :**

Robert Boily, politologue et professeur de science politique à l'Université de Montréal, Gilles Lesage, ancien journaliste au quotidien *Le Devoir* et Vincent Lemieux, politologue et professeur émérite à l'Université Laval.

Récipiendaire :

Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité : mémoire et démocratie au Québec*, Éditions Québec Amérique.

Finalistes :

- Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau. Tome 2 – Le Baron*, Éditions Québec Amérique.
- Gilles Gagné et Simon Langlois, *Les raisons fortes*, Presses de l'Université de Montréal.
- Pierre Serré, *Deux poids, deux mesures*, Groupe Ville-Marie littérature.

Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Membres du jury :

Robert Comeau, professeur au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal, Jean-Simon Gagné, journaliste et ancien stagiaire de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant et Lisa Lavoie, politologue et ancienne stagiaire de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant.

Récipiendaire :

Dans la catégorie « Mémoires de maîtrise »

Julie Jacques, *L'engagement politique des jeunes femmes au Québec* (Université du Québec à Montréal).

Finalistes :

Dans la catégorie « Mémoires de maîtrise »

Bertrand-Xavier Asselin, *Domination de l'exécutif et bicamérisme au Québec : les exemples australiens* (Université de Montréal).

Dans la catégorie « Thèses de doctorat »

Colette Brin, *La télévision publique en campagne : le plan de couverture électorale à la Société Radio-Canada (1997-1998)* (Université Laval).

2^E JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE – 13 AVRIL 2004

La 2^e Journée du livre politique était sous la présidence de M^{me} Diane Leblanc, députée de Beauce-Sud et première vice-présidente de l'Assemblée nationale. Les membres du comité directeur de la Journée du livre politique 2004 étaient : M. Pierre-F. Côté, M^{me} Élane Hémond, M. Gilles Lesage, M. Denis Monière, M. Jocelyn Saint-Pierre, M. Philippe Sauvageau, M. Robert Tremblay et M. Denis Vaugois.

La Journée s'est amorcée avec l'inauguration de l'exposition *Le livre politique de 1983 à 2003* par la première vice-présidente de l'Assemblée nationale, M^{me} Diane Leblanc. Les participants à l'activité ont pu assister à deux tables rondes, la première animée par M. Laurent Laplante et la deuxième, par M^{me} Françoise Guénette. Voici les participants à ces deux tables rondes :

Le Québec et les États-Unis

- **Louis Balthazar** : professeur émérite au Département de science politique de l'Université Laval et professeur associé au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal ; il est président de l'Observatoire sur les États-Unis à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques à l'Université du Québec à Montréal.
- **Guy Lachapelle** : professeur de science politique à l'Université Concordia. Il fait partie du Groupe de recherche sur l'américanité à qui l'on doit une grande enquête sur l'américanité des Québécois en 1997. Il a publié plusieurs ouvrages et articles scientifiques.
- **Anne Legaré** : professeure de science politique à l'Université du Québec à Montréal depuis 1975, elle a été boursière de l'International Visitor Program du Congrès américain et directrice d'études associée à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Elle a publié en 2003 le livre *Le Québec, otage de ses alliés*.
- **Joseph Yvon Thériault** : lauréat du Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale de la Journée du livre politique au Québec 2003 pour son livre *Critique de l'américanité : mémoire et démocratie au Québec*, publié aux Éditions Québec Amérique en 2003. Il est professeur titulaire au Département de sociologie et directeur du Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités à l'Université d'Ottawa.

Les femmes et la politique

- **Fadela Amara** : fille d'immigrés algériens qui a grandi dans une cité de Clermont-Ferrand, elle est l'auteure du livre *Ni putes ni soumises* (La Découverte), qui lui a valu le Prix du Livre politique 2004, décerné par l'Assemblée nationale française.
- **Élane Hémond** : présidente et l'une des fondatrices du groupe Femmes, Politique et Démocratie en 1998, elle travaille par différents moyens à soutenir l'engagement des femmes dans la vie démocratique et politique. Elle est également membre du comité directeur de la Journée du livre politique au Québec.

- **Fatima Houda-Pepin** : députée de la circonscription de La Pinière à l'Assemblée nationale du Québec, elle préside la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation et la section du Québec du Réseau des femmes parlementaires des Amériques. Diplômée de plusieurs universités, elle possède un baccalauréat en commerce et en science politique, une maîtrise en relations internationales et en bibliothéconomie-sciences de l'information.
- **Julie Jacques** : titulaire d'une maîtrise en études féministes de l'Université du Québec à Montréal, elle a remporté le Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant à l'occasion de la Journée du livre politique 2003 pour son mémoire *L'engagement politique des jeunes femmes au Québec*. Elle a publié, en collaboration avec Anne Quéniart, le livre *Apolitiques, les jeunes femmes?* (Éditions du remue-ménage).

Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale

Membres du jury :

Robert Boily, politologue et professeur de science politique à l'Université de Montréal, Gilles Lesage ancien journaliste au quotidien *Le Devoir* et Vincent Lemieux politologue et professeur émérite.

Récipiendaire :

Jean-Claude Picard, *Camille Laurin* : l'homme debout, Boréal.

Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Membres du jury :

Jean Charron, politologue et professeur au Département d'information et de communication de l'Université Laval, Robert Comeau, professeur au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal et Lisa Lavoie, conseillère politique de la ministre de la Culture et des Communications, M^{me} Line Beauchamp.

Dans la catégorie « Thèses de doctorat » et pour le Prix Ministère des Relations internationales du Québec / Ministère des Affaires étrangères de France

Récipiendaire

Caroline Patsias, *Vivre-ensemble et communauté politique : entre ordres domestique et civique* (Université Laval).

Finaliste

Geneviève Tellier, *Les dépenses publiques et le modèle des interactions politico-économiques : analyse du cas provincial canadien* (Université Laval).

2^e Journée du livre politique

Dans la catégorie « Mémoires de maîtrise » :

Récipiendaire

Jean-René Thuot, *Élites locales, institutions et fonctions publiques dans la paroisse Saint-Roch-de-l'Achigan, de 1810 à 1840* (Université de Montréal).

Finalistes

Mourad Djebabla, *Mémoires commémoratives de la Grande Guerre au Québec, 1919 à nos jours : les enjeux* (Université du Québec à Montréal)

Émilie Giguère, *L'argumentation ad hominem dans les débats télévisés canadiens : la validité éthique de l'argument ad hominem* (Université Laval).

OUVERTURE OFFICIELLE

M^{me} Diane Leblanc, vice-présidente de l'Assemblée nationale

M^{me} Leblanc (Diane) : Madame la présidente de Lire la Politique, Luce Perrot, chers collègues de l'Assemblée nationale, membres du comité directeur de la Journée du livre politique 2004, chers amis, à titre de présidente du comité directeur, j'ai l'immense privilège de vous souhaiter la bienvenue à cette deuxième édition de la Journée du livre politique au Québec. Je vous transmets également les salutations les plus cordiales de mon collègue et président de l'Assemblée nationale, M. Michel Bissonnet, qui est retenu à l'extérieur.

Née en 2003 à l'initiative de l'Assemblée nationale du Québec, la Journée du livre politique s'enrichit, cette année, de nouvelles activités présentées sous le thème *Des idées à votre portée !* Ce thème résume de belle façon le principal objectif de la Journée, soit la promotion auprès des parlementaires et des citoyens d'un genre littéraire qui se compose d'oeuvres parfois polémiques, parfois incisives, mais toujours pertinentes. Sous la plume de nos auteurs, ces oeuvres prennent différentes formes : essais, biographies, mémoires, ouvrages de réflexion. L'Assemblée nationale ouvre aujourd'hui ses portes au coeur d'une programmation qui les met en valeur.

Depuis ce matin, vous pouvez visiter l'exposition, ici même à la Bibliothèque, sur le livre politique de 1983 à 2003. Plusieurs des oeuvres qui la composent ont connu un grand retentissement, confirmant le rôle d'allumeur de débat du livre politique. De plus, dans quelques minutes, lors des deux tables rondes qui suivent, la Bibliothèque sera le lieu d'échanges portant sur des enjeux d'actualité sur lesquels des auteurs, des chercheurs et des citoyens engagés projeteront un éclairage neuf. Ces tables rondes prolongeront une réflexion déjà amorcée sur papier par plusieurs des participants invités.

La France aussi a sa Journée du livre politique et, signe d'une volonté de tisser des liens entre les organisateurs des deux journées, nous avons le bonheur de recevoir deux invités en provenance de France. Je salue d'abord M^{me} Luce Perrot, présidente fondatrice de Lire la Politique. Cette association organise la Journée du livre politique, parrainée par l'Assemblée nationale française depuis déjà 13 ans. Je tiens également à souligner la présence parmi nous de M^{me} Fadela Amara, auteure de l'ouvrage *Ni putes ni soumises*. Cet essai, rappelons-le, a remporté le Prix du livre politique 2004 de la Journée du livre politique française.

S'il définit la mission de la Journée du livre politique au Québec, le thème *Des idées à votre portée !* évoque aussi le rôle de cette Bibliothèque, deux fois centenaire, dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Et, comme l'indique avec poésie la devise de la Bibliothèque *Je puise mais n'épuise*, nous, parlementaires, trouvons, dans les centaines de milliers de volumes, de journaux, de périodiques, de microformes et de documents numériques qui composent ses collections, des idées qui nous inspirent et qui soutiennent notre engagement. Cette inépuisable documentation est en outre mise en valeur par une longue tradition de recherche. Grâce aux publications, aux outils de référence et aux dossiers de presse produits par son personnel, mais grâce aussi aux documents d'archives conservés en ses murs, la Bibliothèque stimule la réflexion et oriente nos travaux vers de nouvelles idées. Et elle le fera auprès de plus en plus de gens, dans les prochaines années, en raison des possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information.

La Bibliothèque rendra ainsi disponible, de façon virtuelle, un nombre croissant de documents et de publications portant sur l'ensemble des champs du savoir. Je vous invite donc à revenir visiter la Bibliothèque et à exploiter les ressources qu'elle vous offre. Vous pourrez aussi en profiter pour découvrir davantage votre Assemblée nationale, soit en visitant l'édifice de l'hôtel du Parlement ou encore en assistant aux travaux de l'Assemblée ou à ceux des commissions parlementaires et pourquoi pas ? aussi en y dégustant un bon repas en excellente compagnie, j'en suis sûre, au restaurant Le Parlementaire. Vous êtes chez vous, à l'Assemblée nationale, et une activité comme la Journée du livre politique nous permet de vous le rappeler.

L'an dernier, les éditeurs, les auteurs, les universités, les étudiants ont réservé à la Journée du livre politique 2003 un accueil très chaleureux. Plusieurs ont félicité l'initiative de l'Assemblée nationale. Nous souhaitons qu'il en soit de même cette année. Alors, à vous toutes et à vous tous, une excellente journée.

Table ronde : Le Québec et les États-Unis

Avertissement :

L'animateur n'ayant pu être joint pour donner son autorisation de publication, ses propos n'ont pu être reproduits

L'animateur présente M. Joseph Yvon Thériault

M. Thériault (Joseph Yvon): Merci. Donc, je voudrais remercier les organisateurs de cette table ronde. J'ai eu l'occasion, l'an passé, de rappeler l'importance que j'accorde, moi aussi, à la revalorisation du politique et je pense que la Journée du livre politique participe de cette revalorisation dans nos sociétés du politique.

Sur ça, pour répondre à la question qui nous est posée aujourd'hui sur la question du rapport Québec et États-Unis, je vais prendre une position ici de sociologue ou de socio-historien dans ce débat. C'est la position, d'ailleurs, que je défendais dans l'ouvrage *Critique de l'américanité*. Qu'est-ce que c'est, une position de sociologue ou de socio-historien ? En fait, c'est une position qui s'intéresse au type de société qu'est le Québec et au type de société que sont les États-Unis, et non pas uniquement aux influences américaines sur la société québécoise. Donc, ma question n'est pas : quelles sont les influences américaines sur la société québécoise ? Ou encore : sommes-nous américanisés, c'est-à-dire sommes-nous envahis par les produits de consommation américains ? À ces questions, la réponse est évidemment oui. Mais la question que j'aimerais poser, et que je posais dans *Critique de l'américanité* : sommes-nous fondamentalement une société américaine ?, c'est à cette question que l'américanité s'intéresse, c'est à cette question qu'il y a une réponse molle et qu'il y a une réponse dure, et je critiquais la réponse dure à cette question, qui est : oui, nous sommes une société américaine.

Au fait, cette question, ça en appelle une autre : qu'est-ce qu'une société américaine ? Et la réponse à cette question, qu'est-ce qu'une société américaine, que plusieurs intellectuels Québécois ont donnée au cours des 20 dernières années, tourne autour de quelques idées centrales. Une société américaine, c'est fondamentalement une société neuve, une société du Nouveau Monde, on dira. Et je préciserai ici, rapidement, trois caractéristiques qu'on associe souvent à cette idée d'une société américaine ou d'une société de... Une société américaine, ce serait une société marquée par la nouveauté. Les sociétés neuves sont des sociétés qui n'ont pas de passé, qui se renouvellent continuellement, qui ont une mémoire courte, etc. Une société neuve, c'est aussi une société qui serait définie par la diversité. Les sociétés neuves sont des sociétés habituellement issues d'une immigration récente, qui valorisent l'errance, l'hybridité, le métissage, etc.

Troisième caractéristique, au-delà de la nouveauté, de la diversité, l'individualisme, les sociétés neuves sont des sociétés qui valorisent très fortement la dimension individuelle ou individualiste de la modernité. Comme le disait Tocqueville de l'Amérique, déjà au XIX^e siècle : « Il n'y a pas ici de filiation, chaque génération ayant l'impression de refaire le monde à chaque société. »

Ces caractéristiques, en fait, nouveauté, diversité, individualisme, distingueraient le type de société du Nouveau Monde du type de société de l'Ancien Monde, particulièrement européen, Ancien Monde caractérisé par un rapport au passé, par opposition à la nouveauté des sociétés neuves, Ancien Monde caractérisé par un rapport à l'homogénéité nationale, opposée à la diversité des sociétés neuves, Ancien Monde caractérisé par un rapport plus « collectivisant », par opposition à l'individualisme des sociétés neuves.

La question, donc, que je pose n'est pas : le Québec est-il une société sur le territoire américain ? Est-il influencé par la puissance économique ou politique américaine ? Mais, en fait, la question que posaient l'américanité et la critique de l'américanité, c'est : le Québec est-il américain comme type de société ? Dans son intentionnalité, est-il une société du Nouveau Monde, est-il une société de la nouveauté, de la diversité, de l'individualisme ? Et la réponse que je donnais, c'est non. Et je disais : « Vouloir définir le Québec par son américanité conduit à nier l'existence même du Québec comme société distincte en Amérique du Nord. »

Je reprendrai, pour terminer, juste les trois caractéristiques que je viens d'énumérer, de l'américanité, pour appuyer un peu cette dernière affirmation. Je dis : « Le Québec n'est pas une société de la nouveauté. » Je veux dire par là que la devise du Québec, *Je me souviens*, n'est pas banale. Comme petite société en Amérique du Nord, comme toutes les petites sociétés d'ailleurs, le Québec a dû tabler sur le désir de continuité, parce que cette continuité n'allait pas de soi, et donc, le Québec n'est pas une société de la nouveauté, mais de la continuité.

Le Québec n'est pas une société de la diversité. Je ne veux pas dire par là que le Québec n'est pas diversifié dans sa population, mais bien que ce qui caractérise le projet québécois, disons l'intentionnalité québécoise, pour être au-dessus d'une proposition partisane, ce n'est pas l'hybridité, ce n'est pas l'errance, c'est plutôt de faire une autre société en Amérique du Nord que celle de l'Amérique anglo-saxonne. Ce n'est pas l'homogénéité que j'oppose ici à la diversité, mais la nation comme manière d'aménager la diversité. Le projet québécois demeure un projet national et non pas un projet multiculturel.

Le Québec n'est pas une société individualiste, enfin. Je veux dire par là qu'il reste, dans la tradition politique québécoise, un vieux fond collectiviste à la fois associé au statut de petite société — l'individualisme libéral effréné n'est pas disponible aux petites sociétés, c'est le luxe des grandes puissances — et à la prédominance historique du catholicisme et, disons-le, du corporatisme. Cette tradition, donc, collectiviste, elle persiste dans ce que nous pouvons appeler aujourd'hui le modèle québécois, une manière particulière, plus « collectivisante », je dirais, d'être politiquement en société.

Je dirai donc, pour conclure, que l'américanité, c'est une possibilité au Québec. Il se pourrait que nous acceptions un jour d'être pleinement Américains. Cela voudrait dire toutefois que nous devrions aussi accepter la proposition de faire société... ou refuser la proposition de faire société autrement en Amérique, qui était pourtant la proposition la plus constante de l'intention québécoise depuis le début du XIX^e siècle. Je vous remercie.

2^e Journée du livre politique

L'animateur présente M^{me} Anne Legaré

Mme Legaré (Anne) : Écoutez, j'ai préparé ma réflexion en partie sur la question de l'américanité, mais aussi pour faire référence à un certain nombre de questions fortes qui se posent actuellement au Québec par rapport à notre identité en rapport avec les États-Unis.

J'aimerais vous remercier, Monsieur Laplante, donc, de cette présentation et aussi en profiter pour remercier les organisateurs, et particulièrement la France, par la personne de M^{me} Perrot, qui nous donne quelques pistes pour approfondir la dimension critique de notre action politique.

Je trouve que le sujet qui nous est offert aujourd'hui est un sujet d'une extrême importance. C'est un sujet d'intérêt général, la relation du Québec avec les États-Unis. Je dirais, quelque part — je ne sais pas si Louis Balthazar sera d'accord, ou Guy Lachapelle — c'est un sujet qui m'apparaît, posé comme tel, être nouveau dans notre paysage politique avec cette visibilité. Donc, c'est un sujet extrêmement important, qui nous renvoie à notre amitié et à notre admiration à l'endroit de notre grand voisin.

Pour démarrer, je viserais à poser trois questions. Mais, pour démarrer, pour introduire mon sujet rapidement, j'aimerais faire référence à une citation de mon collègue et ami Louis Balthazar qui pose, effectivement, d'une façon très claire, la relation, ici, du Canada, puis, ensuite, celle du Québec avec les États-Unis.

Louis Balthazar dit, et je cite son entrevue avec la revue *Forces*, qui a paru en 2001, Louis nous dit que la relation entre les États-Unis et le Canada n'est pas une relation entre deux pays, que c'est une symbiose, que c'est une relation existentielle. Il nous dit : « Les États-Unis, on est quasiment dedans, et le Canada est un sous-produit des États-Unis. » Et il ajoute : « Cela est moins vrai toutefois du Québec, mais il nous reste encore à trouver, dit-il, la meilleure façon de préserver notre identité culturelle devant la forme irréprouvable de cette intégration continentale. »

Je pense que la citation est très nuancée, très juste, et je la reprends, mais j'aimerais y ajouter une interrogation, en débutant : s'agit-il de préserver notre identité culturelle ou s'agit-il plutôt de la construire, de la fabriquer ? Parce que dans la « préserver », il y a une référence à conserver le *statu quo*, alors que ce *statu quo* pose, en lui-même, toute une série de problèmes et de questions sans lesquels nous ne serions pas ici aujourd'hui. Donc, il s'agit de construire ou de fabriquer une singularité. « Construire », « fabriquer » une identité, cela devrait signifier ne pas être les États-Unis, ne pas être la France, mais être une identité singulière et unique. Cela voudrait dire aussi, donc, résister à l'envahissement d'un modèle. C'est-à-dire, la résistance, c'est un ingrédient de la démocratie. La résistance, c'est un ingrédient de la volonté. C'est faire du neuf, imaginer du neuf, créer du neuf, mais le faire dans une perspective, non pas le neuf pour le neuf, comme l'a précisé Yvon Thériault.

Donc, ceci m'amènera à poser quelques questions sur le sujet de notre américanité, sujet devenu très présent ces derniers temps. Un historien pour qui j'ai le plus grand respect, un de nos plus grands historiens actuels, Yvan Lamonde, a par ailleurs apporté une contribution tout à fait particulière sur le thème de l'américanité. Dans une sorte d'esprit de célébration de cette américanité, il nous dit qu'il faut faire basculer les dominos des influences politiques étrangères sur le Québec, faire basculer, donc, le domino France, le domino Rome,

le domino Angleterre, ceci, donc, décroché d'une vision européenne et française du Québec, nous dit-il, pour apporter au Québec une culture de la rupture, culture de la rupture avec les racines européennes.

Donc, pour réfléchir sur cette proposition, qui est tout à fait liée à notre questionnement d'aujourd'hui, j'ai pensé rappeler ce qu'un philosophe français nous a appris, lui qui se spécialise sur le sujet, de ce qu'est particulièrement la signification de l'être européen. Rémi Brague nous dit que ce que l'Europe a apporté au monde, elle l'a apporté aussi aux États-Unis, et je le cite : « L'expérience américaine est européenne. Elle se fonde sur une transplantation et sur le désir d'instaurer un ordre nouveau. C'est donc souligner, dit-il, la profonde légitimité européenne des États-Unis. »

Si les États-Unis ont fait quelque chose de neuf avec de l'ancien, alors, si le Québec décide de faire quelque chose d'américain, il ne fait rien de neuf. Copier l'Amérique, c'est en effet rompre avec toute distance critique héritée de l'Europe.

Ceci m'amène à mon point suivant : le Québec ne doit pas être un instrument de l'autre, il ne doit pas se laisser instrumentaliser. Le Québec ne peut pas être un simple effet de l'intégration économique. Il ne peut pas être le résultat d'un processus qui nous échappe, qui nous serait étranger. Il ne peut pas être l'instrument de son voisin, car sans cela ce serait nier une citoyenneté qui serait l'expression d'une volonté et le fruit d'une décision.

Si d'autres grands ensembles dans le monde choisissent aujourd'hui de se définir dans leur identité, comme grands ensembles, je pense à l'« asianité », dont Guy Lachapelle, qui arrive de cette région, pourra nous parler sans doute, l'« asianité », l'« hispanité », l'européanité, l'américanité, donc, oui, ces références identitaires larges sont en fait un double effet contradictoire de la mondialisation. C'est d'abord gagner en amplitude, en universalisation, l'accès à des représentations de soi fondées sur une même vaste culture marchande et sur l'uniformisation du monde, et c'est perdre en même temps, en dimension critique, la capacité de se reconnaître, de voir ce qui fait chaque identité dans la diversité, dans la pluralité et, surtout, dans la volonté.

En terminant, je poserai la question : les Québécois sont-ils des Américains parlant français ? À cela je réponds : « Certainement non, sinon nous ne serions pas là aujourd'hui en train de nous questionner sur notre identité. » Merci.

L'animateur présente M. Guy Lachapelle

M. Lachapelle (Guy) : Tout à fait. Merci beaucoup. Bonjour, tout le monde, bon après-midi.

Tout d'abord, je voudrais vous inviter à lire les deux livres, celui d'Anne et celui de Joseph Yvon, deux excellents ouvrages qui sont fort intéressants, je vous dirais. Joseph Yvon fait un tour complet de nos débats sur l'américanité, en tout cas qu'on a eus depuis cinq ans au moins, et Anne fait un bon bilan, je pense, de nos stratégies face à l'Europe et face aux États-Unis, donc c'est aussi, sur le plan politique, intéressant, surtout pour notre classe politique qui, parfois, se pose des questions face à l'Europe et face aux États-Unis.

2^e Journée du livre politique

Je commencerais par vous lire une citation, et on partira avec ça. C'est une citation qui date de 1875, et je vous dirai après de qui il s'agit : « Non, nos ancêtres commettaient, selon nous, en 1776, l'erreur d'opter pour l'Anglais contre l'Amérique et il nous a fallu un siècle de lutte continuelle pour en arriver à obtenir, en 1875, ce que nous offrait Washington en 1775. On nous dira peut-être que le Canada avait été cédé à l'Angleterre en 1763, par un traité régulier, mais nous avons toujours pensé que, s'il avait été du pouvoir du libertin qui régnait à Versailles de vendre notre pays à l'Anglais, notre coeur et notre amour de la France ne se donnaient pas à si bon marché. » Citation d'Honoré Beaugrand, dans son introduction à *Jeanne la fileuse* qui était un *best-seller* politique à l'époque, parce que ce *best-seller*, c'était l'histoire entre deux Québécois, un M. Montépel, qui, malheureusement, était du côté des vainqueurs, de l'Anglais, et un méprisé, un vaincu, Jean-Baptiste Girard, qui, malheureusement, était du côté des patriotes.

Tout ça pour vous dire que ce débat entre l'Europe et les États-Unis n'est pas un débat historique vain. C'est un débat qui a poursuivi nos élites politiques. Et Honoré Beaugrand, en passant, a fondé plus de 315 journaux aux États-Unis, un peu partout, a même participé à la guerre au Mexique. Il a été un de ceux qui se sont élevés un peu contre la position de nos élites politiques qui, au cours des ans, ont souvent sacrifié peut-être nos propres intérêts économiques ou autres pour plaire parfois au pouvoir colonisateur britannique.

Donc, ce à quoi Honoré Beaugrand, en 1875, s'opposait, c'est un peu à la position de George-Étienne Cartier, qui voyait comme Beaugrand, nombre de Québécois s'exiler vers les États-Unis, repoussés à la frontière, chassés de leurs terres. À un moment aussi, les Québécois devaient *squatter* les terres, et le terme dans les journaux de l'époque, on parlait de *squatter* les terres, parce qu'on ne pouvait pas devenir propriétaire terrien, ces terres appartenaient à la Couronne britannique.

Je vous dirais, depuis 1875, il a fallu peut-être attendre encore 100 ans. Il a fallu attendre le traité de libre-échange des Amériques de 1989 et celui de 1994, dont on fête le 10^e anniversaire ces jours-ci, et qui nous a replacés un peu dans le débat sur notre lien avec les États-Unis. Ce n'est pas une coïncidence si on parle d'américanité aujourd'hui, autant qu'Honoré Beaugrand parlait d'américanité lui aussi en 1875, c'est parce qu'aujourd'hui, on est dans une nouvelle dynamique qui remet en cause nos liens économiques avec les États-Unis, et avec George Bush aussi en particulier, mais on y reviendra sur la guerre.

Je vous dirais aujourd'hui, si on regarde 10 ans plus tard, et je voulais juste vous faire un petit bilan un peu, parce que mon point de vue est plus celui d'un politologue qui regarde un peu l'évolution des identités depuis une dizaine d'années. Il y a une dizaine d'années, on nous disait tout simplement que l'intégration économique mènerait le Québec, et je vous cite des gens, qu'on aurait moins d'État, que le Québec s'harmoniserait avec le régime américain, qu'on aurait moins de taxes, l'État interviendrait moins, que les dépenses en santé et en services sociaux diminueraient de manière drastique, qu'on aurait moins de syndiqués, que les syndicats ne pourraient plus travailler dans leurs entreprises qui n'auraient plus les moyens de revendiquer leurs salaires, leurs conditions de travail. Et, finalement, on disait que nos valeurs seraient des valeurs individualistes, qu'on perdrait nos valeurs collectives.

Or, l'État n'a jamais été aussi présent, les dépenses sociales en santé n'ont jamais autant augmenté dans les dépenses budgétaires. Nos gouvernements le savent, ils sont étranglés par les dépenses de santé, ce qui les amène à ne pas faire de relations

internationales, mais c'est une autre question. Moins de syndiqués ? Au contraire, le Québec est un des pays avec le plus grand nombre de syndiqués. Il y avait un article dans *L'actualité* qui comparait : en France, c'est 10 %; ici, c'est 40 %. Et, finalement, sur les valeurs collectives, elles continuent d'être importantes et de dominer le débat, ce que Joseph Yvon a mentionné.

Pourquoi en sommes-nous là ? Simplement parce qu'on est un État qui s'appelle l'État du Québec et qui a un pouvoir politique qu'il ne faut jamais négliger. Faire de la politique, étudier la politique, faire des livres de science politique, c'est aussi comprendre le fonctionnement de l'État, montrer comment l'État du Québec est un pilier fondamental, et nos élus l'oublient parfois, parce que défendre les valeurs sociales, défendre nos valeurs collectives, nos valeurs, c'est l'essence même du politique.

J'aime citer à mes étudiants M. Bourassa qui disait, je pense dans son livre de Michel Vastel que vous avez... qui disait à Michel Vastel : « Vous savez, au Québec, on est 7 000 000, 8 000 000, mais on est contre 325 000 000. On est la peuplade francophone en Amérique. » Et c'est un peu ce débat-là qui revient tout le temps dans nos luttes politiques en Amérique.

Je vous rappellerais aussi qu'on n'est pas vraiment des Américains. Louis pourrait en parler longtemps. On dit encore, dans les derniers sondages aux États-Unis, que 48 % des Américains souhaitent une éducation religieuse pour leurs enfants : au Québec, c'est 32 %. Ensuite, des questions comme l'avortement, les mariages du même sexe, les dépenses militaires. Nous ne sommes pas des Américains. Nous sommes essentiellement une société nord-américaine qui cherche à s'identifier, à s'épanouir et à rayonner sur la scène internationale.

Bien sûr, il ne faut pas regarder le passé toujours comme une espèce de refuge. Le *Je me souviens* n'est pas un refuge, il faut surtout trouver des moyens pour de nouvelles actions, pour de nouveaux enjeux, et trouver les moyens essentiellement de faire du Québec une société plus démocratique, plus pluraliste, plus ouverte. Et là, on a des défis qui se manifestent tous les jours.

Être nord-américain, et c'est le sens de l'américanité, c'est d'accepter que nous vivons en Amérique du Nord. Et, chaque fois que je parle à mes collègues au sein de l'Association internationale de science politique, il y en a toujours un qui dit : « Bien, vous savez, nous, on est... » Mes collègues français disent : « Bien, vous savez, on est entre les États-Unis et l'Asie. » Mais, moi, je leur dis toujours : « Au Québec, on est entre l'Union soviétique et les États-Unis, c'est peu, et que dans nos livres d'histoire, quand on était jeunes, on disait : Ah ! Il faut faire attention, si un des deux éléphants se tourne d'un bord, on est faits, on est morts, c'est fini, notre situation. »

Malgré tout, on survit, on survit dans cet univers géopolitique nord-américain où, bien sûr, l'Union soviétique n'est plus ce qu'elle était, et, d'un côté aussi, il ne faut pas oublier que les États-Unis non plus ne sont plus tout à fait ce qu'ils étaient.

Je me souviens aussi, en lisant le livre d'Anne, Anne était vraiment surprise, au moment d'écrire son bouquin, du fait que le Canada ait refusé de participer à la guerre en Irak. Mais pourquoi le Canada a-t-il refusé de participer à la guerre en Irak ? Tous mes collègues français me disaient : « Bravo ! Le Canada n'a pas participé à la guerre en Irak. » Je leur répondais : « Oui, mais, sans le Québec, le Canada aurait participé à la guerre en

2^e Journée du livre politique

Irak. N'oubliez pas que ce sont les manifestations au Québec...» Et là il y a une distinction. Je citais M. Celluci, par exemple, qui disait : « Nous savons que le Québec est très proaméricain, très partisan du libre-échange, nous savons que ce sentiment puissant contre la guerre est historique, que cela fait partie de la culture québécoise depuis longtemps. Nous avons donc clairement dit, dans nos rapports transmis à Washington, que malgré le sentiment anti-guerre du Québec, il y persistait un sentiment proaméricain qu'il ne fallait pas interpréter comme celui d'une réaction contre les États-Unis. »

Je termine, deux minutes. Il ne faut pas avoir peur des États-Unis. Il y a souvent une attitude de crainte face aux États-Unis qui se manifeste souvent dans les écrits, dans les écrits journalistiques et autres. Le Québec a les moyens, et on l'a démontré durant la guerre en Irak, il est possible de prendre une position différente des États-Unis, et toujours dans le respect.

Les Américains sont une grande puissance économique, sont une grande puissance militaire. On a signé des accords de libre-échange avec eux et on continue de signer des accords. Je vous signale, par exemple, le deuxième Sommet des relations entre l'État de New York et le Québec. On parle de construire un train à haute vitesse jusqu'à New York, ce serait une bonne chose. Malheureusement, à Ottawa, on voudrait que ça aille vers Windsor, mais, malgré tout, on va y arriver dans quelques années.

Et ces liens continuent d'être tissés. Il ne faut pas avoir peur des États-Unis. Et, lorsqu'on aura terminé, je dirais, de voir cette relation toujours comme une relation conflictuelle à travers Washington, on comprendra peut-être, à plus long terme, que c'est dans notre intérêt. Et je pense que tous les hommes d'affaires et les Québécois l'ont compris. Ce n'est pas nier parler d'américanité, ce n'est pas se dire Américains, c'est se dire tout simplement que nous acceptons, un peu comme Yvan Lamonde, les principes qui nous guident dans un univers nord-américain, avec les défis que ça représente, les dangers, mais aussi, pour certains citoyens, comme c'était pour Honoré Beaugrand, peut-être un signe d'espoir. Merci beaucoup.

L'animateur présente M. Louis Balthazar

M. Balthazar (Louis) : Bien, alors, justement, je vais essayer d'être bref. Laissez-moi d'abord, puisqu'on m'a cité tout à l'heure, vous expliquer ce que j'entends quand je dis que le Canada est un sous-produit de la révolution américaine. C'est que tout simplement il n'y aurait pas de Canada aujourd'hui si ce n'eût été des Canadiens de 1776 — entendez les Québécois — qui, à l'époque, après avoir réfléchi beaucoup, manifestant beaucoup d'ambivalence, après avoir fait relativement bon ménage avec l'envahisseur américain qui était aux portes de Québec à Noël de 1775, ont finalement dit non aux Américains. Et, comme ils ont dit non (il faut dire que ce « non » venait essentiellement des dirigeants), la Grande-Bretagne a préservé un espace en Amérique du Nord, et, pour le meilleur et pour le pire, il y eut un Canada que vinrent peupler par la suite les loyalistes, après la révolution américaine. Donc encore un effet de la révolution américaine. Mon point de vue, c'est le suivant. Je crois qu'il faut tenir compte de deux réalités profondes et que ces deux réalités peuvent à l'occasion paraître contradictoires, qu'il peut être extrêmement difficile, périlleux de les maintenir toutes deux. Mais nous n'avons guère le choix.

Première réalité : nous sommes profondément des Nord-Américains, pour ne pas dire des Américains, entendant des États-Uniens — un mot que Laurent Laplante aime à utiliser souvent — nous ne sommes pas des États-Uniens, mais nous sommes profondément américains. On pourrait élaborer là-dessus avec des exemples historiques, contemporains, etc. Nous avons un réflexe nord-américain. C'est notre existence, c'est notre enracinement. Mais, en même temps et du même souffle, nous entendons demeurer distincts de nos voisins américains et de nos voisins canadiens de langue anglaise. Nous voulons, et je suis bien d'accord pour changer l'expression, non pas préserver notre culture et notre langue, mais la construire sans cesse, la renouveler sans cesse, puisque la culture est un être vivant qui se renouvelle constamment, qui n'est plus ce qu'il était hier et qui n'est pas ce qu'il sera demain. Donc, notre intentionnalité est extrêmement importante et, pour cela, nous avons besoin d'alimenter, pour ne pas employer le mot « préserver », d'alimenter constamment nos liens avec la France, nos liens avec la Francophonie, nos liens avec les petites nations qui, comme nous, dans de grands ensembles, cherchent à affirmer et à construire constamment leurs identités.

Mais ce qui m'agace et ce sur quoi j'ai tendance à insister souvent, c'est que tout au long de notre histoire, et encore aujourd'hui, nous avons souvent tendance, et cela se comprend bien, à occulter notre américanité. Nous sommes marqués par notre nord-américanité beaucoup plus profondément que nous sommes portés à l'admettre. Je vous en donne un exemple : nous ne pouvons pas nous permettre de faire une critique des États-Unis, et Dieu sait si cette critique s'impose ces jours-ci, nous ne pouvons pas nous permettre de faire cette critique comme si nous étions ailleurs. Nous sommes ici aux marches de l'empire, à quelque 100 kilomètres de la frontière américaine, appartenant à un traité de libre-échange qui régit notre bien-être économique. Une large part de notre bien-être économique vient de notre commerce avec les États-Unis: répétons-le, 85 % de notre commerce international, et le commerce international est vital pour une petite société comme la nôtre, vient des relations avec les États-Unis, qui sont un des seuls partenaires avec lesquels nous ne sommes pas déficitaires. Et à bien des égards, nous vivons dans cet empire, sous cette mouvance.

Je vous donne un autre exemple : nous sommes tous très heureux que le Canada ait ratifié le Protocole de Kyoto et nous critiquons, à juste titre, le président américain de n'avoir pas voulu ratifier ce protocole. Cependant, du même souffle, nous ne nous sommes pas encore, jusqu'à maintenant, imposé quelque contrainte que ce soit en matière de consommation de l'énergie la plus polluante, semble-t-il, celle que nous consommons tous les jours avec nos automobiles que nous utilisons de plus en plus, que nous utilisons de plus en plus surdimensionnées, et donc de fortes consommatrices de pétrole. Nous sommes contre le fait de ne pas ratifier le Protocole de Kyoto, mais j'espère que ça va changer dans les jours à venir il n'y a pas un gouvernement qui oserait augmenter la taxe sur le pétrole, parce que le mot « automobiliste » dans notre société, et ceci est bien américain, est à peu près synonyme du mot « citoyen ».

Nous sommes aussi très américains dans notre rapport à la ville. Et cela est en rapport avec ce que je viens de dire sur la consommation du pétrole, nous n'avons pas appris à aménager la ville. Le Nord-Américain, qu'il soit États-Unien ou Québécois, dès qu'il a sa chance, fuit la ville, pour le meilleur ou pour le pire, avec comme conséquence que nous passons une partie de plus en plus grande de nos journées enfermés dans ces automobiles qui sont ennemies de la convivialité que les villes avaient petit à petit tenté de créer. Regardez

2^e Journée du livre politique

simplement ici ce qu'est la ville de Québec : sur à peu près 700 000, 800 000 de population, il y en a à peu près 150 000 qui vivent dans des espaces vraiment urbains à forte densité de population ; les autres sont dispersés dans des ensembles qui ressemblent à la ville de Los Angeles, qui est encore un modèle.

Ceci me désole, et je voudrais que nous allions plus loin, mais je pense que, comme disait Pascal déjà, avec beaucoup de sagesse : « Qui veut faire l'ange, fait la bête ». Donc, reconnaissons que nous sommes inclus dans cet empire, dans cette intégration continentale, et que c'est à l'intérieur de cet ensemble que nous devons constamment construire notre identité et nous battre pour la diversité culturelle.

Une dernière remarque. Nous gagnons beaucoup, comme je le disais, à alimenter notre relation avec la France, à échanger culturellement sur le plan des livres, etc., avec la France, avec la Francophonie, avec tous les pays d'expression française. Cependant, je comprends mal pourquoi nous devons demander si souvent à des Français de nous expliquer les États-Unis. Il me semble que ce devrait être l'inverse. Nous, qui vivons en Amérique du Nord, qui avons cette sensibilité américaine, qui devinons si bien les Américains, nous aurions, il me semble, une mission d'expliquer l'Amérique du Nord aux Européens. Or, c'est le contraire qui se produit. Nous demandons rarement à des Français de nous expliquer ce qui se passe à Toronto, mais, presque quotidiennement, nous demandons aux Français de nous expliquer ce qui se passe à Washington. Il me semble que, tout en faisant des efforts pour développer notre originalité, notre caractère propre, notre langue, notre culture, nous pourrions exprimer et exploiter notre sensibilité nord-américaine, développer plus de connaissances, plus d'expertise sur ce grand espace auquel nous participons. Merci.

L'animateur demande aux participants à la table ronde de conclure

M. Thériault (Joseph Yvon) : Moi, je dirais uniquement que c'est certain que l'idée qui a été exprimée surtout par MM. Balthazar et Lachapelle d'assumer un peu notre appartenance au territoire américain, je pense qu'il n'y a personne qui remet ça en question, mais l'important c'est quand même de se rappeler qu'à la fois, je dirais, le Canada et le Québec, dans leur formation historique, ont été des moments... une volonté de faire un projet de société qui n'était pas le projet américain. Il me semble que ça reste ça, la question, c'est-à-dire non pas à savoir si on participe du continent américain, mais à savoir si on est capables encore dans nos sociétés, aujourd'hui, d'avoir une proposition de société qui non pas diverge complètement, mais du moins nuance notre appartenance à l'Amérique.

M^{me} Legaré (Anne) : Oui. C'est dommage qu'on n'ait pas de débat parce que Louis Balthazar nous a mis beaucoup de pain sur la planche. Cher Louis. J'aimerais juste poser une question: Sommes-nous, oui ou non, dans un monde démocratique ? Si nous sommes dans un monde démocratique, nous ne sommes pas les seuls à avoir des difficultés à affirmer des positions nuancées, comme disait Yvon, par rapport aux États-Unis. Nous ne sommes pas les seuls. Même si nous sommes plus proches, il y a d'autres pays, et voyons le sort de l'Espagne, voyons le sort de la France, pour donner de gros exemples, et allons plus loin ailleurs dans le monde. S'il y a un espace démocratique, oui, au Québec, il est permis de penser autrement que dans la fusion ou la filiation avec les États-Unis.

M. Lachapelle (Guy) : Le Canada s'est toujours défendu ou s'est toujours présenté en disant, quand vous demandez à un Canadien: Nous ne sommes pas Américains, que signifie ne pas être Américains ? La réponse était : nous avons des programmes sociaux, nous avons le Québec et nous avons peut-être un gouvernement qui prend des décisions.

Moi, je ne voudrais pas que le Québec... on me dise un jour, si vous demandez à un Québécois: Je ne suis pas Américain... Je voudrais que les Québécois disent plutôt : « Nous sommes Québécois; voici, nous avons notre culture, notre identité, nos valeurs sociales, nos valeurs collectives et notre mode de vie. » Je pense que c'est une façon positive de prendre les choses. Quand vous regardez la littérature, ce débat-là n'est pas nouveau. C'est un débat qui remonte dans les années 70.

Et je ne suis pas d'accord avec Joseph sur le point de dire qu'on a voulu faire un modèle canadien ensemble. Je mettrais Joseph au défi de me dire quel est ce modèle canadien qu'on a voulu ensemble. Merci.

M. Balthazar (Louis) : Bon, je n'ai absolument rien à redire sur ce qu'ont dit Anne Legaré et Joseph Yvon Thériault. Je vais simplement ajouter une petite chose pour compléter ce que je viens de dire. Bien sûr, nous lisons la littérature de langue française et tout ce qu'on a à dire sur les États-Unis en Europe. Très bien, c'est intéressant, et parfois, il y a une distance qui peut être révélatrice ou porteuse de leçons. Mais une chose que nous avons tendance à occulter, peut-être à cause des difficultés linguistiques, et je le comprends bien, c'est la compréhension de la contestation des États-Unis à l'intérieur même de cette société. Et quoi qu'on en dise, les États-Unis, c'est encore une société démocratique. C'est une société où Michael Moore peut être couronné aux Oscars à Hollywood. C'est une société où Ralph Nader est candidat à la présidence. C'est une société où on publie quantité d'écrits et de magazines, de journaux qui contestent profondément le gouvernement américain. Et ça, on a tendance à l'oublier. Merci.

Table ronde : Les femmes et la politique

Avertissement :

Mme Fadela Amara n'ayant pu être jointe pour donner son autorisation de publication, ses propos n'ont pu être reproduits

M^{me} Guénette (Françoise) : (...) Alors, voilà, je vous présente l'objet de cette deuxième table ronde. Vous le savez, vous avez le programme sous les yeux, vous avez donc la présentation plus détaillée de nos quatre « panélistes ». La question qu'on se pose, c'est : comment se fait-il que les femmes jouent dans la société un rôle très important sur le cours des décisions dictant le quotidien et l'avenir de la société plus que dans nos instances politiques ? Est-ce que leur engagement est le plus souvent personnel et communautaire ?

2^e Journée du livre politique

Est-ce que c'est le cas ? Pourquoi semblent-elles davantage intéressées, donc, par le politique que par la politique ? Et je vous rappelle qu'il y a au Québec maintenant 38 femmes députées sur 125. Et 32 % des sénateurs à Ottawa sont des femmes, alors que 20 % à peu près des députées fédérales, donc, sont des femmes; 10 % seulement de mairesses au Québec. Bref, (...), est-ce que les femmes ont le goût de la chose publique ? Et, si oui, comment l'exercent-elles, ce goût-là ? On va tout de suite, donc, faire les présentations.

(...)

M^{me} Guénette (Françoise) : (...). Élane Hémond, vous avez déjà, avec le Groupe Femmes, Politique et Démocratie, publié, entre autres outils de travail, cet ouvrage, *Folle de la politique*. C'était il y a deux ans. Vous racontez là-dedans ce que c'est justement que de faire de la politique, de la politique dans des postes électifs, mais aussi tout ce qui entoure la politique. Alors, pour vous, ça fait partie des outils à mettre à la disposition des femmes pour les amener à la politique, pour démystifier un peu tout ça parce que, pour vous, la question, est-ce qu'elle est si claire ? Est-ce que c'est facile d'y répondre ? La politique ou le politique, qu'est-ce qui intéresse les Québécoises ?

M^{me} Hémond (Élane) : Bien, ça dépend de ce qu'on entend par le politique. Si on entend le politique dans le sens des mécanismes qui assurent une certaine cohésion à la société, des mécanismes et des actions, c'est sûr que les femmes travaillent au politique depuis longtemps. Cependant, si on entend le politique dans le sens de l'exercice de la gouvernance, les femmes ont été tenues à l'écart du politique. Et, si on parle de la politique, c'est encore plus évident que les femmes ne sont pas en politique depuis très longtemps. Finalement, on oublie que la non-citoyenneté des femmes, c'était hier. Moi, je dis souvent que la citoyenneté des femmes en est à son âge de pierre. Je fais réagir pas mal de gens. Et actuellement ce n'est peut-être pas le discours à tenir. Mais je rappellerai juste quelques dates qui nous concernent, nous, ici au Québec et au Canada : 1929, le Conseil privé d'Angleterre a dû renverser un article de la Cour suprême du Canada, qui disait que le sens du mot « personne » n'incluait pas les femmes. Ce n'est pas vieux, ça. 1940, les Québécoises acquièrent le droit de vote après toutes les autres Canadiennes. 1940, il y a des gens ici qui étaient nés à ce moment-là.

M^{me} Guénette (Françoise) : Société distincte.

M^{me} Hémond (Élane) : Oui. 1964, c'est encore plus récent — je vais vous dire, moi, j'étais adolescente —, c'est juste à ce moment-là que la femme mariée acquiert son autonomie juridique par la loi 16. Avant ça, pas question d'effectuer des transactions commerciales, juridiques sans la signature du mari. Alors, quand je dis que la citoyenneté des femmes en est à son âge de pierre, je ne crois pas que j'exagère beaucoup. Pourtant, quand je rappelle ça, c'est extrêmement impopulaire. En ce moment, la tendance est plutôt de souligner que les femmes sont partout, sont très visibles et qu'elles réussissent trop bien. Il y a des vice-présidentes d'institutions financières, au Québec, qui sont des femmes. Il y a plusieurs ministères importants qui sont dirigés par des femmes. À l'université, plus

de 50 % du corps étudiant est représenté par des filles. Cependant, je sais que ce discours antiféministe ne représente pas vraiment ce que pensent les Québécois et les Québécoises. Mais je voudrais juste faire remarquer qu'on donne suffisamment d'écho à ces discours-là sur les tribunes publiques pour compliquer la vie et le travail de groupes comme le nôtre. On trouve ça assez difficile en ce moment de gérer notre travail avec des échos publics aussi exagérés. C'est ça.

Maintenant, j'ai parlé de l'âge de pierre de la citoyenneté des femmes, quant à l'implication des femmes en politique, je pense que je vais simplement rappeler quelques dates. C'est en 1961 qu'on a eu notre première femme députée à Québec, c'était M^{me} Claire Kirkland-Casgrain. Ensuite, il a fallu attendre 12 ans pour qu'une deuxième femme arrive à l'Assemblée nationale. Bon, c'est sûr que, depuis, on a rattrapé le temps perdu, on est allées vite. On est allées tellement vite que maintenant on dépasse de loin ce que font nos consœurs canadiennes chez elles, et puis dans la plupart des partis fédéraux. C'est vrai qu'on est allées vite. Mais je vois ici des élu-e-s, qui nous soutiennent depuis que le groupe existe, depuis 1999. Entre autres, M^{me} Fatima Houda-Pepin a été du premier « événement » qu'on avait organisé en 1999. Il y a aussi beaucoup d'hommes, des députés, des élus, des ministres qui soutiennent ce que l'on fait. Et pourquoi on fait ça ? C'est parce qu'on pense que même si, dans les mentalités et dans la loi, l'équité hommes-femmes est acquise, dans les faits, notamment aux lieux de pouvoir, on n'y est pas encore. Ce n'est pas vraiment ancré dans la tradition, ce n'est pas vraiment ancré dans la pratique, et c'est pour ça qu'on travaille là-dessus. Et on aimerait ça que le Québec soit avant-gardiste à cet égard-là au niveau de la présence des femmes aux postes décisionnels, que le Québec soit avant-gardiste en tout cas en Amérique.

Et aussi je voudrais rappeler... Ça achève ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M^{me} Hémond (Élaine) : Je voudrais rappeler que 30 % de femmes à l'Assemblée nationale, c'est super, mais je vous dirais que les acquis des femmes sont extrêmement fragiles, et je l'ai vu, entre autres, dans le livre de M^{me} Amara, qui nous rappelle à quel point elle a vu les choses changer depuis son adolescence quant à la condition des femmes dans son milieu. Et je voudrais rappeler que c'est important qu'on s'y mette toutes, qu'on poursuive l'alliance que l'on a déjà établie entre les élues, les femmes d'affaires, les militantes des milieux communautaires et des milieux universitaires et autres, qu'on poursuive parce qu'il faut ancrer ce que nous avons déjà fait, il faut le poursuivre. J'aurais aimé ça vous parler des différents outils que notre groupe a mis en place et poursuit depuis cinq ans, qu'est-ce qu'on fait pour amener les femmes en politique. C'est sûr qu'on travaille beaucoup au niveau de l'éducation, de la motivation. J'aurais aimé ça vous en parler, mais ceux qui s'y intéresseront pourront me demander des documents que j'ai sur la Fondation et sur le groupe.

M^{me} Guénette (Françoise) : Ou sur l'école d'été que vous préparez pour les candidates aux municipales de 2005.

2^e Journée du livre politique

M^{me} Hémond (Élaine) : Oui. Si vous me donnez la chance, Françoise, j'en parlerais volontiers.

M^{me} Guénette (Françoise) : Parfait. Alors, je poursuivrai quand même le premier tour avec M^{me} Houda-Pepin justement qui, elle, a plongé en politique en 1994. Sans aucun doute, M^{me} Houda-Pepin, ou avec quelques tensions internes quand même ? Parce que ce n'est toujours pas évident, hein ? Je me rappelle que, l'an dernier encore, bien, il y a un peu plus d'un an maintenant, les partis politiques, y compris le Parti libéral, cherchaient mais vraiment beaucoup de candidates femmes, et c'est toujours dur encore d'en recruter. Vous le savez.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Oui, en effet. D'abord, vous me permettrez de saluer ma collègue la vice-présidente de l'Assemblée nationale et nos distingués invités. Je suis très honorée d'être parmi vous aujourd'hui. C'est un débat que je fais toujours avec un plaisir renouvelé...

M^{me} Guénette (Françoise) : Depuis longtemps.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Depuis longtemps, effectivement. Je viens du communautaire, de l'informel vers le formel, donc j'ai vu les deux côtés de la médaille. J'ajouterais à ce qui vient d'être dit sur le portrait des femmes en politique que M^{me} Claire Kirkland-Casgrain, qui est la première femme à avoir été élue à l'Assemblée nationale du Québec en 1961, lorsqu'elle est arrivée à Québec, et elle voulait louer un pied-à-terre, parce qu'évidemment sa maison est dans la région de Montréal, et on lui a refusé de louer l'appartement sans la signature de son mari. C'était en 1961. C'est ce qui l'a amenée justement à introduire la loi 16 sur le statut juridique des femmes mariées. Alors, vous voyez que les femmes, lorsqu'elles passent du côté du communautaire et de l'implication sociale vers le politique, elles peuvent changer des choses.

J'ajouterais également que lorsqu'on parle des droits de vote aux femmes au Canada ou au Québec, évidemment, dans le cas des femmes canadiennes, c'est en 1918, je crois, qu'on avait accordé le droit de vote aux femmes blanches qui ont des parents militaires. Alors, il fallait vraiment montrer patte blanche. Et les femmes des minorités, particulièrement les femmes asiatiques, il fallait attendre 1947 pour qu'elles puissent avoir le droit de voter, et les femmes autochtones, quelques années plus tard, 1960. Alors, cela se traduit aussi dans la sous-représentation de ces femmes dans les instances électives.

Je parle beaucoup, avec des jeunes femmes surtout, et j'essaie de les intéresser pour aller en politique. Le 12 mars dernier, j'ai organisé un forum sur la place des femmes dans les lieux de pouvoir, parce que le débat auquel on fait référence aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins, ça intéresse beaucoup le monde. Donc, j'ai invité un certain nombre de femmes de tête, des femmes leaders dans leur domaine, à se rencontrer et à discuter de cette chose-là.

J'ai demandé à l'une d'elles, elle a à peu près 35 ans, elle est dirigeante d'entreprise, parfaitement bilingue, très intelligente, très articulée et qui est très portée sur le social, je lui ai demandé : « Mais pourquoi tu ne t'en viens pas en politique ? Tu as vraiment le portrait, le profil exact pour jouer ton rôle au niveau de députée, par exemple. » Elle m'a dit : « Je ne voudrais pas faire la job que tu fais. Un, ça ne m'intéresse pas de mettre ma face sur le poteau; deux, il est extrêmement difficile pour moi d'accepter que quelqu'un s'ingère dans ma vie privée. Or, lorsque vous allez en politique, vous n'avez plus de vie privée, vous devenez des personnages publics. On peut venir fouiller dans votre vie sans avertir. »

Ensuite de ça, elle dit : « Moi, je suis une femme d'affaires. Lorsque je veux prendre une décision, je rencontre mon équipe, et puis on est dans un monde très concurrentiel et on veut décider. S'il le faut, on va prendre des risques. Vous, au gouvernement, ça vous prend tant de temps à discuter, à négocier, à tourner autour du pot, à ne pas dire la vérité, à utiliser la langue de bois sans jamais que quelque chose sorte, et lorsque ça sort, ça sort tout croche. »

Alors, je vous dis qu'est-ce qu'elle pense, la perception qu'elle a. Et je crois qu'elle n'est pas la seule. C'est un peu l'image qu'on a de la politique. Depuis Aristote et Platon, la politique, c'est les intrigues; la politique, c'est les mains sales, et quelque part on a entretenu, d'une manière ou d'une autre, malgré la démocratie, malgré les règles d'éthique qu'on s'est données, parce qu'au Québec on est une société très bien balisée au niveau de l'éthique politique, mais il n'en demeure pas moins que tous les matins, un homme ou une femme député, quand elle se lève, elle doit porter l'image négative, et vivre avec, et trouver, moi, je le dis toujours, trouver la motivation en soi pour aller de l'avant et travailler pour le bien public et pour les citoyens.

L'autre aspect aussi qu'il faut distinguer, c'est le pouvoir d'influence versus le pouvoir au sens de l'exercice de la gouvernance. Les femmes sont très à l'aise dans le pouvoir d'influence. C'est pour ça qu'on les retrouve beaucoup dans les milieux communautaires, le milieu social, parce qu'elles influencent la société, parce qu'elles influencent les pouvoirs publics, parce qu'elles font bouger les choses. Je me demande, par exemple, et ça, je le dis sans aucune arrière-pensée, ce qu'une Françoise David ferait si elle sautait dans l'arène politique par rapport au rôle qu'elle a joué dans le mouvement des femmes en organisant la Marche des femmes, etc. Vous voyez un peu la différence qu'il y a.

C'est sûr que le pouvoir d'influence est important, mais c'est beaucoup plus intéressant d'être dans les lieux de décision parce que, là, vous allez non seulement influencer, mais vous allez créer un impact réel sur les décisions comme telles.

L'autre question qui se pose : généralement, on se demande si les femmes font la politique différemment des hommes. Parce que si on veut les avoir en politique, c'est évidemment pour corriger une iniquité, cela va de soi, mais aussi parce qu'on veut que les choses changent. Est-ce que les femmes font la politique différemment des hommes ? Je répondrai : ça dépend. Ça dépend, parce que si la politique, c'est l'art de gouverner, c'est la manière de faire les choses, c'est évident que les femmes arrivent à la politique avec leur sensibilité, leur expérience de vie, qui sont différentes de celles des hommes. Par conséquent, cela déteint sur leur façon de faire la politique.

2^e Journée du livre politique

Par ailleurs, il y a la ligne de parti, il y a la discipline au niveau du gouvernement, il y a la solidarité ministérielle; une femme, aussi femme soit-elle, lorsqu'elle est encadrée par ces balises-là, elle doit aussi les respecter. Alors, il y a des contraintes avec lesquelles on vit.

On me fait signe qu'il faut que je me taise. En tout cas, c'est un sujet très intéressant, j'aimerais bien continuer le débat avec vous. Merci.

M^{me} Guénette (Françoise) : C'est parfait. On essaiera de garder du temps pour vos questions à vous, également.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Merci.

M^{me} Guénette (Françoise) : Alors, bravo ! Pour enchaîner, Julie Jacques, bien sûr, auteure avec Anne Quéniart de cet ouvrage qui vient de paraître aux Éditions du remue-ménage, donc : *Apolitiques, les jeunes femmes*? On a interrogé une trentaine de jeunes femmes, certaines sont militantes au Parti libéral ou au Parti québécois, mais, si j'ai bien compris, la plupart militent plutôt ailleurs dans toutes sortes d'associations. Et elles ont d'ailleurs un discours assez clair là-dessus: elles préfèrent la cause au groupe, elles refusent les idéologies en bloc, elles sont — et là il y a un beau paradoxe — de l'individualisme solidaire. Ah ! Je trouvais ça absolument frappant à lire, ça, une nouvelle définition de l'engagement. Elles ont besoin de reconnaître leur valeur personnelle dans le groupe ou le parti auquel elles vont adhérer, et c'est avec une sorte de distance critique qu'elles militent constamment. Est-ce que je me trompe, Julie Jacques ?

M^{me} Jacques (Julie) : Non, c'est ça. En fait, l'individualisme solidaire, c'est... Nous, on trouvait intéressant que les jeunes femmes, même si elles sont très impliquées, ce n'est pas la cause qui va passer avant leur vie personnelle, pour la plupart. On trouvait important de garder une distance, de garder un souhait plutôt que d'embarquer totalement dans le parti, puis ça, c'était intéressant aussi au niveau des partis politiques. En tout cas, M^{me} Houda-Pepin voulait continuer le débat, mais, moi, je remarque beaucoup de similitudes avec ce qu'elle a vécu, ce qu'elle vit, parce que les opinions des jeunes femmes, soit celles dans les partis politiques ou celles dans d'autres types de groupes, ont aussi cette idée-là que la langue de bois existe, mais on ne la veut pas, on la refuse aussi. Et, dans les partis politiques, c'est intéressant parce qu'on n'a pas souvent l'impression qu'elles ont la possibilité de faire ça.

Et puis ce que je voulais dire aussi, c'est qu'en dehors des partis politiques les jeunes femmes ont cette idée-là qu'il n'y a plus de vie privée quand on rentre en politique, que nos idées, on ne pourra plus les mettre autant de l'avant que dans le groupe qui sera non partisan, par exemple, on va être obligées de se plier à la ligne de parti, alors que dans le parti politique, on nous dit que la ligne de parti, on peut essayer de jouer avec.

Une méconnaissance, peut-être, parmi ces jeunes femmes là, du fonctionnement, de ce que c'est réellement que le fonctionnement d'un parti politique ? Ou, dans certains cas, elles ont testé l'eau et elles n'ont pas aimé ce qu'elles ont vu ?

M^{me} Jacques (Julie) : Non, elles n'ont pas testé souvent, mais c'est les idées qu'elles se font aussi en regardant...

M^{me} Guénette (Françoise) : Une série de préjugés ?

M^{me} Jacques (Julie) : ...ce qui se passe autour d'elles, dans les médias aussi.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M^{me} Jacques (Julie) : Et puis, comme M^{me} la députée disait, les jeunes femmes, peu importe si elles sont dans les partis politiques ou ailleurs, c'est d'abord le pouvoir d'influence qui les intéresse et non un pouvoir qui serait, par exemple, un pouvoir de première ministre. Il n'y en a aucune qui a le goût d'être première ministre, et même ministre, et même, à la limite, députée. Alors, ça, c'est intéressant aussi, on pense qu'il y a plus de pouvoir en étant à l'arrière qu'en se mettant de l'avant, en ayant son visage sur un poteau, comme elle le disait.

(...)

M^{me} Guénette (Françoise) : (...), Éline Hémond ? Est-ce que vraiment les partis font de la place aux femmes, ils sont prêts à les accepter, qu'elles aient ou non des valeurs intrinsèquement différentes de celles des hommes ?

M^{me} Hémond (Éline) : On peut dire qu'officiellement les partis font de la place aux femmes, et non seulement officiellement, mais pratiquement. Je pense qu'il faut regarder les résultats des dernières élections, et les femmes qui se sont présentées, finalement — on a fait le calcul — elles avaient plus de chances d'être élues que les hommes, et ça, je veux dire, les partis font de la place aux femmes aussi parce qu'ils savent que les femmes sont des candidates gagnantes.

Mais, cependant, là où c'est plus difficile, c'est au niveau de l'approche de la politique. Et c'est ce qu'on retrouve auprès des groupes chez lesquels on travaille en éducation populaire ou citoyenne depuis cinq ans. C'est que les femmes sont excessivement intéressées par le politique, par la politique. Cependant, elles arrivent avec une approche critique, une certaine distanciation qui est difficilement conciliable avec la façon dont se pratiquent actuellement la politique, la partisanerie, le pouvoir. Et je pense qu'au sein des outils qu'on développe, notamment au sein de l'école Femmes et démocratie municipale, qu'on a réussi à mettre

2^e Journée du livre politique

au point grâce à une fondation créée en alliance des femmes d'affaires, des femmes de terrain, des universitaires, des élues... C'est vraiment un partenariat public-privé intéressant, là, et inédit, cette alliance de femmes de tous horizons pour trouver l'argent, pour faire cette école d'été, Femmes et démocratie municipale, qu'on va tenir au mois de juin à l'ENAP. Et on n'est pas candides, on sait que les femmes veulent qu'on travaille sur une approche de la politique qui soit différente.

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais comment?

M^{me} Hémond (Élaine) : Comment? Eh bien ! peut-être avec des valeurs différentes dans... Là je ne m'embarque pas dans le « différentialisme », Madame Amara. Moi aussi, je pense que les hommes et les femmes ont des valeurs semblables; c'est souvent les approches et les expressions qui sont différentes. Il faut bien voir qu'on n'arrive pas, nous autres, avec un bagage politique qui a été valorisé, qui a été mercantilisé. On arrive avec un bagage d'influences, de pouvoirs, de socialisation qui s'est tenue dans le privé et qui a obtenu de bons résultats. Maintenant, nous sommes à l'étape où nous allons en politique et nous voulons agir aussi sur la sphère publique.

C'est certain qu'on ne peut pas arriver avec la même approche même, encore une fois, si on ne différencie pas les hommes des femmes, si on ne dit pas : « Toutes les femmes sont clonées comme ça, tous les hommes sont clonés comme ça. » Cependant, il faut quand même admettre qu'on arrive avec une expérience de vie qui est différente et avec une tradition historique qui a fait de nous des expertes en conciliation privée et en avancement social dans le domaine du privé.

Mais les femmes veulent aller en politique et on en a eu la preuve avec l'école d'été. On vient de fermer le concours où les femmes devaient poser leur candidature pour hier et on a été agréablement surprises du nombre de candidatures et de la qualité. On va être obligées de faire une sélection difficile. Les femmes veulent y aller, mais elles ne veulent pas y aller à n'importe quelle condition et elles veulent y aller en se disant qu'elles auront la chance, peut-être, d'intervenir sur certaines façons de faire.

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà. Est-ce que ça, c'est possible, Madame Houda-Pepin, de changer la politique de l'intérieur, de changer les règles du jeu, d'y amener ses valeurs ? Vous vouliez réagir un peu à M^{me} Amara, sur la question de l'exercice du pouvoir.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : D'abord, moi, ce que je constate, c'est qu'il y a une grande mystification autour du pouvoir. Il faut savoir aussi : le pouvoir, pourquoi faire ? C'est sûr qu'il y a des gens, et j'en vois, qui, pour eux, le pouvoir, c'est... comment dirais-je, c'est un objectif en soi, c'est la motivation de leur vie. Pour moi, le pouvoir, c'est une façon d'avoir des outils pour changer des choses et changer des petites choses. Parce qu'étant donné que je suis actuellement là où je suis, je comprends qu'on ne peut pas changer la société du jour au lendemain assez rapidement. Il faut y aller étape par étape et faire des petits

changements; et on en fait. Moi, je dis toujours que le secret le mieux gardé en ville, c'est le rôle du député. Qu'est-ce qu'il fait, le député ? Savez-vous ? Un député, c'est un législateur. Vous savez qu'agir par législation c'est un moyen extrêmement puissant pour changer la société. On n'en est pas conscients, mais on commence à le savoir lorsque ça nous affecte directement. Ça, c'est le rôle de député.

Deuxièmement, le député, c'est quelqu'un qui aide les citoyens dans son comté. Et vous ne pouvez pas imaginer, ce travail qui se fait dans la confidentialité, à quel point on peut changer la vie des gens et on peut l'améliorer. C'est quelqu'un qui est présent dans son milieu. C'est un rayonnement, c'est une prise de contact avec la réalité. C'est ça, le pouvoir, finalement. C'est de l'exercer à tous les jours dans les petites choses de la vie.

Je voulais également dire, toujours par rapport à la législation, toujours pourquoi les gens disent : « Le monde politique, ils ont la langue de bois, et puis ça prend trop de temps pour prendre une décision. » Lorsqu'on analyse un projet de loi, on doit analyser tous les impacts sur toutes les clientèles. Et on dit qu'une bonne loi est celle qui est acceptée par tous les groupes qu'elle est censée régir. Un chef d'entreprise n'a pas à se soucier de l'impact de ses décisions sur son voisin, sur les syndicats, sur le patronat, sur ci, sur ça. Nous, en politique, on doit analyser ces impacts-là. Et c'est ce qui fait que le processus décisionnel est très laborieux, parfois complexe, parfois lourd, et ça rend la tâche un peu plus difficile. Mais, lorsqu'on rentre là-dedans et qu'on apprend à fonctionner avec ces règles-là, on peut, malgré tout et malgré les contraintes, créer une différence, faire une différence.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Si on a de jeunes enfants, est-ce que ce n'est pas toujours un problème énorme ? Est-ce que l'enjeu de la conciliation travail-famille ne revenait pas dans les raisons invoquées par les jeunes femmes pour refuser d'aller en politique active ?

M^{me} Jacques (Julie) : Oui, puis ça allait d'ailleurs avec leur souci de préserver leur vie privée aussi. On ne veut pas faire passer le groupe avant sa vie personnelle, avant sa vie familiale. Et puis en même temps, ce qui est formidable, c'est qu'elles sont en train de faire tout ça, être aux études, dans le milieu de travail, souvent elles militent presque à temps plein, elles ont une vie sociale, une vie amoureuse, et puis elles trouvent quand même le temps de militer. Mais c'est sûr que dans les partis politiques, ça se pose différemment. Mais, évidemment, moi, je n'ai pas rencontré d'élus, c'étaient des jeunes qui étaient au comité des jeunes du Parti québécois, du Parti libéral. Donc, la conciliation travail-famille, ça se posait moins.

M^{me} Guénette (Françoise) : Et chez celles qui n'étaient pas dans les partis, est-ce que vous avez retrouvé cette espèce de cynisme face à la politique corrompue, arriviste, le cynisme qu'on prête à beaucoup de jeunes Québécois ? Ou c'est sans doute la même chose en France, là ?

2^e Journée du livre politique

M^{me} Jacques (Julie) : Bien, le cynisme, il est généralisé, je pense, ce n'est pas...

M^{me} Guénette (Françoise) : Ce n'est pas chez les jeunes seulement.

M^{me} Jacques (Julie) : Non, c'est ça, c'est généralisé. Et les jeunes n'y échappent pas. Et puis, par exemple, nous, pourquoi on a décidé de faire la recherche finalement, c'est qu'on avait l'impression, on le disait souvent, que les jeunes sont apolitiques, surtout les jeunes femmes, ou ne sont pas intéressés par la politique. Et souvent, en regardant les statistiques, par exemple, ou les taux de vote, évidemment on ne peut pas juste se fier là-dessus pour dire que les jeunes sont intéressés ou non par la politique. Puis, nous, on a vu au contraire que... en tout cas, 30 jeunes femmes étaient très intéressées par la politique, mais la politique d'une façon large, pas toujours la politique partisane.

(...)

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais la parité n'est qu'un outil parmi d'autres, évidemment. Vous en proposez d'autres, madame Houda-Pepin ?

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : D'abord, il y a un message, moi, que j'envoie toujours aux jeunes filles que je rencontre dans le milieu universitaire...

M^{me} Guénette (Françoise) : Le meilleur argument de vente, qu'est-ce que c'est ?

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Mon meilleur argument de vente pour les jeunes femmes, c'est de leur dire : « Soyez des leaders, soyez des leaders dans votre domaine d'expertise, de spécialisation, dans vos centres d'intérêt, et soyez aussi des leaders si la politique vous intéresse. » Mais je pense qu'il faudrait aller les chercher par ce côté-là et non pas par le pouvoir, en focalisant essentiellement sur le pouvoir. Il faut dire aussi que dans le pouvoir, il y a une rencontre d'une multitude d'expériences. Alors, j'ose espérer qu'une femme qui est spécialiste en biochimie, en médecine ou en art, un jour, peut-être, elle va rencontrer la politique et elle va avoir déjà une expérience à transférer.

Sur les outils, évidemment, les moyens divergent. Il y a l'approche coercitive qui est, entre autres, celle des quotas qui sont imposés par législation ou autres. La France a adopté cette voie, en juin 2000, en modifiant la Constitution et en imposant le quota de 50 %. Il y a d'autres pays qui le font. Au Canada, au Québec, moi, je suis davantage favorable à une mesure incitative qui consiste à responsabiliser les partis à recruter une qualité de femmes et aller les chercher et les motiver à s'impliquer, et on a réussi à atteindre des résultats. On est à 30 %. Ce n'est pas le Pérou, mais on arrive, et il y a aussi le mode de scrutin.

Vous savez qu'une des critiques qui est faite à la sous-représentation des femmes en politique, c'est le mode de scrutin, le scrutin majoritaire uninominal, et il y a des groupes qui militent pour la représentation proportionnelle dans l'espoir que cela ouvrira la voie à

plus de femmes qui iraient en politique. En effet, les statistiques démontrent que là où on a implanté la représentation proportionnelle, la représentation des femmes s'est accrue de façon significative. Alors, il y a probablement quelque chose à regarder là. On est en train d'analyser, le débat se fait au Québec aussi.

M^{me} Guénette (Françoise) : Et personnellement, c'est la voie que vous choisiriez ?

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Moi, la voie que je choisirais pour le moment, c'est celle des mesures incitatives. Je sais qu'elle est concrète, qu'on peut aller chercher des gens parce qu'ils ont les capacités, les qualités et le profil pour la fonction et, si on réussit à les motiver pour les impliquer, bien, on a été capables à date quand même d'avoir 30 %, 30,4 % des femmes à l'Assemblée nationale. Il y a huit (femmes) ministres sur une vingtaine. Donc, le tiers du Conseil des ministres à Québec est composé par des femmes, et il y a évidemment d'autres efforts qui se font à d'autres niveaux.

M^{me} Guénette (Françoise) : Éline Hémond, à votre groupe, donc Féminisme et démocratie, quels outils privilégiez-vous ?

M^{me} Hémond (Éline) : Mais d'abord...

M^{me} Guénette (Françoise) : Éducation ?

M^{me} Hémond (Éline) : C'est sûr. Mais, à mon avis, l'avenir est dans l'alliance à la fois des féministes universitaires, des femmes de groupes de terrain, de quartiers, des gens qui, comme nous, travaillent en éducation populaire, des alliances avec les élus, qui sont très importantes, et même les femmes d'affaires, et c'est ce qu'on a réussi à faire au Groupe femmes, politique et démocratie. Et je voudrais juste signaler parmi les multiples outils qu'on a mis au point, il y a une activité « théâtre-éducative » qu'on offre dans des écoles. Depuis un an, on a rejoint 3 000 étudiants du secondaire, garçons et filles, sur le thème de l'engagement citoyen de la vie démocratique.

Alors, ça, c'est du travail à long terme que l'on fait tout comme on fait du travail à court terme en préparant les aspirantes candidates pour les élections municipales. Moi, je pense que la solution, elle est dans les alliances et dans l'éventail des outils que l'on propose tous ensemble.

M^{me} Guénette (Françoise) : Plutôt que dans la coercition.

2^e Journée du livre politique

M^{me} Hémond (Élaine) : On peut dire ça.

M^{me} Guénette (Françoise) : Par exemple, les amendes imposées aux partis, pas assez féminins dans leurs listes, ce genre de choses.

M^{me} Hémond (Élaine) : Ça, on ne s'est pas encore penchés là-dessus, mais...

M^{me} Guénette (Françoise) : D'accord. Écoutez, je me demande si ça réussirait à convaincre les jeunes femmes que vous avez rencontrées et qui sont intéressées par le politique. Est-ce que ça les convaincrait, ce genre d'université, et tout ça, de passer à la politique partisane ? Julie, qu'est-ce que vous en pensez ?

M^{me} Jacques (Julie) : Je ne sais pas si ça les convaincrait, je n'ai pas d'outil, de solution miracle non plus. Par contre, ce que je vous dirais, c'est que le rôle de personnes clés, notamment les parents et puis les amis militants ou des militants souvent plus âgés qui vont inviter ces jeunes femmes-là à s'impliquer, pas seulement dans les partis politiques, mais dans les groupes environnementaux, de défense des droits des jeunes travailleurs, etc., groupes féministes, groupes altermondialistes, le rôle de ces personnes-là est super important dans le passage à l'acte. Quand on a déjà une sensibilité à des événements politiques ou sociaux, c'est souvent cette différence-là qui va...

M^{me} Guénette (Françoise) : D'avoir des mentors.

M^{me} Jacques (Julie) : Oui. C'est ça.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Donc, mentors recherchés. Il nous reste quelques minutes, peut-être cinq minutes. Est-ce que vous auriez des questions peut-être ou des commentaires pour nos « panélistes » ? Je vous invite à le faire. Oui, Madame Legaré, au micro, s'il vous plaît.

M^{me} Legaré (Anne) : Oui. Merci. D'abord, un commentaire. C'est remarquable, si on compare cette séance avec la précédente, de noter qu'ici on parle de vécu, d'expérience. Donc, ça rejoint, c'est tout à fait cohérent dans la forme avec ce que vous dites et, moi, j'aime beaucoup ça. Je pense que vous avez une animatrice ici, sans déplaire à M. Laplante, qui a une approche différente, féminine. Voilà.

Donc, ma question est la suivante: Madame Houda-Pepin, donc vous êtes parlementaire, vous êtes élue. Vous êtes députée quand même depuis assez longtemps, vous nous tenez un discours qui est critique par rapport au pouvoir, à l'idée qu'on se fait d'être

engagé en politique, c'est-à-dire d'assumer des fonctions de pouvoir. Vous avez aussi laissé entendre que c'était possible de ne pas pratiquer la langue de bois dans un parti. Donc, c'est à ce titre-là que je vous interpelle. J'aimerais vous demander, si vous ne pratiquez pas la langue de bois, ce que vous pouvez nous dire, en toute franchise, d'une femme députée qui n'aspire pas à plus de pouvoir. Voilà.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Bien. D'abord, dans ce que je vous ai dit, il y a deux choses. Dans un premier temps, je vous avais relaté une conversation que j'ai eue avec une jeune femme que je cherchais à intéresser à la politique. Et, dans les arguments qu'elle m'avait apportés, il y avait la question de la langue de bois et il y a la question des contraintes du métier, la perception négative de la politique, et je vous les ai relatés tels quels.

Mon expérience à moi m'amène à penser... J'ai été dans le milieu communautaire avant. J'ai exercé ce qu'on peut appeler le pouvoir d'influence, je l'ai exercé sur des ministres, sur des conseillers municipaux, sur le maire, puisque j'étais présidente du comité « aviseur » sur les relations interculturelles et interraciales à la Ville de Montréal, donc j'avais accès à l'exécutif. Je sais ce que c'est qu'exercer de l'influence.

Maintenant, étant députée, je sais aussi ce qu'on peut faire pour changer concrètement des choses, lorsque je suis face à une pièce de législation ou face à une politique qui est présentée à l'attention des députés et sur laquelle il faut intervenir. Donc, il y a une grande, grande différence, parce que lorsque vous êtes au niveau du processus de décision, l'impact est immédiat. Alors que le pouvoir d'influence, ça vous donne une satisfaction, ça vous donne une liberté immense d'action, parce que vous choisissez vos causes, vous choisissez comment les mener, avec qui vous les menez, alors que lorsque vous êtes dans le corridor du pouvoir, vous devez fonctionner à l'intérieur des paramètres qui sont établis et dans lesquels vous évoluez et que vous tentez d'influencer comme tel.

(Questions du public)

3^E JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE – 5 AVRIL 2005

La 3^e Journée du livre politique était sous la présidence de M^{me} Diane Leblanc, députée de Beauce-Sud et première vice-présidente de l'Assemblée nationale. Les membres du comité directeur de cette Journée étaient : M. Pierre-F. Côté, M^{me} Éline Hémond, M. Gilles Lesage, M. Denis Monière, M. Jocelyn Saint-Pierre, M. Philippe Sauvageau, M. Robert Tremblay et M. Denis Vaugois.

La journée a débuté avec le lancement de l'ouvrage *Nous, peuple du Québec – Un projet de Constitution du Québec*, de M. Daniel Turp et du *Répertoire des fonds d'archives de parlementaires québécois*. Les participants à la Journée ont pu assister à deux tables rondes animées par M^{me} Françoise Guénette, journaliste indépendante.

Le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, M. Benoît Pelletier, qui devait participer à la première table ronde a fait son intervention au préalable en raison des travaux parlementaires.

On trouvera ci-dessous les noms des participants aux tables rondes :

Les citoyens et la réforme du mode de scrutin

- **Paul Cliche** : pionnier dans le domaine de la sociologie électorale au Québec, il a notamment été journaliste aux quotidiens *Le Soleil*, *La Presse* et *Le Devoir*, en plus d'être l'auteur de nombreuses analyses sur le système électoral québécois.
- **Diane Lamoureux** : professeure au Département de science politique de l'Université Laval, elle a exploré les limites des politiques identitaires, principalement à partir des expériences nationalistes et féministes.
- **Denis Monière** : professeur de science politique à l'Université de Montréal, il a publié plus d'une trentaine d'ouvrages dans divers domaines : la théorie politique, la politique québécoise, l'analyse des idéologies, la communication politique et l'analyse des discours politiques.

Faut-il laïciser l'école ?

- **Guy Durand** : théologien, juriste spécialisé en éthique, il a enseigné dans plusieurs facultés de l'Université de Montréal et il a été le directeur-fondateur du diplôme d'études supérieures spécialisées en bioéthique de la Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal.
- **Micheline Milot** : professeure titulaire au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, elle est spécialiste en sociologie des religions. Elle a publié de nombreux articles et livres sur les rapports entre la laïcité et la religion.
- **Michel Winock** : spécialiste de l'histoire des mouvements intellectuels en France, il a d'abord été journaliste avant de se diriger vers l'enseignement. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et essais, tous publiés aux Éditions du Seuil, dont *Le Siècle des intellectuels* (1997, prix Médicis catégorie essai).

Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale

Membres du jury :

Robert Boily, politologue et professeur de science politique à l'Université de Montréal, Gilles Lesage ancien journaliste au quotidien *Le Devoir* et Vincent Lemieux politologue et professeur émérite à l'Université Laval.

Récipiendaire :

Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec 1896-1929*, Fides.

Finalistes :

Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Éditions Hurtubise HMH

Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau, 1985-1995. Tome III. Le Régent*, Québec Amérique.

Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Membres du jury :

Jean Charron, politologue et professeur au Département d'information et de communication de l'Université Laval, Robert Comeau, professeur au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal et Lisa Lavoie, politologue et historienne, conseillère politique de la ministre de la Culture et des Communications, M^{me} Line Beauchamp.

Dans la catégorie « Thèses de doctorat » et pour le Prix Ministère des Relations internationales du Québec / Ministère des Affaires étrangères de France

Récipiendaire

Suzanne Clavette, *Jalon oublié... Des catholiques progressistes au temps de Duplessis : le mouvement de la réforme de l'entreprise (1944-1954)*. (Université de Montréal).

Finaliste

Éric Bédard, *Le moment réformiste : la pensée d'une élite canadienne-française au milieu du XIX^e siècle* (Université McGill).

Dans la catégorie « Mémoires de maîtrise »

Récipiendaire

Jasmin Savard, *La réorganisation municipale au Québec (2000-2003) : vers un renforcement politique des nouvelles grandes villes?* (Université du Québec à Montréal).

Finaliste

Stéphanie Yates, *Caractérisation du lobbyisme au Québec et analyse des réactions des lobbyistes à une nouvelle loi encadrant leur pratique* (Université Laval).

OUVERTURE OFFICIELLE

M^{me} Diane Leblanc, première vice-présidente de l'Assemblée nationale

M^{me} Leblanc (Diane) : Monsieur le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, M. Benoît Pelletier, mon collègue, que je salue et qui participera tout à l'heure à l'une de nos tables, chers collègues députés de l'Assemblée nationale, membres du comité directeur de la Journée du livre politique au Québec, j'oserais dire, chers anciens collègues que je vois ici, qui sont présents. J'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale à l'occasion de la Journée du livre politique au Québec.

Comme présidente du comité directeur de cette activité, je suis également très fière de procéder à l'ouverture officielle de cette troisième édition qui présente un programme particulièrement varié: *Des idées à votre portée!* Voilà le menu que nous vous offrons aujourd'hui, un menu consistant, certes, mais appétissant et, souhaitons-le, succulent.

Dès sa première édition, en 2003, la Journée du livre politique s'est donné comme mission de faire découvrir un genre littéraire extrêmement riche. Tout au long de cette Journée, l'Assemblée nationale souhaite mettre en valeur le travail soutenu des auteurs de livres politiques, un travail de recherche, d'analyse, d'interprétation et de communication souvent effectué dans l'ombre. Nous voulons aussi offrir une tribune aux propos de ces auteurs en permettant au grand public de prendre part au débat qu'ils soulèvent dans leurs œuvres.

La Journée s'est amorcée cet avant-midi avec le lancement de l'une de ces œuvres, l'essai *Nous, peuple du Québec — Un projet de Constitution du Québec*, de mon collègue le député de Mercier, M. Daniel Turp. M. Turp ajoute sa plume à celle des auteurs présents aujourd'hui, et je l'en félicite. En début d'après-midi, nous avons également pu prendre part à un second lancement, celui du *Répertoire des fonds d'archives de parlementaires québécois*. Ce répertoire, réalisé par la Division des archives de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, établit le lieu de conservation des documents d'archives de plus de 700 parlementaires de 1792 à aujourd'hui. D'ailleurs, j'en fais partie.

Nous assisterons dans quelques minutes à deux tables rondes portant sur des sujets qui se sont taillé ces derniers mois une place de choix dans l'actualité : la réforme du mode de scrutin et la laïcité dans nos écoles. Ces sujets interpellent les parlementaires, mais également nous rejoignent tous comme citoyens. Derrière ces enjeux, s'esquissent les valeurs qui façonneront notre vie démocratique ainsi que notre système d'éducation au cours des prochaines années.

Je tiens à remercier tous les « panélistes » et l'animatrice qui participeront à ces tables rondes. Je souligne la présence de M. Michel Winock, qui nous vient de France, et je lui suis tout à fait reconnaissante de se joindre à nous. J'ai moi-même eu l'occasion, M. Winock, d'assister à la 14^e Journée du livre politique à l'Assemblée nationale française, en mars dernier.

La Journée du livre politique au Québec n'aurait aucune raison d'être sans les auteurs qui contribuent à la production de ce genre littéraire. C'est pourquoi nous tenons à leur exprimer notre reconnaissance en leur décernant quatre prix qui seront remis en fin d'après-midi. J'exprime mes plus sincères félicitations aux huit finalistes en lice pour le Prix de la présidence de l'Assemblée nationale, les Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant et le Prix du ministère des Relations internationales du Québec et du ministère des Affaires étrangères de France. Alors, je leur souhaite bonne chance à toutes et à tous.

Pouvions-nous trouver un endroit plus évocateur que la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour célébrer le livre politique ? Depuis plus de 200 ans, les collections de cette Bibliothèque inspirent les parlementaires qui la fréquentent, et nourrissent les discussions et les échanges qui font de l'Assemblée nationale une institution bien vivante. Et, comme l'indique de façon si juste la devise de la Bibliothèque, *Je puise mais n'épuise*, le savoir que dissimulent ces deux millions de documents constitue une ressource renouvelable à l'infini. Je vous invite à revenir profiter de l'exceptionnelle documentation de cette Bibliothèque, dont les portes, je vous le rappelle, sont ouvertes à tous les citoyens.

Je ne pourrais conclure sans exprimer ma plus profonde gratitude à tous les membres du comité directeur de la Journée du livre politique au Québec. Je salue aussi toutes les personnes qui les ont généreusement appuyés dans leur travail d'organisation de cet « événement » au cours des derniers mois, au premier chef, le directeur de la Bibliothèque, M. Philippe Sauvageau. À toutes et à tous, je souhaite une excellente journée sous le signe de l'ouverture et de l'échange.

Avant de terminer, permettez-moi de vous lire un message de Son Excellence la lieutenant-gouverneure du Québec, Madame Lise Thibault. Elle nous dit ceci : « Merci de l'invitation. Vous avez eu la gentillesse de m'inviter à la troisième édition de la Journée du livre politique au Québec, qui se déroulera le 5 avril prochain, et je vous en remercie sincèrement. Il m'est impossible d'y pendre part, mais je me réjouis de la tenue d'un tel événement.

« Comment raconter l'histoire particulière du Québec sans cesse mettre en lumière sa vie politique ? Comment se nourrir de ces deux éléments sans d'abord les relater, les structurer en thèmes, sans les analyser, les comparer afin de bien les comprendre ? Les écrivains québécois qui dédient leur plume à la politique portent une noble mission. Avec talent, ils ont à cœur de nous donner les fruits de leurs découvertes, de leur passion et de nous livrer une vision éclairée des différents aspects du système dans lequel s'active notre société.

« C'est par ces écrits que des philosophies se juxtaposent, que des points de vue se côtoient, que les idées se marient, que le chemin de notre démocratie avance. Des événements comme la Journée du livre politique au Québec encouragent notre jeunesse à garder allumé le flambeau de la vie politique où s'activent les institutions parlementaires et se débattent différents courants de pensée. Bonne et fructueuse journée. » Et c'est signé: La lieutenant-gouverneure du Québec.

Là-dessus, je vous souhaite d'excellentes délibérations et je vous remercie.

(Suspension)

3^e Journée du livre politique

(Reprise)

M. Pelletier (Benoît) : Bonjour, Mesdames et Messieurs. Merci d'être ici en si grand nombre. Madame la Vice-Présidente, chers collègues parlementaires et également ex-parlementaires. Il me fait plaisir d'être avec vous aujourd'hui. Je dois cependant mentionner que je ne pourrai pas assister à la table ronde, puisque je dois retourner en Chambre où nous discuterons tout à l'heure du projet de loi n° 86, qui porte sur l'accès à l'information. C'est un projet de loi que je présente moi-même. Il y aura, dans quelques minutes, je l'espère — je ne présume de rien — adoption du principe de ce projet de loi. Donc, vous comprendrez que je ne pourrai malheureusement pas entendre vos conférenciers et « panélistes ». Je m'excuse auprès d'eux.

Je tenais néanmoins à venir ici aujourd'hui pour vous saluer et pour vous dire à quel point il me fait plaisir de participer à cette Journée du livre politique au Québec, d'abord parce que le livre politique, c'est ce qui stimule le débat, c'est ce qui nourrit le débat public au Québec, évidemment, et parce que nous savons d'ores et déjà qu'au cours des deux prochaines années, il y a un sujet qui va retenir l'attention au Québec et qui, forcément, sera au cœur du débat public, et c'est ce sujet qu'est celui de la réforme des institutions démocratiques.

Pour le gouvernement du Québec, la réforme des institutions démocratiques a trois axes ou trois dimensions. D'abord, il y a toute la question de la réforme parlementaire. Nous voulons revoir nos règles parlementaires afin que celles-ci soient mieux adaptées aux besoins actuels des députés de toutes les formations politiques, il va sans dire.

Le deuxième axe, évidemment, c'est l'axe de la révision des règles concernant l'exercice du droit de vote. Nous voulons revoir les règles qui sont contenues dans la Loi électorale afin de favoriser davantage l'exercice du droit de vote. Le troisième sujet et non le moindre, c'est la réforme du mode de scrutin.

Toutes ces dimensions, ces trois dimensions, sont contenues dans un avant-projet de loi que le gouvernement a déposé l'automne dernier et qui, au cours des prochaines semaines, au cours des prochains mois, je l'espère, avec la collaboration des partis de l'opposition à l'Assemblée nationale, fera l'objet d'un vaste débat public et d'une vaste consultation auprès des citoyens.

Ces institutions démocratiques, ce sont celles qui nous définissent en tant que société. Ce sont évidemment celles par l'intermédiaire desquelles nous agissons politiquement, nous nous affirmons politiquement. Celles par l'intermédiaire desquelles, bien entendu, les députés peuvent représenter leurs citoyens, les citoyens de leur circonscription, les citoyens de leur région. Ces institutions, donc, elles nous définissent et la réforme des institutions démocratiques est vraiment au cœur du Québec de demain.

En abordant ce thème extrêmement important, nous avons tous le sentiment que nous sommes en train de redéfinir le Québec. Et, dans cette oeuvre de redéfinition du Québec, il est une chose dont je peux vous assurer, il est une chose dont je peux assurer les « panélistes » d'aujourd'hui, c'est que le gouvernement ne tient rien pour acquis. Tout peut faire l'objet d'un débat et tout devra faire l'objet d'un débat. Il n'y a rien en quelque sorte qui soit planifié d'avance ou prévu d'avance et qui puisse échapper au verdict de la population ou au regard de la population de quelque façon que ce soit. Et donc, ça veut dire que ce débat,

il commence au Québec et, évidemment, il commence sous une forme officielle par une étude approfondie de l'avant-projet de loi. Ce débat, bien entendu, a commencé bien avant le dépôt de l'avant-projet de loi, mais il commence au Québec sous une forme officielle. Par ailleurs, il me fait plaisir de confirmer l'intention du gouvernement d'aller de l'avant avec cette réforme dans ces trois dimensions, y compris la dimension de la réforme du mode de scrutin.

Forcément, ce que nous visons, c'est de réduire les écarts, c'est de réduire les iniquités entre la représentation des différents partis politiques à l'Assemblée nationale, mais nous avons également d'autres objectifs, comme celui d'accroître la représentation féminine à l'Assemblée nationale. Nous avons également l'intention d'accroître la représentation des individus provenant des minorités culturelles au Québec à l'Assemblée nationale. Une attention toute particulière va devoir être portée à la jeunesse. Cette jeunesse qui est évidemment le ferment même du Québec de demain.

Vous voyez que nous avons l'intention d'avoir un débat ouvert. Nous avons l'intention d'avoir un débat soutenu. Et votre présence aujourd'hui, à vous tous et toutes, en si grand nombre, témoigne non seulement de l'acuité de ce débat, non seulement de la pertinence et de l'actualité de tout ce débat, mais témoigne également de l'intérêt que vous portez et que, je sais, un très grand nombre de Québécois et de Québécoises portent à cette question qui devient fondamentale pour la redéfinition du Québec de demain, qu'est la question de la réforme démocratique.

À tous et à toutes, donc, bonne activité, bon « événement », bon « panel », et je peux vous assurer que nous suivrons de près ce qui se dira dans le cadre de cette activité. J'ai la chance d'avoir des gens qui me représentent ici dans cette assemblée et qui vont évidemment écouter. Parce que le but, c'est surtout d'écouter, d'entendre, de prendre des notes, et par la suite d'analyser le contenu de vos propos. Merci.

(Suspension)

(Reprise)

Table ronde: Les citoyens et la réforme du mode de scrutin

M^{me} Guénette (Françoise) : J'inviterais tout de suite à s'approcher Paul Cliche, Diane Lamoureux et Denis Monière, s'il vous plaît. Je vous les présente en même temps pour qu'on gagne un peu de temps.

Paul Cliche a été successivement journaliste au Soleil, à La Presse, au Devoir, à Québec-Presse et puis, collaborateur à L'Aut'Journal. Il a publié, depuis 40 ans, de nombreuses analyses du système électoral québécois. Alors qu'il était directeur du secrétariat d'action politique de la CSN, il a rédigé le premier mémoire de la centrale en faveur d'un scrutin proportionnel : c'était en 1980. Auteur de *Pour réduire le déficit démocratique : le scrutin proportionnel*, un ouvrage paru aux Éditions du renouveau québécois, en 1999, il a

3^e Journée du livre politique

été ensuite, en 2001, l'un des fondateurs du Mouvement pour une démocratie nouvelle. Il est désormais porte-parole de l'Union des forces progressistes, l'UFP, en matière de réforme des institutions démocratiques. Bonjour, Monsieur Cliche.

M. Cliche (Paul) : Bonjour.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci d'être avec nous.

Deuxième intervenante, Diane Lamoureux, qui est professeure au Département de science politique de l'Université Laval où elle enseigne la philosophie politique. Ses recherches portent sur les enjeux reliés à la citoyenneté et à la démocratie dans les sociétés occidentales contemporaines. Ces dernières années, elle a exploré les limites des politiques identitaires, principalement à partir des expériences nationalistes et féministes. Elle est l'auteure de *Fragments et collages*, en 1986; *Citoyennes? Femmes, droit de vote et démocratie*, en 1999, et *L'amère patrie*, en 2001, publiés, tous, aux Éditions du Remue-ménage. Bonjour, Madame Lamoureux.

M^{me} Lamoureux (Diane) : Bonjour.

M^{me} Guénette (Françoise) : Et enfin, Denis Monière, professeur titulaire au Département de science politique de l'Université de Montréal. Il a publié plus d'une trentaine d'ouvrages sur la théorie politique, la politique québécoise, l'analyse des idéologies, la communication politique et l'analyse des discours politiques. De 2002 à 2004, il a dirigé le Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise. Il vient d'ailleurs de publier le bilan de cette expérience dans un livre intitulé *Les relations France-Québec — pérégrinations d'un intellectuel québécois en France*, paru aux éditions Lux, chaire Hector-Fabre, en 2005. Alors, voilà. Bonjour, Monsieur Monière.

M. Monière (Denis) : Bonjour.

M^{me} Guénette (Françoise) : On vous a proposé d'abord d'essayer de répondre en quelques minutes — je sais que c'est dur pour des intellectuels et des universitaires —, disons en cinq ou six minutes, votre position. Comment réformer le mode de scrutin au Québec ? Monsieur Cliche, vous y allez ?

M. Cliche (Paul) : Oui. Merci. Ça me fait plaisir d'être avec vous. Même si je suis porte-parole d'un petit parti politique en émergence, je déplore toujours que dans le débat sur le mode de scrutin, on parle surtout des distorsions entre les partis politiques, etc., (...) et on oublie de parler de l'essentiel. L'essentiel, c'est les citoyens, les citoyens

qui, dans notre régime, sont à la base de la souveraineté populaire, ce concept qui est la source de tout pouvoir d'État. Or, on sait que lors des élections, les citoyens délèguent leurs représentants au Parlement. Les partis politiques, eux, ont été conçus comme des instruments pour améliorer l'exercice de cette démocratie de type représentatif, et non pour être le pivot du processus électoral. Selon moi, ce n'est pas la prise de pouvoir par un parti ou par un autre qui devrait être le fait saillant des élections, mais le respect ou non de la volonté populaire telle qu'exprimée dans l'urne. C'est la conformité à cette volonté populaire qui, au-delà de la légalité, fournit une légitimité plus ou moins grande au gouvernement issu des élections et fait en sorte que le Parlement est ou n'est pas le miroir fidèle de la société qu'il représente.

Donc, nous avons un mode de scrutin qui nous a été légué en 1791 par l'Angleterre, qui, à ce moment-là, était une amélioration considérable parce que la colonie se dotait d'un régime parlementaire. Mais ce mode de scrutin là n'a pas évolué depuis, pas d'un iota. On constate, à chaque élection, que les citoyens, eux, avec ce mode de scrutin, il y en a plus que la moitié... par exemple, en 1998, 54,4 % dont le vote n'a aucun poids dans la représentation à l'Assemblée nationale, aucun poids. Et, à chaque élection, ça se répète, ces citoyens-là vont voter et ils déposent le bulletin dans l'urne ; en réalité, il s'en va dans une poubelle.

Or, (...) c'est en fonction de ça qu'on doit analyser, je pense, l'avant-projet de loi qui nous est soumis pour discussion publique qui, j'espère, va se faire le plus vite possible. On l'attendait après les fêtes, elle n'est pas encore venue, elle n'est pas encore annoncée. Il y a des discussions entre les partis, là, on espère que tout le monde va se mettre d'accord pour qu'enfin les citoyens aient leur mot à dire dans le débat, puisque ce débat-là, au Québec, il a commencé à la fin des années 60. Dès 1964, le RIN avait cette question dans son programme. Après ça, ça a été le Parti québécois. Le Parti québécois l'a mis dans son programme en 1969, a été 18 ans au pouvoir, mais ne l'a pas réalisée. Et tous les partis, même l'Union nationale, avec M. Loubier, après 1970, ils l'avaient mis dans leur programme. Donc, à ce moment-là, nous espérons que ça va aboutir enfin.

Prenons l'exemple de la Colombie-Britannique, eux, la Colombie-Britannique, le processus ne date pas de 40 ou 45 ans, il a débuté en 2002. Dès 2003, contrairement à ce qui s'est passé au Québec, il y a eu des commissions parlementaires, des consultations, mais où les citoyens n'ont jamais été vraiment mis dans le coup pour la prise de décision. Le gouvernement et le Parlement là-bas ont confié la responsabilité de la réforme à une assemblée citoyenne. Les gens tirés au hasard représentant tous les « comtés », deux par « comté », une femme, un homme, et finalement qui se sont réunis à partir de janvier 2004, qui ont été formés grâce aux méthodes de démocratie délibérative, qui ont siégé, qui ont consulté leurs concitoyens aux mois de mai et juin de l'année dernière et qui nous sont arrivés à l'automne dernier... qui sont arrivés avec une proposition concrète qui va être soumise à un référendum le 17 mai. Pourquoi le 17 mai ? Parce que dans cette province-là, c'est prévu qu'il y ait des élections à date fixe, et l'Ontario, deux gouvernements libéraux, l'Ontario annonce qu'elle va procéder de la même façon.

Ici au Québec, on demande que la consultation soit faite non seulement par des parlementaires... oui, des parlementaires parce qu'ils ont un rôle important à jouer, mais également par une commission composée à moitié de citoyens. On n'a même pas d'accusé de réception à nos demandes, et plusieurs organismes l'ont demandé.

3^e Journée du livre politique

Alors, c'étaient quelques idées. Ce n'est pas un exposé, mais c'étaient quelques jalons pour amorcer la discussion.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Monsieur Cliche. Madame Lamoureux, maintenant.

M^{me} Lamoureux (Diane) : Oui. Je vais un peu poursuivre dans la même veine que Paul Cliche. Je pense que la réforme du mode de scrutin, c'est quelque chose de beaucoup trop important pour la qualité de la vie démocratique d'une société pour être laissée aux seuls députés, d'abord parce qu'ils sont juge et partie. C'est comme si on demandait à quelqu'un de fixer ses propres conditions de travail ou ses propres conditions d'embauche. Ça pose énormément de problèmes, et c'est le fait qu'on ait laissé ça aux députés qui explique probablement, qu'on attend toujours, 30 ans plus tard, une réforme du mode de scrutin, et que la proposition qui est sur la table est une proposition qui ne répond pas aux interrogations démocratiques fondamentales qui sont soulevées par la question du mode de scrutin.

Donc, c'est vrai que consulter la population, c'est une bonne chose, ça ne nuit jamais de consulter la population, mais je pense que de mettre la population au cœur de la décision politique sur le mode de scrutin, c'est quand même mieux. On l'a vu, la seule province où ça a abouti très rapidement à une proposition concrète qui est soumise à la consultation populaire pour le mode de scrutin, ça a été la seule province qui a choisi la voie de l'assemblée citoyenne constituante. Ça, ça a pris un an et demi, et on a une proposition, et il y aura une décision publique.

Ici, ça fait des années qu'on en discute, il y a eu plusieurs processus de consultation. La dernière grande consultation, ça a été les états généraux sur la réforme des institutions démocratiques, et on attend toujours des résultats. On a des tablettes pleines de propositions de réforme, mais peu de résultats concrets. Donc, de ce point de vue là, je pense que la qualité de la vie démocratique repose aussi sur l'implication citoyenne non pas en bout de piste, mais au cœur du processus de réforme.

Deuxième question qu'il faut se poser: C'est quoi, les grands enjeux à résoudre ? C'est quoi, les grands problèmes de notre mode de scrutin ? Un grand problème de notre mode de scrutin, c'est qu'effectivement la plupart des citoyens et des citoyennes perdent leurs élections. Ils perdent leurs élections parce que avec le mode de scrutin nominal à un tour, qui est notre mode de scrutin, il y a une majorité de gens qui ne voient pas leurs préférences politiques représentées à l'Assemblée nationale, et il y a une partie croissante de la population — on l'a vu lors des dernières élections avec des taux d'abstention qu'on voyait plutôt au municipal ou aux élections fédérales et pas aux élections provinciales québécoises — qui ne se reconnaît pas dans le système institutionnel des partis politiques existants.

À quoi faut-il s'intéresser en premier lieu ? Je pense qu'il faut s'intéresser à deux questions : la première, c'est la question du pluralisme politique et, la deuxième, c'est celle de la sous-représentation des femmes en politique.

La question du pluralisme politique, ce n'est pas sorcier, c'est que plus on a de proportionnalité dans un système représentatif, plus on est assuré de représenter adéquatement le pluralisme politique dans une société. Entre la proportionnelle pure à l'échelle nationale et des modes de scrutin mixtes, il y a plusieurs modes possibles de scrutin, mais, de façon générale, on peut voir que l'avant-projet qui a été présenté en décembre dernier ne répond pas à la question du pluralisme politique. Au lieu d'avoir du bipartisme, on aura du tripartisme. Il y a un seuil d'éligibilité extrêmement élevé, puisque dans les districts où il y aura le plus de représentants élus, il faut au moins avoir 13 %, alors qu'en général les seuils d'éligibilité, dans les systèmes proportionnels, sont fixés à 5 % du vote.

Un autre élément important de la proportionnelle, qui manque dans l'avant-projet de loi qui est actuellement sur la table, c'est qu'il n'y a pas du tout de vote distinct, c'est-à-dire qu'on vote en même temps pour les députés de circonscription et pour les députés de district, ce qui fait que le vote stratégique qui se pratique — on vote plutôt contre quelqu'un que pour quelqu'un, très souvent — donc, ce vote stratégique va devoir se pratiquer, parce qu'il n'y aura pas moyen de distinguer les préférences. Donc, ce qui nous est présenté ne résout pas le problème du pluralisme politique.

Ça ne résout pas non plus le problème de la sous-représentation des femmes. Ce qu'on a dans l'avant-projet de loi, ce sont des mesures incitatives concernant les candidatures. Alors, un parti a tout intérêt à avoir beaucoup de candidates et peu d'élues. Il empoche l'argent, puis il ne se fait pas emmerder par les bonnes femmes. Donc, dans ce cadre-là, c'est très grave, parce que l'exclusion des femmes de la fonction de représentation politique, ça vient redoubler une injustice fondamentale qui a été au coeur... au principe même de notre système de démocratie représentative, c'est-à-dire l'exclusion des femmes, même du droit de vote.

Les mesures qui sont les plus adéquates sont celles qui font en sorte qu'on s'assure de résultats, c'est-à-dire qui jouent sur les élues et non pas sur les candidates.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, pour l'instant. Monsieur Monière, allez-y.

M. Monière (Denis) : Merci. Mon propos était très élaboré, puisqu'on m'avait demandé au départ de préparer une communication, donc je devrai réduire ça à cinq minutes, et je vais être un peu cassant sans doute.

Premièrement, je suis tout à fait d'accord avec mes collègues : il faut d'abord examiner la procédure de la réforme, parce qu'une procédure indique aussi les possibilités qu'on peut aborder. Or, quand on fait une réforme électorale dans un cadre partisan, on s'expose à une réforme qui n'a pas les mêmes effets sur tous les partis politiques, qui va donc créer des inégalités ou des désavantages pour certains partis. Ensuite, quand on fait une réforme dans ce cadre-là, on s'interdit d'aborder certains scénarios, puisqu'en quelque sorte on gèle le cadre institutionnel.

Dans le contexte de l'avant-projet de loi, par exemple, il est interdit de discuter quelque scénario que ce soit qui envisagerait la création d'une deuxième Chambre. Il est interdit d'envisager quelque scénario que ce soit qui augmenterait le nombre de députés au

3^e Journée du livre politique

Québec. Donc, à partir du moment où le débat est verrouillé dans ce contexte, il y a peu de solutions pour introduire une réforme qui s'oriente vers la proportionnelle.

On aboutit donc à un projet qui, à mon avis, servira principalement les intérêts du Parti libéral, et c'est normal, c'est le parti au pouvoir, c'est le parti qui promeut cette réforme, et c'est lui qui va la voter. Donc je suis tout à fait d'accord avec mes collègues, il faudrait que ce processus revienne aux citoyens. C'est aux électeurs de décider quel mode de scrutin ils veulent, ils doivent avoir le dernier mot, et la procédure adoptée en Colombie-Britannique me semble intéressante.

Je vais maintenant aborder la question des effets qu'entraîne un changement de mode de scrutin, parce que je pense que ça peut éclairer les citoyens de savoir l'impact que crée une modification d'un mode de scrutin qui introduit une forme de proportionnelle. Je ne rentrerai pas dans les détails de tous les modèles proportionnels, cinq minutes, je n'ai pas le temps, mais la sociologie électorale nous a démontré que, chaque fois qu'on passe d'un régime de pluralité comme celui qu'on connaît à un régime avec une forme proportionnelle, on aura une multiplication du nombre de partis politiques. Peu importe que ces partis aient vraiment des chances d'accéder à l'élection de députés, il y a un appel d'air, il y a des attentes qui se créent, et de nouveaux partis vont se créer.

On peut tout de suite évaluer l'effet, l'impact qu'aura cette réforme sur le système politique québécois. Ça signifiera que le Parti québécois va perdre certains éléments de ses clientèles, parce que c'est un parti arc-en-ciel, qui regroupe, qui coalise justement plusieurs tendances idéologiques. Donc, l'effet de ce mode de scrutin proposé dans l'avant-projet de loi, c'est de faire en sorte que les partis à vocation idéologique vont avoir beaucoup plus tendance à se fractionner que les partis qui se rallient autour d'intérêts. Donc, le Parti québécois va être premier à subir des effets. Moi, je prévois qu'il sera incapable de prendre le pouvoir dans ce mode de scrutin et que, finalement, ça va rayer... ça va régler la question du référendum jusqu'à la fin des temps. Ceci, c'est pour les conséquences sur le système de parti.

Maintenant, quel serait l'impact qu'aurait le changement proposé sur le fonctionnement de l'État québécois ? On sait que les modes de scrutin avec proportionnelle ont pour effet d'entraîner des gouvernements de coalition. C'est automatique, c'est systématique. Au Québec, nous n'avons jamais eu de gouvernement minoritaire et, forcément, nous n'avons pas eu de gouvernement de coalition. C'est donc un changement radical de notre culture politique. L'impact de ce changement a des conséquences sur nos relations avec nos partenaires canadiens. Nous sommes dans un cadre fédératif. On oublie qu'on est dans une fédération. Il n'y a pas de fédération dans le monde où les modes de scrutin sont différents d'un État à l'autre et par rapport à l'État central. Donc, on se retrouverait, avec ce mode de scrutin qu'on nous propose, avec un gouvernement québécois de coalition qui doit tenir compte des différents partis avant de prendre une position, qui irait négocier, quel que soit le sujet, une entente fédérale-provinciale ou une nouvelle constitution, qui irait négocier, donc, avec un rapport de force de faiblesse. L'avantage stratégique dans un tel jeu où on a l'ensemble des gouvernements canadiens élus avec le mode de scrutin uninominal et donc majoritaire et, nous, on aurait un gouvernement de coalition ou minoritaire qui nous désavantage dans un rapport de négociation avec l'État canadien.

Dernier point qui est très particulier. Personne ne l'a noté, mais ce que propose l'avant-projet de loi, c'est une forme de compensatoire régionale, et on nous dit qu'il y aura deux types d'élus, des élus de circonscription et des élus à la compensatoire. Et on nous dit : « Il y a un ratio 60-40. » Soixante pour cent des élus, puisqu'on est 125 députés, ça fera 75, et le reste sera la compensatoire. Comme par miracle, 75 circonscriptions, ça correspond exactement à la carte électorale fédérale, et on y propose effectivement d'adopter la carte électorale fédérale pour constituer les circonscriptions québécoises. Ceci implique que le Québec abandonne une part de souveraineté sur son système électoral, parce que c'est Ottawa, c'est le Parlement fédéral qui va déterminer le nombre de circonscriptions au Québec et les délimitations de ces circonscriptions. Alors, bonjour la société distincte et le fédéralisme asymétrique.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Monsieur Monière. Écoutez, il y a une période de questions. M. Charbonneau, déjà, trépigne sur son fauteuil. Je vous rappelle qu'il était ministre et qu'il a été à l'origine, un peu, de cette commission parlementaire, en 2002, sur les institutions démocratiques, et tout ça a donné ensuite le comité directeur qui a procédé à cette consultation au Québec et aux états généraux, en 2003, où plus de 1 000 personnes se sont prononcées pour un mode proportionnel, évidemment.

Et là, on a ce projet de loi déposé en décembre par le ministre Jacques Dupuis. On en a parlé, tout le monde y fait allusion. Je résume quand même les chiffres rapidement. On propose un nouveau mode de scrutin de type proportionnel mixte : effectivement, la nouvelle carte comprendrait, sur le continent, si on veut, 75 circonscriptions, un siège chacune, et de 24 à 27 districts qui auraient chacun trois circonscriptions, autrement dit, et deux sièges de compensation, pour un total de 125 ou 127, c'est bien ça, sièges en tout, donc le même nombre qu'actuellement, et on propose, bien sûr, ces mesures financières incitatives pour favoriser la représentation des femmes, des autochtones et des minorités culturelles.

Je comprends bien, le projet de loi ne fait votre affaire à ni l'un ni l'autre, vous y trouvez tous quelque chose à redire. On aurait aimé avoir M. Massicotte, peut-être, parmi nous, c'est ce professeur de science politique de l'Université de Montréal qui a été beaucoup à l'origine de ce concept-là, inspiré du modèle allemand, à quelques détails importants près, c'est-à-dire que dans le modèle québécois, il n'y aurait pas de deuxième tour, c'est ce que vous disiez ?

Une voix : Deux votes.

Une voix : Deuxième vote.

M^{me} Guénette (Françoise) : Il n'y aurait pas de deuxième...

Une voix : Il n'y aurait pas de deuxième Chambre...

3^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, c'est ça.

Une voix : ...parce qu'il faut quand même comprendre le contexte du modèle allemand où il y a deux Chambres...

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà.

Une voix : ...ça fait que ça change toute la dynamique du jeu politique, s'il y a deux Chambres. Et on pourrait parfaitement envisager une réforme à deux Chambres où on aurait la proportionnelle pure intégrale à la Chambre des régions et notre mode de scrutin actuel à l'Assemblée nationale.

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà. Oui, Paul Cliche.

M. Cliche (Paul) : En réalité, le modèle allemand est très intéressant, sauf que...

M^{me} Guénette (Françoise) : Le vrai, oui...

M. Cliche (Paul) : ...le ministre Dupuis l'a transformé. Ce n'est plus le modèle allemand, c'est un modèle Dupuis, qui va instaurer un mode de scrutin que le Québec va être le seul à avoir au monde. Ce n'est pas un mode de scrutin proportionnel, c'est un mode de scrutin majoritaire avec une légère compensation. Et ça n'existe nulle part ailleurs au monde, ce genre de mode de scrutin, mais...

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais le Québec pourrait être distinct une fois de plus.

M. Cliche (Paul) : Oui, sauf qu'il va se distinguer de mauvaise façon. Là où j'ai sursauté...

M^{me} Guénette (Françoise) : Le Québec face à Ottawa...

M. Cliche (Paul) : ...le Québec face à Ottawa...

M^{me} Guénette (Françoise) : ...et déjà, on est en train de s'affaiblir à cause du poids démographique du Québec.

M. Cliche (Paul) : Bien oui, bien oui.

M^{me} Guénette (Françoise) : Est-ce que c'est le temps d'aller...

M. Cliche (Paul) : C'est-à-dire qu'il y aurait un gouvernement minoritaire vraisemblablement avec un gouvernement de coalition. Et c'est un gouvernement de coalition de centre gauche. Il y a de bonnes chances, par exemple, que de nouveaux partis soient là pour appuyer le gouvernement péquiste lorsqu'il va être question de la question nationale. Mais les péquistes sont là et ils pensent qu'ils sont les seuls dépositaires de la pensée souverainiste. Ils veulent maintenir absolument l'hégémonie du parti et tout souverainiste ou indépendantiste qui se présente n'est pas dans l'orthodoxie.

M. Cliche (Paul) : Bien voyons ! arrêtez de rêver ! Si vous continuez à rêver comme ça, votre 33 %, il va tomber à 25 % la prochaine fois.

M^{me} Guénette (Françoise) : Monsieur Monière.

M. Monière (Denis) : Je vais laisser la parole à ma collègue.

M^{me} Lamoureux (Diane) : Bon.

M^{me} Guénette (Françoise) : Madame Lamoureux.

M^{me} Lamoureux (Diane) : Je pense qu'il faut d'abord voir que, s'il y a sept provinces canadiennes qui sont en processus de réforme de leur mode de scrutin, le Québec ne sera pas isolé nécessairement dans ce processus-là. Ça risque même d'avoir des effets sur le gouvernement fédéral. On a, depuis six mois, un gouvernement fédéral minoritaire, personne n'en est mort jusqu'à présent. Donc, c'est vivable. Je pense qu'il faut aussi rappeler que ce qui est proposé, ce n'est même pas un mode de scrutin proportionnel, c'est de la fausse représentation, selon moi, parce que pour avoir un mode de scrutin proportionnel, il faut avoir une façon d'établir la proportion réelle des préférences politiques. Le jeu n'est pas ouvert. Si le même bulletin de vote sert à exprimer à la fois nos préférences pour la...

M^{me} Guénette (Françoise) : Circonscription...

3^e Journée du livre politique

M^{me} Lamoureux (Diane) : ...circonscription et les districts, on n'a même pas ce qu'on a comme possibilités dans les municipalités. Personne n'est embêté aux élections municipales avec deux bulletins de vote, un pour la mairie, puis l'autre pour les conseillers. À Québec, on vit depuis des années avec un maire qui est minoritaire dans son conseil municipal et ce n'est pas ingouvernable : il se prend des décisions sur le plan municipal. Donc, ce n'est pas du tout un mode de scrutin proportionnel, c'est un mode de scrutin qui permet de compenser certaines inégalités, mais au bénéfice des partis déjà représentés à l'Assemblée nationale.

M^{me} Guénette (Françoise) : Et qui empêche justement l'arrivée au Parlement d'un quatrième parti moins traditionnel que les trois premiers, c'est ce que vous dites aussi.

M^{me} Lamoureux (Diane) : Qui rend plus difficile.

Une voix : Beaucoup plus difficile.

M^{me} Lamoureux (Diane) : C'est-à-dire, on ne peut pas savoir exactement... dire que ça empêchera, mais c'est vrai que des partis de gauche, par exemple, ont tendance à avoir un électorat plus dispersé que concentré sur le territoire et que ce mode-là, qui est très territorial, rend difficile l'émergence d'une telle force politique.

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà. Monsieur Monière.

M. Monière (Denis) : Ça limite effectivement le nombre de partis qui vont entrer sur l'arène, mais il faut aussi voir dans d'autres systèmes quels sont les rapports de force qui se créent à l'intérieur de coalitions qui sont du même côté idéologique. Et ça, il y a beaucoup de sociologues qui l'ont démontré, que plus il y a une proportion entre le nombre de sièges et le nombre de votes, plus les partis qui se situent dans la même famille idéologique ont tendance à se combattre entre eux beaucoup plus qu'à combattre les adversaires idéologiques éloignés. Et la France est un très bel exemple de cela. Le Parti socialiste, le Parti communiste, le Parti environnementaliste, tout le monde se bat parce qu'ils se battent pour la même clientèle.

M^{me} Lamoureux (Diane) : Mais, là-bas, il n'y a pas de système de scrutin proportionnel.

M. Monière (Denis) : Bien, elle a un système. En Allemagne, c'est pareil. Je donne cet exemple parce qu'on a là des rivalités entre partis qui font partie de la même famille idéologique. Donc, quand on parle des partis de gauche indépendantistes, dans une logique de coalition, ils auraient plus intérêt à se combattre les uns et les autres qu'à combattre les partis de droite fédéralistes.

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà. Imaginons le PQ, Option citoyenne et...

M. Monière (Denis) : C'est ça, ils se combattraient entre eux beaucoup plus qu'ils ne combattraient les autres parce qu'ils se partagent le même gâteau. Vous savez, ils sont sur le même...

Une voix : Il y aurait une entente.

M. Monière (Denis) : Non, il y a des logiques implacables dans les gouvernements ou dans les alliances de coalition dans les systèmes électoraux où on aborde, où on s'oriente comme proportionnel.

L'autre aspect à considérer, et ça, je suis très étonné que le Parti libéral s'oriente dans cette direction parce qu'automatiquement ils seront forcés... D'ailleurs, tous les scénarios que prévoit Massicotte le disent : dans aucun de ces scénarios, on n'obtient un gouvernement majoritaire, et donc ils seront obligés de fonctionner en coalition. Les libéraux aussi, ils vont être au pouvoir pendant 20 ans, mais ils vont être en coalition avec un autre parti. Or, je vous cite ici un livre qui vient de paraître, *The Economic Effects of Constitutions*, qui démontre, avec une étude de 80 pays, que plus vous avez un gouvernement qui se rapproche de la proportionnelle, plus le taux de croissance des dépenses publiques par rapport au PIB augmente, et plus les déficits gouvernementaux augmentent. Donc, la meilleure solution pour baisser les déficits et baisser les dépenses publiques, ce n'est pas un changement de mode de scrutin.

M^{me} Guénette (Françoise) : C'est quoi? C'est l'élection toujours d'un gouvernement majoritaire...

M. Monière (Denis) : Je vous cite l'auteur : Torsten Persson et Guido Tabellini, chez MIT Press 2003.

M^{me} Guénette (Françoise) : D'autres réponses là-dessus? Oui, Monsieur Cliche.

M. Cliche (Paul) : Moi, je me fais le raisonnement suivant. Il y a un gouvernement de coalition — disons qu'il est de centre gauche ; le PQ et d'autres partis, un peu plus à gauche, j'espère — et là, ce gouvernement de coalition représente une majorité de la population — ce que ne représentent pas les gouvernements à l'heure actuelle, même si les libéraux ont 46 % des voix, les péquistes de 1998 en avaient seulement 42 % — ; quand ils arrivent à Ottawa pour négocier avec une majorité de la population derrière eux, ça veut dire quelque chose ? On avait un gouvernement majoritaire, en 1998, qui avait plus que 60 % des députés, mais qui était minoritaire dans les votes. Qu'est-ce que ça a donné de plus vis-à-vis Ottawa ? Ça n'a rien donné. Ça n'a absolument rien donné. Il faut vraiment qu'on ait un gouvernement...

3^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Ça veut dire qu'un gouvernement majoritaire, mais qui n'a pas la pluralité des voix, c'est moins légitime en un sens qu'un gouvernement de coalition qui l'aurait?

M. Cliche (Paul) : C'est moins légitime, c'est moins légitime, selon moi, sans contredit, mais c'est aussi moins efficace dans ce genre de négociations. C'est ma prétention.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, Diane Lamoureux.

M^{me} Lamoureux (Diane) : Oui. Je pense qu'il faut aussi voir la fonction d'un gouvernement. Je veux bien croire qu'une partie de l'activité gouvernementale, c'est les négociations fédérales-provinciales au Québec, mais un gouvernement aussi a à adopter des politiques... Disons, un gouvernement provincial adopte des politiques provinciales au Québec et, dans ce cadre-là, il y a une nécessité que la population puisse se sentir représentée par ces instances représentatives. Parce que, quand la population ne se sent pas représentée par le système institutionnel, la politique, elle se fait ailleurs que dans des institutions. Et les conséquences d'une politique qui se fait ailleurs que dans les institutions, c'est un moins grand respect pour les institutions.

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais est-ce que le fait de passer à une vraie proportionnelle augmenterait automatiquement la confiance des citoyens envers les institutions et le taux de participation au scrutin ? Est-ce qu'il y a un effet automatique ?

Une voix : Bien non, bien non, bien non ! Il faut sortir des mythologies, hein ?

Une voix : Non, mais le taux de participation va quand même être 10 % de plus là où il y a une proportionnelle, d'après les études.

Une voix : Ce n'est pas la fin du monde...

Une voix : Il y a des pays où il y a la proportionnelle où le taux de participation est le plus faible au monde, la Suisse en particulier. Il y a des pays qui ont un système majoritaire comme le nôtre et qui ont connu récemment un taux de participation qui a crû. Les États-Unis, le taux de participation aux dernières élections a crû de 7 %. Ça n'a rien à voir avec le mode de scrutin, le taux de participation; ça a à voir avec la nature des enjeux qui sont débattus dans une campagne électorale. La preuve, le référendum de 1995, ça, c'est le modèle parfait du mode de scrutin uninominal à un tour. Il y a deux thèses, deux partis...

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais on ne vote pas pour l'homme dans ce cas-là.

Une voix : Il y a deux partis ; 94 % de participation. C'est l'enjeu qui détermine le niveau de participation. Le mode de scrutin a un effet très marginal là-dessus. Ça ne peut pas nuire, j'en conviens, au taux de participation. Mais notre taux de participation au Québec, il n'est pas catastrophique et il n'est pas pire qu'ailleurs.

M^{me} Guénette (Françoise) : Non, mais il est en décroissance...

Une voix : C'est freiné, là. Ça s'est arrêté.

M^{me} Guénette (Françoise) : Diane Lamoureux. La crise de confiance au déficit démocratique...

M^{me} Lamoureux (Diane) : Ça a baissé singulièrement aux dernières élections, et ça ne me semble pas un hasard. D'autre part, un référendum, ce n'est pas un bon exemple parce que, dans un référendum, chaque voix compte. Le décompte absolu des voix, c'est le meilleur exemple de proportionnelle sur un enjeu, un référendum. Donc, de ce point de vue là, on comprend que les gens aillent plus voter dans un référendum, étant donné que chaque voix compte. Alors que, je veux dire, un libéral, dans une circonscription très péquiste, perd sa voix, et un péquiste, dans une circonscription très libérale, perd sa voix, je veux dire, aller voter... Il y a les trois quarts des circonscriptions où c'est plus ou moins.

M^{me} Guénette (Françoise) : C'est joué d'avance.

M^{me} Lamoureux (Diane) : C'est joué à l'avance au Québec. Donc, c'est à la marge que se gagnent les élections d'une certaine façon. Donc, il faut avoir... Je pense que ça aurait un effet... Ce n'est pas un effet magique, ça, ça dépend du système d'un parti, ça dépend de la capacité des partis politiques d'être en phase avec les préoccupations politiques de la population. On a eu un système à quatre partis, au fédéral, même cinq, d'une certaine façon, et on ne peut pas dire...

M^{me} Guénette (Françoise) : On n'a pas accru le taux de participation.

M^{me} Lamoureux (Diane) : On n'a pas accru le taux de participation pour ça, parce qu'il y avait une impression de déconnexion totale entre ce que proposaient les partis et les préoccupations de la plupart des gens. Donc, il y a plusieurs facteurs qui interviennent, ce n'est pas uniquement le mode de scrutin.

3^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Le mode de scrutin, vous êtes d'accord là-dessus. Oui, Monsieur Cliche.

M. Cliche (Paul) : Bien entendu, le mode de scrutin, la réforme du mode de scrutin, ce n'est pas une panacée. Ce n'est pas avec un mécanisme électoral qu'on va régler tous les problèmes politiques. Ça, on s'entend là-dessus. Mais ce qu'on dit, nous, à l'UFP et dans bien d'autres groupes, c'est que ça constitue en soi à... l'instauration d'un mode de scrutin proportionnel constituerait une forme d'achèvement concret de nos idéaux démocratiques, et ça serait un passage obligé vers... c'est un passage obligé vers d'autres réformes de notre système de démocratie représentative. Il faut commencer quelque part, à un moment donné, à moins qu'on ne veuille tout mettre à terre et qu'on ne reconstruise tout l'édifice. Bien, ça, on fait ça dans un contexte de révolution; je ne pense pas qu'on soit dans ce contexte-là.

M^{me} Lamoureux (Diane) : Et on est loin de là.

M. Cliche (Paul) : Donc, il faut commencer... Et ça va redonner confiance aux citoyens qui vont sentir que leurs votes comptent. Déjà, plus de 50 % d'un vote ne compte absolument pas. Et on va pouvoir aller vers d'autres problèmes très importants : la question du système parlementaire, par exemple, versus la présidentielle... Et d'autres : la mainmise de l'exécutif vis-à-vis le Parlement, etc. Et ça va nous conduire également vers le développement progressif d'une forme de démocratie participative.

Une voix : Oui.

M^{me} Guénette (Françoise) : Monsieur Monière, un dernier commentaire et on va passer aux questions des gens de la salle, peut-être.

M. Monière (Denis) : C'est cette notion que tous les votes doivent compter et que, dans notre système, les votes ne comptent pas. Je m'élève en faux contre cette approche parce que, si on admet l'idée que tous les votes comptent si on réussit à faire élire un député — c'est ça, votre intention, tous les votes doivent compter pour faire élire un député —, pourquoi alors il y a seulement 7 % des citoyens, lorsqu'ils votent, quand on les sonde, qui nous disent que c'est pour le député ? Les citoyens votent pour des partis, ils ne votent pas pour des députés principalement — 7 % seulement qui disent voter pour le député ou le candidat. Ils votent pour des partis.

Or, tous les votes obtenus par un parti vont compter en ce sens où le parti aura 25 %, 30 %, 50 % d'électeurs. Et il y aura à partir de ça une force, un rapport de force dans la société. Le Parti québécois... Prenez cet exemple : 1973, 30 % du vote, six députés. Ça ne l'a pas empêché d'avoir un énorme rapport de force : il s'appuyait sur le 30 % d'électeurs qui avaient voté pour lui, et c'est ça qui lui donnait sa crédibilité. Donc, chaque vote compte,

oui, mais chaque vote ne compte pas nécessairement et uniquement pour l'élection d'un individu dans une circonscription. Le vote compte aussi lorsqu'on vote pour un parti, parce que ça donne le rapport de force général dans l'ensemble de la société.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci, Monsieur Monière. Vous avez invoqué tous les deux le modèle de la consultation en Colombie-Britannique, cette assemblée constituante, et le fait qu'on ait placé dès le début le citoyen au centre de la démarche au lieu de la laisser à des parlementaires.

Est-ce qu'on devrait carrément essayer d'envisager ça ici et d'aller ensuite à un référendum, c'est ce que vous suggérez aussi ?

M. Monière (Denis) : Ah oui ! Oui, moi, je suggère ça aussi. Tout à fait.

M^{me} Guénette (Françoise) : Vous êtes d'accord avec ça, Monsieur Monière?

M. Monière (Denis) : Tout à fait.

Cliche (Paul) : Là, on est rendus assez loin. Au moins, moi, ce que je dis, ça fait 40 ans qu'on en parle. Est-ce qu'on va tout recommencer ? Bien, si ça pouvait se faire dans les deux ans à venir, je serais bien d'accord. Mais, au moins, le minimum... C'est qu'il va y avoir une consultation publique, elle est supposée être déclenchée incessamment. On espérait que le ministre nous dise quand elle allait commencer, mais il ne nous l'a pas dit encore. En mai, peut-être ?

Une voix : Dans quelques mois.

M. Cliche (Paul) : Oui, dans quelques mois. Et, au minimum, c'est que « sur » cette commission, il n'y ait pas que des élus, des députés, qu'elle soit constituée également de citoyens et citoyennes, la moitié de citoyens et de citoyennes et d'élus. Ça, ce serait un début vers la formule... Bon. Éventuellement, dans d'autres instances, d'autres juridictions, comme à Montréal, par exemple, où je demeure, il va y avoir un nouveau mode de scrutin, ce serait peut-être une bonne chose de confier ça aux citoyens.

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà. Diane Lamoureux, un référendum pour décider, pour trancher? Une fois le modèle établi, de façon non partisane.

3^e Journée du livre politique

M^{me} Lamoureux (Diane) : Une fois le modèle établi. Mais je pense que de façon plus importante, c'est d'établir correctement le modèle, parce que des réformes de mode de scrutin, on ne fait pas ça aux trois ans. Ce n'est pas une correction de la carte électorale, où on fait ça à intervalles fixes. Il n'y en a pas eu depuis 1867, de réforme du mode de scrutin. On a élargi l'électorat progressivement, mais ça a été les seules réformes qu'on a eues. Donc, il me semble qu'on serait mieux de s'y prendre correctement en la faisant au lieu d'avoir quelque chose...

M^{me} Guénette (Françoise) : De bâclé.

M^{me} Lamoureux (Diane) : ...de bâclé et avec lequel on va être pris pour un bon bout de temps.

M^{me} Guénette (Françoise) : Monsieur Monière, pour finir, rapidement.

M. Monière (Denis) : Oui. Alors, une réforme qui est faite de façon partisane, dans un cadre partisan, c'est une réforme qui est appelée à être renversée dans trois, quatre ou cinq ans. L'exemple de la France, encore là, est parlant : en 1986, les socialistes aux abois ont introduit la proportionnelle et, quand la droite est revenue au pouvoir, ils ont réinstauré l'ancien mode de scrutin. Donc, on peut prévoir que — et c'est le rôle des politologues de prévoir à partir des connaissances du passé — si le Parti libéral fait adopter la réforme telle qu'elle est actuellement proposée, je pense qu'un jour ou l'autre, on va être obligés de revenir sur cette réforme, parce qu'elle est insatisfaisante pour toutes sortes de raisons que M. Cliche a évoquées, et je partage ces raisons. Je ne suis pas contre le fait qu'on change le mode de scrutin, mais je dis qu'il faut avoir des conditions pour le faire et qu'il faut aussi tenir compte de l'environnement géographique dans lequel on se situe et de la situation politique où on se trouve.

(Questions du public)

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup à vous trois. Il y a beaucoup de gens, je pense, dans la salle, qui auraient aimé poursuivre la discussion, mais on doit l'arrêter ici (...).

(Suspension)

(Reprise)

Table ronde: Faut-il laïciser l'école ?

Avertissement :

M. Michel Winock n'ayant pu être joint pour donner son autorisation de publication, ses propos n'ont pu être reproduits

M^{me} Guénette (Françoise) : Deuxième objet de débat, et là aussi on en parle depuis une trentaine d'années, même si on a l'impression que c'est un dossier qui a un peu plus évolué. En fait, il y a eu des changements sur ce terrain-là depuis 30 ans. Alors, une grande question également : faut-il laïciser l'école ?

Je résume un petit peu ce qui s'est passé. Vous savez qu'en réformant les études primaires et secondaires en 2000, le gouvernement québécois a choisi de maintenir l'enseignement religieux catholique et protestant dans les écoles publiques du Québec. Il a dû, pour cela, invoquer la clause « nonobstant » afin de prévenir les contestations judiciaires en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés. La clause ne valant que pour cinq ans, le gouvernement devra trancher d'ici un mois, à peu près, ou moins. Est-ce qu'il va ou non renouveler le recours à la clause « nonobstant » ? En répondant non, il ouvrirait la porte à la laïcisation de nos écoles, une décision, selon certains, nécessaire à une plus grande cohésion de la société québécoise d'aujourd'hui, devenue pluriethnique et pluriconfessionnelle. D'autres soutiennent, au contraire, qu'il serait néfaste d'abandonner ainsi un grand pan du patrimoine religieux de la majorité francophone et catholique, alors que près de 80 % des parents choisissent toujours l'enseignement confessionnel pour leurs enfants, du moins au primaire.

Bref, notre société est-elle prête à compléter le processus de laïcisation des écoles ? Est-ce que l'enseignement confessionnel doit revenir uniquement aux familles et aux institutions religieuses, comme c'est le cas en France, ou doit-il être remplacé par un enseignement obligatoire sur le phénomène religieux ou sur l'histoire de toutes les grandes religions ? Faut-il interdire également le port de tout signe religieux ostensible dans les écoles, y compris les symboles chrétiens ? Comment mieux accueillir les croyances des autres sans perdre notre identité ?

Je vous présente nos trois « panélistes » : Guy Durand sera le premier à parler. Il est théologien et juriste spécialisé en éthique. Il est professeur émérite de l'Université de Montréal. Il a été directeur fondateur du diplôme d'études supérieures spécialisé en bioéthique, de 1992 à sa retraite récente. Il a enseigné aux facultés de théologie, de médecine et des études supérieures de l'Université de Montréal. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Le Québec et la laïcité — Avancées et dérives*, paru aux Éditions Varia, en 2004. Bonjour, Monsieur. Durand. Merci d'être là. Voilà l'ouvrage.

Deuxième invitée : M^{me} Micheline Milot. Et là, j'ai un problème, ce paragraphe-là ne s'est pas imprimé. Je vais reprendre votre présentation, Madame Milot. Professeure titulaire au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Elle est spécialiste en sociologie des religions. Elle est membre du Groupe de recherche sur les religions et la

3^e Journée du livre politique

laïcité du Centre national de la recherche scientifique à Paris. Elle a été membre du Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, lequel produisait, en 1999, ce qu'on appelle depuis le rapport Proulx, du nom du président de ce comité, de ce groupe de travail, et elle a publié *Laïcité dans le Nouveau Monde: le cas du Québec*, en 2002. Elle a également dirigé un numéro spécial du bulletin d'histoire politique intitulé *La laïcité au Québec et en France*, qui paraîtra sous peu. Bonjour, Madame Milot.

Enfin, troisième invité aujourd'hui, M. Michel Winock, qui est historien et enseignant, l'un des plus grands spécialistes de l'histoire des mouvements intellectuels en France. Il a longtemps collaboré régulièrement à des quotidiens comme *L'Événement...* ou à des journaux comme *L'Événement du jeudi*, un hebdo, ainsi qu'au quotidien *Le Monde*. Il est aujourd'hui professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris. C'est l'auteur de nombreux ouvrages tous publiés aux Éditions du Seuil; parmi les plus récents, ne citons que *Le siècle des intellectuels*, prix Médicis 1997 pour les essais, *Les voix de la liberté*, paru en 2001 et, en 2004, *La France et les juifs, de 1789 à nos jours*, en lice pour le prix du livre politique en France. Voilà cet ouvrage passionnant également.

(...)

M^{me} Guénette (Françoise) : (...) Maintenant que le lien est fait entre les deux débats, allons-y avec la laïcité. Et, là aussi, on parle de relation, finalement, entre majorité et minorité, que ce soit électorale ou religieuse. Votre position, d'abord, sur cette grande question. Et je vais commencer, encore une fois... l'ordre alphabétique, qui est neutre. Monsieur Durand, faut-il ou non laïciser les écoles ? D'après ce que j'ai lu, non... ou attention.

M. Durand (Guy) : J'aurais envie de commencer par une mise au point. Qu'est-ce que c'est, la laïcité ? Si on regarde, par exemple, les grandes études, Émile Poulat, en France, il dit : « La laïcité se ramène à deux choses : l'autonomie de l'État face aux églises et l'autonomie des églises face aux États », et, deuxièmement, le respect de la liberté de conscience et de religion.

Donc, nous sommes laïques, au Québec, depuis longtemps, et c'est un peu une tromperie que dire que nos écoles ne sont pas laïques ou il faut accélérer le processus de laïcisation. Ça dépend quelle définition on lui donne. Et ce n'est pas une définition qui doit être comme un passe-partout ou comme un mantra qu'on évoque n'importe quand. Ça, c'est pour réagir à vos propos.

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà.

M. Durand (Guy) : Je voulais d'abord dire un tout petit préambule. Je trouve que l'éducation aux religions, l'éducation religieuse, la catéchèse, les sacrements, ça relève d'abord des églises et des paroisses, et c'est commencé au Québec depuis plusieurs années, et depuis, cinq, six ans encore davantage. Mais je pense que l'école a un rôle spécifique et complémentaire dans certains cas.

À mon avis — donc, je donne ma position et ensuite les arguments —, il faut maintenir les options en enseignement moral et religieux catholique et enseignement moral et religieux protestant. Il faut améliorer l'option formation morale, notamment en y adjoignant, dans le même cours ou dans deux cours séparés, certains éléments d'information sur les religions pour que le parallèle soit meilleur et que tout le monde ait une certaine culture religieuse. Il faut, troisièmement, redonner son sens au service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire, qui, me semble-t-il, a été déformé. Et ça demande, quatrième élément, si vous voulez, une volonté ferme du gouvernement, une volonté politique et une collaboration franche des dirigeants du ministère de l'Éducation et des commissions scolaires, sinon il y a une espèce de dégradation de la situation qui se perpétue. Et ça va demander de renouveler la disposition de dérogation, me semble-t-il, pour cinq ans, afin qu'il y ait une certaine stabilité qui reste.

Avec ces solutions-là, il me semble qu'on pourrait faire confiance à l'évolution de la vie. Au lieu d'imposer un modèle unique à tout le monde, on offre un modèle satisfaisant qui répond le plus — ça reste un compromis — à la majorité des personnes — pas juste à la majorité catholique —, à la majorité des personnes du Québec, et puis ça permettra de voir comment ça évolue. Si les parents ne vont plus... si les élèves ne vont plus à l'enseignement... enseignement moral et religieux catholique ou protestant, on verra, ça tombera. Mais, s'ils continuent à y aller, c'est signe que ça répond à une demande.

Mes arguments. J'ai d'abord un premier groupe d'arguments qui sont des arguments d'ordre, si vous voulez, éducatif et démocratique. Je vais très vite et même je vais le dire un peu bêtement, pour me faire comprendre.

Le premier argument de cet ordre-là, c'est la demande d'une grande partie de la population. Vous avez dit que 80 % des parents choisissent...

M^{me} Guénette (Françoise) : Près de 80 % au primaire et à peu près 60 % au secondaire.

M. Durand (Guy) : Bon. Ça vaut quand même beaucoup plus que tous les sondages et les enquêtes qu'on fait, surtout le dernier sondage Léger Marketing.

Deuxième argument, c'est le souci...

M^{me} Guénette (Françoise) : Attendez. Ce sondage, pour replacer les gens, ça faisait la une du Devoir et ça disait que 76 % des Québécois interrogés étaient prêts à ce qu'on complète la laïcisation, 22 % des gens seulement, je pense, voulant garder le statu quo, donc le régime d'option, le choix entre les deux modèles. Et il y avait aussi un 20 % de gens qui auraient enlevé complètement toute référence religieuse à l'école. Mais ça donnait une majorité de gens pour laïciser davantage, pour aller...

M. Durand (Guy) : Avez-vous lu les questions ?

3^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : ...vers un enseignement culturel des religions.

M. Durand (Guy) : Avez-vous lus les questions ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. À un moment, oui. Mais je...

M. Durand (Guy) : À mon avis, vous ne les avez pas lues attentivement. On y reviendra tout à l'heure.

M^{me} Guénette (Françoise) : Non, non, non. Les questions étaient mal posées, donc ?

M. Durand (Guy) : Tout à fait.

M^{me} Guénette (Françoise) : C'est ce que vous dites, d'accord.

M. Durand (Guy) : Deuxième raison, c'est le souci éducatif. Il me semble qu'il est normal le plus possible, dans des compromis toujours, que l'éducation à l'école, l'éducation religieuse puisse se faire dans la ligne de l'éducation familiale. Ce n'est pas bon pédagogiquement, me semble-t-il, selon l'ensemble des psychologues, de mettre les jeunes devant un éventail de religions en disant : « Bien, choisissez ce que vous voulez. » C'est normal que les parents proposent quelque chose et le jeune, à mesure qu'il grandit, prend des distances ou assume ce qui en est. Le jeune a besoin de repères, et à ce moment où il y a tant de violence, de suicides, etc., d'anomie dans les écoles, chez nos adolescents, pourquoi nous priverions-nous collectivement de ce moyen qui est l'enseignement moral et religieux catholique et protestant pour motiver les gens vis-à-vis de certaines valeurs et les aider à assumer certaines valeurs ?

Troisième argument : de ce côté-là, c'était la fidélité à l'histoire et à notre identité québécoise, qui n'est pas juste la langue française, qui est la culture chrétienne. On peut le faire autrement, mais les options sont aussi un moyen privilégié pour permettre cette continuité-là.

Je voudrais un quatrième argument de ce côté-là.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, le dernier pour l'instant.

M. Durand (Guy) : La mission de l'école. La mission de l'école, on est de plus en plus devant le choix d'une mission d'une école utilitariste plutôt que d'une école humaniste. Le fait que le gouvernement a enlevé la formation personnelle et sociale, le fait que certains

pensent enlever les options d'enseignement moral et religieux catholique et protestant va dans le même sens alors que l'UNESCO, dans un rapport international sur l'éducation, disait : « L'école doit avoir quatre missions : enseigner, si vous voulez, socialiser, qualifier — pour reprendre nos mots québécois — et apprendre à être. »

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà.

M. Durand (Guy) : Apprendre à être, ça, ça veut dire les aider à découvrir le sens de la vie et de la dimension spirituelle de la personne.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci, Monsieur Durand. Je vous arrête là. Madame Milot, vous faisiez partie du groupe de travail présidé par M. Proulx. Donc, je présume que vous étiez d'accord avec toutes les recommandations, dont celle de passer à un enseignement culturel des religions. Alors, votre position.

M^{me} Milot (Micheline) : Je pense qu'on vient de l'entendre, puis on le voit dans les débats, les Québécois ont adopté à l'égard de la laïcité une attitude malaisée, une attitude timorée, voire réfractaire en agitant un certain nombre d'épouvantails en référence à l'histoire française, d'ailleurs, dans laquelle elle ne se reconnaîtrait pas elle-même. Notre histoire politique, et là je vous suis, n'est pas du tout étrangère au processus de laïcisation comme c'est le cas dans tous les États de droit où il y a une autonomie des pouvoirs politique et religieux.

Certes, pour ce qui est des structures scolaires, le pouvoir religieux a eu de la difficulté à se détacher du pouvoir politique, puisque les écoles et structures scolaires n'ont été laïcisées qu'en 2000. Mais il faut dire que les écoles s'étaient largement laïcisées à l'interne, à l'intérieur de l'expérience pédagogique et du vécu scolaire.

Reste effectivement la présence des enseignements religieux confessionnels catholique et protestant dont le caractère paradoxal dans le curriculum est manifeste, par le fait que le gouvernement doive, pour en maintenir la légalité, recourir à une mesure exceptionnelle s'il en est, la dérogation aux chartes de droits, ce que le gouvernement avait osé faire pour la protection de la langue. Mais, après une contestation devant le comité des droits de l'homme, il a retiré cette clause « nonobstant » pour protéger la langue.

Les arguments statistiques et identitaires par lesquels on justifie cette dérogation à la charte n'apparaissent pas convaincants au regard de la réalité sociologique et de la réalité démocratique du Québec.

Le premier : le fait que cet enseignement respecterait la volonté de la majorité des parents. C'est un fait que près de 80 % des parents y inscrivent leurs enfants. Mais en déduire la preuve que cet aménagement leur convient constitue une grossière erreur méthodologique. Il faut prendre en considération les contraintes scolaires dans lesquelles s'exprime ce choix

3^e Journée du livre politique

présupposé et les attentes réelles des parents. En fait, la majorité s'accommode de ce système par défaut, qui s'est lui-même accommodé de l'intérieur, correspondant très peu finalement à ce que devraient être les objectifs officiels de cet enseignement confessionnel.

Rappelons que l'enseignement confessionnel catholique et protestant a toujours été une matière obligatoire dans le système scolaire. Ça n'a jamais été question de libre choix. L'enseignement moral est devenu, depuis à peine deux décennies, une option qui a été créée en quelque sorte aux forceps de la contestation des parents concernant l'entorse à la liberté de conscience et de religion que représentait cet aménagement-là.

Malgré tout, aujourd'hui, le choix très restreint entre un enseignement catholique, un enseignement moral et un enseignement protestant n'est en pratique offert que dans une minorité d'écoles, alors que c'est un choix supposément légal et qu'on se targue de parler du choix des parents. Parce qu'il y a des raisons administratives, il y a des raisons démographiques, c'est-à-dire de la composition démographique des écoles et, très souvent, des considérations pédagogiques, puisque diviser les enfants sur la base de marqueurs religieux semble de plus en plus inconvenant dans plusieurs écoles du Québec.

Pour invoquer les attentes des parents, il faut les vérifier par des enquêtes et non les déduire d'un taux d'inscriptions contraignantes et obligatoires à l'école dans une matière scolaire.

M^{me} Guénette (Françoise) : Vous avez procédé à deux enquêtes de cet ordre-là...

M^{me} Milot (Micheline) : Huit enquêtes.

M^{me} Guénette (Françoise) : Huit, pardon.

M^{me} Milot (Micheline) : J'en ai fait mon doctorat, il y a 20 ans. Ces attentes, exprimées dans des enquêtes, qu'elles soient de type statistique ou par entrevue, nous apprennent que les parents, croyants comme incroyants, les parents qui ont des enfants au niveau primaire ou secondaire, provenant d'un milieu pluraliste ou homogène — la différence entre les deux est beaucoup plus ténue qu'on le rapporte —, considèrent en majorité que transmettre un certain savoir sur les religions et la tradition chrétienne de même que sur des morales séculières fait partie de la mission de l'école.

Cet apprentissage apparaît souhaitable pour favoriser la compréhension de la diversité — même pour les gens qui vivent en milieu homogène, ils savent très bien que leurs enfants seront en contact un jour ou l'autre avec la diversité —, comprendre aussi la tradition chrétienne, bien sûr, et favoriser la tolérance.

Ainsi, il n'est guère surprenant, et ça ne me surprend pas, que depuis des années, quand on offre vraiment aux parents un choix dans des enquêtes : « Est-ce que vous voulez maintenir le système actuel, le régime d'option entre l'enseignement catholique et protestant,

est-ce que vous aimeriez avoir un cours sur les différentes religions et les morales séculières ou préféreriez-vous qu'il n'y ait rien à l'école », c'est toujours une majorité qui se prononce pour un aménagement non confessionnel.

Alors, depuis 15 ans, le pourcentage de parents qui se dit en accord avec le *statu quo*, avec le système actuel, est en baisse constante pour se chiffrer présentement à peu près autour de 20 %.

Deuxième élément : est-ce que le maintien de ce type d'enseignement est nécessaire pour assurer la reconnaissance de notre héritage national, mais surtout de l'héritage national de la majorité ? Je dirais que la connaissance de la tradition chrétienne et la compréhension de l'influence qu'elle a exercée sur la culture et la société québécoises relèvent d'un devoir de mémoire, d'un devoir d'histoire et non d'un devoir de confesser sa foi dans l'école.

En outre, cette connaissance, ce devoir de mémoire et ce devoir d'histoire n'exigeraient pas une dérogation aux chartes de droits.

M^{me} Guénette (Françoise) : Pour conclure, Madame Milot, s'il vous plaît.

M^{me} Milot (Micheline) : Déléguer à l'école — oui — le soin de mettre la confession de foi au service de l'idée d'identité nationale en dérogeant aux droits fondamentaux a quelque chose d'inquiétant, mais elle envoie surtout un message éducatif contradictoire, puisqu'il est précisément du devoir de l'école d'amener les élèves à faire des droits fondamentaux un élément fondateur des normes sociales.

La volonté de faire de la promotion et de la protection des droits et libertés un projet de société viable doit nécessairement être cohérente avec les valeurs qu'expriment ces droits et libertés. Ça n'a rien à voir avec le rejet du patrimoine national des Québécois, mais avec la mission propre qui doit être impartie à l'institution scolaire dans une société sécularisée, pluraliste, démocratique, en laissant aux parents et aux groupes religieux le soin d'éduquer la foi.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci, Madame Milot.

(...)

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, Monsieur Durand, oui, tout à fait.

M. Durand (Guy) : Si vous prenez ça d'une façon absolue, il ne faudrait pas subventionner les écoles confessionnelles, les écoles contractuelles, comme vous dites. Parce que là, vous renvoyez dans la marge au moins 20 % des gens en France. Puis, la subvention des écoles contractuelles, c'est 90 % en France. Par ailleurs, le rapport Stasi, qui porte sur les signes religieux à l'école, dit bien qu'il faut, dans la notion de laïcité, admettre des exceptions, il faut voir... c'est à la française, quatre fois qu'ils le disent dans le rapport Stasi. Et ils acceptent le modèle de l'Alsace et de la Moselle où il y a des options d'enseignement religieux, où la fréquentation de ces cours-là diminue, mais c'est très bien, je suis pour ça, qu'on voie comment ça évolue, au lieu d'arriver avec des décisions comme des oukases.

3^e Journée du livre politique

Je voudrais surtout insister, si j'ai encore deux minutes, sur la Charte des droits. Il y a eu toutes sortes, comment dire, d'erreurs des autorités de l'Église que vous avez rappelées sur les droits...

M^{me} Guénette (Françoise) : Pouvez-vous parler davantage dans le micro ? Oui.

M. Durand (Guy) : Oui. Plusieurs déclarations des autorités de l'Église, au cours des âges, contre les droits de la personne. Je pense qu'il faut les mettre dans le contexte aussi parce que c'est... Les premières proclamations des droits étaient, vous dites, anticléricales, oui, mais parfois antireligieuses. En tout cas, le climat n'était pas des plus sains, mais je reconnais qu'il y a eu des erreurs.

Par ailleurs, ça ne veut pas dire que je suis contre et puis que les autorités de l'Église catholique sont contre la Charte des droits. Pour moi, c'est fondamental. Mais ça dépend comment on interprète les droits. Et je pense que dans notre société, pour ne parler qu'au Canada, on a, de plus, une interprétation des droits qui est néolibérale, ou qui relève du libéralisme, de la philosophie libérale.

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais iriez-vous jusqu'à dire qu'on a une interprétation intégriste de la Charte ? Qu'on va jusqu'à une laïcité intégriste ?

M. Durand (Guy) : Non. Libérale, ça veut dire individualiste. Je posais une question au juge Claire Dubé...

M^{me} Guénette (Françoise) : L'Heureux-Dubé.

M. Durand (Guy) : ...L'Heureux-Dubé, après une conférence qu'elle a faite : Est-ce que vous tenez compte des droits collectifs des institutions, dans vos jugements ? Elle a dit : « Moi, j'en tiens compte, mais je vous dirais que mes collègues anglophones ne savent pas ce que c'est. »

C'est une interprétation individualiste des droits de la personne et c'est ça qui nous joue des mauvais tours, au Québec — là, je ressors de la confessionnalité, si vous voulez —, mais au niveau de la langue.

M^{me} Guénette (Françoise) : La loi 101, par exemple, oui.

M. Durand (Guy) : Bien oui ! Et le fédéral ou les juges peuvent tout empêcher les développements qu'on veut. Et puis là...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, mais le maintien de cette tradition dans l'enseignement, pour vous, c'est une question de droits acquis, c'est une question de droits collectifs et de droits de la majorité francophone, et non pas de privilèges qu'on pourrait...

M. Durand (Guy) : Non. De droits.

M^{me} Guénette (Françoise): De droits.

M. Durand (Guy) : Regardez ce qui en est.

M^{me} Guénette (Françoise) : Madame Milot, j'aimerais que...

M. Durand (Guy) : Il n'y a aucun droit absolu. L'article 1 de la charte fédérale : les droits admettent toujours des limites raisonnables. Dans la Cour ordinaire, ce sont les juges qui décident quelle est la limite raisonnable. Mais, dans d'autres cas — c'est ce que donne l'article 33, le pouvoir de déroger —, c'est les élus qui se disent : « C'est nous qui déterminons quelles sont les limites raisonnables. » Mais on est toujours dans le respect des droits. Et plein d'auteurs, dont Jean Chrétien, le juge en chef Antonio Lamer, la juge Claire L'Heureux-Dubé, M. Benoît Pelletier, disent très bien que ce n'est pas par mépris des juges, mais les questions qui concernent non pas les relations interindividuelles, mais les intérêts collectifs, les arbitrages publics qui demandent une solution politique de sagesse doivent relever des élus et non des juges.

M^{me} Guénette (Françoise) : Des juges, voilà.

M. Durand (Guy) : C'est ça que je fais, c'est ça que je demande.

M^{me} Guénette (Françoise) : Madame Milot, est-ce que, pour vous, il faut aussi y penser en termes de droit des minorités et de discrimination éventuellement envers ces minorités confessionnelles autres que catholiques ?

M^{me} Milot (Micheline) : Bien oui ! La preuve qu'il y a discrimination, c'est qu'on est obligés de déroger aux chartes pour éviter les contestations judiciaires. Donc, il faut quand même le reconnaître.

3^e Journée du livre politique

M. Durand (Guy) : C'est l'article 33 qu'on évoque, il est dans la Charte.

M^{me} Milot (Micheline) : J'y allais, Monsieur Durand. L'article 33 de la Charte canadienne. Notons qu'on déroge de façon permanente à la Charte des droits du Québec. Il n'y a pas de débat politique. Il n'y a pas eu de réflexion. L'article 33 de la Charte canadienne auquel on déroge, c'est vrai qu'on peut l'appeler, disons, l'article démocratique, l'article qui permet aux législateurs de dire : « On ne s'en remet pas qu'au juge, et on décide démocratiquement. » Mais encore faudrait-il qu'il y ait des arguments démocratiques qui apparaissent légitimes à la majorité de la population pour qu'ils puissent y adhérer.

Ce n'est pas un article qui relève du pur arbitraire du législateur. C'est un article qui doit être justifié d'un point de vue démocratique. D'autant plus que le Canada est signataire du pacte international relatif aux droits civils et politiques et qu'effectivement, selon ce pacte, on peut déroger aux chartes de droits, mais dans un cas où il y a un danger public exceptionnel qui menace l'existence de la nation. Et, quand on déroge, on ne doit pas le faire de manière incompatible avec les autres obligations, les autres droits qui sont inscrits dans la Charte. Or, on est en violation flagrante de ces mesures.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, mais M. Durand vous dit que ce qui serait antidémocratique, ce serait d'imposer un seul modèle d'enseignement des religions à l'école sans tenir compte de la confession des parents, par exemple.

M. Durand (Guy) : Et, tout à l'heure, j'ai passé quand même quatre arguments.

M^{me} Guénette (Françoise) : Quatre arguments.

M^{me} Milot (Micheline) : En fait, pourquoi on dit que c'est antidémocratique, c'est-à-dire que, d'une part, il y a plusieurs provinces au Canada qui n'offrent aucun enseignement religieux dans l'école, dont l'Ontario, et le taux de suicide n'est pas plus élevé, il est moins élevé qu'au Québec, en passant. Alors, ce n'est pas une question d'imposer ou pas un modèle unique, c'est de se demander : est-ce que l'aménagement qu'il y a là convient aux parents — en majorité, ils disent non — et est-ce qu'on ne devrait pas, si on veut instaurer un autre type d'enseignement ou enlever tout type d'enseignement, le soumettre au débat public ? Là, je dis oui.

M^{me} Guénette (Françoise) : Donc, en faire un vrai débat collectif.

M^{me} Milot (Micheline) : En faire un vrai débat.

(...)

M. Durand (Guy) : La loi de l'Ontario, il faut faire attention, il n'y a peut-être pas d'enseignement religieux optionnel dans les écoles, mais il y a des écoles publiques confessionnelles payées à 100 %, et l'Ontario s'est opposée à la modification de l'article 93 que le Québec a demandé pour le territoire du Québec. Alors, il faut faire attention aux comparaisons qu'on fait.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M. Durand (Guy) : Et cet aspect-là de la modification de l'article 93, si vous me permettez de finir là-dessus, je pense — mais là j'enlève mes gants blancs, je m'excuse, puis dites-le pas aux journalistes comme ça — qu'il y a eu une tromperie de la population de la part du gouvernement depuis cinq ans. Quand le gouvernement a demandé cette modification de l'article 93, il a promis solennellement en Chambre de garder... c'était pour enlever les commissions scolaires confessionnelles. Il a promis solennellement de garder les écoles confessionnelles, les options confessionnelles et un service de pastorale. Trois ans après, il enlève les deux et puis il garde l'option, puis là on voudrait dire aujourd'hui : « Bien, ce petit reste-là, on va l'enlever. » Je comprends que les évêques sont très malheureux de se battre là-dessus, parce que c'est un peu juridique, puis on s'attend des évêques qu'ils soient prophétiques, etc., mais je trouve qu'il y a des citoyens qui peuvent le dire clairement. Et cette...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Et vous allez plus loin, vous dites, dans votre livre, que ce qui a été laissé de l'option enseignement religieux catholique ou protestant est en fait vidé de plus en plus de son contenu et devient quelque chose d'un peu flou qui ressemble aussi à de la morale ou en fait n'importe quoi. C'est ça ?

M. Durand (Guy) : Oui.

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà. Écoutez, je vous...

Mme Milot (Micheline) : Justement, ce n'est pas pour rien, ce n'est pas pour rien. C'est-à-dire que les écoles, les directeurs et les enseignants sont obligés d'être...

M^{me} Guénette (Françoise) : À l'écoute.

M^{me} Milot (Micheline) : ...à l'écoute parce qu'eux-mêmes sont de la même génération que les parents, etc., ils sont obligés d'être, excusez, entre guillemets, pervers avec le système. Ils savent que c'est un système intenable. Donc, ils diluent, de manière homéopathique, les contenus confessionnels parce qu'ils savent très bien qu'ils ne sont plus adéquats.

3^e Journée du livre politique

Mais là, je voudrais revenir sur ce qui vient d'être dit. En 1997, le gouvernement n'avait certainement pas promis de façon solennelle de maintenir les écoles catholiques, l'enseignement catholique et l'animation pastorale, parce qu'au même moment où le gouvernement allait demander l'amendement de l'article 93, en 1997, on créait le groupe de travail sur la religion à l'école pour revoir tous les autres aspects de la religion à l'école, les structures scolaires, l'enseignement, les signes religieux à l'école, la...

M^{me} Guénette (Françoise) : La pastorale.

M^{me} Milot (Micheline) : Oui, la confessionnalité même de l'école et la pastorale. Donc, au même moment, se créait un groupe de travail, une commission pour réfléchir sur tous ces aspects-là.

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà. En tout cas, on arrive à une situation qui n'est pas claire, on s'entend là-dessus.

M. Durand (Guy) : ...trente secondes ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M. Durand (Guy) : C'est paradoxal, mais en même temps l'engagement solennel de M^{me} Marois, qui a été repris par M. Legault qui était ministre ensuite, qu'ils sont allés dire au Sénat et à la Chambre des communes, à une réunion spéciale à Ottawa, et la population n'a pas manifesté, à mon avis, et les évêques n'ont pas rouspété parce qu'il y avait cette promesse-là. Et le gouvernement d'Ottawa l'a donné, à mon avis, parce qu'il y avait cette promesse-là. Ça ne veut pas dire éternellement, mais ça veut dire quand même...

M^{me} Guénette (Françoise) : Ça devient un vrai roman policier. On est dans une situation qui devra s'éclaircir d'une façon ou d'une autre. Le gouvernement québécois devra trancher, devra renouveler ou pas les clauses « nonobstant » d'ici un mois, déposer un projet de loi, puisque ça vient à échéance en juin.

(Questions du public)

M^{me} Guénette (Françoise) : Le débat ne fait que commencer. On va tous se faire taper sur les doigts, à commencer par moi, si je n'arrête pas ça tout de suite. Merci beaucoup à vous trois. C'est passionnant, on pourrait et j'espère qu'on va continuer d'en débattre plus largement dans notre société.

(...)

(Fin de la table ronde)

4^E JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE – 18 AVRIL 2006

La 4^e Journée du livre politique était sous la présidence de M^{me} Diane Leblanc, députée de Beauce-Sud et première vice-présidente de l'Assemblée nationale. Les membres du comité directeur de la Journée du livre politique 2006 étaient : M. Pierre-F. Côté, M. Antoine Del Busso, M^{me} Élane Hémond, M. Denis Monière, M. Gilles Morin, M^{me} Claire Prévost-Fournier et M. Philippe Sauvageau.

Les activités de la Journée ont débuté avec le lancement d'un ouvrage collectif sous la direction de Claude Corbo, *Monuments intellectuels québécois du XX^e siècle : grands livres d'érudition*. Par la suite, la vice-présidente, M^{me} Diane Leblanc, a procédé à l'inauguration de l'exposition *Les revues politiques au Québec : un survol historique*. Puis, les participants à la Journée ont assisté à une ayant pour titre *Est-il encore possible de gouverner ?*, prononcée par Alain Dubuc, chroniqueur au journal La Presse.

Cette conférence a été suivie par une table ronde animée par M^{me} Françoise Guénette, journaliste indépendante, et ayant pour thème *En demande-t-on trop aux politiciennes et aux politiciens ?* Voici les participants à la table ronde :

- **Madeleine Bélanger** : députée de la circonscription de Mégantic-Compton de 1983 à 2003, elle a été notamment présidente de la Commission de l'aménagement et des équipements, présidente de la Commission de l'aménagement du territoire et présidente de la Commission de l'éducation.
- **Alain Dubuc** : chroniqueur au journal La Presse, a été président et éditeur du quotidien *Le Soleil* de 2001 à 2004. Auparavant, il a occupé le poste d'éditorialiste en chef et de chroniqueur financier au quotidien *La Presse*.
- **François Gendron** : député de la circonscription d'Abitibi-Ouest depuis 1976, il a occupé diverses fonctions ministérielles, dont celle de ministre de la Fonction publique, ministre de l'Éducation et ministre des Ressources naturelles. Il a été président de l'Assemblée nationale entre 2008 et 2009.
- **Guy Laforest** : professeur titulaire du Département de science politique à l'Université Laval, il enseigne et fait de la recherche dans les domaines suivants : philosophie politique, politique et démocratie au Canada et au Québec, théories du fédéralisme et du nationalisme.
- **Sarah Perreault** : mère de trois enfants, elle est députée de la circonscription de Chauveau de 2003 à 2007. Elle a été présidente régionale pour le Parti conservateur en 1997, responsable des communications pour le Parti libéral dans la circonscription de Charlesbourg en 1998 et recherchiste à l'aile parlementaire libérale de 1999 à 2002.

Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale

Membres du jury :

Robert Boily, politologue et professeur de science politique à l'Université de Montréal, Gilles Lesage, ancien journaliste au quotidien *Le Devoir* et Vincent Lemieux, politologue et professeur émérite à l'Université Laval.

Récipiendaires :

1^{er} prix

Mario Cardinal, *Point de rupture Québec/Canada : le référendum de 1995*, Radio-Canada Télévision et Bayard Canada.

2^e prix

Eugénie Brouillet, *La négation de la nation : l'identité culturelle québécoise et le fédéralisme canadien*, Septentrion.

3^e prix

Manon Tremblay, *Québécoises et représentation parlementaire*, Les Presses de l'Université Laval.

Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Membres du jury :

Jean Charron, politologue et professeur au Département d'information et de communication de l'Université Laval, Robert Comeau, professeur au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal et Lisa Lavoie, politologue et historienne, conseillère politique de la ministre de la Culture et des Communications, M^{me} Line Beauchamp.

Récipiendaire dans la catégorie « Thèses de doctorat » et du Prix Ministère des Relations internationales du Québec / Ministère des Affaires étrangères de France :

Anne Mévellec, *La construction politique des agglomérations. Logiques politiques et dynamiques institutionnelles* (Université du Québec à Chicoutimi et Université de Rennes I).

Récipiendaires dans la catégorie « Mémoires de maîtrise » :

1^{er} prix

Geneviève Shields, *Dynamiques partenariales dans le champ de la main-d'œuvre (1996-2003). Le défi d'une nouvelle gouvernance québécoise impliquant les organismes communautaires d'insertion* (Université du Québec à Montréal).

2^e prix

Gilbert Charland, *Analyse comparée de l'impact des choix budgétaires des gouvernements au Québec et au Canada sur le rôle et les missions de l'État (1992-2002)* (Université Laval).

OUVERTURE OFFICIELLE**M^{me} Diane Leblanc, première vice-présidente de l'Assemblée nationale**

M^{me} Leblanc (Diane) : Chers collègues parlementaires, Monsieur le directeur de la Bibliothèque, conférenciers et participants à la table ronde, chers invités. C'est avec plaisir que je vous accueille à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale à l'occasion de la quatrième édition de la Journée du livre politique au Québec. En tant que présidente du comité directeur de cette activité, je suis très fière de procéder à l'ouverture officielle de cette édition toute particulière, qui présente une programmation plus diversifiée qu'elle ne l'a jamais été. Expositions,ancements, conférences et table ronde feront de cette Journée une richesse à ajouter à notre bagage culturel.

Depuis maintenant quatre ans, la Journée du livre politique au Québec s'emploie à faire découvrir un genre littéraire florissant. Tout au long de cette Journée, l'Assemblée nationale souhaite mettre en valeur le travail soutenu des auteurs de livres politiques, un travail de recherche, d'analyse, d'interprétation et de communication souvent effectué dans l'ombre. Nous voulons aussi offrir une tribune aux propos de ces auteurs en permettant au grand public de prendre part aux débats qu'ils soulèvent dans leurs oeuvres.

Mais qu'en est-il du livre politique? Et qu'est-ce que cette littérature dite riche et éclatée? Depuis fort longtemps, les étudiants, parlementaires et auteurs québécois critiquent leurs institutions politiques et expriment des opinions. On peut toutefois penser que l'émergence du livre politique date des années 1764, moment où fut imprimé, pour la première fois, un journal au Québec, *La Gazette de Québec*. Dès lors, la politique est un sujet d'étude qui croît dans l'intérêt public.

De plus, la littérature politique se décline à l'intérieur de brochures, d'essais biographiques, de mémoires ou de thèses. Le Québec compte une production éditoriale particulièrement riche sur ce plan. En effet, nos auteurs se penchent sur des questions aussi variées que fondamentales et explorent des sujets tels que les collectivités et leurs individus, l'environnement, l'économie, l'histoire et les idées sociales.

Ce genre littéraire, souvent faussement qualifié d'élitiste, est appelé à devenir plus accessible aux lecteurs et aux chercheurs. Le livre politique trouve peu à peu la place qui lui revient sur les rayons des bibliothèques et en librairie. Pour notre part, nous espérons vivifier l'intérêt des lecteurs à l'égard d'un genre littéraire stimulant qui soulève des débats et questionne des enjeux qui nous préoccupent tous.

Notre Journée, qui célèbre le livre politique au Québec, s'est amorcée cet avant-midi avec le lancement d'un ouvrage collectif, sous la direction de Claude Corbo, intitulé *Monuments intellectuels québécois du XX^e siècle — Grands livres d'érudition, de science et de sagesse*. M. Corbo ajoute sa plume à celle des auteurs présents aujourd'hui, et je l'en remercie.

En début d'après-midi, nous avons pu prendre part à l'inauguration de l'exposition sur les périodiques politiques *Les revues politiques, un survol historique*, réalisée par l'Assemblée nationale. Cette exposition présente les principales revues politiques que contient la collection de périodiques de la Bibliothèque. Nous assisterons, dans quelques minutes, à la conférence *Est-il encore possible de gouverner ?*, de M. Alain Dubuc, chroniqueur pour *La Presse*. Il discutera de trois défis que devra relever le Québec à court terme, soit une crise des finances publiques qui s'aggrave, un choc démographique, et les pressions de la concurrence mondiale.

À la suite de cette conférence aura lieu une table ronde autour de la question *En demande-t-on trop à nos politiciennes et à nos politiciens ?*, un sujet qui fait couler bien de l'encre et qui interpelle tant les parlementaires que les citoyens qu'ils représentent. Derrière cet enjeu, s'esquissent les valeurs qui façonneront notre vie démocratique au cours des prochaines années. Je tiens à remercier le conférencier ainsi que les « panélistes » et l'animatrice qui participeront à nos activités.

La Journée du livre politique au Québec n'aurait aucune raison d'être sans les auteurs qui contribuent à la production de ce genre littéraire. C'est pourquoi nous tenons à leur exprimer notre reconnaissance en leur décernant trois prix qui seront remis en fin d'après-midi. J'exprime mes plus sincères félicitations aux six finalistes en lice pour le prix de la présidence de l'Assemblée nationale, les prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant et le prix du ministère des Relations internationales du Québec et du ministère des Affaires étrangères de France. Bonne chance à toutes et à tous.

Pouvions-nous trouver un endroit plus évocateur que la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour célébrer le livre politique ? Depuis plus de deux cents ans, les collections de cette Bibliothèque inspirent les parlementaires qui la fréquentent et nourrissent les discussions et les échanges qui font de l'Assemblée nationale une institution aussi vivante.

Je puise mais n'épuise, la devise de la Bibliothèque, illustre avec éloquence le savoir que dissimulent ces deux millions de documents, une ressource renouvelable à l'infini. Je vous invite à revenir profiter de l'exceptionnelle documentation de cette Bibliothèque qui, d'ailleurs, tient grandes ouvertes ses portes à tous les citoyens.

Je ne pourrais conclure sans exprimer ma plus profonde gratitude à tous les membres du comité directeur de la Journée du livre politique au Québec. Je salue aussi toutes les personnes qui les ont généreusement appuyés dans leur travail d'organisation de cet « événement » au cours des derniers mois. À tous et à toutes, je souhaite une excellente journée sous le signe de la culture, de l'ouverture et de l'échange. Je vous remercie.

(...)

M^{me} Guénette (Françoise) : Alors, je vous présente sans plus tarder Alain Dubuc. Plusieurs d'entre vous l'ont connu davantage pendant les années qu'il a passées à Québec, j'imagine, alors qu'il était éditeur du quotidien québécois *Le Soleil*, de 2001 à 2004. Il est reparti à Montréal il y a peu. Il continue, bien sûr, d'être chroniqueur politique ou *columnist* pour le journal *La Presse* et d'autres quotidiens du groupe Gesca. Auparavant, il avait, depuis 1981, été éditorialiste en chef et chroniqueur financier à *La Presse*. M. Dubuc possède un

4^e Journée du livre politique

bac et une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Montréal, il a reçu plusieurs distinctions tout au cours de sa carrière, entre autres, en 1999, le prix du Concours canadien de journalisme, dans la catégorie « Éditorial ». Il est aussi l'auteur de trois livres : *Simple... comme l'économie*, paru en 1987; *Dialogue sur la démocratie au Canada*, avec John Ralston Saul, en 2003; et (de) ce livre, le troisième, donc, qui est paru le 4 avril et déjà en réimpression, alors c'est, bien sûr, cet *Éloge de la richesse*, paru aux Éditions La Presse. Je l'ai dévoré, ce livre-là, j'ai tout barbouillé, d'ailleurs, et, à première vue, j'aurais envie de répondre non à la question qu'il pose lui-même et à laquelle il va répondre : Est-il encore possible de gouverner au Québec ? En tout cas, Alain Dubuc.

Conférence de M. Alain Dubuc: Est-il encore possible de gouverner ?

M. Dubuc (Alain) : Merci beaucoup, Françoise. Le point de départ de la réflexion que je vous propose aujourd'hui, c'est, bien sûr, ce livre *Éloge de la richesse*, et c'est ce livre, d'ailleurs, qui me vaut l'honneur d'avoir été invité ici aujourd'hui. Je dois dire qu'évidemment, au départ, c'est un livre d'économie qui parle de niveau de vie, de produit intérieur brut, de productivité et, à ce titre, je pourrais avoir l'impression d'être un intrus dans une rencontre qui, en principe, célèbre non pas le livre économique, mais le livre politique. Mais, comme on l'a vu plus tôt et comme l'explique très bien le programme de cette Journée, les frontières de ce qu'est le livre politique sont extrêmement floues et, de façon générale, il est très difficile de parler d'économie au Québec sans aussi parler de politique. En raison du rôle de l'État, mais aussi parce que les choix économiques sont des choix qui portent sur des valeurs, sur des engagements collectifs et, à ce titre, sont soumis aussi au débat politique. Mais il y a une autre raison, c'est que même si les apparences, la couverture, le titre de mon livre suggèrent un livre économique, fondamentalement, c'est un livre d'économie politique, comme on le disait autrefois, qui parle de constats économiques qui sont le retard de notre niveau de vie, qui est mesurable, et qui, à mon avis, est lourd de conséquences et nous contraint dans nos choix et dans la capacité, dans l'avenir, de maintenir le type de société auquel nous tenons.

Ce n'est pas de ça dont je veux vous parler aujourd'hui, mais plutôt des questions de nature politique et sociale que ce point de départ m'a amené à aborder. C'est d'abord : pourquoi y aurait-il un retard du niveau de vie au Québec, quand on connaît la richesse de cette société et son potentiel ? Aussi, quand on peut vraiment affirmer, sans risque de se tromper, qu'un niveau de vie trop faible est lourd de conséquences, comment se fait-il que ce n'est pas une priorité nationale absolue et pourquoi ce n'est pas au coeur du débat politique et des projets que nous proposent ceux qui nous dirigent ? Et aussi pourquoi, quand on voit certains pays réussir à régler leurs problèmes économiques, que les solutions qui nous permettraient d'améliorer notre niveau de vie et de combler ce retard sont largement connues, comment se fait-il qu'on sait quoi faire, on sait comment aborder les questions et on ne le fait pas ? Toutes ces questions sont des questions essentiellement politiques.

Ça m'amène, bien sûr, à consacrer beaucoup d'énergie, dans ce livre, non pas à la question économique en tant que telle, mais aux blocages qui nous empêchent d'aborder ces questions et de résoudre les problèmes qu'elles soulèvent. Donc, c'est un livre sur la résistance au changement, sur le déni, sur l'immobilisme de la société québécoise. Et c'est ça qui m'a amené à ce titre qui, *a priori*, est très pessimiste, c'est-à-dire *Est-il encore possible de gouverner ?*

Mon point de départ, bien sûr, c'est que nous avons besoin, au Québec, d'aborder des changements structurels extrêmement importants, extrêmement nécessaires, extrêmement urgents. Et on peut, à l'heure actuelle, se demander si le monde politique est capable d'enclencher ces changements et aussi est capable de survivre politiquement s'il aborde ces questions et ose faire des réformes qui pourraient être impopulaires. Donc, est-il possible, sans être suicidaire, pour le monde politique, de faire des choses que, peut-être, le débat public n'accepterait pas ? Donc, il y a évidemment au point de départ un certain pessimisme dans ma démarche, mais vous allez voir, au fil de ma présentation, que j'arrive à des conclusions qui le sont moins et qu'il est peut-être possible de passer au-delà des blocages qui semblent si importants dans la société québécoise.

Mais avant, ce dont je voudrais parler aujourd'hui, ce sont les blocages, les causes de cette résistance au changement, qui semble si importante au Québec. Et je pense que le premier phénomène, mais qui n'est pas unique à la société québécoise, et que l'on retrouve dans la plupart des sociétés occidentales, c'est la profonde crise de confiance des citoyens face à leurs institutions et, en particulier, à leurs institutions politiques. On peut le mesurer au Québec par les sondages que Léger Marketing fait à chaque année sur l'indice de confiance que l'on accorde à différents groupes de la société et où l'on découvre qu'invariablement, les politiciens sont au dernier rang, très loin derrière la plupart des groupes de la société, y compris même les journalistes.

D'où vient cette crise de confiance ? Moi, j'ai l'impression qu'elle s'explique largement par un sentiment que les citoyens ont d'avoir été trahis, une trahison de leurs espoirs. C'est-à-dire qu'on vient d'une société qui a connu des progrès extrêmement rapides qui permettaient d'être extrêmement optimistes quant à l'avenir. Et ce que les citoyens découvrent maintenant, c'est que le monde dans lequel ils vivent et dans lequel ils vivront dans les années qui viennent n'est pas celui auquel ils rêvaient. Leur niveau de vie n'est pas celui que les élans des années 70 nous permettaient d'attendre. Le futur semble noir à certains égards, c'est-à-dire quel sera l'état de nos services de santé, de nos régimes de retraite ? Quel sera le degré de sécurité pour soi-même et pour ses enfants ? Quelle sera la sécurité de notre emploi ? Quels seront la situation mondiale et ses effets sur notre vie ? Et nous vivons, dans l'ensemble, dans un monde qui est plus inquiétant, qui est moins stable, où les points de référence classiques auxquels on s'accrochait semblent être disparus. Dans un cadre comme celui-là, je pense que le premier réflexe des citoyens, c'est de chercher des messagers, et l'un d'entre eux, c'est le monde politique, le seul que l'on peut punir à travers le processus électoral. Donc, il y a dans la baisse de confiance envers les politiciens non pas un jugement sur leur inadéquation, mais un jugement sur la crise que vivent nos sociétés, et aussi peut-être une réflexion sur ce qu'on a découvert, c'est-à-dire l'impuissance des gouvernements à résoudre un certain nombre de problèmes qui nous confrontent.

4^e Journée du livre politique

Il y a eu une période où on croyait en l'omnipotence de l'État, dans sa capacité, par ses outils et par sa volonté, de résoudre à peu près tous les problèmes. On découvre que ce n'est pas le cas. À cela s'ajoutent, bien sûr, certains éléments comme d'authentiques trahisons, et je pense que le scandale des commandites à Ottawa en est une qui accélère cette perte de confiance.

Ce jugement sévère que les gens portent à leur monde politique est renforcé, bien sûr, par d'autres phénomènes sociaux. Celui de l'effondrement des pôles de référence classiques, que ce soit l'Église, que ce soit les partis politiques. Une évolution de la société qui valorise l'individualisme et aussi, sans doute paradoxalement, le fait que les citoyens sont plus éduqués qu'ils ne l'étaient autrefois. Et un des effets pervers de cette éducation-là, c'est la tendance à ne pas croire ou ne pas avoir confiance dans le discours, dans les projets, dans les propositions de ceux qui autrefois constituaient le réseau d'institutions et de notables de nos sociétés. Je l'ai vécu personnellement dans ma vie professionnelle comme éditorialiste. J'ai bien découvert que la fonction classique de celui qui prêchait, qui disait aux gens quoi penser est disparue, que les gens ne veulent pas qu'on leur dise quoi faire. Donc, il y a, dans ce degré d'éducation, la conviction que les gens savent plus de choses qu'autrefois et ont l'impression souvent d'en savoir plus que ceux à qui ils confient un certain nombre de responsabilités. Donc, ce n'est pas que le monde politique qui souffre d'une crise de confiance, mais toutes les institutions : c'est vrai du système judiciaire, c'est vrai de l'appareil policier, c'est vrai du monde des affaires, c'est vrai des tribunaux administratifs, c'est vrai des organismes de protection. Et, dans l'ensemble, donc, il y a une crise de confiance qui est généralisée.

Elle est renforcée aussi sans doute par l'éclatement des lieux de débat, c'est-à-dire que les grands débats de société se sont transformés en une multiplication de causes, multiplication d'organismes qui défendent ces causes, et un affaiblissement des lieux où d'habitude se faisaient les débats politiques. Entre autres, je crois que c'est l'Assemblée nationale qui ne joue pas... le débat parlementaire ne joue pas le rôle qu'il pouvait jouer autrefois, à un tel point qu'à certains égards, même les politiciens choisissent la rue comme lieu de débat. Récemment, je voyais Gilles Duceppe dans la rue pour défendre le zoo de Québec. J'ai vu André Boisclair, dans la rue ou sur une route, défendre le mont Orford. Mais ça me rappelait d'autres choses : Daniel Johnson, dans la rue, pour s'opposer aux politiques du gouvernement du Parti québécois de fermetures d'hôpitaux, qui étaient pourtant bien nécessaires.

Donc, cette tendance à aller dans la rue, je la vois aussi dans ma vie professionnelle où la crédibilité vient moins de l'opposition que des médias qui, souvent, jouent ce rôle d'opposition à un tel point que... Combien de fois j'ai vu des politiciens des deux côtés de la barrière organiser des fuites pour s'assurer qu'une manchette pouvait servir de base à une question à l'Assemblée nationale ? Comme si la vérité ou comme si le point de départ d'un débat était non pas l'affirmation qu'un député pouvait faire à l'Assemblée, mais un texte d'un journaliste qui avait été diffusé, qui avait été lu ou qui avait été entendu. Donc, il y a des déplacements comme ceux-là qui accélèrent la difficulté de nos débats publics.

Et ça s'ajoute sans doute à la dynamique du débat public, et on sait que — mais, en fait, c'est comme ça que je perçois les choses — diriger, décider, c'est faire des arbitrages, c'est faire des choix entre des groupes, entre des enjeux, et que la plupart des décisions

que l'on peut faire dans le monde politique comportent des inconvénients, et que c'est justement de faire le choix entre les avantages et les inconvénients qui constitue le processus de décision. Et c'est ce processus qui devient difficile, à cause du déséquilibre du débat public qui fait que les désavantages se montent en épingle et que le débat naturel entre le pour et le contre devient impossible en raison de la façon dont les débats sont monopolisés par ceux qui sont, soit plus militants, plus organisés ou plus motivés. Et c'est un mécanisme qu'on voit dans à peu près tous les projets publics, qu'on voit dans à peu près dans tous les changements que l'on peut proposer et qui est, bien sûr, amplifié par le rôle que les médias peuvent jouer dans la société.

Je me permets à cet égard une petite digression sur le rôle des médias, qui me préoccupe souvent, c'est-à-dire qu'ils jouent un rôle d'amplificateur dans les débats publics, et, dans des périodes de tensions et de déséquilibre du débat, les médias vont accélérer et vont déformer encore plus la nature des débats publics. Ça s'explique aussi beaucoup par le fait que nous sommes dans une société qui est médiatisée. Non seulement médiatisée parce que les médias jouent un rôle plus important qu'autrefois, mais l'activité des médias que l'on a plaquée au débat public, ce n'est pas celle de l'information, c'est celle des dramatiques, et que nous sommes dans une phase où on peut parler de théâtralisation du débat public, où on cherche, de façon parfois artificielle, les oppositions les plus aiguës possible, les plus spectaculaires possible, où on transforme les processus de réflexion en histoire avec un début, une fin, des héros et des éléments de dramatique. Donc, de cette façon, le quatrième pouvoir, qu'on a souvent décrit, existe vraiment, mais pas de la façon qu'on l'imagine souvent.

On a très souvent l'impression que les médias sont animés de projets. Je crois plutôt que c'est la dynamique culturelle des médias, leur influence, le jeu, le jeu médiatique lui-même qui est l'événement bien plus que les messages ou les convictions que des journalistes ou que des médias pourraient avoir, et donc, de ce côté-là, que les médias ont un rôle considérable, mais c'est un rôle sans contrôle, que l'on peut voir dans des élections : on peut aussi facilement voir que la sympathie implicite des médias peut basculer de façon extrêmement rapide, sans qu'on arrive à saisir ce qui a expliqué ces changements soudains.

Je crois — et là je fais une autocritique — qu'il y a une disproportion entre le pouvoir des médias et le sens de responsabilité des médias, qui ont tendance, malgré le pouvoir, à estimer qu'ils sont extérieurs au débat public et qu'ils n'ont pas de responsabilité par rapport à leurs interventions : ils estiment qu'ils sont des observateurs quand, foncièrement, ils sont des acteurs. Fin de la digression, mais je pense qu'il y a matière à débat sur ces choses-là.

En plus de la nature du débat public qui s'est transformée, on assiste — et je pense que c'est aussi plus typique de la société québécoise — à des forces de résistance au changement qui me paraissent importantes et qui rendent les choix difficiles. Il y a un grand nombre de facteurs, et je vais essayer de les évoquer le plus rapidement possible. Mais, je pense, le premier, c'est la Révolution tranquille elle-même.

Le Québec a fait un chemin fantastique en une période assez courte de dix ou quinze ans. Il a peut-être été épuisé par ces changements-là, il s'est peut-être assis trop vite. Mais a eu tendance aussi à sacraliser un processus et à plaquer une réalité nouvelle, des réflexes qui étaient ceux d'autrefois, qu'on avait tenté de détruire. Donc, la Révolution tranquille a donné naissance à des dogmes, à des institutions, des acquis, des fleurons qui deviennent extrêmement difficiles à bouger, extrêmement difficiles à remettre en cause.

4^e Journée du livre politique

Et je pense que ça s'explique en bonne partie par le caractère identitaire de la Révolution tranquille, par le caractère identitaire de la façon dont l'État québécois s'est développé pour incarner le Québec, mais aussi le protéger. Tant et si bien que le réflexe premier d'un grand nombre de Québécois, lorsqu'un débat pourrait remettre en cause la façon dont l'État fonctionne, c'est de croire qu'une remise en cause de l'État va affaiblir l'État, et donc, va affaiblir le Québec. Donc, le réflexe premier de bien des Québécois, dans bien des débats, c'est de se méfier du changement parce qu'il risque de les affaiblir. Et je pense que c'est une donnée récurrente d'un grand nombre de discussions, d'un grand nombre de choix collectifs que nous avons.

À ça s'ajoute un deuxième phénomène qui est, selon moi, le conservatisme de la société québécoise. On se décrit souvent comme une société de gauche quand, en fait, l'histoire nous rappelle que la gauche au Québec, elle est extrêmement récente, et que notre histoire est plutôt une histoire de conservatismes, et que les remises en cause sont extrêmement récentes, trop récentes pour être des caractéristiques fondamentales de la société québécoise.

Mais, en creusant un peu plus... On parle beaucoup de la société québécoise comme d'une société solidaire, ce qui est vrai, mais j'ai l'impression que la façon dont on s'attache à ce que nous appelons la solidarité est moins de la solidarité qu'un désir profond de sécurité, et que les programmes auxquels nous sommes attachés ne sont pas ceux qui permettent de lutter contre les injustices, mais ceux qui permettent d'augmenter la qualité de vie de chacun d'entre nous. Nous aimons notre assurance automobile, nous aimons notre assurance maladie, notre assurance médicaments, nous aimons maintenant les garderies à 7 \$, non pas parce qu'elles introduisent plus de justice, mais parce qu'elles augmentent notre bien-être.

De ce côté-là, je crois que ça mène à une société qui est attachée à ses acquis et qui, à plusieurs égards, ressemble beaucoup, sur un mode mineur, à la société française qui n'est, non pas une société qui favorise le changement, mais une société qui déploie des énergies phénoménales pour maintenir des acquis et empêcher que les choses bougent.

Un autre phénomène, bien sûr, je pense que c'est la place de l'État, qui est importante dans la société québécoise et qui fait qu'un grand nombre de citoyens, pour des raisons différentes, profitent d'une situation et profitent du rôle de l'État. C'est vrai de tous ceux qui jouissent de ces programmes, c'est vrai de tous ceux qui doivent compter sur l'aide de l'État pour leur bien-être, c'est vrai de ceux qui profitent de subventions, tant dans le monde communautaire que dans le monde des affaires et qui auront une certaine réticence à ébranler un *statu quo* qui leur profite considérablement. Et ça aussi, le fait que tant de gens soient bénéficiaires de l'État, introduit un élément de résistance au changement.

Je pense aussi qu'il y a un autre phénomène qui est celui du débat national. Le Québec, depuis longtemps, est déchiré par une question non résolue qui nous amène, comme on le sait, à deux approches et à deux solutions. Et il y a des conséquences politiques au fait que ces problèmes ne soient pas résolus. L'une d'entre elles, c'est que la vie politique repose sur deux partis qui ont deux thèses que l'on connaît et qui sont des coalitions. Le fait que ce soient des coalitions qui se regroupent non pas autour d'un projet social, mais autour d'une solution constitutionnelle, fait que certains débats n'ont jamais lieu parce que

chaque parti est le produit de compromis et que les deux partis, finalement, arrivent à créer des compromis qui sont, jusqu'à un certain point, similaires et qu'on se retrouve avec deux partis de centre.

Que ce débat national a aussi un autre effet, c'est-à-dire que les échéances référendaires amènent, encore là, les deux grands partis politiques à éviter des débats qui pourraient ébranler les alliances, qui pourraient créer des ruptures qui pourraient coûter cher si un jour nous avons un référendum. Et aussi, il y a une perversion du débat qui me paraît frappante, c'est le fait que... et qui vient de la façon dont fédéralistes et souverainistes ont défendu leur option au fil des ans et qui a amené surtout les fédéralistes, au début surtout, à asseoir leur thèse sur la fragilité économique du Québec et sur l'incapacité d'un Québec de voler de ses propres ailes, et qui a en retour provoqué ou créé la base d'un discours souverainiste qui consistait à dire que le Québec était capable de voler de ses propres ailes et d'insister sur ses succès et ses capacités de faire. Tant et si bien que, parce que ce débat a été politisé, il est très difficile maintenant d'avoir un débat lucide, et je m'excuse du terme, sur l'état de l'économie québécoise sans retomber dans ses ornières, quand, en fait, je crois que de dire les choses comme elles sont sert tout le monde. Et je l'ai vécu quand j'ai préparé mon livre. Les gens me disaient... et dans mes chroniques, quand on critique certains éléments de l'économie québécoise, certains problèmes de l'économie québécoise, les gens me disent : « Alain, tu es contre le Québec. » Quand, en fait, dire que quelque chose ne va pas, selon moi, c'est une façon d'être pour le Québec, pour qu'on améliore les choses et qu'on puisse régler des problèmes, peu importe la façon. Mais cette tendance d'évacuer des débats politiques et économiques s'explique en grande partie, je crois, par ce débat politique.

Il y a un dernier élément de conservatisme, et c'est la place du syndicalisme au Québec. Et je ne parle pas de la place du syndicalisme, c'est-à-dire dans le taux de syndicalisation qui correspond à un droit d'association sacré des travailleurs. Je parle de la place que le syndicalisme occupe dans les débats publics. Et le fait qu'il y est sans doute parce que les partis politiques étaient des coalitions, que c'est le monde syndical qui a joué le rôle de gauche au Québec pendant très longtemps. La conscience de gauche était celle du monde syndical. Quand, en fait, le monde syndical est perpétuellement en conflit d'intérêts dans un certain nombre de débats publics à cause de sa nature, mais aussi à cause de sa mission et qu'il est plus sain de confier cette conscience de gauche à un parti politique qu'à des organisations syndicales qui ont tendance, et on le voit au Québec, à être aussi des forces de conservatisme parce qu'elles sont là pour protéger des acquis et empêcher des remises en cause qui pourraient souvent affecter leurs membres ou les menacer potentiellement.

Donc, si on regarde tous ces éléments-là, ça fait une conjonction de courants, de tendances qui mènent la société québécoise à se méfier profondément des changements. Et c'est ce que j'ai appelé dans mon livre les forces du *statu quo*. Elles sont importantes, et on n'a pas encore trouvé de recette magique pour proposer des débats sans provoquer un raz-de-marée qui les termine aussi rapidement qu'elles ont commencé. Et ce blocage-là, on le voit dans un grand nombre de débats. On l'a vu dans l'échec du gouvernement Charest à proposer des réformes, et il l'a fait d'une façon extrêmement maladroite — là, c'est l'éditorialiste qui parle —, mais on a vu aussi à ce moment-là à quel point l'opposition et la résistance à ces réformes-là pouvaient se déchaîner.

4^e Journée du livre politique

On l'a vu aussi à la façon dont le débat entre lucides et solidaires s'est amorcé, où les cris d'alarme de M. Bouchard et de ses amis ont été accueillis d'une façon que l'on peut qualifier de manichéenne, c'est-à-dire qu'on a dit : « Cette remise en cause d'un certain... ce cri d'alarme nie nos valeurs de solidarité. » Et on lui a opposé à ce moment-là une réflexion de solidaires, comme si la préoccupation de l'état des finances publiques, de la démographie était nécessairement une négation des impératifs de solidarité de la société. Mais le débat est retombé dans les ornières classiques de la gauche et de la droite. On a mis des étiquettes et on a mis fin rapidement à une réflexion qui aurait pu être utile.

Il y a une autre ornière qui existe, et encore là c'est celle entre fédéralistes et souverainistes, qui nous amène parfois à évacuer des débats. Et, dans le cas qui m'occupe dans *Éloge de la richesse*, j'ai été très soigneux de présenter les choses d'une façon qui pouvait s'intégrer de façon respectueuse à chacun des deux projets, parce que je crois que ces questions économiques vont s'opposer de la même façon, peu importe le choix que feront les Québécois, que leur urgence est la même et que l'objectif est le même, c'est-à-dire que le fait que le Québec soit le plus dynamique, soit le plus fort possible devrait être un objectif commun aux fédéralistes et aux souverainistes. Bien sûr, on peut discuter à l'infini de la meilleure façon de le faire. Doit-on aborder des réformes avant la souveraineté ou après ? Mais je pense que la préoccupation première devrait être commune. Et je crois que si on pose les problèmes de cette façon-là, on évite aussi un certain nombre de culs-de-sac auxquels nos ornières nous mènent régulièrement.

Cette façon de voir les choses, cette façon de parler des forces du *statu quo* mène à un certain pessimisme et fait que mon livre, d'une certaine façon, peut être perçu comme un livre sombre et noir. Mais je suis d'un naturel optimiste, d'une part, et, d'autre part, je suis sans doute naïf, et c'est pour ça que je suis journaliste plutôt que politicien, et je crois qu'il y a des portes de sortie, des façons de contourner ou de briser l'espèce de mur de résistance au changement qui existe au Québec. D'une part, parce qu'il faut aussi puiser dans l'expérience de la société québécoise, le Québec a déjà fait des choses. Et la Révolution tranquille est un exemple merveilleux de ce que le Québec peut faire lorsqu'il se mobilise, lorsqu'il sent le sentiment d'urgence, quoiqu'à l'heure actuelle, dans l'état des choses, je ne crois pas, si la Révolution tranquille était nécessaire maintenant, je ne crois pas qu'un politicien ou une politicienne pourrait maintenant amorcer la Révolution tranquille, tant la résistance est forte.

Mais je sais qu'on l'a déjà fait. Je sais que les Québécois ont fait preuve d'audace dans un certain nombre de dossiers plus récents. C'est le cas du débat sur le libre-échange, qui n'aurait pas été possible sans le Québec, sans le fait que les deux principaux partis que sont le Parti québécois et le Parti libéral appuyaient la démarche. J'ai vu aussi l'audace qui était derrière le virage important du déficit zéro du gouvernement du Parti québécois. J'ai vu plus récemment, à plus petite échelle, le fait qu'un débat qui était carrément tabou il y a deux ans, qui est celui de la dette, a connu un début de solution modeste dans le budget de Michel Audet. Mais ce qu'on constate aussi, c'est que ce début modeste a été possible parce qu'il y a manifestement un certain consensus et que le principal reproche qu'on a fait au ministre Audet, de la part du Parti québécois et de l'ADQ, c'était sa timidité. Donc, en deux ans, on est passé... à une question qui semblait inabordable face à l'opinion publique, on a commencé à régler le problème, ce qui me paraît rassurant.

Et d'autres signes montrent qu'il y a des changements. On le voit dans la façon dont la carte politique a pu évoluer au fil des ans. Il y a trois ans, lorsque les Québécois ont élu le gouvernement de M. Charest, il faut noter que l'appui au Parti libéral et l'appui à l'ADQ atteignaient presque le deux tiers des voix au Québec, pour des partis qui annonçaient clairement une remise en cause de l'État tel qu'il était et de changements. Et, bien sûr, tout ça s'est effondré. L'enthousiasme du début n'a pas été là très longtemps. Mais il y avait, dans le geste premier des électeurs, manifestement un désir de changement et une absence de crainte face au concept même de changement.

On a vu la façon dont le parti conspué qu'était le Parti conservateur a pu arriver à la victoire et, peut-être, se diriger vers une victoire majoritaire. On a vu aussi les changements au sein du Parti québécois, un changement de génération de la direction, avec un discours qui sera sans doute différent. Et, si on regarde ces indices-là, on pourrait avoir l'impression que ce sont des signes que la société glisse vers la droite, si on peut encore reprendre les catégories classiques. Je ne crois pas que c'est le cas, je pense que le processus est beaucoup plus compliqué que ça et que ce que ces changements politiques indiquent, c'est plutôt que les citoyens savent que la façon dont fonctionnent les choses à l'heure actuelle n'est sans doute plus possible, que donc des changements sont nécessaires, ils le savent confusément, et qu'ils sont prêts à accepter le discours d'un parti politique qui est prêt à porter ce changement-là. On peut aussi noter d'ailleurs que ce vent de changement a mené à la création d'un nouveau parti, Québec solidaire, qui arrive avec d'autres solutions, mais qui s'inscrit sans doute dans le même brassage d'idées et dans le même déplacement des frontières du débat politique. On l'a vu avec le débat Michel Tremblay, Lepage et maintenant Jean Lapointe, qui, chacun à leur façon, montrent que les frontières classiques du débat se transforment et que peut-être que les priorités et que le sentiment d'urgence ne se placent pas au même endroit maintenant si on le compare à quelques années.

Ça, c'est une chose, et je veux le faire... je le fais avec la plus grande modestie, et je le vois avec le livre que je viens de publier, qui, quand je l'ai entrepris il y a deux ans, me semblait être un geste d'une grande audace : parler d'éloge de la richesse, apporter des thèmes qui, dans le débat classique, sont des débats dits « de droite ». Je m'attendais non pas à être crucifié, mais quand même à être victime d'un certain nombre de... n'est-ce pas, de manger... de recevoir un certain nombre de tomates. Ce n'est pas arrivé, et ce que je constate au contraire, c'est que ces thèses-là sont extrêmement bien reçues, et j'en déduis que l'opinion publique s'est transformée, que certaines idées qui étaient extrêmement difficiles à faire passer il y a deux ou trois ans, ou cinq ans, peuvent maintenant être portées dans le débat public de façon fructueuse sans que la société québécoise se ferme comme une huître, et ça, ça me paraît aussi extrêmement positif, et je pense donc qu'il y a possibilité pour des politiciens dans le contexte actuel de gouverner.

Ce n'est pas si facile, et je pense que ça demande aussi un changement de la culture politique. J'ai le sentiment, et je le dis d'une façon extrêmement impressionniste, que la société se transforme plus vite que le débat public et que la façon dont le monde politique — et j'inclus les médias dans le monde politique —, la façon dont tous ceux qui contrôlent les caméras, les micros, les tribunes, la façon dont on voit les débats ne correspond plus, ou de moins en moins, à la façon dont les citoyens réagissent dans leur vie quotidienne et voient leur avenir, et donc, une espèce de rupture entre le discours public et l'évolution de la société, et que des forces politiques pourraient certainement combler cet écart et retrouver

4^e Journée du livre politique

un projet qui pourrait être audacieux, qui pourrait être porteur des réformes et qui serait soutenu par la population, avec un certain nombre, bien sûr, de « prérequis », et, je pense, le premier, le principal, c'est d'apprendre à parler vrai.

La langue de bois existe encore dans notre débat politique. Si on fait une analyse rapide de l'évolution du gouvernement du Parti libéral depuis trois ans, on a pu voir qu'entre les espoirs du début et l'insatisfaction de la population, il s'est passé quelque chose, et que j'attribue largement à l'absence de limpidité du projet, c'est-à-dire que lorsqu'on propose des réformes, il faut dire quoi, pourquoi, comment et vers où, et si on réussit à répondre à ces questions-là, il me paraît possible que l'on puisse amener les Québécois à faire des cheminements beaucoup plus audacieux que ceux qu'on a faits. Et donc, ça, c'est parler vrai. On le voit d'ailleurs avec le gouvernement Harper, qui, malgré tous ses défauts, a été d'une clarté inouïe sur ce qu'était son projet. C'est un projet qui était limité dans ses objectifs, mais qui était d'une grande clarté. Je pense que si on pouvait retrouver au Québec cette façon de parler vrai, on ferait de grands progrès.

Je termine sur une petite chose. C'est qu'il y a quelque chose de peut-être inconfortable à ce qu'un journaliste enjoigne des politiciens à parler vrai quand on sait que ceux qui sont le plus impitoyables lorsque les politiciens font preuve de franchise ou de vulnérabilité sont les journalistes eux-mêmes et qu'à cet égard, ils contribuent à la culture de la langue de bois que l'on reproche par la suite aux politiciens. Mais ma vraie conclusion, c'est que, oui, le Québec est gouvernable si on identifie bien ce qu'est le Québec et si on ose gouverner. Je vous remercie.

(Suspension)

(Reprise)

Table ronde : En demande-t-on trop aux politiciennes et aux politiciens ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Vous avez évidemment, dans les programmes qu'on vous a distribués tout à l'heure, la présentation plus longue de nos cinq « panélistes » et vous avez aussi un peu la description de ce qu'on leur a demandé, je dirais, de décrire un petit peu, donc leur vie de politicienne et de politicien. Une vie assez ingrate — Alain Dubuc en parlait tout à l'heure —, surtout sous l'oeil des médias qui veulent le beurre et l'argent du beurre, qui veulent que les politiciens parlent vrai et qui sont les premiers à les critiquer quand ils osent le faire.

Alors, est-ce que les attentes des médias et du public sont trop élevées ? Est-ce que les parlementaires accordent trop d'importance aux sollicitations diverses des citoyens et, j'ajouterais, des groupes de pression ? Est-ce que ceux et celles qui choisissent la politique doivent accepter de sacrifier certains éléments, sinon beaucoup, de leur vie personnelle ? Et

est-ce que c'est compatible d'élever, par exemple, une famille en même temps qu'on mène une carrière politique ? Sinon, comment expliquer que si peu de femmes encore se lancent dans l'arène politique ?

Voilà des participants que je vous présente tout de suite : Madeleine Bélanger — oui, c'est ça, tout ça est en pages 11 et 12 de votre programme —, je vous rappelle qu'elle est membre du Parti libéral depuis 1978. Elle a été élue députée de la circonscription de Mégantic-Compton en 1983. Elle a agi à titre d'adjointe parlementaire au ministre des Affaires municipales et de porte-parole de l'opposition officielle en matière de protection de la jeunesse, en matière de protection du citoyen et pour le dossier des aînés. Elle a été également présidente de la Commission de l'éducation jusqu'en 2003. Elle est toujours présidente de plusieurs organismes, dont l'Agence de santé et des services sociaux de l'Estrie.

Bonjour, Madame Bélanger.

M^{me} Bélanger (Madeleine) : Bonjour.

(...)

M^{me} Hudon (Renée) : François Gendron, mon voisin immédiat. Donc, il a été fondateur et secrétaire du Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Nord-Ouest québécois pendant trois ans avant d'entrer en politique, et alors j'ai hâte de voir ce qu'il a à dire peut-être sur les propos d'Alain Dubuc quant au syndicalisme bloqueur de passes. Il a été également conseiller municipal du canton de La Sarre pendant trois ans avant, bien sûr, d'être élu député de la circonscription d'Abitibi-Ouest à l'Assemblée nationale en 1976, ce qu'il est toujours. Il est actuellement troisième vice-président de l'Assemblée nationale. Il a été ministre, bien sûr, dont ministre de la Fonction publique, ministre de l'Éducation et ministre des Ressources naturelles de quelques gouvernements péquistes. Bonjour à vous.

M. Laforest, professeur titulaire au Département de sciences politiques de l'Université Laval, chercheur dans plusieurs domaines liés, bien sûr, à la philosophie politique, à la politique et à la démocratie au Canada et au Québec, aux théories du fédéralisme et du nationalisme. (Il a écrit) plusieurs ouvrages dont *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*. Il a été également élu président de l'Action démocratique du Québec, de 2002 à 2004, et candidat de l'ADQ aux élections québécoises dans la circonscription de Louis-Hébert. Bonjour, Monsieur Laforest.

Enfin, M^{me} Sarah Perreault, mère de trois enfants, c'est donc au conseil d'établissement de son école qu'elle a commencé à militer en politique, en un sens. Elle a depuis acquis une grande (expérience) politique — c'était peut-être déjà commencé —, notamment comme présidente régionale pour le Parti conservateur, en 1997. Elle est responsable des communications pour le Parti libéral du Québec dans la circonscription de Charlesbourg à l'élection de 1998. Par la suite, elle devient chercheuse à l'aile parlementaire libérale, de 1999 jusqu'à l'automne 2002. Et enfin elle est élue, en 2003, représentante libérale pour la circonscription de Chauveau. Bonjour, Madame Perreault.

4^e Journée du livre politique

M^{me} Perreault (Sarah) : Bonjour.

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà. Voulez-vous nous raconter un peu votre vision de cette vie de politicien, une vie que vous avez choisie, mais qui n'est pas sans problèmes, j'imagine, Monsieur Gendron, vous qui êtes le plus ancien parmi vous.

M. Gendron (François) : Très heureux. D'abord, je voudrais saluer les gens. Ça me fait plaisir énormément de participer à cette belle activité d'aujourd'hui. Je vais y aller tout de suite dans le sujet, le cœur du sujet. Je vais le faire cependant à travers mon vécu de 30 années de vie politique très intenses, mais je vais le faire également avec un regard qui n'est pas nécessairement toujours lié à ma propre expérience personnelle, parce qu'au fil des 30 ans, j'ai constaté toutes sortes de situations.

Je parle souvent en images, je ne sais pas si c'est bon ou pas bon. Moi, ce que je veux vous dire, c'est que, du point de vue général, j'ai tenté d'exprimer une espèce de tronc commun du travail du député ou de la députée et, dans ce tronc commun là, il y a plusieurs éléments qui se rejoignent quels qu'ils soient. Et je pense que c'est important de commencer comme ça.

Donc, est-ce qu'une très grande majorité de députés selon moi sont des gens qui sont très dédiés, qui travaillent fort, qui font plus d'heures que ce qu'on en dit ? Ma réponse est sans aucun doute oui. Est-ce qu'il est exact que la classe politique fait plus souvent l'objet de critiques que de félicitations ? Je réponds également oui. Et est-ce que, règle générale, on nous affuble du titre d'être dans une catégorie de gens où on fait plutôt une tâche dite ingrate ? La réponse est aussi oui. Est-ce qu'on nous critique assez souvent ? Je pense l'avoir touché. Et, troisièmement, toujours dans le tronc commun, est-ce que, règle générale, je ne crois pas que la relation est parfaite entre le niveau de responsabilités et les mandats qui sont les nôtres *versus* la rémunération.

Par contre, après que j'ai mis ça dans le tronc commun, il faut aller regarder ce qui se passe. Ce que les gens oublient souvent, et je tenais à le dire d'entrée de jeu, puis je suis prêt à répondre à toutes les questions tantôt, c'est qu'au fil des ans — je suis assez bien placé, j'ai commencé en 1976 sans discontinuité — ce tronc commun là, il s'est réduit, il y a moins d'éléments qui font partie du tronc commun.

Et là je m'explique, pour les gens qui suivraient avec plus de difficultés. Un député de région dite rurale versus un député d'une grande ville, ce n'est pas pareil pantoute, pantoute, pantoute. Et je pourrais multiplier les exemples. Pourtant, on les range dans le tronc commun, pour les valeurs que j'ai expliquées tantôt. Un député d'une ville-centre par rapport à un député d'une région rurale qui a eu... puis Madeleine est bien placée aussi parce qu'elle l'a vécu. Moi, j'ai déjà eu jusqu'à 54 petites municipalités dans ma circonscription, alors c'est moi qui battait le record du Québec avec 54 petites municipalités.

Là, les gens disent : « Oui, mais elles sont petites. » Oui, mais c'est les plus exigeantes, pour des raisons très simples. Ça ne prend pas un gros quotient pour analyser que là où il y a beaucoup de support, soit de la présence gouvernementale, toutes sortes d'instances,

ou les grandes cités urbaines que M. Dubuc défend dans son livre — puis c'est juste pour faire une *joke*, là —, c'est une autre réalité. C'est une autre réalité. Non, mais on discutera tantôt sur le fond, puis je suis sérieux.

Une autre chose. Regardez, moi, ma semaine n'était pas commencée, je savais que j'avais 15 heures de moins qu'un autre parce que, moi, que je vienne en avion ou peu importe, ça me prend toujours entre cinq heures et demie, six heures par semaine pour venir à Québec, peu importe, là. Ma résidence/parlement, c'est cinq heures et demie, six heures, puis je le fais toutes les semaines depuis trente ans; c'est pour ça que j'ai au-dessus de 6 000 voyages d'avion. Plus huit heures à dix heures de déplacements par semaine dans mon comté, quoi qu'il advienne, en moyenne, alors six plus huit, ça fait quatorze. Donc, j'ai quatorze heures de moins qu'un autre. Si cette réalité-là n'est pas prise en compte, vous allez tomber dans des généralités, et c'est pour ça que j'arrête là, là-dessus.

Mais je suis certain de ce que j'affirme : vous faites toujours une erreur de mettre tous les politiciens dans la même poche, et je suis convaincu que j'ai raison parce qu'aussi, très rapidement, toujours dans le propos d'introduction, quand M. Dubuc disait que notre niveau de crédibilité n'est pas très élevé, il a complètement raison. Sauf que, moi-même, j'ai fait le test parce que j'aime bien éprouver ce que je dis. Combien de fois je suis allé dans des lieux publics, puis je faisais mon petit innocent, puis je disais : « Qu'est-ce que tu en penses de ton député ? C'est qui ton député ? » Puis là, ils me disaient : « C'est un tel. » Puis, qu'est-ce que tu en penses ? Ah ! il travaille fort, puis il se défonce, puis il est assez présent, puis tout ça. J'arrête là. Demandez individuellement à l'électorat de chacune des circonscriptions comment est leur député, le jugement, règle générale, à très haut pourcentage, est positif. Mettez-les tous ensemble, on est des nuls, des ci puis des ça. Donc, il y a de quoi qui ne marche pas, là. C'est le même monde. Moi, je veux juste attirer votre attention que c'est le même monde. Pour aller...

Des voix : ...

M. Gendron (François): ... plus rapidement, parce que je n'ai pas beaucoup de temps, à chacune des questions, c'est clair que j'ai réfléchi là-dessus, mais je fais les trois principales, mais un commentaire très court. Est-ce que, moi, je pense que les attentes du public sont trop élevées ? Moi, je réponds non. Mais attention, parce que, moi, ma base électorale depuis trente ans, c'est mon électorat. On est redevable et on est député de. Ce n'est pas pour rien. Moi, je veux toujours être capable de dire que je suis député d'Abitibi-Ouest. Pour toujours être capable de faire ça, je dois multiplier les liens, je dois cultiver une relation presque affective avec mon électorat. Je dois demeurer simple, franc, et travailler. Je répète, mes trois valeurs, moi, depuis que je suis en politique : simplicité, franchise, travail. Valeurs sûres, pas de trouble avec ça.

Est-ce qu'ils sont trop exigeants ? Bien non, parce que, par définition, qu'est-ce que tu veux, c'est moi qui ai sollicité le mandat, puis eux autres, c'est normal, j'ai un mandat public et il est complètement sain et normal que des représentants de... soient bien branchés sur le public. Je vais rapidement parce que je...

4^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Deux minutes max.

M. Gendron (François) : Bon, vous voyez ? Vous voyez comme ça passe vite ? Accordent-ils trop d'importance — les élus, pardon, c'était ça la question — accordent-ils trop d'importance aux sollicitations des citoyens ? À prime abord, on est portés à répondre oui, pour une raison très simple, parce que dans la fonction de député qui est pareille : de la législation, de la représentation et du contrôle, la fonction contrôle, c'est trois fonctions de n'importe quel élu normalement constitué, mais dans la fonction de représentation, il y a un problème, parce que combien de députés ont de la misère à lire correctement une demande où il faut être là ou pas là parce que je ne trouve pas qu'ils placent assez haut la barre de leurs fonctions ? Et dans une fonction où on dit : « On est 125 au Québec », si on passe notre temps à se comporter, même correctement, à dire oui à n'importe quelle demande sous prétexte que n'importe quelle demande a le droit de nous voler du temps, bien, ce temps-là, on ne l'a plus pour d'autres choses et, d'après moi, à ce niveau-là, je suis porté à répondre oui, il y a un certain nombre d'élus qui accordent trop d'importance aux sollicitations des gens, leur grille d'évaluation par rapport à des valeurs de contenu, de suivi, puis de niveau, ne serait pas la mienne.

Dernier point, parce que je me sens bousculé par le temps : est-ce qu'on sacrifie certains éléments de vie personnelle ? Bien, je crois que oui, puis j'espère que oui, parce que quand on fait le choix d'accepter une fonction de représentant de, c'est obligatoire que je viens de sacrifier passablement de zones de « confortabilité », eu égard à des choses que je sais que je n'aurai plus la même disponibilité pour moi. Est-ce que j'ai encore une vie personnelle ? Oui, mais en sériant une série de valeurs qui ont été obligées d'être changées, parce que, moi, ma première valeur, c'est de représenter adéquatement mon électorat, et ça, c'est de la présence, de l'analyse, puis une relation affective. Et ces éléments-là sont exigeants.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci, Monsieur Gendron. Madame Bélanger.

M^{me} Bélanger (Madeleine) : Moi, je n'aurai pas le même style que M. Gendron, parce que je m'étais préparée pour expliquer exactement ce qu'est le rôle du député, puis là, quand on m'a posé la question si on en demandait trop à nos politiciens, nos politiciennes, ma première question, c'était de répondre oui, on en demande beaucoup, mais, par contre, quand on y réfléchit bien, il est difficile d'imaginer que, quand on demande un mandat pour servir nos concitoyens et concitoyennes, après on leur reproche de nous en demander trop. Alors, envisagé sous cet angle, le rôle du politicien devient affaire d'engagement, je pourrais dire de dévouement, de don de soi et de passion. Il est alors difficile d'imaginer que celles et ceux que l'on s'est engagés à servir puissent en demander trop. Alors, quand on est politiciens, il faut accepter à l'avance aussi les aléas que sous-tend cette notion fondamentale de service et de disponibilité permanente, qui commande en plus une compréhension quasi instantanée de besoins qui sont souvent mal compris, même de ceux qui en font la demande. Être à l'écoute, ça veut dire accepter de consacrer des heures à entendre et essayer de comprendre un nombre incroyable de doléances, de problèmes, de difficultés qui résultent

souvent d'un manque de communication ou d'une mauvaise compréhension entre le citoyen et l'appareil administratif. Ce besoin essentiel de liaison entre le citoyen et son gouvernement implique aussi une disponibilité quasi permanente.

La vie de député, c'est une vie publique où les moments de grande intimité sont largement restreints. Appels téléphoniques à toute heure du jour et du soir, la semaine, les week-ends, interpellations partout dans les endroits les plus inusités, au théâtre, au cinéma, au golf, à l'épicerie, sur la rue, à l'auto, partout, et au bureau, bien sûr, pendant des heures et des heures. C'est pourquoi je m'étonne toujours lorsque les représentants des médias parlent sans savoir, comme c'est parfois leur habitude, disent que les députés sont en vacances lorsque l'Assemblée nationale ne siège pas. Alors, je dois dire à M. Dubuc qu'en 20 ans de vie comme députée, je n'étais pas en vacances quand l'Assemblée nationale... je commençais quasiment à travailler, c'est pire. Parce que comme M. Gendron, j'avais 52 municipalités, ça veut dire 52 maires, 52 conseils municipaux, des organismes qui demandent la présence du député pour donner un peu plus... Bien, quand on assiste à des soupers de l'âge d'or, c'est parce qu'eux autres ils font ça pour avoir plus de prestige; avoir le député à leurs activités, ça donne du prestige à tous les organismes. Ça fait que j'en ai ouvert des danses, puis des...

M^{me} Guénette (Françoise) : Est-ce que vous aimez danser?

M^{me} Bélanger (Madeleine) : Non, pas du tout. Je ne sais pas danser, juste aller... Puis, quand on dit... Moi, en 20 ans, je ne sais pas combien de fois je me suis étonnée de la créativité que peuvent manifester les citoyens lorsqu'ils ont un besoin urgent de parler à leur député. Ils prennent toutes sortes de raisons, là, c'est... J'ai déjà eu des téléphones à 11 heures le soir, puis là, c'était une gageure qu'il avait faite avec quelqu'un d'autre que je n'étais pas disponible. Alors là, il avait gagé, puis là vous ne savez pas qui avait gagé ça, c'est un curé, que j'étais très disponible, qu'il pouvait m'avoir à n'importe quelle heure. Ça fait que le téléphone sonne à 11 heures le soir, et je réponds. Ça fait que là, il dit : « Bonsoir, Madame Bélanger. » Il dit : « J'ai gagné ma gageure. » Ah oui ? Vous avez gagé quoi ? Que vous étiez disponible, qu'on pouvait vous rejoindre à n'importe quelle heure. Alors ça, des députés ruraux, c'est ça. Mais c'est sûr que des députés urbains, je ne pense pas qu'on voie ça.

Les demandes sont plus nombreuses que les remerciements et les gestes d'appréciation les plus simples, presque toujours absents. Dans les faits, les demandes prennent trop souvent la forme d'exigences et les résultats, trop souvent l'allure de la normalité. Quand on réussit un dossier, bien, c'était bien normal, c'est ta *job*.

Alors, la vie d'un député n'est pas facile, qu'on y songe un court instant. Je ne sais plus à combien de saluts au drapeau j'ai dû participer, combien d'activités paroissiales j'ai présidées, combien de danses j'ai ouvertes, combien d'activités sportives ou artistiques j'ai inaugurées. La disponibilité, cela implique aussi la présence. Parce que si tu n'es pas présente, là, quand tu te représentes en campagne électorale, tu es partout, mais, quand tu te représentes en campagne électorale, tu fais du porte-à-porte : Ah ! Il y a des élections, là, on vous voit, alors que tu as été présente partout dans toutes les activités. « C'est-tu » vrai, ça, François ?

4^e Journée du livre politique

M. Gendron (François) : Bien sûr que c'est vrai.

M^{me} Bélanger (Madeleine) : Heureusement, là, je viens à ça, dans mon cas, j'ai la chance d'aimer cette implication, mais il m'arrivait parfois d'imaginer le même rôle joué par une députée plus jeune encore au service d'une jeune famille, et je me suis souvent dit que cela m'apparaissait, et m'apparaît encore aujourd'hui, quasi impossible. Puis, la simple perception de ne pas être présente peut te coûter ton poste.

Bien sûr, les hommes ont aussi des activités hors leurs fonctions de député, mais elles sont rarement aussi exigeantes qu'en logistique organisationnelle et autant que celles avec lesquelles doit composer une mère de famille. À mon avis, les partis politiques devraient tenir compte... On demande d'avoir plus de femmes en politique, mais, quand on présente des femmes dans un comté, qu'il y a deux femmes qui se font la lutte, c'est évident qu'il n'y aura pas deux femmes qui vont rentrer à l'Assemblée nationale. Quand je me suis présentée en partielles en 1983, il y avait deux femmes dans Jonquière, et moi dans Mégantic-Compton. Alors là, les journalistes disaient : « Il y a sûrement une femme qui va rentrer à l'Assemblée nationale. » Parce que dans un comté, il y avait deux femmes, alors il y en a une qui allait rentrer. Alors, on est rentrées deux.

Une voix : Encore une minute.

M^{me} Bélanger (Madeleine) : Une minute ? En 1983, on était huit femmes à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, elles sont 38, puis elles ont des pouvoirs beaucoup plus accrus. Le Conseil des ministres est formé de plusieurs femmes, puis... Moi, quand je n'ai pas de temps, là, je bégaye. J'ai dit tantôt que le métier de député pouvait être ingrat. Il offre aussi cependant, en contrepartie, des joies et des plaisirs d'une satisfaction du devoir accompli qui compensent largement. Puis cette satisfaction, elle s'exprime le plus souvent et avec le plus d'acuité pour des choses petites en apparence. Une mère en difficulté, des petits investisseurs perdus dans les dédales de notre administration, un cultivateur aux prises avec une législation qu'on lui trouve trop sévère, à l'auteur d'un projet en panne de financement. Alors, chaque fois, le plaisir de servir, de se savoir utile, d'avoir réalisé quelque chose de nécessaire à la communauté procure une satisfaction qui est difficile à décrire, tant elle est intense.

Puis là je voudrais parler du rôle du député d'arrière-ban à l'Assemblée nationale, si vous me donnez une minute.

Une voix : Trente secondes.

M^{me} Bélanger (Madeleine) : Trente secondes. Bon...

Une voix : Ça vaut la peine...

M^{me} Bélanger (Madeleine) : ...la plupart des gens disent que les députés d'arrière-ban, ce sont des machines à voter, alors que c'est faux, là. C'est sûr qu'il y a une ligne de parti à suivre, mais, par contre, vous savez qu'il y a des caucus, et il y a un président de caucus, et il y a des ministres qui viennent nous présenter les projets de loi avant de les proposer à l'Assemblée nationale, et souvent la grogne des députés faisait que le ministre devait retourner à sa table de travail, puis recommencer son projet de loi parce que ça ne convenait pas à tous les députés. Quand il y a une loi qu'ils font pour Montréal ou Québec, ce n'est pas nécessairement qu'elle est adaptable pour Mégantic-Compton ou pour des comtés ruraux. Alors...

M. Gendron (François) : Ça constitue un bon filtre pour qu'un certain nombre de législations soient plus adéquates, et tu as raison...

M^{me} Bélanger (Madeleine) : Oui.

M. Gendron (François) : ...de mettre l'accent. Les députés, ça ne peut pas être que députés d'arrière-ban. Ils ont un rôle beaucoup plus filtre des lois, des règlements, de la législation. Et souvent, s'il n'y avait pas les...

Une voix : ...son bon fonctionnement.

M. Gendron (François) : ...s'il n'y avait pas les bons « backbenchers », qu'on appelle, là, sans responsabilité, je ne suis pas sûr qu'on aurait toujours la même qualité d'un produit, qui n'est pas toujours à votre goût, mais qui est meilleur.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, qui est meilleur, amélioré.

M^{me} Bélanger (Madeleine) : Amélioré. Alors, ceci étant dit, je vous remercie.

M^{me} Guénette (Françoise) : Vous reviendrez. J'espère qu'on aura le temps de discuter. Je vais passer à M. Laforest, qui a voulu, lui, partir de sa tribune privilégiée d'observateur et de chercheur pour se lancer dans la politique active. Monsieur Laforest.

M. Laforest (Guy) : Merci, Madame. On nous pose une question: En demande-t-on trop à nos politiciens et politiciennes ? Quand j'enseigne, j'aime que mes étudiants répondent aux questions. Alors, je vais essayer de répondre à la question. Donc, mon titre, c'est : on en demande beaucoup, et on ne les rémunère vraiment pas assez. En gros, c'est ce dont je vais parler.

4^e Journée du livre politique

Techniquement, ce dont je voudrais vous parler, ce sont les rôles, les différents rôles du député, les rôles de l'élu. M. Gendron y a fait allusion. Il y a trois grandes catégories : la législation, le contrôle et la représentation. Et je vais essayer d'amplifier ça, d'élargir ça un peu. Soit dit en passant, c'est le genre de choses qu'on enseigne, nous, dans le cours de base sur politique et démocratie au Canada et au Québec. Donc, on enseigne, entre autres, sur le pouvoir législatif. Et le rôle du député, le rôle de l'élu, c'est là-dedans que ça rentre.

Alors, il a d'abord un rôle de législateur. Nos députés sont des législateurs. Ils occupent un rôle central, dans le fond, dans la transmission de projets de société en éléments centraux de l'édifice légal dans lequel on vit. Donc, ce sont des législateurs. Ce sont des contrôleurs. Mon collègue Réjean Pelletier, qui est ici dans la salle, a déjà dit que, dans le fond, au Québec, l'évolution de notre système — notre système, c'est le régime de Westminster, parlementarisme britannique —, alors ils sont devenus, disait-il, des législateurs défaillants et des contrôleurs mal assurés.

Très rapidement, on pourrait dire que depuis cinq ou six ans, il y a eu des efforts substantiels au Québec, tous partis confondus, pour faire en sorte que, entre autres, notamment en ce qui a trait aux services bureaucratiques qui sont assurés aux députés par l'Assemblée nationale, ils deviennent un peu moins des législateurs défaillants et des contrôleurs mal assurés. Mais, en tout cas, c'est leurs deux rôles de base.

Représentants, d'abord. La représentation, la troisième grande catégorie de rôles, selon moi, ça peut être divisé en trois choses. Il y a trois choses que les députés font, à tout le moins, dans leur travail de représentant. Ils sont très certainement des représentants, là, entre leurs citoyens sur le plan individuel et puis la machine de l'État, les différents services gouvernementaux. Il y a une dimension représentative à ce niveau-là. Mais ils sont aussi des interlocuteurs régionaux, ils participent aux débats à l'intérieur d'une région et, dans ce sens-là, les représentants de leur région, de leur circonscription de comté. Ça, c'est un élément aussi de leur rôle de représentation. Également, bien sûr, ils représentent les intérêts de leur comté face à l'État. Alors, il me semble que leur rôle de représentant peut être subdivisé. Moi, je suis rendu à cinq rôles : législateur, contrôleur, intermédiaire — comté, gouvernement, région —, animateur de la vie locale... Votre collègue, Madame Perreault, le député de Montmorency, M....

Une voix : ...

M. Laforest (Guy) : Montmorency, il s'appelle...

Une voix : Raymond Bernier.

M. Laforest (Guy) : ...Raymond Bernier, disait récemment qu'il participe à 300 activités par année. Alors, on peut le considérer comme un animateur de la vie locale, à titre d'exemple. Donc, intercesseur aussi sur le plan des relations entre citoyen, gouvernement, bureaucratie. On néglige souvent le rôle partisan. Un député est un animal

politique 24 heures par jour. Ses rôles partisans sont complexes. Il doit animer une équipe locale, son équipe de proximité. Il participe aux instances. Il ou elle participe aux instances de son parti, instances régionales, instances nationales, congrès. Souvent, les exécutifs de parti ont lieu le vendredi soir, Trois-Rivières, Drummondville. Les députés qui sont membres de ces instances-là ont à ajouter cet élément-là à leurs voyages, à leur calendrier de la semaine. Donc, il me semble qu'on néglige souvent le rôle partisan.

Au Québec, Alain Dubuc disait tantôt : « Le Québec se considère comme une communauté nationale. » Au Québec, nos députés sont des fiduciaires de l'intérêt national. Qu'est-ce que ça veut dire ? J'enseignais tantôt (dans) un cours sur les idées politiques au Québec. Moi, mon hypothèse, c'est que, *grosso modo*, depuis deux siècles, nos élus, mais aussi les différents partis politiques, les mouvements intellectuels générationnels, essaient de trouver un équilibre entre deux choses fondamentales : élargir, ou augmenter la liberté politique du Québec, peu importe comment on la définit, donc une aspiration à la liberté politique et, de l'autre, une quête de sécurité et de distinction identitaire. Tous nos partis politiques, mais aussi tous nos élus, en tant que fiduciaires de l'intérêt national, ont la tâche d'équilibrer, chacun à la mesure de sa conscience, ces doubles tâches, là, à l'intérieur de notre communauté politique : élargir la liberté politique et satisfaire une quête de sécurité et de distinction identitaire.

On oublie aussi, selon moi... nos députés sont ou devraient être des pédagogues. Alors, nos députés vivent dans un système de démocratie libérale représentative. D'un point de vue pragmatique, ils affirment — ou ils devraient affirmer — que ce système-là est porteur de valeurs fortes. Et donc, dans leurs comportements, dans leurs discours, ils doivent incarner les valeurs de la démocratie libérale représentative, ils doivent être des éducateurs politiques.

Parenthèse, on est dans la Journée du livre politique, on fait cette Journée-ci, ça représente une tâche d'éducation politique, il me semble qu'on devrait davantage y faire intervenir la relève. On est dans la région de Québec, nous, à l'université, on est dans les examens, nos étudiants ont plus ou moins le temps. Mais les examens au cégep, c'est dans un mois, et peut-être qu'à tour de rôle on pourrait inviter les différents cégeps de la région à être un des partenaires dans l'organisation de la Journée du livre politique au Québec pour y impliquer davantage la relève, ça renforcerait l'élément pédagogique de la Journée.

Nos députés sont aussi des ambassadeurs. L'Assemblée nationale et nos élus participent à toutes sortes de regroupements internationaux : parlementaires des Amériques, parlementaires du Commonwealth, de la Francophonie... Alors, ça fait partie de la tâche des députés de contribuer à être des ambassadeurs de notre communauté politique à l'étranger, quelles que soient leurs alliances partisans.

Enfin, le député étant... Je disais qu'il est un animal politique. Souvent, il est un candidat en permanence. Il sort d'une campagne, il ou elle prépare la prochaine. J'en ai vécu une. La campagne est quelque chose d'assez épouvantable par moments, mais en même temps une expérience extraordinaire. En campagne, les adversaires ont en général au Québec du respect les uns pour les autres parce qu'ils font la même vie de fou. Alors, quand il n'y a pas de coups en bas de la ceinture, en général les politiciens, les politiciennes au Québec sont beaucoup dans une culture de respect parce qu'ils apprécient les différents

4^e Journée du livre politique

sacrifices que leurs collègues, même d'une autre formation, sont en train de faire. Au global, et je termine là-dessus, la tâche est colossale. Au Québec... Elle est assez unique au Canada parce que nos députés sont des fiduciaires de l'intérêt national.

Donc, il me semble que dans ce contexte, et je vais rejoindre certains des postulats d'Alain Dubuc dans sa démarche, on devrait cesser, d'une certaine manière, d'hésiter à savoir si on devrait donner 3 % à nos élus davantage de rémunération au lieu de 2 %. On devrait regarder franchement le réel. Et le réel, c'est que si le Québec se prend au sérieux comme démocratie libérale représentative mais aussi comme nation, s'il veut faire en sorte que des hommes et des femmes vont vouloir davantage au cours des prochaines années participer au sacrifice de la démocratie libérale représentative, il devrait accepter d'une bonne foi tous horizons partisans confondus, faire en sorte qu'il y ait un bond substantiel à la rémunération des députés.

Moi, je suis de l'extérieur, donc je peux me mouiller sans complexe là-dessus, et il me semble que là-dessus, au Québec, le rattrapage, c'est 20 %. Donc, un rattrapage de 20 % de la rémunération tiendrait davantage compte de la complexité, de la lourdeur et en même temps de la noblesse de l'ensemble des tâches de l'élu au Québec. Voilà, merci.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, monsieur Laforest. Et on va terminer... Madame Perreault, M^{me} Bélanger disait que ça devait être vraiment difficile pour une jeune mère de famille de concilier tout ça. Est-ce que ça a été votre expérience à vous ?

M^{me} Perreault (Sarah) : Je vous dirais d'emblée qu'on a abordé quand même tous les aspects... Madeleine, François, M. Laforest ont abordé un certain nombre d'aspects. Mais il y a quelque chose qu'on n'a pas dit, par contre, c'est que l'engagement politique, le mien, à tout le moins, c'est aussi un engagement de passion, de désir aussi de changer les choses, ce qui est à la base de l'engagement que l'on prend quand on décide de briguer les suffrages. Dans mon cas, ça a été évidemment le choix du fédéralisme; puis c'est important de le dire parce que, vous l'avez dit tout à l'heure, on est toujours teinté de ce qu'on défend, puis de ce qu'on croit juste. Ça a été aussi le choix de mon chef avec qui je partageais des valeurs, de l'équipe avec qui j'étais aussi. Et, pour moi, comme candidate, c'était quelque chose qui était important de prime abord. C'était aussi pour moi l'occasion de le faire non seulement à titre de femme; mais de le faire aussi à titre de mère de famille, et c'était un grand défi parce que si j'avais écouté mon entourage, jamais je ne me serais présentée en politique. Quand je parle aux jeunes, j'ai l'habitude de leur dire que je suis un peu comme Obélix, je suis tombée dans la potion magique, dans la politique, j'étais très jeune. Je l'ai fait à l'école, j'ai toujours été engagée, et ce désir-là, pour moi, de changer les choses, j'avais envie de le mettre à l'avant-plan.

Comme mère de famille, je me disais : « Est-ce que je ne pourrais pas devenir, finalement, une interlocutrice pour toutes ces femmes-là à qui on reproche souvent de ne pas s'intéresser à la politique ? » Et mon expérience a fait que... Je vous dirais que je ne suis pas toujours d'accord avec le fait de dire que les femmes ne s'intéressent pas à la politique : je pense qu'elles ne s'y reconnaissent pas, souvent, dans le rôle que nous jouons. Est-ce que c'est parce que... Je fais partie de l'équipe qui est sur la réforme parlementaire, et on a

entendu des groupes de femmes, et je me questionne souvent à savoir: Est-ce que le débat qui est le nôtre, est-ce que la façon que nous avons de faire la politique... est-ce que ce n'est pas ça, finalement, qui éloigne les femmes ? Parce que ça fait partie des questions que vous posez. Et je me dis : « Est-ce que, en ayant des incitatifs financiers, tout ça va faire qu'on va amener des femmes en politique ? » Je ne suis pas convaincue.

Monsieur Dubuc, vous avez abordé tout à l'heure la nécessité pour vous que les politiciens aient un franc-parler, puissent dire ce qu'ils ressentent, et je partage avec vous cette préoccupation-là, mais encore faut-il qu'on nous permette de le faire, en ce sens qu'il y a toujours les médias qui font un écran entre le politicien et la population.

Et ça m'amène à vous dire que ce qui est le plus difficile dans le métier que nous faisons, pour moi en tout cas, ce n'est pas d'investir du temps, parce que ce temps-là, que j'investis dans ma circonscription électorale, c'est le temps le plus positif que j'ai dans le travail que je fais. C'est là où je vais chercher ma valorisation, c'est là où on me reconnaît une certaine valeur, parce qu'au fond les politiciens, ce qui est le plus difficile, c'est cette perception négative qu'on a du politicien, qui est extrêmement dure.

Moi, je suis une mère de famille et hier j'abordais cette question-là avec mon adolescente de 15 ans, et je lui disais : « Est-ce que tu trouves qu'on en demande trop aux politiciens ? » Elle m'a répondu : « Non, je ne trouve pas que tu travailles trop, mais je trouve que les gens te jugent tellement sévèrement. » Et on n'a pas idée à quel point ça, c'est, pour une femme en tout cas, en politique... Et j'imagine que les femmes qui sont ici ou les femmes en général ont vraiment cette préoccupation-là de dire quelles sont les conséquences, finalement, collatérales du choix de faire de la politique. On n'a pas idée à quel point ça peut être difficile. Moi, j'ai une fille qui a défendu, à l'école, sa mère comme politicienne. C'est très dur parce que, quand on entend parler les gens des politiciens, c'est extrêmement dur, ce qu'on dit des politiciens. Et ma fille de s'entendre dire que sa mère est une menteuse, qu'elle ne s'investit pas, qu'elle n'a pas de valeur, c'est très difficile.

Donc, moi, je pense que, oui, c'est dur de faire de la politique, mais ce n'est pas dur parce que, pour moi en tout cas, on y met du temps, parce que ce temps-là que je mets, j'y crois profondément, je crois que... j'ai le désir de faire des choses, que je veux partager ça avec les gens de ma circonscription électorale, et ça me valorise beaucoup. Là où c'est difficile, c'est dans cette fameuse perception-là.

Maintenant, est-ce qu'on devrait, nous, les politiciens, se donner le droit encore plus grand de dire ce qu'on pense au risque d'être critiqués, au risque d'être parfois bafoués aussi par rapport à ces positions-là qu'on va prendre ? Il faut le faire, évidemment, dans le respect de nos formations politiques parce que... Tout à l'heure... Je ne me souviens pas qui l'a abordé, je pense que c'est Madeleine. Tous ces débats-là que nous vivons à l'interne où on est très présents sur des débats dans nos caucus, personne ne sait ça, ce sont des débats qui sont méconnus. Donc, les positions qu'on prend et qu'on défend ne sont souvent pas connues de l'ensemble du public. Et c'est l'équilibre de notre système parlementaire qui repose là-dessus, donc, si on remet en péril, je dirais, ces lignes de parti qui font que la stabilité politique existe au Québec, bien, il faut réfléchir à ça.

4^e Journée du livre politique

Mais, au fond, le message que j'ai envie de vous dire, c'est : peut-être qu'on a les politiciens qu'on mérite, dans le sens que si ça devient trop dur parce qu'on refuse aux politiciens d'être eux-mêmes, bien, il faut peut-être se questionner là-dessus. C'est ma réflexion.

M^{me} Guénette (Françoise): Merci beaucoup, Madame Perreault. On va terminer en demandant à Alain Dubuc ou bien de réagir à ce qu'il vient d'entendre, à ces quatre témoignages de politiciens ou de spécialistes, ou bien d'y aller de ses commentaires déjà prêts.

M. Dubuc (Alain) : Un, j'ai déjà assez parlé aujourd'hui, et puis, je puis difficilement en rajouter beaucoup. Sauf que je suis la personne la plus extérieure au monde politique à cette table et je fais partie de la grande famille des journalistes, donc en principe cynique, et je devrais commencer par dire qu'il faut croire ce que les politiciens ont dit aujourd'hui, et on ne le dit pas assez souvent. Et puis cette table ronde... le point de départ était un passage d'un texte que j'ai écrit où je prenais pitié des politiciens. Je dois dire que c'est en vieillissant qu'on s'adoucit probablement et que j'ai parfois des regrets sur certaines choses que j'ai écrites qui étaient inutilement blessantes. Il y a une différence entre le débat politique vif et l'agressivité inutile pour une société qui devient agressive, et c'est d'ailleurs dans cet esprit que j'avais écrit ça. Dans le même esprit, j'avais fait un hommage à Bernard Landry avec lequel je n'ai pas été tendre pendant une bonne partie de ma vie, mais en disant que le fait de le critiquer ne devait pas nous faire oublier sa compétence. C'est des choses qu'on a tendance à oublier dans les élans politiques, dans les désaccords, de rejeter en bloc les qualités de ceux que l'on critique.

Donc, je ne veux pas répéter, mais ce qui me frappait, et ce que j'avais préparé, c'est exactement ce que les politiciens qui sont ici ont dit, c'est travailler comme des bêtes, c'est accepter d'être mal payé, sacrifier sa vie familiale, accepter d'être dans une cage de verre, et donc, d'être sur la place publique, donc sans vie privée comme les citoyens normaux, accepter un certain ascétisme parce qu'il y a un populisme au Québec qui refuse aux politiciens non seulement la rémunération, mais le confort, le faste et un certain luxe qui serait élémentaire lorsqu'on mène une vie aussi difficile que celle-là. Il y a un élément de risque considérable qui est celui de la défaite, il y a la dureté des débats, mais aussi l'injustice des médias, le jugement. Et donc, c'est quelque chose d'extrêmement lourd à porter, ça, c'est quelque chose que je connais en tant que journaliste qui vit dans le monde de l'opinion.

Il y a sans doute l'impuissance aussi, c'est-à-dire que des parlementaires n'ont pas les outils nécessaires pour vraiment s'acquitter de leur tâche, et aussi sans doute, je vois de l'extérieur, mais il y a le désir de changer des choses, mais souvent les politiciens doivent découvrir qu'il n'est pas si facile que ça de changer les choses, et donc, qu'on a les mains liées ou que le désir de changement que l'on a se heurte à des murs. Et aussi ce que Guy Laforest a bien décrit, l'incroyable multiplicité des tâches. Ça fait que tout ça mis ensemble, ce n'est pas un contrat, et c'est ce qui explique qu'un si grand nombre de gens qui sociologiquement devraient être attirés par la politique ne le sont pas. Mais je suis le cas type du type de gens qu'il y a une génération ou deux serait sans doute passé à la politique et qui

ne le fera pas à cause de tout ça, à cause du sentiment d'impuissance, du coût personnel qui est trop grand et des structures de vie familiale qui ont changé, et je ne suis pas le seul dans cette situation-là.

Donc, moi, j'en venais, juste rapidement, à suggérer quatre R : c'est des ressources, de la reconnaissance, de la rémunération et du respect. Et les ressources, je pense, c'est important, si les parlementaires doivent jouer leur rôle, que l'Assemblée nationale ait des outils pour faire ce travail-là. La reconnaissance, c'est d'accepter, dans le débat public, de dire tout haut à quel point les députés et les ministres ont un rôle difficile et qu'il faut les remercier pour l'occuper. La rémunération, c'est ce que Guy Laforest disait tout à l'heure, et je dois dire que j'ai sursauté quand j'ai vu le débat sur la maigre hausse de rémunération, en disant cette espèce de fausse indignation qui est extrêmement populiste, qui est absolument indéfendable. Et le respect, bien, c'est ce que je disais tout à l'heure, c'est-à-dire que la façon de traiter les politiciens devrait se transformer.

Je termine sur un engagement, ça serait... c'est... j'écris et ce que je dis...

M^{me} Guénette (Françoise) : Jamais plus de mal sur les politiciens?

M. Dubuc (Alain) : Ça, c'est difficile parce que le débat public existe. Mais je pourrais au moins m'engager à refléter, dans un écrit, ce que nous avons dit aujourd'hui. Et, s'il y avait un texte qui était « éloge du député et du politicien », peut-être que ça pourrait amorcer le débat dans une autre tribune que celle-ci. Ça, c'est un engagement. Je vous remercie.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci, Alain Dubuc.

(Questions du public)

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup à vous cinq.

(Fin de la table ronde)

5^E JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE – 23 MAI 2007

La 5^e Journée du livre politique était sous la présidence de M^{me} Fatima Houda-Pepin, députée de La Pinière et première vice-présidente de l'Assemblée nationale. Les membres du comité directeur de la Journée du livre politique 2007 étaient : M. Pierre-F. Côté, M. Antoine Del Busso, M^{me} Éline Hémond, M. Denis Monière, M. Gilles Morin, M. Martin Pelletier, M^{me} Claire Prévost-Fournier et M. Philippe Sauvageau.

Les activités de la Journée ont commencé avec l'inauguration, par la vice-présidente M^{me} Houda-Pepin, de l'exposition *Portraits de l'histoire : les biographies politiques*. Par la suite, les participants ont assisté au lancement de la banque de données bibliographiques *Les partis politiques au Québec*, ainsi qu'à celui de la banque de données bibliographiques *Le parlementarisme au Québec*. Le site *Internet Archives politiques du Québec* a ensuite été mis en ligne officiellement. Enfin, deux documents ont été lancés soit, *Quinze ans d'histoire politique* (Bulletin d'histoire politique, vol. 15, no 3) et *Histoire de la Tribune de la presse de Québec, 1871-1959* de Jocelyn Saint-Pierre.

Les participants à la Journée ont pu assister à une table ronde animée par Françoise Guénette. Celle-ci avait pour thème *Éminences grises et stratégies politiques : répercussions sur l'électorat*. Voici les participants à la table ronde :

- **André-A. Lafrance** : professeur et ancien directeur du Département de communication de l'Université de Montréal, il est responsable du laboratoire de recherche sur les modèles transculturels de communication et le coauteur, avec Yves Théorêt, du livre *Les éminences grises : à l'ombre du pouvoir*.
- **Claire Prévost-Fournier** : membre fondatrice du Groupe Femmes, Politique et Démocratie, elle a occupé le poste de secrétaire générale du Conseil supérieur de l'éducation entre 1999 et 2005 en plus d'être membre du comité directeur de La Journée du livre politique de 2006 à 2010.
- **Yves Théorêt** : professeur et directeur de l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal, il a également travaillé au ministère des Communications du Canada, au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et il est le coauteur, avec André-A. Lafrance, du livre *Les éminences grises : à l'ombre du pouvoir*.
- **Martine Tremblay** : consultante dans le domaine des affaires publiques, elle a occupé le poste de directrice de cabinet des premiers ministres René Lévesque et Pierre Marc Johnson entre 1984 et 1985 et celui de sous-ministre des ministères de la Culture et des Communications (1995-1999) et des Relations internationales (1999-2002).

Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale

Membres du jury :

Robert Boily, politologue et professeur de science politique à l'Université de Montréal, Gilles Lesage, ancien journaliste au quotidien *Le Devoir* et Vincent Lemieux, politologue et professeur émérite à l'Université Laval.

Récipiendaires :

1^{er} prix

Martine Tremblay, *Derrière les portes closes : René Lévesque et l'exercice du pouvoir (1976-1985)*, Éditions Québec Amérique.

2^e prix

Joseph Facal, *Volonté politique et pouvoir médical : la naissance de l'assurance-maladie au Québec et aux États-Unis*, Boréal

3^e prix

Yves Théorêt et André-A Lafrance, *Les éminences grises : à l'ombre du pouvoir*, Éditions Hurtubise HMH

Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Membres du jury :

Jean Charron, politologue et professeur au Département d'information et de communication de l'Université Laval, Robert Comeau, professeur au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal et Lisa Lavoie, politologue et historienne, conseillère politique de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M^{me} Line Beauchamp.

Récipiendaires dans la catégorie « Thèses de doctorat » :

1^{er} prix et Prix Ministère des Relations internationales du Québec / Ministère des Affaires étrangères de France

Samy Mesli, *La coopération franco-québécoise dans le domaine de l'éducation de 1965 à nos jours* (Université du Québec à Montréal et Université Paris 8).

2^e prix

Denis Royer, *Du rôle des acteurs dans le processus d'élaboration de la politique éducative - L'École, tout un programme : une analyse politique de la réforme du curriculum au Québec* (Université Laval).

5^e Journée du livre politique

Récipiendaires dans la catégorie « Mémoires de maîtrise » :

1^{er} prix

Jean Baril, *Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et développement durable : de simple rouage d'une procédure d'autorisation de projet à un véritable organisme de planification environnementale* (Université Laval).

2^e prix

Guillaume Breault-Duncan pour son mémoire intitulé *Identité régionale et tiers partis : la Beauce du Ralliement créditiste à l'Action démocratique du Québec, 1970-2003* (Université Laval)

3^e prix

Daniel Thompson, *Lobbying et patronage : une étude des modes de médiation des intérêts dans la mise en œuvre de la Loi 25 (2003) au Québec* (Université Laval).

OUVERTURE OFFICIELLE

M^{me} Fatima Houda-Pepin, première vice-présidente de l'Assemblée nationale

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Chers collègues députés, distingués invités, Monsieur le directeur de la Bibliothèque, Monsieur Sauvageau, chers participants à la table ronde, chers amis. C'est avec plaisir que je vous accueille à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale à l'occasion de la cinquième Journée du livre politique au Québec.

En tant que nouvelle présidente du comité directeur de cet « événement », je suis très fière de procéder à l'ouverture officielle de cette édition. Étant moi-même diplômée en bibliothéconomie, sciences de l'information, j'éprouve, comme vous pouvez le deviner, une passion pour le livre et les métiers qui s'y rattachent.

L'inauguration d'une exposition sur les biographies politiques, des lancements de livres et banques de données, une table ronde portant sur un sujet percutant, celui des éminences grises en politique, ainsi que la remise de nombreux prix feront assurément de cette Journée une rencontre toute spéciale dédiée aux auteurs et amateurs de livres politiques.

Depuis cinq ans déjà, la Journée du livre politique au Québec s'emploie à faire découvrir un genre littéraire florissant. Aujourd'hui, l'Assemblée nationale souhaite mettre en valeur ce travail soutenu des auteurs de livres politiques, un travail de recherche, d'analyse, d'interprétation et de communication souvent effectué dans l'ombre. Ce sont leurs idées

qui alimentent nos débats, définissent les enjeux de notre société et influencent l'opinion publique. Ce que l'Assemblée nationale du Québec souhaite, c'est d'offrir une tribune de choix à ces auteurs afin de permettre au grand public de prendre part aux débats qu'ils soulèvent et favoriser les échanges autour des sujets qui les animent.

En 1764, pour la première fois au Québec, un journal fut imprimé. Il s'agissait de *La Gazette de Québec*. Ce moment revêt une grande importance pour notre institution et ses acquis démocratiques. Cela prouve qu'ici, au Québec, les auteurs, les chercheurs, les journalistes et les parlementaires sont libres de questionner leurs institutions et d'exprimer ouvertement leurs opinions depuis fort longtemps.

Depuis cette époque, la politique est devenue un sujet d'étude qui n'a cessé de croître dans l'opinion publique. Se déclinant à l'intérieur de brochures, d'essais biographiques, de mémoires ou de thèses, la littérature en politique québécoise compte une production éditoriale particulièrement riche. En effet, nos auteurs se penchent sur des questions aussi variées que fondamentales et explorent des sujets tels que les idées et les partis politiques, l'État, les institutions, l'administration locale et régionale, l'environnement, l'économie et l'histoire, pour ne nommer que ceux-là. Ce genre littéraire, qu'on qualifie parfois d'élitiste, est appelé à devenir plus accessible aux lecteurs et aux chercheurs. Alors que le livre politique trouve peu à peu la place qui lui revient en librairie et dans les bibliothèques, nous espérons, par cette Journée, vivifier l'intérêt des lecteurs à l'égard de ce genre littéraire qui soulève des débats et questionne la société et ses institutions.

Notre Journée, qui célèbre le livre politique au Québec, s'amorcera dans quelques instants avec l'inauguration de l'exposition *Portraits de l'Histoire: les biographies politiques*. Cette exposition fera la lumière sur un type d'ouvrages qui est souvent considéré comme étant difficile d'accès en raison de son caractère narratif. Les biographies politiques constituent toutefois un genre littéraire très populaire, puisqu'il met la lumière sur différents aspects de la vie publique et privée des femmes et des hommes politiques.

Nous poursuivrons la Journée avec des lancements de livres et de banques de données, parmi lesquels nous trouvons notamment l'oeuvre de Jocelyn Saint-Pierre, qui porte sur l'histoire de la Tribune de la presse de Québec entre 1871 et 1959. À la suite de ces lancements de documents, vous êtes invités à une table ronde où nos conférenciers nous entretiendront des répercussions que peuvent avoir sur l'électorat les éminences grises et les stratèges politiques. Cet exercice cherchera à mieux mesurer le poids et l'influence qu'ont les conseillers politiques sur l'évolution de la société.

La Journée du livre politique au Québec n'aurait aucune raison d'être sans les auteurs qui contribuent à la production de ce genre littéraire. C'est pourquoi nous tenons à leur exprimer notre reconnaissance en leur décernant trois prix. Ils seront remis en fin d'après-midi. J'exprime mes plus sincères félicitations aux huit finalistes en lice pour le Prix de la présidence de l'Assemblée nationale, les prix de la fondation Jean-Charles-Bonenfant et le prix ministère des Relations internationales du Québec/ ministère des Affaires étrangères de France. Bonne chance à toutes et à tous.

En conclusion, je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude à tous les membres du comité directeur de la Journée du livre politique au Québec. Je salue aussi toutes les personnes qui les ont généreusement appuyés dans leur travail d'organisation de cet

5^e Journée du livre politique

« événement » au cours des derniers mois. À toutes et à tous, je souhaite une excellente journée sous le signe de la culture, de l'ouverture et de l'échange. Merci de votre attention et bon après-midi.

(Suspension)

(Reprise)

Table ronde: Éminences grises et stratégies politiques : répercussions sur l'électorat

(...)

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà cette table ronde : Quelles sont donc les répercussions sur l'électorat de l'existence de l'influence des éminences grises et autres stratégies politiques ? Vous avez dans votre programme un texte qui vous présente un peu l'enjeu de cette table ronde, j'en reprends quelques éléments. Vous le voyez, on qualifie peut-être facilement d'éminence grise celui ou celle qui, dans l'ombre ou dans la lumière, exerce une influence sur les autres ou sur l'évolution de la société, sans être cependant élu pour le faire. L'éminence grise occupe donc une place stratégique dans le cercle du pouvoir entourant le décideur, un cercle formé généralement d'experts, de fonctionnaires et de collaborateurs. Il est là pour protéger le décideur, intervenir en son nom, filtrer l'information, contrôler l'accès et autres, vous allez le voir, attributs.

La démocratie, cependant, on le sait, exige de plus en plus des décideurs, des élus face aux médias, aux groupes d'intérêts, à l'opinion publique, à la complexité, aussi, du monde moderne. Alors, dans ce contexte nouveau, dans cette nouvelle démocratie, élue, donc où les gens sont élus par une majorité, qu'est devenu le rôle de l'éminence grise et est-ce que l'influence exercée par ces individus sur les décideurs politiques pourrait aboutir à des perversions, un petit peu, de la démocratie ? Je simplifie un peu, mais, finalement, les interventions des éminences grises, qui donnent une direction aux décisions prises par les décideurs politiques, comment concilier le rôle de ces personnes avec le reste de l'appareil administratif et politique, c'est-à-dire l'ensemble des sous-ministres, des fonctionnaires, des conseillers et des collaborateurs ? Voilà comment on posait un petit peu le sujet de cette table ronde.

Nous avons quatre invités qui, chacun, en cinq à sept minutes à peu près, vont tenter de répondre à la question en parlant des ouvrages aussi qu'ils ont signés pour trois d'entre eux. Vous entendrez d'abord les deux auteurs d'un ouvrage paru en 2006 : *Les Éminences grises à l'ombre du pouvoir*, dans la collection Cahiers du Québec chez HMH. D'abord, M. André-A. Lafrance, professeur et ancien directeur du Département de communication de l'Université de Montréal. Il est aussi responsable d'un laboratoire de recherche sur les modèles transculturels de communication de l'Université du Québec à Montréal. Alors, bonjour, Monsieur Lafrance. Merci d'être avec nous.

Deuxièmement, M. Yves Théorêt, professeur et directeur de l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal. Il a également oeuvré au ministère des Communications du Canada, au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, le CRTC, chez Vidéotron et au cabinet de relations publiques Hill & Knowlton Canada. Bonjour, Monsieur Théorêt. Voilà les deux auteurs d'un premier ouvrage politique.

Troisième intervention, celle de M^{me} Martine Tremblay, consultante dans le domaine des affaires publiques. Elle a occupé, bien sûr, le poste de directrice de cabinet des premiers ministres René Lévesque et Pierre Marc Johnson et le poste de sous-ministre dans les ministères de la Culture et des Communications et des Relations internationales. Elle publiait l'an dernier, chez Québec Amérique, cet ouvrage : *Derrière les portes closes: René Lévesque et l'exercice du pouvoir, 1976-1985*. Bonjour, Madame Tremblay.

M^{me} Tremblay (Martine) : Bonjour.

M^{me} Guénette (Françoise) : Qu'on a aussi qualifiée, j'imagine, et qu'on qualifie encore d'éminence grise de ce pouvoir à l'époque.

Et enfin, dernière intervention, celle d'une citoyenne intéressée depuis longtemps à la politique, Claire Prévost-Fournier, membre fondatrice et présidente, je crois, du groupe Femmes, Politique et Démocratie. Elle occupa le poste de secrétaire générale du Conseil supérieur de l'éducation, de novembre 1999 à avril 2005. Bonjour, Madame Prévost-Fournier.

Je vous invite sans plus tarder, en commençant par l'historien parmi vous, peut-être, M. Lafrance, à nous parler de votre vision un peu de ce rôle des éminences grises dans la démocratie beaucoup plus difficile, je dirais, à gérer aujourd'hui.

M. Lafrance (André-A.) : Merci, Madame. Bonjour. Je suis très honoré d'être parmi vous. Je voulais simplement vous signaler peut-être quelques éléments qui ont contribué à l'arrivée ou à la naissance de cet ouvrage. On n'est pas ici pour faire la promotion de l'ouvrage, bien sûr. De toute façon, comme il n'est pas en vente chez le libraire, qui ne l'avait pas en vente sur sa table... mais ce n'est pas très grave, puisque vous le trouverez dans toutes les bonnes pharmacies. Donc, cet ouvrage que nous avons écrit, Yves et moi, Yves vous parlera des choses sérieuses, moi, je vais vous parler un peu de la question un peu anecdotique : Qu'est-ce qui a fait qu'on s'est intéressés aux éminences grises ?

J'ai une formation en histoire. M. Comeau et moi, on s'est beaucoup fréquentés à d'autres époques. J'ai une formation, bien sûr, aussi en toutes sortes d'autres domaines pour arriver en communication. Mon collègue Yves Théorêt aussi. Donc, on s'est rencontrés, moi ayant une formation initiale en histoire, lui, en sciences politiques, et on a commencé à discuter de choses qui nous intéressaient, et, comme j'avais écrit un bouquin sur Richelieu à l'époque, il y a bien, bien longtemps — d'ailleurs, je voyais qu'il y a le testament, ici, de Richelieu, en fait, une copie que je cherchais depuis longtemps, il faudrait voir où elle est — et on se demandait qu'est-ce qui pouvait nous intéresser en commun et on a découvert

5^e Journée du livre politique

que ce qui nous intéressait, c'est un peu ces gens qui sont autour du pouvoir, qui l'exercent tout en donnant l'impression de ne pas l'exercer ou surtout en déclarant ne pas l'exercer, évidemment.

Et c'est là que nous sommes arrivés à cette éminence grise, ce terme qui est commun, que tout le monde utilise à tort et à travers, d'ailleurs. C'était notre cas au début aussi, puisque, quand on a commencé à discuter de ça, d'éminence grise, je savais bien, comme historien, que le nom « éminence grise » n'avait rien à voir avec les zones grises, mais était simplement dû à la robe de moine du père Joseph, oui, du père Joseph, alors que son patron, le cardinal, était l'« Éminence rouge », lui était l'« Éminence grise », donc ça n'avait rien à voir avec ce que c'est devenu, mais, dans le langage populaire, le mot a glissé, et tranquillement on est passé du gris qui était une caricature, mais qui n'était pas méchante tellement au départ, pour devenir évidemment un terme beaucoup plus important.

J'ajouterai que, par rapport à la thématique de ce débat, qui est le rôle pour l'électorat, je résumais en deux choses, peut-être, le père Joseph lui-même : à la fois lumière et ombre. Ce n'est pas très original, ce sont deux termes qu'on connaît bien, mais en ce sens que, d'un côté, le père Joseph a fait beaucoup de choses que Richelieu ne voulait pas voir connues par la population. Bien sûr, on ne parle pas d'électorat à l'époque, il va de soi, mais on parle d'un peuple, d'une population et on ne voulait pas que ces choses-là soient sues. Il n'a pas été l'homme méchant et terrible qu'on a décrit par la suite, que les romanciers, qui ne voulaient surtout pas attaquer le cardinal qui représentait l'image d'un État français unifié, qu'on voulait valoriser... mais, comme on voulait, par la même occasion, attaquer un clergé qu'on n'aimait pas à cette époque, on a donc préféré attaquer le père Joseph plutôt que le cardinal, qu'on ne voulait pas attaquer, puisqu'il représentait l'État français.

Donc, il y a, d'un côté, il est vrai, quand même, des zones d'ombre, des choses que le père Joseph a pu faire, et, n'oublions pas, il a influencé quand même le cardinal de Richelieu, comme mes collègues historiens le savent, concernant la Nouvelle-France. On a ignoré longtemps le rôle du père Joseph dans les interventions... enfin, les intérêts parmi tous les autres que le cardinal devait traiter dans une situation de turbulences assez grandes à l'époque. Mais les intérêts que le cardinal a eus ont été, dans bien des cas, alimentés par le père Joseph, et ça, il faudrait réétudier ça un peu plus longuement, mais ce n'est pas mon métier maintenant.

Deuxièmement, pour l'électorat, il a aussi un rôle un peu, je dirais, de bouc émissaire, c'est-à-dire que... et Yves vous donnera un peu le modèle qui a été développé dans le livre, mais, si je parle juste du père Joseph, le père Joseph a été, d'un côté, donc, pouvoir faire des choses à l'abri de l'oeil du peuple, si on veut, et, d'un autre côté, il était aussi celui qui était le paratonnerre, c'est-à-dire qui a pu recevoir et prendre la responsabilité — peut-être même pas de son vivant, mais aux yeux de l'histoire — de choses qu'en fait le cardinal avait décidées. Mais c'était comme si lui était le principal responsable, et, comme je disais, on l'a vu dans plusieurs romans qui ont suivi, pour des raisons qui s'expliquent bien chez les auteurs eux-mêmes, on a fait du père Joseph, de cette « Éminence grise » à cause de sa robe, quelque'un aussi de très gris. Je crois qu'il ne méritait pas ce sort-là. Voilà.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci pour lancer tout cela avec le personnage, assez fascinant, ma foi, du père Joseph, conseiller de Richelieu, premier ministre lui-même de Louis XIII. L'image est restée quand même un peu négative par la suite. On pense à éminence grise, on pense à Raspoutine, on pense à des personnages assez douteux de l'histoire au lieu... Alors, c'est l'un des intérêts de votre ouvrage.

Monsieur Théorêt, vous allez décrire, entre autres, en raccourci, un peu ce que vous expliquez longuement là-dedans, les fonctions, les six fonctions essentielles de cette éminence grise, à la fois filtre et bouc émissaire.

M. Théorêt (Yves) : Voilà. D'abord, permettez-moi aussi de remercier les organisateurs de cette Journée. Avec André, j'aimerais également préciser que l'éminence grise n'est pas nécessairement le proche conseiller politique de celui qui prend la décision. Il y a une différence ici entre le conseiller politique et l'éminence grise. Il y a très peu d'éminences grises déclarées. Je pense évidemment au père Joseph, mais historiquement, on en connaît très peu.

Ce qui distingue l'éminence grise du très très proche conseiller, c'est que le décideur l'aime. Il y a une part d'affection importante. Et je veux vous donner ici trois exemples qui viennent préciser. Lorsque Richelieu mène ses différentes guerres, à l'époque, aux empires protestants, le père Joseph tombe malade. Richelieu quitte le front et revient au chevet du père Joseph. On connaît tous l'expression « chair à canon ». Ici, ce n'est pas un conseiller politique qu'on laisse tomber, à qui on impute les mauvais coups. Au contraire, le chef quitte le front et revient au chevet du père Joseph.

Un autre exemple, la relation entre George Washington, le premier président des États-Unis, et Alexander Hamilton, qui deviendra le ministre des Finances. Washington disait : « Je veux qu'on traite Hamilton comme mon propre fils. » Et Hamilton était quelqu'un de détestable. Il se permettait, lui, de critiquer le commandement de George Washington, avec Washington seulement, jamais devant les autres. Et Washington répétait : « Ce petit bonhomme, vous le traitez comme mon fils. »

Et le dernier, c'est cette espèce de fusion entre deux personnalités, encore une fois, Jefferson et Madison. Jefferson est caché, dirige les opérations et Madison va de l'avant, subit la critique. Il prend le premier coup, alors que Jefferson se cache. Alors, l'éminence grise n'est pas un conseiller politique. C'est quelque chose d'autre. L'éminence grise est dans la zone de confort de celui qui prend les décisions. Là, on se tutoie, on se dit des vérités, on se dit des choses qu'on n'oserait jamais dire en public. Quelles sont les fonctions de cette éminence grise ? Bien, c'est un peu celles du proche conseiller politique, sauf que l'éminence grise dit des choses que le conseiller politique ne pourrait pas dire. Il n'a pas l'autorisation de le faire. Maintenant, ceci dit, l'éminence grise ou le très très proche conseiller politique protège le décideur. C'est lui qui va prendre le premier coup.

J'ai mentionné cet exemple : Hamilton donne les mauvaises nouvelles et Washington ne dit rien. La critique va directement sur Hamilton parce qu'on ne veut pas critiquer Washington. Même chose avec le cardinal Richelieu. Toutes les intentions douteuses du décideur, c'est le conseiller politique ou l'éminence grise qui les présente. Si les nouvelles sont mauvaises, c'est lui qui est critiqué, et pas le patron, c'est un des rôles.

5^e Journée du livre politique

Un autre rôle, c'est celui d'intervenir au nom du patron. Lorsque le conseiller politique se présente en une assemblée, il n'a pas besoin de dire : « Je représente le premier ministre ou le président. » Tout le monde le sait. Alors, lorsqu'il parle, les gens savent qu'il parle au nom du patron. Et peu importe s'il y a sous-ministre ou ministre, etc., tout le monde sait que ce bonhomme ou cette dame vient du bureau du grand patron, filtre l'information. Le décideur est submergé d'information. Vous le savez, ce décideur ne peut pas lire tous les journaux, ne peut pas regarder tous les bulletins d'information, ne peut pas plonger dans les dossiers comme il le souhaite. Alors, il s'entoure d'une équipe qui va lui mâcher l'information, lui donner l'essentiel de l'information. C'est aussi un des rôles du proche conseiller politique.

Contrôle l'accès. Tout le monde veut rencontrer le premier ministre, tout le monde veut rencontrer le président pour lui demander quelque chose. Alors, ce proche conseiller, probablement avec un responsable de l'agenda, va déterminer qui rencontre le chef ou pas. Et, pour toutes sortes de raisons, par exemple, le décideur peut vous dire à vous : « Oui, vous aurez votre subvention. » Son rôle, ce n'est pas de vous dire non, c'est l'éminence grise ou le proche conseiller qui va vous dire : « Non, vous ne l'aurez pas. » Oui, mais le chef m'a dit que... Non, non, vous ne l'aurez pas. Alors, filtre l'information, contrôle l'accès. Là aussi, il fait des choix, mais ces choix, encore une fois, sont autorisés par le patron.

Construction de la réalité. Les dossiers sont complexes, beaucoup de dossiers, énormément d'information. Alors, souvent le décideur n'a que quelques minutes à lui pour juger de la complexité d'une situation et il va se fier aux avis, aux conseils qu'on lui donne. Ça ne veut pas dire qu'il est dépourvu d'idées, d'intelligence, mais il a tellement de choses à faire qu'il délègue cette responsabilité. Et, encore une fois, le proche conseiller connaît suffisamment le patron pour dire : « Bien, voilà, selon tel aspect, probablement que le décideur jugera la chose de telle manière. »

Finalement, et cette fonction nous vient de Jacques Attali, préparer le coup d'avance. L'éminence grise ou le très proche conseiller, on ne sait trop qui, élague les dossiers, va au coeur des problématiques, évacue le trop-plein et prend les actions stratégiques qu'il présente au patron. Encore une fois, le décideur peut construire sa propre réalité. Il peut téléphoner à un copain, à un ami pour prendre d'autres types d'information et avoir ses propres opinions, mais il y a tellement d'information que, quelque part, il délègue cette responsabilité.

Je dois ici rendre justice à nos répondants. Nous avons proposé un modèle qui se veut universel de l'éminence grise. Mais nous l'avons soumis à des gens qui, de près ou de loin, ont travaillé avec des décideurs politiques : Jacques Attali pour François Mitterrand, Jean-Roch Boivin pour René Lévesque, David Frum pour George Bush, Jean-François Lisée, Lavoie dont j'oublie le prénom...

M^{me} Guénette (Françoise) : Luc Lavoie.

M. Théorêt (Yves) : ...Luc Lavoie pour Brian Mulroney, John Parisella et Jean-Claude Rivest. On leur a soumis ce modèle qui comportait six fonctions, et tous nous ont dit : « Attention! le décideur est quelqu'un qui prend les décisions, ce n'est pas quelqu'un qu'on manipule. » Et on le voit bien à travers la littérature, l'éminence grise est une éminence grise

parce que le décideur en a décidé ainsi, et ce titre, il peut lui enlever n'importe quand. Alors, ce qui fait la différence encore une fois entre l'éminence grise et le très proche conseiller politique, c'est que le chef, le décideur, reconnaît comme telle cette personne comme une éminence grise, et *de facto* cette personne peut penser à être protégée par le décideur. On a eu un exemple récent lors du scandale des commandites. Vous vous rappellerez peut-être que Jean Pelletier a été pointé du doigt et, le lendemain, Jean Chrétien en conférence de presse défendait son chef de cabinet. D'autres se seraient tenus à l'écart, l'ancien premier ministre vient en avant et défend son chef de cabinet. Rappelez-vous George Bush et Karl Rove. On demandait la démission de Karl Rove, et George Bush repoussait toutes les questions. Là aussi, on peut penser qu'il y a une relation entre les deux hommes qui fait que Karl Rove peut être qualifié d'éminence grise.

M^{me} Guénette (Françoise) : Une loyauté réciproque ?

M. Théorêt (Yves) : Voilà.

M^{me} Guénette (Françoise) : Ça fait beaucoup de matière, là, je... Vous entendez tout ça, là, si vous n'avez pas encore lu cet ouvrage, c'est assez fascinant.

Alors, Martine Tremblay, je vous demande de poursuivre. Est-ce que d'abord vous l'avez lu, cet ouvrage, cette typologie ?

M^{me} Tremblay (Martine) : Oui.

M^{me} Guénette (Françoise) : Est-ce que vous êtes d'accord ? Vous reconnaissez un petit peu ces fonctions de l'éminence grise comme décrivant bien un personnage dans le cercle pouvoir ?

M^{me} Tremblay (Martine) : Je suis d'accord, mais je suis également d'accord avec les réserves qui ont été faites par les personnes qui ont été interviewées dans le cadre de cet ouvrage et qui, dans le fond, nous incitent à être très prudents dans les généralisations. Parce que, pour avoir connu non pas le monde des éminences grises, parce que j'ai encore du mal à cerner cette définition et surtout, je pense, dans le monde politique contemporain... J'ai trouvé très, très intéressante la présentation qu'on nous fait du père Joseph, donc, auprès de Richelieu et je pense qu'effectivement le monde de la politique a été très longtemps un monde obscur, un monde secret, un monde occulte et un monde qui n'avait aucune transparence et où régnait probablement un certain nombre... un univers dans lequel ont agi un certain nombre d'éminences grises.

Je ne pense pas qu'on puisse trouver facilement, dans l'histoire politique contemporaine, ces éminences grises dont on parle et auxquelles... En fait, c'est un terme auquel on a donné aussi une connotation péjorative, encore une fois. Mais je pense que la surmédiation de

5^e Journée du livre politique

la politique, la couverture extrêmement large qui est donnée de la politique fait que c'est... Je pense que là... il n'y a pas d'éminence grise, et je ne le dis pas simplement parce que je n'ai pas travaillé avec quelqu'un qui aurait accepté d'être influencé par quelque éminence grise que ce soit.

J'ai vécu une réalité qui est celle d'un cercle de conseillers influents d'un premier ministre, d'un ministre aussi, mais d'un premier ministre. Dans ce cercle gravitent des personnes qui font du conseil politique ou qui organisent le travail de l'homme ou de la femme politique, qui le protègent. Ce sont des gens qui se distinguent des autres conseillers, que ce soit les fonctionnaires ou des experts ou des collaborateurs élus, qui se distinguent d'abord par une chose, c'est que leur loyauté va exclusivement à la personne qui les a recrutés, engagés et avec qui ils travaillent. Cette loyauté, je dirais presque absolue, qui est requise de ces conseillers, établit d'entrée de jeu une distinction très forte entre ce qu'ils font et ce que font les autres conseillers.

Cela dit, les conseils qu'ils donnent, pour moi, c'est quelque chose, si on compare, encore une fois, aux conseils qui viennent des fonctionnaires ou de l'administration publique... Le conseil du fonctionnaire est un conseil de rationalité. Le conseil politique est un conseil d'opportunité. Le conseiller politique est celui qui est à l'affût des sensibilités de la population, les sensibilités de la presse aussi, parce que ce sont des vecteurs extrêmement importants d'information. Donc, le conseiller politique a pour fonction de ne pas répéter ce que va faire le conseiller fonctionnaire ou le conseiller expert. Il a précisément pour fonction d'identifier, à partir de ce qu'il décèle de l'humeur ou de la sensibilité des citoyens, le *timing*, le rythme et la pertinence, dans le fond, d'établir la pertinence d'un projet, quel qu'il soit. Et donc, pour moi, c'est une chose qui ne relève absolument pas de l'univers de l'éminence grise. Je pense que ces choses sont connues.

Maintenant, je dirai une chose... Et puis, de toute façon, je pense que des livres comme celui qu'ont écrit MM. Théorêt et Lafrance sont extrêmement utiles, mais je pense qu'il faudrait aller encore plus loin. Il faut, si on veut comprendre le processus de décision... Parce que souvent on se demande pourquoi un premier ministre a pris une décision plutôt qu'une autre. Et là on cherche qui peut bien l'avoir influencé dans tel ou tel sens, puis on cherche, autrement dit...

On l'a vu beaucoup évidemment, quand on pense aux États-Unis sur les questions de la guerre en Irak, où on dit que George W. Bush était influencé par Dick Cheney, par Paul Wolfowitz, par Rumsfeld, etc. Mais on a toujours besoin de savoir, au fond, qui a pu amener un homme ou une femme politique à prendre telle ou telle décision. Or, ce n'est jamais... En fait, ça a peut-être déjà été simple, mais ce n'est certainement (pas) plus simple dans l'univers d'aujourd'hui. Donc, je pense qu'il y a un intérêt certain à analyser en profondeur ce processus de décision. Ce n'est pas aussi compliqué qu'on le croit. Moi, j'en pense qu'il existe beaucoup d'archives de conseillers de premiers ministres et d'archives écrites, là, de conseillers de premiers ministres, qui mériteraient d'être analysées, d'être étudiées, que ce soit en rapport avec une décision en particulier ou que ce soit en rapport avec une série de décisions sur un dossier important.

Mais il faut absolument qu'on documente ce processus dans lequel interviennent un certain nombre de conseillers, d'abord pour voir dans quel univers ils agissent, ou ils interagissent, quelle est la complémentarité qui existe entre les différents types de conseillers,

parce que le premier ministre est entouré, encore une fois, de différents types de conseillers. Est-ce qu'il y a des gens qui, dans le secret, continuent à conseiller le premier ministre ? Ça peut probablement arriver. Ça arrive dans certains dossiers, sur une base ponctuelle. Je ne pense pas que ce soit sur une base permanente, mais il me semble qu'il y a quelque chose à dédramatiser là-dedans. En tout cas, pour moi qui ai vécu dans cet univers-là, il me semble qu'il... C'est, dans certains cas, beaucoup plus simple qu'on le croit. Il suffit de l'analyser, d'aller chercher l'information et de l'étudier de façon précise. Voilà.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Madame Tremblay. Vous dites que... Merci. Vous dites que la politique est maintenant un espace d'intervention publique beaucoup plus transparent qu'à l'époque de Louis XIII et de Richelieu. Mais, en même temps, pour les simples citoyens que nous sommes, je pense qu'il y a encore une grande part de mystère, qu'on ait lu ou pas la description très détaillée que vous faites finalement des différents processus de décision des deux gouvernements Lévesque. Et on le voit avec la popularité, je pense, de séries télévisées comme *West Wing*, qui décrivait justement ce cercle intime autour d'un président fictif, ou *Bunker*, pour le Québec. Je pense que les cotes d'écoute étaient un peu moins grandes, là, au prorata, mais je pense que le point de vue de la citoyenne, là ce moment-ci, est intéressant, parce qu'on n'a pas... on a l'impression qu'il y a encore peut-être pas un mythe, mais quelque chose d'encore très secret dans ce fonctionnement du pouvoir, n'est-ce pas, madame Prévost-Fournier ?

M^{me} Prévost-Fournier (Claire) : Oui. Alors, c'est ça. Je vous invite à considérer le thème du jour, là, du point de vue des citoyens et des citoyennes. Je ne ferai pas une présentation savante, mais une présentation très spontanée de ce que les gens savent de l'ombre du pouvoir. Alors, lorsqu'on parle des répercussions de ce monde un peu méconnu sur l'électorat, bien, pour la majorité des gens, on parle de l'univers du marketing électoral, parce qu'il y a tout un univers du marketing électoral qui est de plus en plus important. Dans le langage courant, lorsqu'on aborde ces questions de stratégie politique, d'éminence grise et de conseiller, conseillère politique, on parle des coulisses du pouvoir, on pose la question : « Qui tire les ficelles ? », et on pose aussi des jugements sévères sur des décisions et des politiques en disant : « Le chef est mal conseillé, le chef est mal entouré. » Alors, ces expressions courantes montrent l'intérêt des gens pour ce qui se passe à l'ombre du pouvoir.

Qu'est-ce que les gens savent des coulisses du pouvoir ? C'est sûr que, quand on parle de coulisses en référence aux arts de la scène, les gens savent que les activités en coulisses sont importantes et qu'il faut en coulisses une organisation bien huilée si on veut avoir un bon spectacle. On sait aussi que la performance en bout de ligne repose sur les personnes qui sont face au public. Alors, je trouve que l'image est parlante et qu'elle s'applique bien aussi au monde de la politique.

Est-ce que les gens savent ce qui se passe dans les coulisses du pouvoir ? On a fait référence à deux séries télévisées. Alors, dans la série américaine, là, on plonge vraiment dans le tourbillon de la vie quotidienne du bureau du président américain avec toute la multitude de dossiers, les imprévus, les longues heures de travail, l'urgence, et c'est comme un climat de crise permanente qui se passe là. Et les conseillers, là-dedans, sont toujours...

5^e Journée du livre politique

je veux dire, trouvent les bonnes réponses, évidemment... C'est une fiction. On présente le président comme étant le grand sage qui sait tout démêler et la personne la plus près de l'électorat. Mais on a quand même vu le tourbillon. Et ça, c'est important, parce que dans les zones du pouvoir, je pense que ce tourbillon-là est fort important et demande des bons nerfs pour les gens qui y vivent.

Dans la série québécoise *Bunker*, on présente aussi un groupe de conseillers — si je me souviens bien, il n'y avait que des conseillers, il n'y avait pas de conseillères — au centre du pouvoir. Mais l'angle d'observation est différent de celui de la série américaine. Et on y voit l'effervescence quotidienne, mais on y voit surtout des conseillers en compétition les uns avec les autres, qui, pour travailler au centre du pouvoir, choisissent un chef, le font élire et le maintiennent au pouvoir le plus longtemps possible. Puis, une fois que l'étoile du chef pâlit, bien là on se cherche un autre candidat pour le faire élire et pour se maintenir, eux, les conseillers, au centre du pouvoir.

Bien sûr, là, c'est des fictions. Je veux dire, il n'y a jamais de compétition entre les conseillers, ça, c'est sûr; et des choses comme ça, c'est uniquement de la fiction. Mais les gens savent... ils retiennent surtout qu'en élisant un chef de gouvernement ils portent au centre du pouvoir un groupe de conseillers et de conseillères qu'ils n'ont pas choisis, qui peut-être en connaissent certains, mais ils ne les ont pas choisis.

Alors, est-ce qu'il est possible pour les gens de savoir qui tire les ficelles ? D'abord, on peut dire que l'ombre du pouvoir est de moins en moins épaisse. L'avènement de l'information continue, l'utilisation de plus en plus généralisée de l'Internet — surtout les générations qui arrivent, 30, 35 ans, je veux dire, c'est nos enfants pitonneux, là, alors ils sont toujours en contact et ils savent où trouver l'information —, il y a aussi la hausse de la scolarisation chez les personnes en âge de voter qui sont autant de faits qui indiquent que les conseillers et conseillères proches d'un chef politique oeuvrent dans un monde qui n'est plus celui des années 70, 80 ou même 90. On est dans un autre monde.

Les gens savent que tout en politique fait l'objet de marketing, que ce soit le marketing d'une vision du bien-être collectif, le marketing d'un parti politique ou d'un candidat. Et les paramètres du marketing politique et électoral sont l'oeuvre des conseillers et des conseillères. Les gens se rendent compte que dans l'entourage du chef, le conseiller ou la conseillère en communication joue désormais un rôle clé, voire déterminant dans une élection.

Cette personne établit une stratégie de conviction et d'action. Il faut voir. Ces personnes-là travaillent sur la qualité des promesses faites aux électeurs, la nature des arguments justificatifs de la promesse de base, les traits d'image recherchés par les candidats ou les partis pour construire leur réputation. Ils travaillent sur la place à faire aux idées, plutôt qu'aux images, capables d'emporter l'adhésion des électeurs. Ils travaillent aussi à déterminer le ton juste et ils choisissent les médias modernes et interactifs. C'est un gros boulot et un boulot puissant, aussi.

Les citoyens et les citoyennes qui s'intéressent à l'actualité savent tout cela parce que ces renseignements sont désormais accessibles à tous. Je vous donne deux exemples. Le premier exemple, un jeu de stratégie. Alors, le géant Ubisoft a développé le jeu *The political machine*. Dans ce jeu, le joueur incarne un candidat à la présidence pendant une campagne

électorale de quarante et un jours. Là-dedans il y a les discours appropriés, le travail de relations publiques, la gestion de la relation avec les médias, toutes les phases clés d'une campagne. En fait, c'est un cours de marketing électoral 101. Et le jeu est disponible; si vous voulez aller le voir, vous allez sur le site Internet [www.politicalmachine](http://www.politicalmachine.com) — en un mot — point com.

Dans un autre ordre d'idées, un deuxième exemple. Je vais prendre un exemple au fédéral, le cas du chef du Parti libéral du Canada. On a pu voir en direct, à la télévision, lors de la course à la chefferie, le travail de l'entourage de M. Chrétien pour faire élire M. Dion. Là-dessus, je vous réfère à un article de Michel Vastel, qui s'est dit scandalisé de la chose, le 2 décembre dernier. Toujours pour M. Dion, le 7 mai dernier, il a embauché un conseiller personnel, M. Nicolas Ruszkowski. Alors, la nouvelle a fait la une de tous les quotidiens au Canada, et sur Internet vous pouvez tout, ou presque, savoir sur ce conseiller en communication. Vous pouvez même avoir la réaction spontanée des citoyens et des citoyennes sur le sujet. Ça, dans les journées mêmes, il y avait une masse d'information. *La Presse* citait un de ses anciens patrons, à M. Ruszkowski, c'est Jacques Saada, l'ancien député. Ce qu'il dit, c'est que, et là je vous lis exactement ce que *La Presse* rapportait, : « M. Ruszkowski est avant tout un analyste politique, un spécialiste... des déclarations incisives et efficaces. Il est intelligent, très solide et il a une excellente sensibilité et un très bon jugement. Il a travaillé pour l'ONG américain, MDI, qui a un rayonnement mondial, et il a passé trois ans en Europe de l'Est à oeuvrer sur des questions de gouvernance. »

Ce qu'on comprend, c'est que M. Ruszkowski est une personne très qualifiée qui, désormais, travaille à une stratégie libérale de conviction et d'action auprès de l'électorat canadien. Il a pour rôle de construire de façon positive l'image, les déclarations, les faits et les gestes du chef du Parti libéral du Canada. Est-ce un bon choix ? Saura-t-il tirer les bonnes ficelles ? Bien, c'est à suivre. Mais les deux exemples que je viens de vous donner montrent qu'il y a beaucoup de renseignements disponibles sur les stratégies politiques et sur leurs activités.

Ces renseignements nous permettent-ils de dire qu'un chef de gouvernement est mal ou bien entouré ? Le fait qu'on les connaisse, qu'on puisse les suivre, est-ce que ça veut dire que le chef est bien ou mal entouré ? C'est difficile à dire, mais les conseillers et les conseillères politiques prennent appui sur des réseaux qui leur sont propres. Des personnes généralement inconnues du chef politique. Pour les citoyennes et les citoyens, ces réseaux font partie de l'ombre du pouvoir et de la partie la plus ombragée du pouvoir. On pourrait peut-être y trouver des personnes qui tirent des ficelles, on pourrait peut-être trouver des lieux de corruption, qui sait ? On peut penser que plus longtemps un gouvernement est au pouvoir, plus les réseaux se tissent autour des conseillers et conseillères proches du chef politique. Le scandale des commandites n'est peut-être pas étranger au fait que le Parti libéral du Canada a reçu de l'électorat plusieurs mandats consécutifs.

Ceci dit, les gens se sentent assez bien protégés des abus du pouvoir grâce à la récurrence des élections. Un chef mal conseillé est un chef qui manque de jugement et qui ne sait pas écouter, ou les deux, il ne mérite pas d'être au pouvoir. Un chef politique qui sait écouter et qui fait preuve d'un jugement sûr au cours de sa carrière saura s'entourer et mettre à profit, dans son action politique, l'intelligence, la compétence et le flair de ses conseillers et conseillères. De mon point de vue, l'alternance des partis au pouvoir change les groupes de conseillers et conseillères au centre du pouvoir et brise les réseaux obscurs

5^e Journée du livre politique

qui auraient pu se tisser autour du pouvoir. Bref, les éminences grises et les stratèges sont essentiels à la prise de décision éclairée. En 2007, le conseiller ou (la) conseillère en communication est le ou la stratège la plus écoutée, donc le plus puissant. Les gens acceptent les éminences grises et les stratèges parce qu'indirectement ils en profitent, et aussi parce qu'en bout de ligne, l'électorat demeure maître du jeu. Voici, spontanément, le point de vue d'une citoyenne.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Madame Prévost-Fournier. Voilà quatre points de vue, mais qui concordent sur plusieurs aspects, qu'on croie ou non à l'existence d'éminences grises. M^{me} Tremblay a des réserves un peu. Elle évoque plutôt cette espèce de rôle complémentaire de plusieurs conseillers autour d'un décideur principal, des conseillers plus politiques et d'autres plus, je dirais, techniques, professionnels.

Que vous parliez d'éminences grises, est-ce que... D'ailleurs, moi, j'ai une question à vous poser d'emblée: Est-ce que les huit personnes que vous avez interrogées, de Jacques Attali à Luc Lavoie, se reconnaissaient dans ce portrait d'éminence grise, ou certains, la plupart, refusaient l'étiquette ?

Je sais que Jean-François Lisée dit : « Non, non », l'éminence grise, par définition, dure longtemps ; ça n'a pas été mon cas, donc je refuse le portrait. Est-ce que, sinon, les gens étaient flattés de se voir identifiés et...

M. Théorêt (Yves) : Si tu permets, je vais répondre à celle-là. Je vous dirais que Jean-François Lisée caractérise l'éminence grise par la durée, un conseiller politique qui demeure longtemps avec le chef. Et les répondants, à l'exception des répondants étrangers, ont tous à un moment donné ou à un autre fait référence à Jean-Claude Rivest. Et, lorsqu'on a dit à Jean-Claude Rivest : « Bien, les autres disent que vous êtes une éminence grise », Jean-Claude Rivest a dit : « Moi, je suis un mythe. » Alors, moi et André, on s'est regardés, et « mythe » et « éminence grise », bien, c'est quelqu'un de réservé, quelqu'un dans l'ombre, qui n'a jamais...

Jacques Attali préférait les mots « homme d'influence ». Je ne voulais pas lui dire que ça excluait les femmes, mais « homme d'influence », oui, sauf que Jacques Attali se situait dans un bureau à l'extérieur de la hiérarchie des conseillers politiques...

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais juste à côté de celui de Mitterrand.

M. Théorêt (Yves) : Voilà. Alors, est-ce que Jacques Attali exerçait plus d'influence sur Mitterrand que le chef de cabinet ? Peut-être, mais aucun des répondants...

Une voix : Du moins, il le croyait.

M. Théorêt (Yves) : Oui. Aucun des répondants ne s'est qualifié d'éminence grise.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. C'est ça. Il y avait comme une réserve devant l'étiquette.

M. Théorêt (Yves) : Tout à fait, tout à fait.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, Monsieur Lafrance.

M. Lafrance (André A.) : Je pense qu'il y a une question très importante dans tout ça, c'est la question qu'Yves a soulevée, et peut-être c'est le terme le plus original dans le modèle que nous présentons, c'est l'affection. C'est qu'il faut vraiment qu'il y ait un lien d'affection entre les deux personnes.

J'écoutais tout à l'heure quand madame parlait du rôle de ces gens-là dans l'ombre, dans la lumière, etc. Pour les lecteurs, je trouve très rassurant que la personne qui est au pouvoir puisse trouver quelqu'un en face de lui ou d'elle avec qui elle peut parler de n'importe quoi. Ils ont une confiance.

Et je reviens au père Joseph, le père Joseph n'était pas d'accord avec la politique de Richelieu concernant les alliances avec les pays protestants... avec les princes protestants. Il le lui disait. Il était le seul à pouvoir le dire. Mais Richelieu pouvait l'entendre de lui parce qu'il avait cette affection, et vice versa, Richelieu pouvait parler de ce qui le préoccupait sans crainte que demain... à l'époque, ce n'était pas dans les journaux, à la télé, mais que ça ne sortirait pas. Il avait confiance.

Cette affection-confiance, je pense qu'elle définit bien... Et heureusement qu'il y a ces gens-là, parce qu'on peut imaginer que le pouvoir, je pense qu'on le devine dans n'importe quel domaine et encore plus dans l'État, le pouvoir est extrêmement lourd à porter. Donc, s'il n'y avait personne, si cette personne-là est seule... Et on a vu, des rois qui étaient seuls, ce que ça a donné comme catastrophes pour leurs peuples...

M^{me} Guénette (Françoise) : Donc, les éminences grises peuvent servir d'exutoire un petit peu, et c'est ce que Luc Lavoie appelle la zone de confort. À 6 heures, après avoir dirigé le pays pendant une journée, Mulroney fermait la porte, s'assoyait, prenait un verre et disait : Bon ! On parle d'autre chose. »

Une voix : On peut imaginer...

M^{me} Guénette (Françoise) : On peut imaginer, oui.

Une voix : ...le vocabulaire de l'époque, du moment aussi.

5^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Cette notion de faiseur d'image, parce que M^{me} Prévost-Fournier parlait vraiment, et on l'a vu autour de plusieurs premiers ministres, entre autres, de Paul Martin, qui était conseillé vraiment par des professionnels de l'image et des relations publiques, c'est une dimension que vous n'abordez pas. Les éminences grises que vous décrivez dans votre portrait ne sont pas des faiseurs d'image, ne conseillent pas les décideurs à ce niveau-là de la...

M. Théorêt (Yves) : Nous sommes des pros en communication, c'est-à-dire qu'on est probablement muets sur la question parce que l'éminence grise n'est pas un faiseur d'image, c'est autre chose complètement. Et que Dieu nous en garde, parce que si nos sociétés étaient prises avec des éminences grises qui ne font que de l'image, ça irait très mal. Alors, nous, on a fait cette distinction : l'éminence grise n'est pas un courtisan, est un partisan à l'occasion, mais pas un partisan qui travaille pour un parti en vue d'une élection, n'est pas nécessairement un conseiller politique, c'est une éminence grise. Nous, on espère qu'en qualifiant cette personne d'éminence grise, on la distingue des autres et on peut effectivement dire : « Bien, voici quelqu'un qui sort du lot, qui a un rôle considérable. »

Madame parlait de l'accès à l'information pour nous permettre, justement, de distinguer qui fréquente nos décideurs. À la Maison-Blanche, ce qu'on appelle le White House staff, il y a 400 personnes qui travaillent pour le président des États-Unis, 400 personnes qui colorent les propositions qu'on présente au président des États-Unis, mais David Frum nous disait que dans la zone de confort du président, il y a seulement quatre personnes. Et nous savons que le chef de cabinet, et c'est lui qui dispose le plus d'autorité dans le cercle restreint du décideur, n'est pas l'éminence grise de George Bush, c'est un numéro deux, Karl Rove. Alors, ça nous permet encore une fois de dire : « Bien, voici, il y a des conseillers, il y en a 400. Parmi ces 400, il y en a quatre ou cinq qui sont importants, mais il y en a seulement un qu'on pourrait peut-être qualifier d'éminence grise. »

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Par contre, Jean-Roch Boivin, que vous définissez, que vous interviewez comme l'une des éminences grises, en tout cas, de René Lévesque, a été son chef de cabinet très longtemps, avant d'être remplacé par M^{me} Tremblay. Dans ce cas-là, ça se combinait au poste lui-même.

M. Théorêt (Yves) : Oui. Bien, je vous dirais oui et non parce que Jean-Roch Boivin ne nous a pas dit que lui se qualifiait d'éminence grise. C'est d'autres qui l'ont présenté, à l'époque du premier ministre Bouchard, comme le gardien de but. Alors, on fait cette analogie. Parfois, le décideur peut préférer, première année de mandat, par exemple, un joueur d'avant qui marque des buts : réalisations rapides, éclat, etc. Troisième année, quatrième année, peut-être un gardien de but. Alors, cette éminence grise peut varier au gré du décideur et selon les circonstances. On ne sait pas.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Madame Tremblay.

M^{me} Tremblay (Martine) : Moi, j'ai encore du mal à cerner cette réalité d'éminence grise. Le cas de Jean-Roch Boivin est un bon cas parce qu'on l'a souvent qualifié d'éminence grise. Lui ne s'est jamais perçu comme une éminence grise. Il était clairement dans ce que vous appelez la zone de confort du premier ministre, d'abord comme conseiller spécial, et puis ensuite comme chef de cabinet. Mais cette zone de confort... Effectivement, tous ces hommes politiques et ces femmes politiques avec qui j'ai travaillé avaient besoin, à une heure de la journée, de pouvoir échanger sur différentes choses...

M^{me} Guénette (Françoise) : Librement.

M^{me} Tremblay (Martine) : ...librement, c'est ça, et ils le faisaient généralement avec un certain nombre de personnes. Et, encore une fois, c'est tout à fait vrai qu'il y a un cercle, si vous voulez, de conseillers plus proches, de conseillers de proximité, mais le fait d'être admis dans cette zone de confort, le fait d'aller manger avec le patron le soir, au restaurant ou ailleurs...

M^{me} Guénette (Françoise) : De faire partie de sa vie privée, autrement dit.

M^{me} Tremblay (Martine): ...de faire partie aussi de sa vie privée ne qualifie pas quelqu'un d'éminence grise, de mon point de vue. Parce que j'ai été plusieurs années quand même dans cet univers-là et je peux dire... puis ensuite j'ai été sous-ministre, donc je l'ai vu, mais de l'intérieur de la machine, et, très honnêtement... Je ne dis pas que ça n'existe pas, les éminences grises, c'est que j'hésite à accepter... puis je comprends l'intérêt qu'il y a à bien définir ce que peut être une éminence grise... Je ne suis pas sûre que ça corresponde exactement à la définition que vous en donnez, mais, encore une fois, il y a l'éminence grise, enfin dans la réalité qu'on peut lui donner à partir d'une définition d'origine, et il y a l'éminence grise...

M^{me} Guénette (Françoise) : Ponctuelle.

M^{me} Tremblay (Martine): ...telle qu'elle peut être perçue, parce qu'il était intéressant tantôt d'entendre M^{me} Prévost (au sujet) de la perception qu'ont les gens, évidemment, de l'extérieur, de ces cercles... de cet univers du pouvoir, qui est souvent décrit, d'ailleurs, d'une manière qui n'est pas toujours très valorisante.

On a parlé tantôt de la série *Bunker*, puis de *West Wing*. La série *Bunker*, pour moi... Moi, j'ai regardé quelques émissions de ça et, à mon avis, ça ne ressemblait absolument pas à tout ce que j'avais vu. C'est une série où on voit essentiellement un groupe de manipulateurs qui, à longueur de journée, se détestent, font tout pour s'entre-déchirer dans un climat sombre et noir comme... Je n'ai jamais rien vu de tel, donc, pour moi, c'est une fiction, mais c'est une fiction où, enfin, on a imaginé que l'univers était... mais ça ne correspond absolument pas à la réalité. *West Wing* est beaucoup plus...

5^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Près de la réalité.

M^{me} Tremblay (Martine) : ...proche de la réalité, évidemment, à une échelle que je n'ai pas connue, mais tout de même ce tourbillon, effectivement, constant autour d'un président des États-Unis, le fait qu'on voit très bien qu'il y a un cercle plus restreint qui a un accès direct au président et puis qu'il y a un *staff* tout autour qui travaille et qui intervient à différents moments, ça me paraît correspondre très bien à ce qui se passe.

Maintenant, il y a une chose aussi quand on parle de ces fameuses ficelles. Qui a tiré les ficelles sur un dossier ou un autre ? Il faut aussi bien distinguer entre le rôle des entourages des chefs politiques et le rôle de certains lobbys, de certains groupes de pression. Le poids... On sait très bien qu'il y a des décisions qui résultent d'interventions à des moments opportuns d'un certain nombre d'interlocuteurs de l'extérieur qui, soit dans des groupes de pression, soit via des lobbys, contribuent à ce que la décision aille dans un sens ou un autre. On pourrait citer un grand nombre de cas, mais là on n'est plus dans l'univers des conseillers ou des éminences grises, si on veut les appeler comme ça.

Donc, je dirais, dans tout cet univers qui est le processus ou le parcours d'un dossier jusqu'à une décision ultime, qu'il y a un très grand nombre de gens...

M^{me} Guénette (Françoise) : D'interlocuteurs, d'acteurs...

M^{me} Tremblay (Martine) : ...d'interlocuteurs, d'intervenants et d'acteurs. Donc, ce qu'on essaie de voir comme étant la contribution de l'éminence grise ou la contribution déterminante d'un conseiller ou d'une éminence grise, à mon avis, je ne suis pas sûre que c'est si fondamental que ça. Il y a aussi un concours de circonstances, il y a un *timing*, il y a un moment, il y a la presse qui joue son rôle là-dedans. Donc, c'est devenu tellement complexe et il y a tellement de gens qui interviennent à différents moments et à différents niveaux, que cette question sur qui a tiré la ficelle quand, à mon avis, elle devient...

M^{me} Guénette (Françoise) : Un peu obsolète, inutile ?

M^{me} Tremblay (Martine) : ...un peu obsolète. Peut-être pas inutile, mais...

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais, en même temps...

M^{me} Tremblay (Martine) : C'est normal qu'on se pose la question, mais la réponse ne peut pas être aussi simple que ça.

M^{me} Guénette (Françoise) : ...simple que ça. Ce serait trop simple d'identifier une personne. Mais, dans tous les cas, vous le dites aussi, il y a quand même autour des décideurs ce cercle restreint de gens qui ne sont pas élus et qui ont quand même un certain pouvoir, ne serait-ce que dans l'accès direct et dans la capacité de filtrer des informations. Et, quand vous définissez l'éminence grise par ses qualités de compétences, de flair des habiletés relationnelles, des affinités idéologiques et personnelles, de l'amitié carrément, ou de l'affection entre le décideur et lui, une loyauté à toute épreuve, vous décrivez des gens qui ont la capacité d'entrer, quand même, d'être importants dans la vie d'un premier ministre. Et ça, c'est ce que vous observez de l'extérieur, mais, à la fin, vous concluez en disant : « Oui, c'est peut-être comme ça, mais finalement ça ne me fait pas peur. » Je pense que c'est quand même bon qu'il y ait ce type de conseillers et de stratégies autour des décideurs, alors que, comme citoyenne, vous pourriez voir là-dedans une menace à la démocratie.

M^{me} Tremblay (Martine) : Oui, on pourrait, comme citoyen, voir une menace à la démocratie, mais c'est limité par le fait qu'il y a des élections et qu'elles sont récurrentes et qu'à un moment donné, les gens, quand ils choisissent un chef de gouvernement ou un parti politique, ils ne choisissent pas l'autre. Ils portent au pouvoir un certain groupe. Quand ils deviennent inquiets de ce groupe-là, ils peuvent voter pour quelqu'un d'autre ou contre celui-là qui... On ne le sait pas toujours. Ils peuvent voter contre... Mais les gens savent ça, qu'au fond d'eux autres ils peuvent faire ça. Et je donnais l'exemple des commandites au fédéral, je trouvais que ça illustre très, très bien cette situation-là.

Donc, les gens trouvent ça passionnant les affaires d'ombre. Ils ont suivi l'affaire des commandites. Je veux dire que c'était comme un vrai roman...

M^{me} Guénette (Françoise) : Un roman-feuilleton.

M^{me} Tremblay (Martine) : ...Les gens étaient pendus à leur petit écran pour suivre ça. Donc, ils trouvaient ça fort passionnant, ce genre de chose là. Et, en même temps, plusieurs pouvaient se dire: Oui, on a vu celui-là, mais il doit y avoir bien d'autres choses de ce genre-là qui se passent. Et, en même temps, ce dont on se rendait compte, c'est qu'il y avait le chef d'État qui était comme en distance par rapport à ce qui se passait avec les commandites. Donc, la distance... Donc, il y avait des intermédiaires qui étaient probablement les conseillers plus immédiats. Et ce qui amène les citoyens à se dire : Bien, le chef se protège, d'une certaine manière, en ne sachant pas ce que ses conseillers concoctent en quelque part.

M^{me} Guénette (Françoise) : La main gauche qui ignore ce que la main droite fait.

M^{me} Tremblay (Martine) : Oui. Et ils sont protégés, c'est correct. Tous les politiciens peuvent se protéger comme ça. Mais c'est un sentiment que les gens... Moi, je l'ai entendu dans mon entourage, ce genre de commentaire là. C'est la partie apparente de l'iceberg, là. Et il y a beaucoup d'autres choses. C'est bien sûr que les politiciens, ils s'organisent pour ne rien savoir de ce qui se passe, même s'ils savent qu'il se passe des affaires.

5^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Mais est-ce que cette impression-là... Vous dites « la curiosité », puis, c'est drôle, les titres de vos livres font aussi référence à l'ombre du pouvoir, derrière les portes closes. Il y a un mystère là-dedans, ce n'est pas pour rien qu'on veut savoir ce qu'on a l'impression qui nous est caché là, les choses qui nous sont cachées. Mais, en même temps, est-ce que ça contribue, d'après vous, au cynisme qu'on observe dans une partie de la population devant l'institution politique elle-même...

M^{me} Tremblay (Martine) : Bien, peut-être...

M^{me} Guénette (Françoise) : ...bien, tu sais, de découvertes, là, sur les coulisses du pouvoir dans certains cas évidemment où ça ne se passe pas bien ?

M^{me} Tremblay (Martine) : Peut-être pour des catégories de personnes. Pour d'autres, ils ont comme aussi découvert pour d'autres groupes que ces informations-là, si tu fouilles, tu finis par les trouver. Je pense aux jeunes quand je faisais référence aux gens...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M^{me} Tremblay (Martine) : ...aux jeunes qui pitonnent, qui se promènent. Des sites qui s'appellent « Qui tire les ficelles ? », ça existe. Je veux dire, ce n'est pas une invention de l'ancien temps, ça existe actuellement, et là tu peux avoir plein de monde qui interagissent autour de forums sur des questions comme ça. Donc, il y a du monde que ça intéresse. Quand je donnais l'exemple du nouveau conseiller de Stéphane Dion...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M^{me} Tremblay (Martine) : ...moi, ce que j'ai trouvé assez extraordinaire, c'est que, la journée où ça a paru dans *La Presse*, tu avais plein de sites qui en parlaient, tu avais plein de forums qui en parlaient, tu pouvais avoir une quantité de... dans la journée même, là. Donc, il fallait qu'il y ait du monde...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M^{me} Tremblay (Martine) : ...qui s'y intéresse. Donc, il y a un cynisme, oui, parce qu'ils disent : On le sait bien, il y en a toujours, de la magouille. Où il y a du pouvoir, il y a de la magouille. Par contre, je trouve que, chez les jeunes, il y a une curiosité fort intéressante, et c'est pour ça que tantôt je disais : « D'après moi, la situation des conseillers — éminence grise, stratège, je ne sais pas trop, là — est fort différente maintenant qu'il y a 10, 15 ou 20 ans... »

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, parce que l'ombre n'est plus si épaisse, disons, c'est impossible.

M^{me} Tremblay (Martine) : ...et ils doivent tenir compte...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M^{me} Tremblay (Martine) : ...ils doivent tenir compte de ça. C'est pour ça que les conseillers en communication sont toujours en communication, toujours.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Monsieur Lafrance, vous voulez ajouter quelque chose?

M. Lafrance (André A.) : Oui. Je pense que ce qui est intéressant...

M^{me} Guénette (Françoise) : Avant, on va passer aux questions, bien sûr, à vos commentaires...

M. Lafrance (André A.) : Bien, c'est intéressant quand madame parlait, justement quand on dit : « La réaction par rapport à la politique. » Mais la politique, c'est essentiellement de l'humain, et je pense que les êtres humains, il y a en politique tout ce qu'il y a de bien et tout ce qu'il y a de mal dans les humains, donc on ne va pas faire de l'angélisme ici, mais, je veux dire, on ne pourra pas, par ailleurs, commencer à penser toujours négativement.

Je pense qu'une des choses intéressantes, c'est de voir que tous ces écrits qui sortent maintenant sur le monde politique de plus en plus, et non pas seulement le monde historique mais le monde politique actuel, nous permettront peut-être de découvrir cette complexité. Et peut-être que si on a souvent l'impression que c'est de l'ombre, c'est qu'on n'en parle pas beaucoup. On a presque un certain puritanisme à parler de ça, comme si le pouvoir devait être essentiellement parfait, pur, sans aucune difficulté, sans aucune ambiguïté, que le chef d'État se lève le matin, et la lumière du ciel lui descend sur la tête, et il décide pour l'avenir de la nation et pour les siècles à venir. Ce n'est pas comme ça, c'est beaucoup plus compliqué. Et peut-être que si on expliquait plus aux gens, on leur donnerait l'occasion de mieux connaître.

Donc, je suis sidéré de remarquer qu'on connaît presque maintenant, dans les journaux d'affaires, etc., autant américains, français que québécois, on connaît les assistants, les vice-présidents des grandes entreprises, celui qui s'occupe de l'informatique, le directeur de la planification, on a des portraits de ces gens-là et les portraits de ceux qui font le pouvoir, en dehors des ministres, bien sûr, mais ceux qui font le pouvoir autour de... Peut-être qu'ils ne veulent pas non plus qu'on parle d'eux. Mais je ne crois pas, je pense qu'on a avantage. Plus on va écrire de livres là-dessus, plus on va parler de ces gens-là, plus les gens vont

5^e Journée du livre politique

reprendre confiance dans ce processus politique. D'ailleurs, nos petits cousins français viennent de le montrer, à 80 % de personnes qui votent à une élection, je ne pense pas que le système parlementaire ou le système démocratique soit en panne, au contraire.

(Questions du public)

(...)

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup à vous quatre pour vos propos aujourd'hui. Merci beaucoup.

(Fin de la table ronde)

6^E JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE – 15 AVRIL 2008

La 6^e Journée du livre politique était sous la présidence de M^{me} Fatima Houda-Pepin, députée de La Pinière et première vice-présidente de l'Assemblée nationale. Les membres du comité directeur de la Journée du livre politique 2008 étaient : M. Pierre-F. Côté, M. Antoine Del Busso, M^{me} Élane Hémond, M. Denis Monière, M. Gilles Morin, M. Martin Pelletier, M^{me} Claire Prévost-Fournier et M. Philippe Sauvageau.

Les activités de la Journée ont commencé avec l'inauguration, par la première vice-présidente M^{me} Houda-Pepin, de l'exposition *Les trésors de la Bibliothèque*. Les participants à l'activité ont par la suite assisté à une conférence ayant pour titre *Québec est-elle une capitale ?* prononcée par Denis Vaugeois, éditeur, historien et ancien député de la circonscription de Trois-Rivières, de 1976 à 1985.

Les participants à la Journée ont pu assister à une table ronde animée par M^{me} Françoise Guénette, journaliste indépendante. Cette table ronde avait pour thème *Québec, capitale impériale, coloniale, provinciale et nationale*. Voici les participants à la table ronde :

- **Pierre-F. Côté** : directeur général des élections du Québec de 1978 à 1997, il a été membre de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux et de la Commission de la représentation électorale.
- **Gilles Gallichan** : bibliothécaire et historien à l'Assemblée nationale du Québec, il a fait des recherches en histoire du livre et des bibliothèques et en histoire politique du Québec. Membre de la Société des Dix depuis 1993, il est un des auteurs du livre *Québec, quatre siècles d'une capitale*, publié en 2008.
- **Yvan Lamonde** : philosophe et historien, il enseigne la littérature et l'histoire du Québec à l'Université McGill. Membre de l'Académie des arts, des lettres et des sciences du Canada, de l'Académie des lettres du Québec et de la Société des Dix, il a publié de nombreux ouvrages et articles scientifiques sur l'histoire des idées au Québec.
- **Gilbert Lavoie** : chroniqueur politique et coordonnateur des bureaux politiques au quotidien *Le Soleil*, il a occupé les postes de correspondant parlementaire et chef de bureau à Ottawa, d'adjoint au directeur de l'information et de chroniqueur aux affaires nationales et internationales pour le quotidien *La Presse*.
- **Louise Quesnel** : professeure émérite et professeure associée au Département de science politique de l'Université Laval, ses recherches récentes portent sur le thème de la démocratie et des institutions municipales. À plusieurs reprises, elle a été chercheuse invitée dans des centres de recherche à l'étranger, notamment au Centre d'études canadiennes et québécoises de l'Institut d'études politiques de Grenoble.

Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale

Membres du jury :

Robert Boily, politologue et professeur de science politique à l'Université de Montréal, Gilles Lesage ancien journaliste au quotidien *Le Devoir*, Vincent Lemieux, politologue et professeur émérite et Manon Tremblay, professeure titulaire à l'École d'études politiques à l'Université d'Ottawa.

Récipiendaires :

1^{er} prix

Jean-Claude Corbeil, *L'embarras des langues : origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Éditions Québec Amérique.

2^e prix

Jean-François Nadeau, *Bourgault*, Lux éditeur

3^e prix

Denis Lessard, *L'instinct Dumont*, Éditions Voix parallèles.

Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Membres du jury :

Jean Charron, politologue et professeur au Département d'information et de communication de l'Université Laval, Robert Comeau, professeur au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal et Lisa Lavoie, politologue et historienne, conseillère politique de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M^{me} Line Beauchamp.

Récipiendaires dans la catégorie « Thèses de doctorat »

1^{er} prix et Prix Ministère des Relations internationales du Québec / Ministère des Affaires étrangères de France

Ève Lamoureux, *Art et politique : l'engagement chez les artistes actuels en arts visuels au Québec* (Université Laval).

2^e prix

Frédéric Bastien, *Entre la peur et la confiance : l'histoire, le contenu et l'auditoire des émissions d'information politique et d'infodivertissement à la télévision francophone au Québec* (Université de Montréal)

3^e prix

Aurélien Yannic, *Le Québec en francophonie. Perceptions, réalités, enjeux : ou les relations particulières Québec Canada France espace francophone, des origines à 1995* (Université du Québec à Montréal et Université de Toulouse-Le Mirail).

6^e Journée du livre politique

Récipiendaires dans la catégorie « Mémoires de maîtrise »

1^{er} prix

Isabelle Roy, *Anthropologie historique de la culture politique : le cas du rituel de la récitation de la prière au Parlement du Québec, 1793-1976* (Université Laval).

2^e prix

Rachel Mathieu, *Les modes d'influence de l'industrie pharmaceutique novatrice : le cas de la Politique du médicament au Québec* (Université Laval).

OUVERTURE OFFICIELLE

M^{me} Fatima Houda-Pepin, première vice-présidente de l'Assemblée nationale

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Chers collègues parlementaires et anciens parlementaires, représentants de la Ville de Québec, de la Société du 400^e anniversaire de la ville de Québec, Monsieur le conseiller de coopération et d'action culturelle du Consulat général de la République française à Québec, Monsieur Stéphane Catta, Monsieur le directeur de la Bibliothèque, Monsieur Philippe Sauvageau, membres du comité directeur et membres des jurys, chers conférenciers et participants à la table ronde, distingués invités, chers amis. C'est un immense plaisir pour moi de vous accueillir dans ce splendide édifice de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, à l'occasion de la 6^e édition de la Journée du livre politique au Québec.

Alors que s'amorcent les célébrations du 400^e anniversaire de la ville de Québec, j'ai le privilège de procéder à l'ouverture officielle de cette Journée du livre politique, qui marquera à sa façon cet événement d'importance capitale. Mes premiers mots sont pour remercier les membres du comité directeur, que j'ai l'honneur de présider, ainsi que les membres des jurys et tout le personnel de l'Assemblée nationale, les gestionnaires et les professionnels qui contribuent à faire de cet « événement » un franc succès.

Depuis 2003, l'Assemblée nationale rend hommage à nos auteurs en leur décernant des prix, ce qui fait de la Journée du livre politique au Québec une tribune de choix pour ces créateurs, chercheurs et analystes qui suscitent, qui scrutent notre vie politique et nous offrent une nouvelle cuvée d'ouvrages riche et diversifiée.

En cette année du 400^e anniversaire de Québec, huit finalistes sont en lice pour le Prix de la présidence de l'Assemblée nationale, les prix de la fondation Jean-Charles-Bonenfant et le Prix du ministère des Relations internationales du Québec et du ministère des Affaires étrangères de France. Je profite de l'occasion pour féliciter nos finalistes pour avoir été choisis par les membres des jurys, et vous souhaite à tous la meilleure des chances.

Cette Journée se veut également une fenêtre ouverte sur le grand public qui est invité à prendre une part active à nos débats. Ce faisant, l'Assemblée nationale contribue à la diffusion des idées politiques auprès d'un lectorat sans cesse croissant. Qui dit idées politiques dit débats. Vous êtes donc conviés, dans les minutes qui suivent, à une conférence au titre audacieux : *Québec est-elle une capitale ?*. Poser la question, c'est y répondre. C'est le défi qui attend M. Denis Vaugeois, historien et éditeur, et les conférenciers de la table ronde : M^{me} Louise Quesnel, professeure émérite associée au Département de science politique de l'Université Laval; M. Pierre-F. Côté, directeur général des élections de 1978 à 1997; M. Gilles Gallichan, bibliothécaire et historien à l'Assemblée nationale du Québec; M. Yvan Lamonde, philosophe et historien au Département de langue et littérature de l'Université McGill; et M. Gilbert Lavoie, chroniqueur politique au quotidien *Le Soleil*. Cette table ronde sera animée par notre collaboratrice M^{me} Françoise Guénette, journaliste de son état.

Auparavant, nous vous proposons une incursion dans les trésors de la Bibliothèque avec l'inauguration d'une exposition de livres rares d'une valeur patrimoniale inestimable, conservés au fil des 200 ans de notre histoire parlementaire, dont plusieurs ouvrages de langues autochtones, un clin d'œil aux premières nations dont il faut souligner la contribution en ce 400^e anniversaire de Québec.

En terminant, je vous souhaite à tous une très belle journée et déclare officiellement ouverte cette sixième Journée du livre politique au Québec. Merci de votre attention.

Conférence de M. Denis Vaugeois : Québec est-elle une capitale ?

Avertissement : M. Vaugeois a prononcé sa conférence à partir de quelques notes. Au moment de la transcription, nous avons choisi de lui conserver son caractère de spontanéité.

M. Vaugeois (Denis) : [...] Est-ce que Québec est une capitale ? Question facile en un sens facile : il faut répondre « oui », mais il faut ajouter : une capitale provinciale. Encore que M. Jacques Langlois [ci-devant président de la Commission de la capitale nationale] me dira que c'est une capitale nationale. J'aime ça que ce soit M. Langlois qui me souligne que c'est une capitale nationale. Je me rappelle les moments où la Commission de la capitale nationale a commencé à mettre des affiches aux entrées de Québec avec les mots « capitale nationale » ; ça « chialait » en divers milieux. Le gouvernement a remplacé les dirigeants de la Commission. Or, je constate que les panneaux sont encore là. Est-ce de la distraction ou de la négligence ? Ou bien c'est... Je ne sais pas trop comment l'expliquer.

En vérité, je ne peux pas vraiment remercier Philippe Sauvageau de m'avoir proposé ce sujet. Il me restait encore quelques amis, et je pense que je vais les perdre aujourd'hui. Alors, tant qu'à y être, je vais plonger, à la manière d'un Maxime Bernier - je me sens un peu une âme de Maxime Bernier - : dire des choses qu'il ne faut pas dire. Je ne sais pas ce qu'André Pratte, l'auteur de *Pinocchio*, en pense, lui qui a reproché aux politiciens de ne pas dire ce qu'ils pensent. Mais ce n'est pas le sujet.

6^e Journée du livre politique

Franchement, le sujet proposé est plus difficile qu'il ne paraît. Je pourrais bien sûr vous servir quelques idées banales. Il y en aura bien quelques-unes et vous pourrez dire : « Bon, il a traité son sujet, et c'est correct, la question est réglée. » Or, il y a un titre d'ouvrage que M^{me} Hudon n'a pas mentionné, et pour une bonne raison, c'est qu'il n'est pas connu, je n'ai eu aucun succès avec cet ouvrage-là, il s'appelle *Les défis de l'aménagement*. Je reste hanté par les questions d'aménagement, donc, le sujet d'aujourd'hui, je vais l'aborder sous l'angle de l'aménagement et je finirai par l'aspect « capitale ».

Québec : le choix du site

Pour expliquer le choix du site, j'ai d'abord pensé remonter à Champlain. Cela ne vous étonnera pas. Rassurez-vous, je ne resterai pas à l'époque de Champlain, sauf le temps de poser la question : comment naît une ville ? Comment choisit-on le site d'une ville ? On choisit le site d'une ville généralement à cause de la présence d'un obstacle. Cela peut avoir l'air curieux, mais c'est souvent un obstacle qui explique la présence d'une ville : devant une chaîne de montagnes, à l'entrée d'un désert, le long d'un cours d'eau là où il y a des rapides; autant d'endroits où normalement on s'arrête pour reprendre son souffle, faire des provisions, se trouver un guide, et ainsi de suite. Pensez aux villes que vous connaissez, et ce critère s'applique à peu près tout le temps. Ça peut aussi être un carrefour évidemment, comme deux rivières qui se rencontrent, et là, encore là il y a un temps d'arrêt pour permettre des transbordements ou diverses opérations.

Donc, il faut se demander : quel est l'élément géographique qui a incité Champlain à s'installer à Québec ? Je devine que vous avez déjà à l'esprit le rétrécissement du fleuve, le promontoire, la beauté des lieux. Aucun de ces éléments n'était déterminant. Il faut se souvenir que Champlain découvre le fleuve en 1603 en compagnie de François Gravé, sieur du Pont, appelé habituellement Pont-Gravé, qui est un habitué du Saint-Laurent. Ensemble, ils se rendent jusqu'à Hochelaga. Là, un obstacle de taille, les rapides aujourd'hui appelés de Lachine, imposent un arrêt. Ces rapides deviennent un point de départ pour pénétrer à l'intérieur du continent et Montréal y trouve son origine. La proximité d'ennemis rend l'endroit dangereux et la navigation pour s'y rendre n'est pas facile, malgré les apparences.

Trois-Rivières – j'allais dire comme son nom l'indique – est à la rencontre de trois rivières : le Saint-Laurent reçoit les eaux du Saint-Maurice, qui se divise en trois branches à son embouchure, et de la rivière Bécancour du côté sud. Là aussi, il y a un léger promontoire appelé aujourd'hui le Platon. Plusieurs historiens, dont Christian Morrissonneau et Marcel Trudel, ont laissé entendre que Trois-Rivières aurait été le premier choix de Champlain, n'eût été de la menace iroquoise.

Finalement, le choix d'un premier établissement sera Québec. Champlain ne s'explique pas à ce sujet, mais quand il revient dans le Saint-Laurent en 1608, son idée est faite : il établira une première habitation à l'embouchure de la rivière Saint-Charles. Après une chaîne de montagnes sévères qui s'impose au voyageur qui remonte le Saint-Laurent, une terre cultivable apparaît, et le rétrécissement du fleuve permettra d'en contrôler le passage.

Québec perd, Montréal gagne

Il y avait une autre raison aussi, c'est qu'à partir de Québec, le fleuve est de moins en moins navigable. Il est majestueux, notre fleuve, mais il présente plein de risques, de telle façon que c'était en quelque sorte un terminus, comme l'avait été Tadoussac au début. Québec a profité de ce rôle de terminus pendant une bonne période. À partir du milieu du XIX^e siècle, moment où on a décidé de l'élargir, pas d'élargir le fleuve lui-même, mais de creuser le chenal et de permettre aux navires de haute mer de se rendre jusqu'à Montréal, tout a changé. Ce jour-là, les gens de Québec connaissent un petit moment d'inquiétude, pour ne pas dire davantage. Il y a même un peu de désarroi et, pour dire vrai, Québec va commencer à végéter.

Comme on dit couramment, une brique vient de nous tomber dessus. Il appartient à nos savants, à ceux de cette bibliothèque par exemple, d'expliquer en détail la situation d'alors. Concluront-ils à un réel désarroi ? Il est certain qu'à plusieurs égards, Québec vit un temps d'arrêt qui s'accompagne d'une stagnation démographique et d'un ralentissement sur le plan industriel. Le départ des centaines de soldats de la garnison vient ajouter au malaise, privant la population de revenus significatifs. Québec perd de son importance, et Montréal en gagne. On assiste à un déplacement démographique important. Montréal prend la tête et profite d'une façon étonnante des rapides Lachine. On n'a pas beaucoup étudié cet aspect-là.

Donc, disons un mot des rapides Lachine. On ne les note pas souvent, mais, pour Montréal, c'est fantastique. En fait, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Lachine va devenir le site industriel le plus important en Amérique du Nord. À peu près tous les secteurs industriels de l'époque s'y développeront. Les experts de Parcs Canada ont identifié quelque 900 implantations, les unes entraînant les autres. Depuis les années 1850, la compagnie du Grand tronc y a établi ses ateliers de construction de locomotives et de wagons. Les sous-traitants s'installent tout autour. L'effet d'entraînement est considérable.

Outre les travaux de canalisation, il y a aussi la présence des écluses, et l'action des écluses crée un pouvoir hydraulique extrêmement convoité. Les autorités vont donner à des bons amis l'exploitation de ces pouvoirs hydrauliques, qui sont situés à la hauteur des écluses. Tout ce qui existe à l'époque comme types d'industries se retrouve au canal Lachine.

Ici à Québec, on vit d'espoir. On n'a pas d'équivalent. À partir des années 1820, la population de Montréal commence à dépasser celle de Québec. L'écart s'élargit sans cesse. À titre d'illustrations, j'ai noté que pour les années 1871, 1901 et 1951, la population de Québec passe de 76 000 à 88 000, puis à 245 000, celle de Montréal de 141 000 à 347 000, puis à 1 200 000. Ces chiffres correspondent aux territoires actuels de ces deux villes. Ils sont donc trompeurs, mais donnent tout de même une idée.

De 1830 à 1865, Montréal est à majorité anglophone à la suite d'un afflux sans précédent d'immigrants britanniques. Puis, l'exode rural dans la vallée du Saint-Laurent renverse la tendance, même si la grande majorité de ceux qui abandonnent les campagnes gagne les États-Unis. Il est assez étonnant d'ailleurs que les industries qui se développent à Lachine n'en retiennent pas davantage. Les patrons sont anglais et la main-d'œuvre également, semble-il. Au milieu du siècle, Montréal est tout de même redevenue une ville à majorité francophone.

6^e Journée du livre politique

Le fait que le fleuve soit ouvert aux transatlantiques aurait dû être compensé par l'arrivée d'un autre moyen de transport, celui-là même qui profite tant à Montréal : le train, le chemin de fer.

Québec perd son statut de capitale politique et presque celui d'agglomération urbaine

Et, puisque je dois parler de Québec capitale, je rappelle qu'à partir de 1840 ou 1841, Québec perd son statut de capitale. On peut dire qu'elle avait ce titre depuis 1608, même si cela ne voulait pas dire grand chose au début. Au moment de la Conquête, les gouverneurs continuent de séjourner à Québec, qui deviendra officiellement la capitale du Bas-Canada en 1792 au moment de l'Acte constitutionnel. Durant les rébellions de 1837-38, la Chambre d'Assemblée cesse de siéger, et un conseil spécial se réunit plutôt à Montréal. L'Union des Deux Canadas a plusieurs aspects pernicious, dont celui de proposer que le siège du nouveau Parlement des Canadas Unis soit à Kingston. En 1843, on le ramène à Montréal. L'édifice qui l'abrite est incendié par des manifestants britanniques en 1849. À partir de 1850, le parlement va siéger en alternance à Toronto et à nouveau à Québec, en particulier de 1860 à 1865, alors qu'il va s'installer à Ottawa. Il y demeurera.

Ce qui va jouer vraiment contre Québec, on n'y pense pas assez, c'est l'absence de chemin de fer. C'est très compliqué, la question des chemins de fer. Rappelons-le, les premiers chemins de fer, ils passent sur la rive sud. Et la gare de Québec, elle est à Lévis. Supposons que vous êtes un député du Canada-Ouest. Vous êtes marié, vous avez une femme, des enfants. Et, quand votre femme sait à peu près comment ça se passe, se rendre à Québec durant l'hiver, arriver à Lévis en train et traverser le fleuve, votre femme vous dit : « Tu n'iras plus à Québec ! Il y a trop de risques ! » Ça peut être une cause de divorce. Imaginez-vous ! Vous arrivez à Lévis, et là on vous dit : « Bien, le parlement est de l'autre côté. Il faut traverser le fleuve. » Parfois, il peut y avoir un pont de glace, mais très souvent, vous n'avez d'autres solutions que de sauter dans un canot.

C'est certain, à mes yeux, que ce problème de communication va jouer énormément contre Québec. Il y a des textes, d'ailleurs, des lettres de députés ou de fonctionnaires qui écrivent à leur famille pour dire : « Ah ! je suis rendu et je suis sain et sauf ! »

Tous rêvent évidemment de déplacer cette capitale. Et, curieusement, aujourd'hui on est revenu à la case départ. Finalement, il y a une gare sur la rive nord. Mais on n'a plus de chemin de fer qui arrive par la rive nord. C'est quand même assez extraordinaire. De temps en temps, on pique une petite crise, on en parle, puis tant qu'à en parler, c'est le TGV jusqu'à Windsor. Puis, après ça, on n'en parle plus.

Moi, je l'ai beaucoup utilisé, le train de la rive nord. Vous vous rendez compte ? Je prenais le train à Sainte-Foy, j'étais à Trois-Rivières en 50 minutes, dans le centre-ville. Aujourd'hui, je ne peux plus faire ça. L'autoroute est là, mais la police aussi !

Progressivement, Québec va vivre ce que connaissent toutes les villes-centres au Québec. C'est une baisse démographique, c'est l'étalement urbain, c'est la désolation. Et, dans le cas de Québec, ça va, à un moment donné, prendre une allure un peu effrayante causée par l'ampleur des démolitions : on rase des pâtés de maisons et presque des quartiers.

Moi, j'ai beaucoup de respect pour les maires qui se sont succédés à Québec. Je me rappelle, il n'y a pas très longtemps, le maire Lamontagne avait fait une espèce de mea culpa dans *Le Soleil*. J'avais eu l'occasion de le rencontrer peu après : « Vous n'avez pas à vous excuser, Monsieur Lamontagne, vous avez été un excellent maire, mais vous avez vécu une autre époque et c'est comme ça que ça s'est passé un petit peu partout ».

Personnellement, j'ai vu mourir une ville sous mes yeux : c'est Trois-Rivières. Quand je suis à Montréal, je vois mourir Montréal, je vois se dépeupler cette ville qui subit un déficit de la population de souche de 25 000 par année. Puis, ça fait des années que ça dure.

La ville de Québec, celle d'avant les fusions, était en baisse démographique constante. Et, de temps en temps, la Ville se rattrapait en faisant des annexions ou des fusions ; souvent c'étaient des annexions un petit peu douloureuses. La plupart du temps, c'était une petite agglomération, un quartier, un faubourg qui était mal pris à la suite d'un incendie ou d'un problème d'aqueduc ou quelque chose comme ça, qui venait se livrer à Québec. Le seul cas où les choses ont été négociées, à ma connaissance, c'est avec Montcalm. Ça a été vraiment négocié, et pour le mieux. Mais, dans les autres cas, on rendait l'âme. Dans le cas de Montréal, il y a eu beaucoup de cas comme ça.

Et on était sur cet élan-là quand on s'est finalement un petit peu ressaisis. Je dois avoir l'air de faire un peu de politique, ce n'est pas grave, c'est autorisé, c'est encore permis. Ce qui n'est pas permis, c'est, quand tu es dans un parti, de ne pas voter selon la ligne de ton parti. Mais là, moi, je suis libre à cet égard.

La victoire du Parti québécois en 1976

Je vais faire commencer mon propos en 1976, parce que je ne vois pas beaucoup de préoccupations d'aménagement avant l'élection du Parti québécois. Il y en a certainement si on cherche un peu, mais, avec le gouvernement Lévesque, il y en a eu un petit peu, oui un petit peu. Mais pas trop pour ne pas déplaire à nos clientèles, surtout présentes dans les banlieues. Ça s'est vraiment gâté le jour où on a éliminé le péage autour de Montréal. Le PQ montrait son vrai visage. Ce qui avait bien commencé a mal fini, d'après moi. Mais, à partir de 1976, il y aura, entre autres, la loi du zonage agricole, qui est importante, puis la formation des MRC pour favoriser des plans d'aménagement sur des bases régionales. Mon livre mentionné au début, *Les Défis de l'aménagement*, publié par les soins de l'Assemblée nationale, visait précisément à soutenir l'implantation d'une MRC dans ma région.

On va prendre le cas de Québec, puisque c'est le sujet. Qu'est-ce qui va se passer pour Québec à partir de novembre 1976 ? Au ministère des Affaires culturelles, ça va bouger. Pour l'illustrer, on peut prendre trois plans : le plan politique, le plan économique et le plan culturel. Plan politique : c'est sûr que je vais en parler tout à l'heure, laissons ça de côté pour l'instant. Le plan économique, ici, ce n'est pas l'industrie, ce n'est pas la grosse industrie, ça a pu l'être un petit peu à certains moments, mais ce n'est pas ça, l'avenir de Québec. C'est, finalement, une économie d'une autre nature que la nature industrielle, c'est plutôt une économie basée sur le savoir, sur la science, pourquoi pas également sur les nouvelles technologies, pourquoi pas carrément sur la culture ?

6^e Journée du livre politique

Et c'est ce qui va se passer à partir de 1976 et les années qui vont suivre ? Québec, la ville de Québec, va recevoir des retombées d'une politique culturelle qu'on attendait depuis longtemps. M. L'Allier, en tant que ministre des Affaires culturelles, avait tenté..., en fait il avait réussi à écrire un livre vert; il n'est pas resté plus longtemps que le temps de rédiger son livre vert. Son parti n'était pas très excité par ces questions-là. M. Lapalme lui-même avait été, disons-le, passablement humilié. D'ailleurs, dans un livre, le livre de Lacoursière qui vient de paraître, le tome V de son *Histoire populaire du Québec*, tout ça est raconté. Il y a même un dialogue imaginé entre Lapalme et Dolbec du Conseil de la trésorerie dont je vous recommande la lecture. Il s'agit d'un extrait de *Passion et désenchantement du ministre Lapalme*. C'est signé par quelqu'un de très sérieux, par Claude Corbo.

Des bibliothèques publiques

Donc, en 1976, parmi les choses qui vont préoccuper le gouvernement, il y a le sort des bibliothèques publiques. On veut bien parler d'une ville qui va se développer en se fondant sur le savoir, on peut bien dire qu'on a déjà l'Université Laval, quelques centres de recherche greffés au gouvernement, mais est-ce qu'on peut se contenter de ça ?

En 1976-1977, à Québec, quel est le portrait des bibliothèques ? Il y en a une ici même à l'Assemblée nationale, prestigieuse mais peu fréquentée. Il y en a une à Sainte-Foy, une bibliothèque moderne. Enfin, il y a l'Institut canadien. Malgré le respect que j'ai pour Philippe [Sauvageau], c'était un petit peu vieillot. Et surtout si on tient compte qu'elle tient lieu de bibliothèque publique pour la ville de Québec. Le ministère des Affaires culturelles va rapidement mettre en place un plan de développement des bibliothèques publiques. Tant qu'à y être, on décide de placer la nouvelle bibliothèque projetée dans un quartier défavorisé. On décide d'aller dans Saint-Roch. Pour y arriver, il faudra se battre contre toutes sortes de règlements et, surtout, toutes sortes d'influences ou d'exigences comme celles de la Commission scolaire.

Donc, il y a un départ, une bibliothèque digne de ce nom dans un quartier défavorisé. C'est un petit peu l'étincelle pour amorcer une revitalisation. Elle va prendre du temps, l'étincelle, si vous voulez, avant de faire une flamme. Il faudra finalement presque attendre le maire Jean-Paul L'Allier pour qu'il y ait vraiment un démarrage dans Saint-Roch. Ça ne veut pas dire que les autres n'ont pas essayé avant. Je ne veux pas laisser entendre que tout a commencé avec L'Allier, puis qu'avant L'Allier tout était mauvais. Par exemple, on a fait beaucoup de choses avec Jean Pelletier; ainsi la bibliothèque Gabrielle-Roy a reçu l'appui de la Ville. Donc, avec la bibliothèque Gabrielle-Roy, vous avez un départ. Puis, rapidement, vont s'implanter dans les quartiers de très belles bibliothèques.

Remarquez qu'à Montréal ce n'était pas mieux. À Montréal, en 1976, il y avait une seule bibliothèque digne de ce nom, elle était sur la rue Sherbrooke, face au Parc La Fontaine. Autrement, on trouvait d'excellentes bibliothèques dans les petites municipalités anglophones du Grand Montréal. À part ça, il n'y avait pas grand-chose.

J'aurais le goût évidemment de vous parler longuement du plan de développement des bibliothèques publiques et de la Loi du livre, qui, d'ailleurs, donne encore des résultats à Québec même. On lisait dans *Le Devoir* en fin de semaine que Québec est la ville au Québec qui est la mieux dotée en termes de librairies et de librairies indépendantes, et ça, c'est clair que c'est lié à la loi du livre.

Donc, ça, c'est le côté bibliothèques, sur lequel j'avais le goût de revenir. Ça fait du bien, une ville bien pourvue en bibliothèques où, disons-le, on trouve tous les produits culturels et plein des bouquins remplis d'idées pour soutenir le développement démocratique et favoriser le progrès économique. Dans le reste de l'Amérique du Nord, c'était quelque chose d'acquis. Au Québec, c'était quelque chose qui manquait.

Autres lieux d'éducation populaire et permanente : les musées

Les musées, ce sont des lieux de savoir, ce sont des lieux d'éducation permanente. On a beau avoir un bon système scolaire, si, après l'école, il n'y a plus rien, il y a un petit problème. Moi, en tout cas, j'en étais convaincu.

Qu'était le Musée du Québec, à cette époque ? Vous n'étiez pas nés. Je vais vous le dire. Au Musée du Québec, il y avait eu des oiseaux empaillés, des minéraux poussiéreux placés dans des vitrines ; il n'y avait presque plus d'espace d'exposition, je pense qu'il restait deux salles. Les fonctionnaires, qui étaient nombreux, occupaient les autres salles ; ils avaient aménagé leurs bureaux dans des salles d'exposition.

Les archives elles-mêmes étaient au premier niveau, en rentrant à droite ; elles occupaient une salle d'exposition. Le constat a été vite fait et on a déménagé les archives sur le campus de l'université. Une belle chapelle attenante au Grand Séminaire était disponible. Pourquoi ne pas loger les Archives nationales sur le campus à proximité de ses éventuels clients ? Donc, on a recyclé la chapelle, flambant neuve, en centre d'archives avec la complicité du ministère des Travaux publics. Ce fut mené rondement. Et le Pavillon Casault est devenu les Archives nationales, des vraies, bien organisées. Et, tant qu'à y être, on s'est dit : « On va faire des petits. » Dans toutes les régions, dans toutes les villes-centres, dans toutes les capitales régionales, si vous me permettez, il y aura un dépôt d'archives, une section des Archives nationales. Donc, tout d'un coup, Québec s'est vue dotée d'Archives nationales dignes de ce nom, avec leur siège à Québec. Vous comprendrez certes qu'une telle institution convient bien à une « capitale nationale ». Or, c'est une des choses qu'on a perdues sans qu'on s'en rende compte. On l'a constaté récemment à la lumière de certains événements, mais on ne l'avait même pas vu partir, on n'avait même pas vu partir les Archives nationales. Elles ont tout simplement été fusionnées avec la Bibliothèque nationale pour devenir BAnQ, c'est-à-dire Bibliothèque et Archives nationales du Québec, installée(s) à Montréal. Ne pas confondre avec la Grande Bibliothèque. Celle-ci avait tout à fait sa place à Montréal, mais BAnQ aurait bien pu être à Québec.

Le Musée lui-même a fait l'objet d'un énorme débat. C'est un des moments douloureux de cette époque parce que, par malheur, on avait songé y introduire la dimension Histoire, et les artistes on dit : « Non, non, non, vous nous détournez notre Musée de sa vocation naturelle qui est celle des arts. » Après une bonne chicane, on a décidé de faire deux musées. Montréal nous a beaucoup aidés. Le Devoir en particulier nous aidait beaucoup. Dans *Le Devoir*, régulièrement on lisait des articles contre tout projet de musée à Québec. Ça vous étonne peut-être. Moi, je le vis comme si c'était hier. Le message était le suivant : s'il doit y avoir des développements muséologiques, il faut que ce soit à Montréal. Finalement, on a tenu tête et on a eu nos deux musées qui sont absolument extraordinaires. Mais ce n'est pas tout que d'avoir deux musées. L'un allait prendre de l'expansion sur les lieux mêmes, à proximité des Plaines, l'autre, il fallait le localiser.

6^e Journée du livre politique

Bah ! Je connaissais des gens qui voyaient un musée comme un centre commercial. On sort de la ville. On a même pensé le mettre à Beauport. Clément Richard le voyait à Beauport. Moi, je le surveillais, mon ami Clément Richard qui m'avait succédé au ministère des Affaires culturelles. Je me rappelle d'un samedi matin ou un dimanche matin, je ne sais plus si c'était avant ou après la messe, donc je ne sais plus si c'est le samedi ou le dimanche, mais nous étions descendus, Jean Pelletier, Denis de Belleval et moi, dans le Vieux-Québec pour essayer de visualiser un emplacement pour le Musée de la civilisation. Finalement, munis de nombreux plans, on s'est arrêtés au site actuel. Et là on a rêvé : on imaginait ce Musée avec un contact physique avec le fleuve, avec un contact avec les anciens quais et puis un contact visuel avec le fleuve. Ce contact visuel avec le fleuve, c'est maintenant avec les Terrasses du Vieux-Port. Quand ça s'est construit, moi, j'ai protesté : « On fait démolir ça. » Et là ils ont répondu : « Tu n'y penses pas ! Tu ne peux pas faire démolir un édifice qui est terminé. » « Bien : « Si on ne le fait jamais, on va toujours être devant les mêmes situations. Le promoteur prend les devants, met son bâtiment là, puis, après ça, regarde, bien là, écoute, c'est construit, on va vivre avec ». Plus tard, j'avais dit à Roland Arpin, le directeur du Musée : « Roland, chiale un peu ». Et Roland, résigné : « J'en ai plein les bras avec le Musée actuel, on a de quoi s'occuper pour un bout de temps ». Malgré ce coup bas des autorités fédérales, un beau cas de patronage, le Musée de la civilisation a connu et connaît de merveilleux succès. Que serait Québec sans ces deux musées ?

Notre-Dame des Victoires mérite bien son nom

Oui le Musée de la civilisation s'est bien développé. Au départ, il se sentait un peu seul dans ce quartier moribond. Là encore, c'était un choix. Tout comme on l'avait fait pour la bibliothèque Gabrielle-Roy, nous voulions réanimer un quartier. Le Musée se voulait un élément moteur pour redémarrer. Il y avait des bâtiments à intégrer, c'était compliqué, mais la décision était prise. À 100 ou 200 mètres à l'est se trouve la place Royale. Sa restauration était dans une impasse. Il y avait beaucoup de critiques. M. Lévesque lui-même s'était rendu compte que ça n'avait pas d'allure, faire ce qu'on faisait là. On faisait de la restauration « exemplaire » ; on reconstruisait des maisons à l'ancienne sans trop savoir à quoi elles allaient servir. Et, comme elles coûtaient très cher, bien, on en faisait une de temps en temps, laquelle restait, d'ailleurs, généralement inoccupée. Et c'est dans ce contexte que sont apparus les héros du Petit-Champlain : Gerry Paris et Jacques DeBlois, un homme d'affaires original et un architecte génial. Le ministère, après de longs débats avec les tenants de la restauration exemplaire, a décidé : « On embarque là-dedans ! » Nous avons réussi à rallier les autorités municipales et soutenu Paris et DeBlois. Les résultats sont là.

L'église située au cœur de la place Royale s'appelle Notre-Dame-des-Victoires. Je pense que le nom est encore mérité. Parce que c'est finalement quasiment un miracle d'avoir ce qu'on a aujourd'hui : d'avoir le Musée, qui a provoqué ou tout au moins soutenu la rénovation de tout le quartier. On ne peut douter en effet que sa seule présence a été un élément important ; vous avez la place Royale qui, finalement, a été complétée joliment ; et un secteur très animé, le très populaire, très beau, très réussi Petit-Champlain qui n'a à peu près rien coûté, si ce n'est du temps et de l'énergie. Ses promoteurs y ont laissé un peu de leur santé, mais ils y ont trouvé une immense fierté. L'ensemble n'a pas été planifié ; la complémentarité entre le Petit-Champlain, la place Royale et le Musée apparaît aujourd'hui tout à fait naturelle. Et pourtant !

La Commission de la capitale nationale

Et, comme ça, si vous voulez, un petit peu partout, le territoire de l'ancienne ville de Québec a repris un petit peu d'allure, a renoué avec la fierté. Je pourrais comme ça commencer à vous entraîner dans Québec, parce qu'il y a eu un peu partout des initiatives très intéressantes. Et, soit dit en passant, c'est certain que le jour où la Commission de la capitale nationale est venue épauler les efforts de la Ville, ça a compté pour beaucoup. C'était de l'argent neuf, c'était de la compétence, c'était de l'énergie et on a vu rapidement les changements.

Mais, à côté de ça, que faisait le gouvernement pour affirmer le rôle politique de Québec ? C'est là où je suis le plus embêté. Je suis vraiment embêté par les exemples que j'ai sous les yeux, des gens que je connais qui travaillent au gouvernement. J'en ai rencontré un, là, il y a quelques jours et je lui ai dit : « Coudon, ton bureau est à Québec ou à Montréal ? » - « Aux deux », me répond-il et il ajoute : « Justement, je pars à l'instant pour Montréal ». C'est sa vie. Est-ce qu'il y a un ministère, actuellement, qui n'est qu'à Québec ? Cette situation me dépasse. Et je crains qu'elle n'ait dépassé tous les gouvernements les uns après les autres depuis quelques années. Il y a un examen de conscience à faire ; ce n'est pas suffisant de se mobiliser de temps en temps ; que la Chambre de commerce pousse des hauts cris ou fasse des calculs ou fasse des statistiques, ce n'est pas suffisant. Ça va prendre plus que ça, une fameuse prise de conscience. Et est-ce qu'elle viendra ? Je ne sais pas. Mais je crois, moi, qu'il est très important que Québec soit le lieu de pouvoir et que la dimension politique soit continuellement affirmée. Je suis de ceux qui plaident depuis longtemps pour que Tél-Québec déménage son siège social et sa production à Québec. Actuellement, on couvre Québec à partir de Montréal. Ce ne serait pas un luxe que d'avoir une station de télé installée à Québec.

On a suggéré, pour l'obtention de la citoyenneté, un certain nombre de conditions, par exemple, vis-à-vis de la langue. Moi, cela étonnera peut-être, j'ajouterais ou je commencerais par un séjour à Québec. Je suis toujours étonné de voir comment les gens de Montréal ne connaissent pas Québec. Et je sais qu'à la Commission vous avez eu, je ne sais pas si vous l'avez encore, mais il y avait un programme de visites de jeunes qui venaient faire leur petit tour à Québec. C'était un choc pour eux autres. Québec, c'est un autre milieu, un autre univers, puis, d'un coup, la dimension politique prenait une certaine réalité. La visite du parlement ne laisse pas indifférent. Ainsi, je pense que tous les moyens sont bons, en fait, pour faire connaître le Québec et pour affirmer son rôle de capitale.

Les fusions municipales

Me voici rendu au moment clé de mon exposé. Je vous préviens : je vais rêver et délirer ! Québec était, je l'ai rappelé au début, une ville-centre qui perdait des plumes et qui était coincée à maints égards..

Ma passion, en fait, pour l'aménagement, je pense que ce n'est pas un secret, m'avait amené, en 1985, à être membre d'une commission d'étude sur la situation financière de la ville de Québec avec Jean-Louis Lapointe et Jean-Guy Boutot. Nous avions à examiner divers scénarios de fusions municipales. Sillery était particulièrement visée. Certains administrateurs faisaient l'hypothèse que le rattachement de Sillery à Québec réglerait le problème. Sillery était alors une ville enclavée et d'aucune façon ne menaçait Québec. Est-ce que

6^e Journée du livre politique

d'autres fusions seraient bénéfiques à Québec ? Nous avons fait nos devoirs correctement, pour ne pas dire scrupuleusement, pour conclure que des fusions ne régleraient nullement les problèmes de Québec. Ce n'était pas la solution.

La Commission Lapointe siégeait à peine cinq ans après une refonte de la fiscalité municipale. En 1980, les villes avaient récupéré les taxes qui allaient aux commissions scolaires et avaient reçu des marges confortables. Cinq ans plus tard, tout avait fondu, emporté par les décisions des arbitres et les caisses de retraite. Tandis que le gouvernement avait réduit les salaires de ses fonctionnaires parfois jusqu'à 20 %, les employés municipaux, policiers en tête, avaient pris une toute autre direction. Plus tard, à la veille des fusions, l'économiste Denis Bédard, dans un important rapport, avait insisté sur divers problèmes à régler avant de songer à des fusions. En particulier, il signalait le problème énorme des caisses de retraite, l'absence de moyens de négociation pour les villes, ce qui faisait grimper les salaires et les avantages sociaux, créant des disparités inquiétantes entre les divers groupes de citoyens. Il y a là une bombe à retardement.

Le mal est fait, dira-t-on, peut-être que le mal est fait, mais ça n'empêche quand même pas de poser la question : « Quelle aurait été la bonne solution ? » C'est le moment de mon exposé où je me fais vraiment du bien, O.K. ? C'est ma recette, mon hygiène mentale. On a des hommes politiques et des femmes politiques qui connaissent bien le chemin de la France. Ils y vont souvent. On avait même en poste à ce moment-là, en 2000, un premier ministre qui avait été ambassadeur du Canada en France. Il avait une idée de ce que c'était, la France. Il avait aussi, comme plusieurs de ses ministres, une petite idée de ce qui se passe aux États-Unis. Autrement dit, les membres du gouvernement en place connaissaient les façons de faire des Français et des Américains. En outre, celles et ceux qui ont voté les fusions sont des séparatistes. Le modèle canadien ne leur convient pas, en général en tout cas. Et voilà que, pour la question municipale, ils vont adopter le modèle canadien. Ils vont ignorer le modèle français ou le modèle américain. À chaque fois que je suis en Europe, ce curieux comportement me revient à l'esprit.

Je vais vous raconter. L'année dernière, je terminais *La Mesure d'un continent*. J'étais en Espagne. Je quitte Madrid pour aller à Tordesillas. Vous ne connaissez pas Tordesillas ? Et pourtant, c'est une ville tellement chargée d'histoire. Tordesillas, c'est une ville où a été signé un traité absolument incroyable qui a partagé les terres à découvrir et découvertes entre deux puissances, le Portugal et l'Espagne. Mais toutes les villes ont une histoire, toutes les villes ont une belle histoire. Tordesillas en a une particulière.

Donc, je quitte Madrid, je suis en auto et là je me dis : « Il faut que je me rende à Tordesillas. » Je commets toujours un petit peu la vantardise de ne pas prendre de carte routière. Je ne sais pas pourquoi; je m'oriente naturellement. Rapidement, à la sortie de Madrid, autant j'avais eu de la difficulté dans Madrid même, autant là ça devenait comme limpide. Je vois des panneaux et, entre autres, je vois, sur un panneau, Tordesillas. Ce n'est pas vrai. Tordesillas, 600 km. Ils annoncent Tordesillas, un petit village situé à 600 km. Et, tout le temps, pendant des heures et des heures, on m'a rappelé, comme ça, Tordesillas, Tordesillas, Tordesillas.

J'ai passé deux, ou trois jours à Tordesillas et je remarquais, à l'hôtel, au restaurant, que c'était marqué Tordesillas puis, en petit, à côté, Valladolid. J'ai finalement demandé : « Pourquoi est-ce marqué Valladolid ? » On m'a répondu : « C'est parce qu'aujourd'hui

Tordesillas est intégrée dans Valladolid ». L'autorité suprême, le pouvoir est à Valladolid, mais ça n'empêche pas Tordesillas d'exister encore.

Quand je préparais *Champlain*, l'ouvrage consacré à *Champlain*, j'ai travaillé avec les gens de La Rochelle. Lors de l'une de mes premières visites, je suis allé voir le maire de La Rochelle. J'ai compris que le maire de La Rochelle n'avait plus beaucoup de pouvoir, mais je pouvais encore prendre le train à Paris pour La Rochelle. Rendu à La Rochelle, si je voulais trouver le vrai pouvoir, je m'en allais au conseil régional.

Je vous raconte ça pour suggérer qu'on aurait pu, ici, faire à peu près la même chose. On aurait pu maintenir des villes chargées d'histoire. Ça aurait été difficile, je le sais. Les esprits n'étaient pas prêts à accepter un vrai pouvoir régional et une taxe d'agglomération. Mais était-ce plus compliqué d'imposer une taxe d'agglomération et créer de nouvelles structures régionales (sur le modèle français ou américain) que de procéder aux fusions ? Moi, je ne peux pas comprendre que, rendu à ce stade-là un gouvernement comme le gouvernement péquiste, qui est supposé avoir des préoccupations identitaires et respecter les sentiments d'appartenance, a rayé de la carte quelque chose comme 75 municipalités chargées d'histoire.

Pour ajouter à mon malheur, je suis consultant pour *Larousse* depuis 20 ans — j'ai succédé à Jean-Claude Corbeil — et, pendant ces 20 ans là, je me suis employé, avec succès, à faire entrer, dans le dictionnaire, des villes du Québec. J'avais même obtenu qu'une ville soit décrite non seulement avec la mention d'un siège épiscopal ou la présence d'une université, mais aussi avec des références aux musées, aux équipements culturels, aux lieux naturels, etc. *Larousse* a évolué dans ce sens-là, et les villes du Québec rentraient tranquillement dans le dictionnaire, apparaissaient sur les cartes, les cartes géographiques de la planète. De la planète. Lors de mes voyages à travers le monde, si je disais venir de « Québec », mes interlocuteurs étaient perplexes. Puis, tout à coup, il y en avait un qui faisait un lien : « Ah ! Chicoutimi ? » Je disais : « Oui, oui, Chicoutimi ». J'ai toujours été fasciné de la popularité de ce nom de lieu, Chicoutimi. Aujourd'hui, on ne peut plus prendre un train ou un autobus pour Chicoutimi.

Exit Chicoutimi, Sillery, Charlesbourg, Beauport, Sainte-Foy, etc. Une ville, c'est un repère. Les autorités ont rayé des lieux de naissance, des milieux de vie. On me dira : « Ce n'est pas grave. Ça ne fait pas mourir ! » Je prétends pour ma part que ce n'était pas nécessaire.

Est-ce que je suis le seul à en être malheureux ? Mettons que oui, mettons que oui, mais il faudra qu'on m'explique la victoire de M^{me} Boucher, par exemple. Sans programme, sans pancarte, sans équipe, elle se fait élire à la tête d'une ville dont elle a combattu la création. Moi, j'y ai vu l'expression d'un très profond malaise, une forme de vengeance sourde de la population.

Par la suite, on décidé de déranger, d'ennuyer le plus de monde possible. On a à peu près tous changé d'adresse. Nous, comme éditeur, nous avons une adresse qui circule sur la planète. On m'enlève mon adresse. Septentrion, ce n'est plus à Sillery. Ah !, ça n'avait l'air de rien, vous savez, mais ça dérange. En plus de ça, on nous change à peu près 600 noms de rues, puis, même ceux qu'on ne change pas, on nous impose des prénoms qui avaient été oubliés. Auparavant, je demeurais sur la rue Chapleau, maintenant je reste sur la rue Adolphe-Chapleau.

6^e Journée du livre politique

Quand j'ai voulu aller voter, je n'étais pas trop certain de l'endroit où je devais voter. Il y a tellement de choses qui changent. Alors, on me demande de m'identifier, et de donner le nom de ma rue. Je dis Chapleau. Alors, la madame me fait : « Ah! vous ne votez pas ici! » Mon voisin me glisse à l'oreille : « Adolphe-Chapleau ». Alors, je dis : « Adolphe-Chapleau » « Ah, bien, oui, c'est ici que vous votez ». Ce sont des détails, bien sûr, mais pourquoi avoir imposé à Québec l'élimination de doublons et non à Montréal ? Pourquoi avoir maintenu Outremont et non Sillery ? Je ne connais toujours pas le prénom de M. Champagneur qui a donné son nom à ma rue d'Outremont et on ne m'a pas changé mon adresse montréalaise. À Québec, on nous a menti en affirmant que Postes Canada exigeait que tout courrier soit adressé à Québec et non plus aux anciennes villes.

Écoutez-moi bien... J'ai encore combien de temps, Philippe ? Cinq minutes ? Cinq minutes, c'est assez. Après M^{me} Boucher, il y avait quelqu'un qui était en avance dans les sondages. Tellement que je me demandais même pourquoi on faisait des élections. Rappelez-vous. Et tout d'un coup, Régis Labeaume, *chlak*, dans le dernier droit, se fait élire. Je ne suis pas sûr que M. Labeaume a compris pourquoi.... Enfin, je le côtoie un peu, puis je l'aime bien, mais il fait comme si sa victoire allait de soit. Ou encore il ne veut pas donner son avis. Moi, je pense que le malaise qui avait fait élire M^{me} Boucher était encore présent. C'est Ann Bourget qui a pris la claque.

L'avenir de Québec

Donc, une nouvelle ville est née de la tempête ; c'est un sapré défi. Comment voulez-vous, à partir du centre-ville de Québec, de l'hôtel de ville de Québec, faire de la planification sur un territoire aussi immense que l'actuelle Québec ? Ce n'est plus une ville, c'est une population éparpillée sur un énorme territoire qui ramasse d'ailleurs des factures considérables. On n'a jamais vu les économies d'échelle annoncées. C'est tout le contraire qui s'est produit. Les salaires ont été alignés sur ceux de Québec, etc. Quant aux services, au fonctionnement, le déficit est encore plus considérable. Espérons que ça va s'atténuer, espérons qu'on va finir par digérer les fusions— dans mon cas, probablement jamais —, que les gens raisonnables vont finir par les digérer, ces tristes fusions. Mais comment est-ce qu'on va faire redémarrer cette machine-là ? Contrôler les coûts, modifier le régime de retraite, rapprocher les services des citoyens, réduire les délais, désigner des vrais responsables, rétablir un sentiment d'appartenance.

Ma crainte principale, c'est qu'il arrive pour la nouvelle ville de Québec ce qui arrivait pour l'ancienne ville de Québec et que la pression sur les résidents et les contribuables devient telle qu'on revivra l'histoire.

Qu'est-ce qui fait fuir les gens d'une ville-centre ? Qu'est-ce qui fait fuir les gens ? Les charges, les taxes, ça, c'est certain, et les règlements qui n'en finissent plus. C'est bien connu, les gens votent avec leurs pieds. Ils plient bagages et s'en vont en banlieue, sur la rive sud, à l'Île d'Orléans, etc. Il faut voir les files de voitures sur la 40 en direction de Montréal à partir de 16 heures chaque jour. De leur côté, même les promoteurs disent : « Moi, je m'en vais. Écoutez, si c'est aussi compliqué d'avoir un permis dans Québec, je vais m'en aller là où c'est plus simple, où c'est encore abordable. Ici où on peut parler à quelqu'un qui peut prendre des décisions ». Savez-vous combien il y a actuellement de niveaux pour approuver une réfection de façade ?

Il y a un autre phénomène qui explique un petit peu les élections que j'ai évoquées, c'est qu'on vit de très grandes inégalités. Si des fonctionnaires du gouvernement se comparent aux fonctionnaires de la municipalité, vous savez ce qu'ils constatent. Et, si le monde ordinaire se compare aux fonctionnaires du gouvernement et aux fonctionnaires de la municipalité, vous connaissez la réalité. Quand on voit, par exemple, comme actuellement, des négociations qui n'en finissent pas... Le grand reproche qu'on fait aux autorités, c'est la lenteur des négociations, la lenteur des négociations. Je voudrais bien savoir ce qu'ils négocient de si important après autant d'années ? Pour peu que je sois informé, ils n'ont plus grand-chose à demander, mais c'est inscrit dans les moeurs, on est rendus là. Les négociateurs gagnent beaucoup trop pour faire court. De toute façon, ce sera toujours le temps d'aller en toute quiétude en arbitrage. C'est la seule issue autorisée.

M. Lévesque avait de grandes préoccupations à propos du secteur public. Et je me rappelle qu'il avait imposé, à ses députés, une lecture obligatoire, c'était le livre de François de Closets, *Toujours plus !* paru en 1982 et devenu un fait de société en France. On est un peu rendus là.

J'ai dit tout ça pour me faire du bien. J'espère que je ne vous ai pas trop choqués. Vous allez vous dire que je remémore des vieilles affaires. Bien, disons c'est mon métier d'être historien. Mais, en même temps, je voudrais voir l'avenir d'une façon positive et provoquer des prises de conscience pour déboucher sur une forme de solidarité et de complicité. C'est ce que je nous souhaite. Merci.

(Suspension)

(Reprise)

Table ronde : Québec, capitale impériale, coloniale, provinciale et nationale

M^{me} Guénette (Françoise) : (...) Vous l'avez dit, table ronde sur Québec, capitale impériale, coloniale, provinciale et désormais nationale. Cinq invités prestigieux. Et, dans l'ordre, on leur a demandé de répondre à trois questions. Le premier qui le fera, en cinq minutes à peu près, est Gilles Gallichan, qui est bibliothécaire et historien ici même à l'Assemblée nationale et l'un des auteurs du livre magnifique qu'on lancera officiellement dans deux jours au Salon du livre de Québec : *Québec : quatre siècles d'une capitale*. Bonjour, Monsieur Gallichan. Merci d'être là.

Ensuite, M. Pierre-F. Côté, directeur général des élections au Québec de 1978 à 1997. Il est, entre autres, membre de plusieurs commissions, il l'a été, et récipiendaire de plusieurs distinctions, entre autres, officier de l'Ordre du Québec et chevalier de la Légion d'honneur. Monsieur Côté, bonjour.

Ensuite, Louise Quesnel, professeure émérite et professeure associée au Département de science politique de l'Université Laval. C'est une chercheuse fréquemment invitée à l'étranger et qui travaillait encore récemment, c'est peut-être le cas toujours, sur les thèmes de la démocratie et des institutions municipales. Bonjour, Madame Quesnel.

6^e Journée du livre politique

M^{me} Quesnel (Louise) : Bonjour.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci d'avoir accepté notre invitation.

Gilbert Lavoie, lui, est chroniqueur politique et coordonnateur des bureaux politiques au quotidien *Le Soleil*. Il a été auparavant correspondant parlementaire à Ottawa, adjoint au directeur de l'information et même, détour hors journalisme, attaché de presse de Brian Mulroney, de 1989 à 1992. Bonjour, Gilbert...

M. Lavoie (Gilbert) : Bonjour.

M^{me} Guénette (Françoise) : Et enfin, Yvan Lamonde, philosophe et historien de formation, il enseigne la littérature et l'histoire du Québec à l'Université McGill. C'est un auteur prolifique, déjà lauréat du Prix du gouverneur général du Canada. Il travaille actuellement à un essai sur la modernité au Québec de 1930 à 1960. Bonjour, Monsieur Lamonde.

M. Lamonde (Yvan) : Bonjour.

M^{me} Guénette (Françoise) : Bonjour à vous. Alors, M. Sauvageau, en invitant ces cinq personnes, leur avait suggéré de réfléchir à trois questions : La ville de Québec a-t-elle les attributs d'une capitale ? Québec est-elle vraiment la capitale nationale du Québec ? Et enfin, au contraire, Québec n'est-elle qu'une capitale de nom, alors que la métropole intervient dans les domaines international, économique et culturel ?

À entendre tout à l'heure Denis Vaugeois, on a l'impression que lui aurait répondu non, en tout cas aux deux premières questions, puisque ce fleuve magnifique a toujours été un obstacle, au fond. Et encore maintenant, disait-il, Québec éprouve des problèmes de communication qui gênent son développement. Québec a été victime du laisser-faire, sinon de la démission du gouvernement québécois, de l'opposition fréquente, sinon systématique, de la ville de Montréal, et son avenir est menacé par l'étalement urbain, les inégalités économiques et un leadership politique difficile à exercer à cause de la complexité et de la grandeur d'un territoire devenu peut-être trop grand à cause de décisions antihistoriques. Je résume dans mes mots.

À la suite de cette intervention de M. Vaugeois, vous allez nous présenter vos propres réflexions. Gilles Gallichan.

M. Gallichan (Gilles) : Oui, d'accord.

M^{me} Guénette (Françoise) : Vous ouvrez le bal.

M. Gallichan (Gilles) : Oui, merci. M. Vaugois avait raison quand il disait que c'est impressionnant de voir la Bibliothèque sous cet angle, avec autant de monde. Il avait tout à fait raison.

Disons, d'entrée de jeu, je retiendrais un élément de la conférence de M. Vaugois, à savoir l'importance de la géographie. On a beaucoup parlé, on disait même que peut-être, au sein du 400^e, pendant l'année du 400^e, on ne parlait pas suffisamment d'histoire. Peut-être aussi qu'on n'a pas suffisamment parlé de géographie. Peut-être qu'il aurait fallu inviter plus de géographes aussi à évoquer cette réalité de la capitale et la réalité de Québec dans le temps et l'espace, donc le lien des deux.

Cette géographie-là, elle a joué, c'est vrai, de façon fondamentale, je pense, pour répondre aux questions, à savoir... Vous comprenez que, moi, sur la question : Québec a-t-elle les attributs et est-elle une capitale ?, après le livre, là, qui s'en vient bientôt, j'aurais été mal venu de répondre non. Je pense que j'aurais eu des réactions de mes collègues, mais enfin.

Mais pour dire aussi que la réflexion, puis les raisons qui font qu'une ville s'attribue ou, en fait, reçoit les éléments essentiels d'une capitale jouent un peu sur différentes choses, et notamment même sur les habitants eux-mêmes. Il ne faut pas oublier que cette ville-là, elle a été habitée, elle a été portée aussi par les gens qui y ont vécu.

Vous savez, quand on a commencé l'ouvrage, on nous a dit : « Vous faites un ouvrage sur Québec, quatre siècles d'une capitale, probablement que la période de l'Union, vous allez la passer. Vous allez peut-être faire un petit paragraphe, parce que c'est une période où le Québec n'a pas été capitale, donc vous allez passer outre, vous allez passer de l'époque du Bas-Canada, un petit paragraphe pour résumer l'Union, puis vous passerez... »

Quand on s'est mis à récolter l'information, on s'est rendu compte que les sources, au contraire, étaient mais des plus abondantes pendant la période où le Québec n'était pas la capitale, parce que c'est au moment où Québec a perdu son statut de capitale que les gens qui étaient ici, tant anglophones que francophones, se sont mis à se questionner, à savoir pourquoi Québec devait-elle être une capitale, pourquoi devrait-elle le redevenir éventuellement, et qu'est-ce qu'on doit faire pour qu'elle redevienne la capitale ? Vous savez, c'est souvent à ces moments-là, les questionnements, et l'analyse qu'on en fait est la plus profonde. Prenez l'exemple du Manège militaire. Il était là depuis 125 ans. On n'en a jamais parlé autant depuis qu'il est disparu. Alors, c'est un peu la même chose pour le phénomène de la capitale.

La question de géographie aussi. Par rapport à la taille des villes, c'est certain que des villes ont des pouvoirs d'attraction très grands. Une ville comme Montréal, c'est certain, attire beaucoup. Mais il faut penser que, dans le monde, beaucoup de capitales ne sont pas les villes les plus peuplées, les plus importantes. Aux États-Unis, Washington, ce n'est pas la plus grande ville. Et puis, même si on regarde au niveau des États, prenez Albany puis New York ; Albany est une toute petite ville, mais elle a peut-être les attributs aussi de base.

M. Vaugois avait raison quand il disait que ce qui avait fait finalement le choix de Québec, au départ, à l'époque de Champlain, avait été des obstacles, c'est-à-dire le rétrécissement du fleuve, enfin c'est les raisons géographiques justement qui ont déterminé.

6^e Journée du livre politique

Et, quelques années plus tard, ou peut-être 200 ans plus tard, ce qui avait été les avantages géographiques de la ville au départ pour en faire la capitale devenait quelque chose qui nuisait au développement de la ville ou à la reconnaissance de la ville comme capitale.

Les rivalités. On parle de rivalités Québec-Montréal : elles existent aussi à d'autres niveaux. Montréal est aussi en rivalité avec Toronto, par exemple. On sait qu'il y a toujours eu une rivalité économique entre ces deux villes-là. Mais la rivalité Québec-Montréal, au fond, elle a été à la fois sur une base d'émulation, donc d'encouragement. Je pense qu'il y a un côté positif aussi à la rivalité. Elle peut être stimulante, cette rivalité-là. Elle peut être aussi stérilisante lorsque, évidemment, on se tire dans les pieds, puis on essaie de nuire l'un à l'autre. Est-ce qu'il arrivera à un moment donné un partage de compétences, un partage d'espace suffisant pour permettre une harmonie et puis une conscience davantage des fonctions d'une ville à l'autre ? Bien, la question va rester ouverte, puis probablement pendant très longtemps. Alors, je pense que je peux m'arrêter là pour...

M^{me} Guénette (Françoise) : Pour l'instant.

M. Gallichan (Gilles) : ...les quelques minutes qu'on m'a accordées.

M^{me} Guénette (Françoise) : D'accord, merci. Monsieur Pierre-F. Côté, voulez-vous enchaîner ?

M. Côté (Pierre-F.) : Merci, Madame la Présidente. Au départ...

M. Côté (Pierre-F.) : Au départ, je me suis demandé qu'est-ce que signifiaient les termes. Ça m'a rappelé cette anecdote de Confucius, à qui on demandait un jour qu'est-ce que ça prend pour avoir un bon gouvernement. Et Confucius de répondre que, pour avoir un bon gouvernement, il faut définir les termes. Comment définir les termes ? Comment ça va donner un bon gouvernement ? Bien, si les termes sont bien compris, les ordres donnés par les gouvernants vont être compris des gouvernés, puis le pays va être bien gouverné.

Alors, je me suis demandé qu'est-ce que c'était qu'une nation, un État. J'ai trouvé des définitions que vous connaissez tous : l'État est l'autorité souveraine s'exerçant sur l'ensemble d'un peuple et d'un territoire déterminé. Une nation : un groupe, une communauté, un groupe d'hommes et de femmes auxquels on suppose une origine commune. Finalement, à partir de là, on peut essayer de voir qu'est-ce que c'est que la capitale nationale.

J'ai effectué des recherches pour savoir, sur le plan protocolaire — c'est cet aspect-là auquel je me suis attaché le plus —, qu'est-ce que c'est que ça donnait, que Québec, capitale nationale. Et on a regardé les rapports annuels du ministère des Relations internationales ou des Affaires internationales, et il n'y a rien d'indiqué sur l'endroit où se tiennent les rencontres des premiers ministres et des dignitaires étrangers.

M. Legault, le chef du Protocole, m'a transmis un document d'une page que je pourrais vous lire si jamais ça vous intéresse, puis qui éclaire un peu sur ce qui se fait. En fait, actuellement, il y a du progrès. Sous le premier ministre actuel, M. Charest, il y a du progrès qui se fait. On tient un plus grand nombre de réceptions à Québec qu'à Montréal.

En fait, ça se résume à quoi, l'endroit où on va recevoir les gens ? Ça se résume au domicile des personnes concernées. Si le domicile principal est à Montréal, on a de fortes chances qu'il y en ait, des réceptions, à Montréal. Vous savez qu'à Québec le gouvernement est ici le mardi, mercredi et jeudi. Le restant du temps, il est à Montréal. Alors, c'est comme ça qu'on a plusieurs réceptions qui se tiennent à Montréal ou en périphérie.

Moi, je pense qu'il faut retrouver la fierté d'être domicilié à Québec. Je vais juste vous citer quelques observations qui ont été faites, rapidement, au sujet de ce problème de Montréal. Québec ne jalouse pas Montréal, insiste M. L'Allier, elle craint plutôt d'être « muséifiée ». Il y a eu la parenthèse de M. Jacques Parizeau à Québec qui a été sans lendemain, et un premier ministre avec un demi-bureau à Québec et un demi-bureau à Montréal ne fait même pas un demi premier ministre. En conclusion, on disait qu'on ne veut plus de la capitale en roulotte sur l'autoroute 20.

En conclusion, est-ce qu'il y a de l'espoir ? Moi, je pense que oui parce que, le 22 février dernier, on a annoncé que le domaine Cataraqui serait rénové. Il y a eu plusieurs ministres qui ont participé à cette conférence de presse. Il y aurait une rénovation et une mise en valeur, mais pour un montant assez intéressant de 9,4 millions de dollars. Espérons que ce ne sera pas un autre espoir de perdu et que ça va vraiment se réaliser. Merci.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup. Mon Dieu ! Vous êtes très discipliné déjà, très bref. C'est bien, il y aura plus d'échanges encore par la suite. Alors, je continuerais et j'inviterais maintenant M^{me} Louise Quesnel à nous donner son avis. Madame Quesnel, je vous en prie.

M^{me} Quesnel (Louise) : Merci. Bonjour. C'est un peu intimidant d'être assise à une table avec autant d'éminents historiens, moi qui ne suis qu'une politologue, politologue, par ailleurs, qui a travaillé sur la ville de Québec au cours des 40 dernières années de son histoire. Donc, ma présentation s'appuie sur ce que je peux observer de ces expériences et de ce qu'est devenue la ville de Québec au cours de cette période-là, qu'on l'aborde comme capitale ou qu'on l'aborde comme ville.

D'abord, quels sont les attributs d'une capitale ? On nous demande de répondre à ça. La capitale, pour moi, et je répète ce qu'on vient de dire, c'est un territoire, oui, c'est un espace géographique magnifique, c'est une agglomération qui inclut la ville-centre, les banlieues, les périphéries et autant de parties de territoire qui n'ont pas d'atomes crochus 24 heures par jour, disons. Le territoire, il est diversifié. On a vu, au cours de cette période-là, qu'il y a des tensions, il y a des harmonies également.

La capitale, c'est une ville avec son histoire, son patrimoine, sa culture, c'est un milieu de vie. La capitale, c'est un espace politique où se côtoient les partis politiques, les bureaucraties, les médias, les gouvernants de la scène fédérale, de la scène provinciale et

6^e Journée du livre politique

municipale. Tous ces gens-là sont présents dans cette ville, Québec. La capitale, c'est aussi un espace économique. La capitale, c'est une architecture, c'est un urbanisme. Et, ici, je rejoins la passion de Denis Vaugois, qu'on partage, l'aménagement, cet urbanisme-là qui fait que la ville de Québec a un aménagement qui lui est particulier, une esthétique monumentale qui lui est spécifique, etc.

Ces constats sur la ville, donc, m'amènent à prendre, à adopter une approche qui se veut globale où je me demande, et je pense qu'on a intérêt à s'interroger là-dessus, si, avec tous ces constats, tous ces attributs, la ville est vraiment une capitale. Si on pose la question, je pensais qu'on s'orientait davantage vers une réponse négative en disant : « Non, Québec n'est pas vraiment la capitale. » Alors, je me suis dit : « Moi, je vais me distinguer en disant : Oui, la ville de Québec est vraiment la capitale. »

Alors, ma réponse, c'est : oui, la ville de Québec est vraiment une capitale. Pourquoi ? Parce que cela se voit, cela se voit par le Calorifère, par la Grande Allée, par la promenade des Premiers-Ministres, qui sont des symboles visuels de la capitale, mais cela se voit aussi par la rue de la Tourelle, par le Trident, par le bassin Louise, par le Campanile, par la rue (l'avenue) Royale. La capitale, c'est tout ça. La ville de Québec, c'est tout ça.

Alors, comment poser la question de l'équilibre entre toutes ces composantes, puisque la ville, elle doit faire cohabiter ces composantes ? Et je dirais qu'il est difficile de dire, en regardant la ville : « Ça, c'est parce que la ville est capitale, et ça, c'est parce que la ville est un lieu de résidence, et ça, c'est parce que la ville est une entité économique. » Tout ça, ça contribue à former un tout, et il est souvent difficile de classer les interventions, les activités dans un tiroir plutôt que dans l'autre.

Si on considère que les attributs de la capitale devraient être au premier plan, et donc que les autres devraient être subordonnés, que se passerait-il ? Je pense qu'alors il y aurait un détournement des objectifs de décentralisation qu'on a vus être présents au cours des dernières années. Il y aurait aussi une dénégation du droit des citoyens de participer directement à l'exercice de la démocratie représentative au niveau local. Telle n'est pas la situation, je dirais, heureusement, parce que les attributs de la capitale sont vécus dans le cadre d'une démocratie locale qui s'exerce, bien sûr, dans le cadre d'une réglementation, dans le cadre de normes qui sont établies par les autorités provinciales, mais aussi par une pratique qui donne à la démocratie locale, à Québec, une spécificité. Et je suggérerais même, et quelques-uns ici reconnaîtront mon dada, qu'il y a une forme de démocratie locale, au Québec, qui est peut-être liée au fait qu'à Québec, comme capitale, il y a un danger constant de centralisation du pouvoir. Et, pour faire contrepartie à ce danger de centralisation, il existe une formule de participation des citoyens qui s'appelle les conseils de quartier. Les conseils de quartier sont une forme d'implication des citoyens qui donne un ancrage à la démocratie locale qui tire un peu les décisions vers la base, bien sûr, sans nier l'existence d'un leadership central fort, mais qui donne cet ancrage à la communauté locale.

Je conclus, Madame. En vertu, donc, de ses attributs de la ville capitale, Québec assume, sur son propre territoire, les conséquences de ce que j'appelle sa mission étatique, sa mission de capitale, en adoptant et en agissant comme partenaire de projets tels que la construction d'édifices gouvernementaux, la construction de voies d'accès à la colline Parlementaire, les équipements spécialisés, la sécurité publique, l'aménagement urbain, etc. Force est de constater qu'il arrive, par ailleurs, que ces obligations-là ne fassent pas

consensus et qu'il y ait des débats au sujet du partage des coûts, des débats au sujet des fameux « en-lieu » de taxes, sur lesquels on discute et qu'on souhaite toujours voir versés et qui ne sont jamais versés à la satisfaction des parties plus locales. Donc, ça, ça fait partie du vécu de la ville, d'une ville-centre, mais aussi d'une ville capitale, et peut-être, je suggérerais pour terminer, que ces attributs-là exacerbent les conditions qui sont propres à Québec. Une ville capitale se voit exacerber les conditions qui sont propres aux villes et aux villes-centres.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Madame Quesnel. Gilbert Lavoie ensuite, qui est passé d'une capitale à l'autre, dans un aller-retour de capitales.

M. Lavoie (Gilbert) : En plus d'être originaire de la métropole du Bas-du-Fleuve, Rimouski.

M^{me} Guénette (Françoise) : Ah ! Rimouski !

M. Lavoie (Gilbert) : Alors, si M^{me} Quesnel est impressionnée d'être ici, imaginez, simple journaliste, à quel point je peux être intimidé. Écoutez, moi, je vais vous parler d'économie. Ce genre de question là, le rôle de la capitale, le rôle de Québec, est-ce, oui ou non, une capitale, est-ce qu'on se fait voler des choses par Montréal, ça m'a toujours un peu dérangé depuis que je suis arrivé à Québec, en 1994. Et j'ai ici une chronique d'un collègue qui exprime bien cette espèce de ressentiment qu'on entend tout le temps à Québec, qu'on entend trop souvent, à mon avis, ça commence comme ceci : « Pendant que le gouvernement Charest déverse plusieurs milliards sur Montréal, Québec et les régions doivent se contenter des miettes qui tombent de la table. »

Et je retrouve un peu ce complexe-là, j'appelle ça un complexe, dans le troisième élément, là, des questions qu'on nous pose : Québec n'est-elle qu'une capitale de nom, dans un contexte où la métropole fait tout finalement ? Québec me fait un petit peu penser au Mouvement Desjardins. Le siège social du Mouvement Desjardins, « c'est-tu » à Montréal ou à Lévis ? Je pense que le siège social du Mouvement Desjardins va toujours rester à Lévis, mais ce serait être un peu naïf que de croire que le gros de leurs activités financières, actuellement... Il se passe beaucoup de choses à Montréal. Québec ne vivra pas ce qui, je pense, menace davantage le Mouvement Desjardins parce que les finances, ça se passe à Montréal beaucoup plus qu'à Québec, on le sait. Mais reste que Lévis va conserver son siège social. Québec n'est pas menacée de la même manière que le Mouvement Desjardins parce que, bon, on ne déménagera pas l'Assemblée nationale à Trois-Rivières ou à Montréal, et les politiciens vont continuer de venir ici au moins trois jours par semaine. D'ailleurs, plus que trois jours, parce qu'ils y sont cinq jours lorsqu'il y a des commissions parlementaires et parfois plus souvent.

Moi, ce que je dis, c'est que, bien sûr, Québec n'est pas la capitale littéraire, financière, scientifique, commerciale ou culturelle, et heureusement. Ce serait tellement plus confortable si Québec était la métropole, en d'autres mots, si tout ce qu'on voit à Montréal s'était à peu près rassemblé ici, si on était une ville de deux millions d'habitants et si on avait l'impression de diriger le Québec au complet. Un peu comme Toronto, finalement, Queen's Park.

6^e Journée du livre politique

Mais les grandes villes comme Toronto, comme Paris, moi, je pense qu'il sévit là-bas une forme de nombrilisme qui fait qu'on impose à la province des faits, des données, des perceptions qui sont celles de la grande ville et qui sont parfois bien loin de la réalité de la province. Moi, quand je vais à Rimouski et que j'entends un bulletin de nouvelles sur Radio-Canada qui me parle, la fin de semaine, d'une congestion sur le pont Jacques-Cartier ou le pont Champlain, ça me dérange un peu.

Alors, je pense que Québec ne sera jamais la capitale littéraire, financière, scientifique — remarquez que le maire Labeaume dit qu'il veut en faire la capitale culturelle, on verra —, mais je pense qu'au point de vue économique c'est bon qu'il en soit ainsi. Pas pour Québec, pour le Québec.

Je me suis amusé à regarder la carte de l'Ontario par rapport à celle du Québec. En Ontario, vous avez plusieurs grandes villes. Si vous partez de Windsor en allant jusqu'à Ottawa, si vous faites un saut de mouton au-dessus de Toronto, si vous allez de Windsor à Ottawa en passant par Hamilton, Kitchener, London, Toronto, Kingston, Ottawa et, dans le nord, Sudbury, North Bay, vous avez plusieurs grandes villes, des villes de 100 000 habitants et plus et, dans la majorité des cas, ici, des villes de 200 000 habitants et plus.

L'économie ontarienne est beaucoup plus décentralisée que celle du Québec. Tandis que quand on regarde la démographie au Québec, il y a Québec, il y a la région de Montréal, où il y a beaucoup de monde, puis, après ça, c'est Québec et c'est Gatineau. Au fond, s'il y a une petite décentralisation de la démographie, donc de l'activité économique au Québec, c'est grâce à deux capitales, Gatineau, c'est Ottawa, bien sûr, et Québec, bien, c'est à cause de la capitale, ici. Et ça, je pense que ce serait tragique si notre capitale était uniquement à Montréal ou encore à Québec, parce que notre démographie fait qu'il n'y aurait à peu près... il ne se passerait à peu près rien ailleurs. Alors, à ce point de vue là, c'est bon.

Je vais conclure en vous disant que tout ça fait qu'il ne faut pas dire : « Bon, bien, on est bien à Québec, on a le siège du gouvernement, c'est suffisant. » Il y a des gestes à poser pour assurer la ville de Québec, la capitale, d'un avenir meilleur. On y viendra tout à l'heure en deuxième partie ou en échange.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Gilbert Lavoie. Et nous entendrons, pour terminer, M. Yvan Lamonde. S'il vous plaît, Monsieur Lamonde.

M. Lamonde (Yvan) : Merci. Vous allez voir la continuité qu'il y a entre mon propos et celui de M. Lavoie. Je vais essayer d'être critique de façon à animer la discussion, et non pas parce que je viens de Montréal.

J'aimerais creuser le paradoxe qu'il y a dans le fait que Québec soit encore une capitale, parce que ce n'est plus la ville la plus peuplée du Québec depuis 1830, ce n'est plus la capitale politique du pays depuis 1840 ; elle fut, par reconnaissance, et par victoire sur Montréal, et par tradition, la capitale de la province après 1867. On a clairement vu qu'après, au tournant du mi-siècle, elle n'était plus la capitale culturelle. Donc, il y a un déclin de Québec qu'Arthur Buies, par exemple, a bien consigné dans des chroniques qu'il a tenues dans le dernier quart du XIX^e siècle.

Québec est une capitale parce qu'elle avait une tradition de capitale, et non pas parce que, en 1867, elle avait quelque rôle de leadership démographique, économique ou culturel. La question est un peu de savoir si le fait d'avoir été traditionnellement une capitale donne encore un sens au fait que la ville de Québec soit une capitale. Est-ce que la tradition légitime, la tradition comme critère légitime ce titre et ce rôle ?

Le problème, il se perpétue jusqu'à nous, et je voudrais prendre Québec comme symbole d'un problème contemporain, d'un problème politique pour l'ensemble du Québec que je vais appeler la désarticulation entre Québec capitale et la province de Québec, d'une part, et la grande région de Montréal incluant Laval et Longueuil, d'autre part. Et Gilbert Lavoie l'a rappelé, la grande région de Montréal compte plus de 50 % de la population du Québec, plus de 50 % du produit intérieur brut. C'est la grande région de Montréal qui connaît les problèmes qui sont des défis, le défi de l'immigration, le défi linguistique.

Alors, cette désarticulation, Québec, comme capitale du Québec et comme point de rencontre de l'Est du Québec, avec tout le respect que j'ai pour Rimouski, cette question de la désarticulation est en un sens regrettable, parce que j'avais aussi à l'esprit la structure économique et urbaine de l'Ontario depuis le XIX^e siècle, où il y a beaucoup plus de « middle towns », de villes moyennes, ce qui garantit une décentralisation minimale plus grande qu'au Québec.

Cette désarticulation, nous le savons, elle est au coeur de beaucoup de nos perceptions. Elle est vécue, elle est nommée, c'est une présence larvée dans l'esprit des gens de l'Ouest de la province et peut-être aussi de l'Est, mais en même temps que c'est un problème, cette désarticulation. C'est une désarticulation, je dirais aussi, qui interroge aussi les gens de l'ouest de la ville Québec, parce que l'on se pose toujours la question de savoir si la capitale saisit avec toute l'acuité et la rapidité qu'il faut des problèmes qui ne sont pas les siens. Le problème du défi linguistique, tel qu'il est vécu, je vais prendre un exemple fictif, à l'Île d'Orléans ou ailleurs, est-ce que là la désarticulation entre la capitale par tradition et la métropole, est-ce qu'il y a un certain prix à payer pour cela ?

Par ailleurs, je conclus, cette désarticulation est le rappel de la nécessaire décentralisation, et là-dessus je suis d'accord avec Gilbert Lavoie, que Québec n'étant pas ou plus autant capitale au profit de Montréal, on serait encore dans un jacobinisme renforcé. Donc, Québec est un rappel de la décentralisation nécessaire, et beaucoup plus forte d'ailleurs, que ce qu'elle peut être aujourd'hui.

Je dirais de la ville de Québec ce que Lawrence Durrell dit de la ville d'Alexandrie, qu'« elle est la capitale de la mémoire ». La capitale de la mémoire d'une certaine homogénéité culturelle, la capitale d'une mémoire de la tradition. Merci.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Monsieur Lamonde. C'est fascinant, on ne le savait pas, je pense que vous ignoriez à l'avance les uns les autres les propos que vous alliez tenir. Il y a vraiment des lignes très nettes qui se distinguent. Est-ce que d'abord l'historien en vous veut répondre à l'autre historien ?

M. Gallichan (Gilles) : Oui, bien...

6^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Parce que vraiment...

M. Gallichan (Gilles) : Non, mais simplement une remarque qui m'est venue, une réflexion qui m'est venue en cours de discussion, en fait, en écoutant les collègues. Au XIX^e siècle, quand on parlait de la capitale, on utilisait plus volontiers l'expression « siège du gouvernement ». La capitale, c'est la tête. On imagine que c'est comme si c'étaient les deux extrémités de la personne. En fait, peut-être que le pouvoir ou la... Le pouvoir politique a besoin d'une tête, c'est-à-dire d'une orientation, mais a également tout aussi besoin d'un centre de gravité, je dirais — puis, on en revient un peu à la géographie —, d'un lieu qui l'assoie. D'ailleurs, on a la même image lorsqu'on associe la notion du trône et de la couronne, par exemple. Encore là, c'est la tête, le siège, qui sont associés.

Tout à l'heure, M. Côté citait des réflexions de M. L'Allier, puis d'autres. Je me souviens d'une autre réflexion de M. L'Allier qui disait, en essayant de signaler ce problème de déplacement de la capitale vers Montréal : Le problème, ce n'est pas qu'on déplace, décentre vers Montréal, c'est que la capitale en s'en allant, en se dirigeant vers Montréal, elle ne se reconstitue pas à Montréal, mais elle s'égrène à quelque part sur la route 20. En fait, il avait toujours le sens de la formule. Mais il y a peut-être quelque chose de vrai là-dedans. C'est-à-dire que si on considère — puis, je reprends le propos de capitale de mémoire — une espèce de pôle qui soit à la fois symbolique et matériel... Parce que c'est vrai, ce que M^{me} Quesnel disait aussi, c'est que l'aménagement, l'espace, le côté physique — puis, mon collègue Frédéric Lemieux parlait d'une capitale matérielle — lorsqu'on a construit le parlement, il fallait que la capitale se matérialise dans la pierre; à ce moment-là, elle devient visible, elle devient plus réelle aussi. Alors, ces notions-là ne sont pas incompatibles, au fond. Ils ont besoin de... c'est des éléments qui doivent faire partie de la recette, finalement, pour arriver à la capitale.

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais vous dites, comme M^{me} Quesnel, que la ville actuelle a tous les attributs d'une capitale, ne serait-ce que ses symboles, les institutions, son modèle politique, alors que vous regrettez, M. Côté, qu'elle ne le soit qu'à temps partiel, en tout cas comme capitale politique. Et là vous avez des gens qui vous disent : « Au fond, c'est une bonne idée, ce dualisme entre Québec et Montréal, c'est un outil justement qui garantit une vraie décentralisation et, au fond, ce dualisme-là profite au bien commun, à l'ensemble des Québécois en distinguant les missions. » Il y a comme une division non pas sexuelle, mais géographique des rôles qui fait l'affaire de tout le monde.

M. Côté (Pierre-F.) : Mais, si vous me permettez...

M^{me} Guénette (Françoise) : Êtes-vous d'accord avec ça ?

M. Côté (Pierre-F.) : Si vous me permettez un commentaire un peu lapidaire, j'aimerais que Montréal se contente d'être la métropole. La capitale nationale ou la capitale de la mémoire, c'est autre chose, et la dignité de la capitale, on ne peut pas la galvauder.

M^{me} Guénette (Françoise) : Avec ça, vous rejoignez M. Lamonde qui dit : « Québec, c'est la capitale de la mémoire, donc du passé. » Mais est-ce qu'on oppose ça à la locomotive économique, culturelle du présent, qui serait Montréal ? Monsieur Lamonde ? Est-ce qu'on n'a pas intérêt à toujours... On parle de dualisme, mais vous le voyez comme une complémentarité plutôt.

M. Lamonde (Yvan) : J'essaie d'imaginer comment la capitale serait galvaudée en venant à Montréal.

Des voix : Ha ! ha !

M^{me} Guénette (Françoise) : Ville de perdition...

Des voix : Ha ! ha !

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Mais...

M. Gallichan (Gilles) : Le double pôle n'est pas nécessairement un problème. Jocelyn Saint-Pierre, lorsqu'il a étudié l'histoire de la presse...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M. Gallichan (Gilles) : ...quand on regarde le nombre de journaux qui ont été créés à Québec — évidemment, aujourd'hui, il y a d'autres moyens de communication, il y a moins de journaux qu'au XIX^e siècle et au XX^e siècle —, Québec avait un nombre de journaux beaucoup important par rapport à sa population, à sa réalité démographique, mais la raison en était la présence de l'État à Québec.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, oui.

M. Gallichan (Gilles) : Alors, Montréal avait ses journaux, Québec... On a beaucoup de journaux à une certaine époque qu'on en aurait eu si tout avait été concentré dans la même ville. Je pense qu'on peut dire ça, ça explique souvent des choses. Ce double pôle, il n'est pas nécessairement contre-productif, il peut être, en effet, stimulant aussi pour créer des réalités intéressantes.

6^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, mais à condition que les uns écoutent les autres. Parce que vous semblez dire que parfois ça donne des problèmes dans la mesure où Québec serait un peu sourde comme ville ou comme capitale à la partie ouest de la province et aux nouvelles réalités de Montréal, entre autres.

M. Lamonde (Yvan) : Pas sourde, mais peut-être tardive à réagir ou à prendre acte du poids relatif...

M^{me} Guénette (Françoise) : Des problèmes.

M. Lamonde (Yvan) : ...des problèmes...

M^{me} Guénette (Françoise) : Des enjeux qui émergent.

M. Lamonde (Yvan) : ...qui émergent. Mais je voudrais ajouter que, quand on regarde l'histoire des idées politiques, c'est comme si Montréal et Québec étaient les deux moitiés nécessaires d'un cerveau de chaque côté...

M^{me} Guénette (Françoise) : Cerveau droit, cerveau gauche, c'est ça ?

M. Lamonde (Yvan) : ...de la scissure de Rolando, au sens où si on regarde deux figures, Papineau, Montréal, et Étienne Parent, Québec, on a là les deux matrices des tendances politiques, des décisions et des indécisions politiques de l'histoire du Québec. Et je ne vois pas, moi, encore quelqu'un qui aurait réconcilié en lui-même Parent et Papineau sur des enjeux assez fondamentaux. Donc, de ce point de vue là, ce serait comme un autre argument en faveur du maintien d'une tension...

M^{me} Guénette (Françoise) : Créatrice, pour vous ?

M. Lamonde (Yvan) : ...mais on pourrait penser aussi que la cessation de la tension pourrait être reposante.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. C'est comme une vieille histoire de couple, finalement ? On revient toujours... Madame Quesnel, oui ?

M^{me} Quesnel (Louise) : Entre tension et frustration, il faut faire attention, par exemple. Il y a la frustration du Montréalais qui dit : « Québec ne nous comprend pas. » Ça, j'aimerais voir des analyses concrètes là-dessus, qui permettraient vraiment de constater qu'il y a eu une mauvaise compréhension, qu'il y a eu une mauvaise interprétation. Je demanderais à voir. Mais mon point n'est pas celui-là, quand même.

Est-ce qu'il n'y aurait pas deux logiques qui justifieraient l'existence de ces deux villes ? Montréal étant soutenue par la logique économique, Québec étant soutenue par la logique de la raison d'État. Est-ce qu'il n'y aurait pas des raisons d'État pour faire en sorte que Québec soit la capitale ? Qu'est-ce que j'entends par « raison d'État » ? Québec peut être vu comme le symbole de la Francophonie, comme le symbole de l'un des deux peuples fondateurs, comme le symbole de la tradition et de la culture, fondatrice de ce pays, ce que n'est peut-être pas Montréal. Il y a donc une raison d'État qui pourrait justifier que Québec, même si la ville est dépassée par Montréal, si on regarde les activités économiques, si on regarde toute la représentation économique, Québec a eu intérêt à demeurer capitale.

Une voix : Est-ce que je peux poser une question qui me vient plus clairement, après avoir écouté tout le monde ? Est-ce que, en bout de ligne, une question un peu plus radicale serait celle de savoir, avec l'existence de ces deux pôles forts au Québec, s'il y a, à cause de cela, une forme quelconque de division du pouvoir ? Est-ce que le Québec, comme société, comme province, comme pays... est-ce que cette réalité bilatérale...

M^{me} Guénette (Françoise) : Enlève de la cohérence à la gestion politique ?

Une voix : ...ampute le pouvoir que peut avoir le Québec comme entité ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà. Écoutez, la question est ouverte et...

M. Lavoie (Gilbert) : Bien...

M^{me} Guénette (Françoise) : Gilbert, oui.

M. Lavoie (Gilbert) : Je pourrais essayer de répondre à ça. Certainement que, dans le cas de la carte électorale actuellement, M. Blanchet va nous dire qu'il y a une division des pouvoirs. C'est la province contre Montréal. Maintenant, lorsque les gens de Montréal, comme Benoît Labonté ce matin, hier, disait qu'il y avait moins d'immobilisations à Montréal parce qu'ils ont moins de députés, toutes proportions gardées, que le reste de la province... Lorsque les gens de Montréal se plaignent qu'ils sont mal compris par les médias, ça peut arriver, mais, moi, je dirais que c'est plutôt l'inverse, à cause du... pas par les médias...

6^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Par le Parlement.

M. Lavoie (Gilbert) : ...par le monde politique. Je dirais que c'est plutôt l'inverse à cause des médias. Les médias nationaux sont à Montréal. On aimerait bien ça, nous, à Québec, dire : « *Le Soleil*, on est le journal le plus influent du Québec ». Si on fait une « une » du *Soleil* et que *La Presse* publie la même nouvelle, le même matin, à Radio-Canada à Montréal, RDI et compagnie, LCN, vont diffuser la nouvelle immédiatement. Tous les journalistes vont courir après les politiciens ou les personnes concernées pour avoir des réactions. Alors, nécessairement, cette réalité montréalaise des médias fait que les préoccupations véhiculées par les médias de Montréal ont plus de poids auprès du monde politique qu'autrement. Et ça pose un problème réel pour l'ensemble du Québec. Parce que, prenez le journal *La Presse* à Montréal, essayez de leur demander de sortir de Longueuil, Laval et Montréal. Ils vont aller à Sainte-Julie s'il y a un gros drame familial ou un policier qui se fait arrêter à la Sûreté du Québec auprès du poste. Les médias montréalais ne sortent pas beaucoup de l'Île de Montréal.

Ici, à Québec, on a une obligation qui est différente. Vous le savez, il n'y a pas seulement nous, *Le Journal de Québec*, dans une situation normale, et Radio-Canada aussi, à Québec, on se rend jusqu'aux Îles-de-la-Madeleine, finalement. Mais le pouvoir politique est très influencé par les médias montréalais, et je pense qu'à ce point de vue là, ça donne à la métropole un poids politique parfois démesuré.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, les médias servent de contrepoids à la sous-représentativité électorale de Montréal. M. Lamonde et ensuite, M. Côté.

M. Lamonde (Yvan) : D'où vient, ça m'a toujours intrigué, le fait et quelles sont les conséquences du fait qu'il n'y a pas un journal écrit national au Québec ? Est-ce que, si la capitale et la métropole étaient une seule et même réalité, il n'y aurait pas de chance qu'il puisse se créer un journal national, c'est-à-dire lu de Hull à Chandler ? De quoi c'est le symptôme, qu'il n'y ait pas un journal écrit national et que la presse nationale qui puisse exister vient, soit de réseaux de télévision privés ou de Radio-Canada qui diffuse sur l'ensemble du territoire, mais diffuse les bouchons des ponts de Montréal ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Mais on peut se demander si Chandler serait mieux servi par un seul journal national aussi. Ce n'est peut-être pas... Il reste que, démocratiquement, l'ensemble ou plus de la moitié de l'électorat serait rassemblé dans la même zone.

M. Lamonde (Yvan) : Oui, mais...

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais...

M. Lavoie (Gilbert) : *Le Globe and Mail* est censé être un journal national...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M. Lavoie (Gilbert) : ...il joue un peu ce rôle-là, mais il reste que ça demeure un journal torontois et ontarien.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Monsieur...

M. Lavoie (Gilbert) : *Le National Post* a prétendu être un journal...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M. Lavoie (Gilbert) : ...national, puis on sait où est-ce qu'ils sont rendus.

Une voix : Il n'est pas à Ottawa, il est à Toronto.

M. Lavoie (Gilbert) : Oui.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, c'est ça.

Une voix : Si on avait une logique, ça devrait émaner de la capitale et ce n'est pas un journal d'Ottawa...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

Une voix : ...c'est un journal de Toronto.

M^{me} Guénette (Françoise) : Parce que le Canada vit le même dualisme...

Une voix : Voilà, exactement.

6^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : ...que le Québec...

Une voix : Exactement.

M^{me} Guénette (Françoise) : ...entre métropole économique...

Une voix : Voilà, exact.

M^{me} Guénette (Françoise) : ...et capitale politique. Monsieur Côté, vous voulez réagir peut-être à M^{me} Quesnel tout à l'heure ou...

M. Côté (Pierre-F.) : Oui...

M^{me} Guénette (Françoise) : Allez-y.

M. Côté (Pierre-F.) : ...peut-être ajouter d'autres réflexions. J'ai bien aimé l'expression de M^{me} Quesnel, quand elle a parlé de la raison d'État. Un des éléments qu'on n'a pas mentionnés concernant Québec, la capitale, c'est l'espèce d'homogénéité de la population, comparativement à Montréal.

M^{me} Guénette (Françoise) : Bien oui.

M. Côté (Pierre-F.) : Et on l'a réalisé, par exemple, au référendum de 1995 et également aux élections quand l'ADQ a remporté un grand nombre de sièges dans la région de Québec. La région de Québec a une mentalité assez particulière et plutôt conservatrice. Moi, je dis qu'il faut que tous les Québécois retrouvent la fierté d'être domiciliés à Québec, et on n'aura plus besoin de défendre la capitale nationale. C'est un peu surprenant qu'on ait ce débat, à savoir, est-ce qu'on est capitale nationale ou pas ? C'est un fait, c'est la capitale nationale. On a tous les attributs pour l'être. Puis est-ce qu'on l'exerce de façon évidente à tout le monde ? Bien, il me semble que ça va de soi.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Mais il y a quand même des gestes à poser. Vous êtes déjà plusieurs à l'avoir évoqué, en plus de M. Vaugois. Monsieur Lamonde.

M. Lamonde (Yvan) : Oui, à la suite de M. Côté, j'ai parlé tantôt d'homogénéité. Quand je disais...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, en parlant du passé de la mémoire.

M. Lamonde (Yvan) : ...capitale, capitale d'une mémoire, c'est capitale d'une mémoire d'une tradition et la mémoire d'une tradition, qui est une tradition d'homogénéité. Québec représente ça et c'est ce pourquoi elle est une mémoire pour moi, mais c'est en même temps le problème. Il n'y a plus d'homogénéité ailleurs qu'à Québec et dans l'Est du Québec.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, mais la question, c'est, en fait, revenons à l'expression du bien commun : Est-ce que l'ensemble des Québécois serait mieux servi si, tout à coup, il n'y avait qu'une seule capitale économique et politique ? Ce n'est pas dans les cartes, évidemment, mais on peut se poser la question : « Est-ce qu'on serait mieux avec un petit Paris ici ? » Ce n'est pas évident. Madame Quesnel, vous n'en n'êtes pas du tout convaincue.

M^{me} Quesnel (Louise) : D'abord, le qualificatif de petit Paris...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, bien, enfin...

M^{me} Quesnel (Louise) : ...je trouve déjà que ce n'est pas...

Une voix : Paris, Ontario.

M^{me} Quesnel (Louise) : Non, moi, je ne suis pas certaine, à vrai dire, que... Regardons d'autres capitales provinciales canadiennes, est-ce que ça va mieux à Winnipeg parce que la ville économique et la ville politique coïncident ? Je sais qu'en Alberta, entre Calgary et Edmonton, ce n'est pas l'amour total.

M^{me} Guénette (Françoise) : Non, et il y a la même polarisation.

M^{me} Quesnel (Louise) : Il y a des problèmes semblables. Mais, non, moi, je pense que, pour des raisons de division du pouvoir, la division du pouvoir, ce n'est pas nécessairement, Montesquieu était là pour le dire, ce n'est pas nécessairement mauvais.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

6^e Journée du livre politique

M^{me} Quesnel (Louise) : C'est une organisation de l'État, que cette division du pouvoir, et qu'on essaie, je dis bien qu'on essaie de... Montesquieu ne parlait pas de l'économie, mais maintenant, c'est l'économie qu'on essaie... de garder une certaine distance entre le pouvoir économique et le pouvoir politique. C'est le grand défi de la politique et de la société actuelle. Et, en ayant deux pôles urbains importants, peut-être que ça contribue à essayer de contrôler un peu la situation.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Un dernier tour de table avant d'ouvrir les micros. Je vois qu'il y a déjà une personne intéressée à poser sa question sur l'avenir de Québec : Est-ce qu'on doit craindre, comme M. Vaugois, que la ville devienne une grosse ville-centre ? Comment réaffirmer le statut de capitale politique de Québec ? Il y a une lueur d'espoir avec la reprise ou enfin la rénovation, la remise en état de Cataract. Quels autres gestes seraient à poser pour aller plus loin, pour affirmer ce statut de capitale ? Gilbert Lavoie, je pense que vous aviez...

M. Lavoie (Gilbert) : Bien, qu'on commence par s'élire des gens qui travaillent... d'envergure. Écoutez, je pense que l'arrivée de Philippe Couillard, comme ministre au Québec, on voit la différence, comme ministre responsable de la Capitale. M. Couillard est beaucoup plus présent que ses prédécesseurs. On a vu aussi parfois des circonstances historiques passagères dont il faut profiter, on le sait. Depuis que le Parti conservateur et les adéquistes ont fait élire des gens dans la région de Québec, on se rend compte que les politiciens nationaux et fédéraux et du Québec sont beaucoup plus attentifs aux préoccupations de la région de Québec. Il faut être opportunistes lorsque ça se produit.

Moi, je dirais qu'il faut cesser aussi ce que le... je pense qu'on perd du temps, on gaspille des énergies à se comparer à Montréal. C'est comme nous, au *Soleil*, on appartient... notre propriétaire, c'est *La Presse*. Si on passait tout notre temps à dire : « Bien, écoute, *La Presse*, ils ont de l'argent, ils voyagent, ils font ci, ils font ça... » La tentation est là parfois. Quand on fait ça, on ne fait pas notre travail. Je pense qu'on a davantage à gagner en innovant.

Et je termine sur une anecdote. Quand mes fils étaient au cégep, il y en a un d'entre eux qui a amené un de ses amis à la maison, un jour, et puis ils m'ont demandé s'ils pouvaient utiliser le sous-sol, pour rentrer quelques ordinateurs et se mettre à travailler. Le petit gars du temps, il s'appelle Dominique Brown, il a fondé Beenox. Il y a beaucoup de talents dans la région de Québec. Je pense qu'on devrait consacrer plus de temps à essayer d'identifier nos talents que de se comparer à Montréal.

M^{me} Guénette (Françoise) : Ce qui nous distingue, autrement dit.

M. Lavoie (Gilbert) : Oui.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, davantage. Monsieur Gallichan.

M. Gallichan (Gilles) : Bien, les éléments, je pense, on peut arriver à différentes conclusions, mais, à mon avis, Québec a quand même, si on parle comme en termes de jeu de cartes, de bons atouts dans son jeu. Et, si la ville est capable de bien jouer ses cartes et de miser, par exemple, sur ce que disait M. Vaugois tout à l'heure, le savoir, la technologie, la culture, il me semble que, en parallèle, en appui avec le pouvoir politique, on a là quand même des éléments qui sont constitutifs, qui appartiennent aux attributs d'une capitale et qui vont lui permettre certainement de passer le prochain siècle en santé.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Monsieur Côté, cette fierté d'habiter Québec, qu'on soit politicienne, politicien ou pas, comment on la crée ?

M. Côté (Pierre-F.) : Je pense qu'il y a aussi une question d'image et de perception qu'on se fait de la capitale. Je voudrais souligner qu'on célèbre cette année le 400^e anniversaire et qu'à cet égard la Commission de la capitale nationale fait un travail assez exceptionnel, et l'image de la capitale va se refléter pendant tous les prochains mois. Alors, il faudrait peut-être se dire qu'à cet égard, on est un peu mieux que Montréal.

M^{me} Guénette (Françoise) : En tout cas, pour cette année, le marketing est très bon.

Une voix : C'est ça.

M^{me} Guénette (Françoise) : C'est ça ? Madame Quesnel, vous, les gestes à poser, là, sur les...

M^{me} Quesnel (Louise) : Oui. Je vais continuer dans la lignée de ce que M. Lavoie a amorcé.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui ?

M^{me} Quesnel (Louise) : Oui, peut-être bien qu'on devrait élire des leaders politiques au niveau...

Une voix : Régional.

6^e Journée du livre politique

M^{me} Quesnel (Louise) : ...du Québec, disons, consciencieux et doués. Moi, j'aime bien aussi penser à la scène politique municipale. Je souhaiterais que l'on cesse de considérer que le conseil municipal, c'est une chambre à chicanes et que les élus municipaux acceptent qu'il y a une diversité de points de vue au conseil municipal, que le parlementarisme existe également au niveau municipal et qu'il y a de la place pour les débats. Et, quand Québec cessera de se faire des petites batailles en s'accusant mutuellement de vouloir s'opposer pour le plaisir, je pense qu'on aura fait un pas en avant et on sera davantage outillés pour discuter des vraies questions, qui sont des questions de politique publique, de ce que nous allons faire dans cette région en aménagement, etc.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci. Monsieur Lamonde.

M. Lamonde (Yvan) : Moi, je...

M^{me} Guénette (Françoise) : Mettez-vous dans la peau d'un Québécois un peu, là.

M. Lamonde (Yvan) : Bien, s'il faut que je décline mes titres de Québécois, je peux le faire par ma mère, par mon père, par mes cousins, par mes amis. Mais j'ai conclu tantôt, en parlant comme Alexandrie de Québec capitale de la mémoire, et je vais terminer en parlant du symbolique, et je trouve que Québec, de ce qui s'annonce du 400^e anniversaire, sur les rives du fleuve, est assez majestueux. J'y suis passé récemment. Ce n'est pas encore le verdoyant auquel on s'attend, mais là je trouve que cet aménagement du fleuve et non plus simplement de la haute-ville donne au cap Diamant un symbole de prééminence...

M^{me} Guénette (Françoise) : Une majesté, un...

M. Lamonde (Yvan) : ...que maintenant on va voir plus clairement, peut-être.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup.

(Questions du public)

(...)

M^{me} Guénette (Françoise) : (...) Merci beaucoup à vous cinq, bien sûr. Merci infiniment.

(Fin de la table ronde)

7^E JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE – 14 AVRIL 2009

La 7^e Journée du livre politique était sous la présidence de M^{me} Fatima Houda-Pepin, députée de La Pinière et première vice-présidente de l'Assemblée nationale. Les membres du comité directeur de cette Journée étaient : M. Pierre-F. Côté, M. Antoine Del Busso, M^{me} Élane Hémond, M. Denis Monière, M. Gilles Morin, M. Martin Pelletier, M^{me} Claire Prévost-Fournier et M. Philippe Sauvageau.

Les activités ont débuté avec l'inauguration, par la première vice-présidente, M^{me} Houda-Pepin, de l'exposition *Sur les traces des députés*. Les participants à la Journée ont par la suite assisté à une conférence ayant pour titre *Vers une nouvelle architecture politique mondiale : Souveraineté des peuples et de l'humanité*, prononcée par M. Riccardo Petrella.

La table ronde qui a suivi, animée par M^{me} Françoise Guénette, avait pour thème *La souveraineté des États dans un contexte de mondialisation*. Voici les participants à la table ronde :

- **Paul-André Comeau** : rédacteur en chef au quotidien *Le Devoir* de 1985 à 1990, il occupe la fonction de président de la Commission d'accès à l'information du Québec de 1990 à 2000. Professeur invité à l'École nationale d'administration publique, il dirige le Laboratoire d'études sur les politiques publiques et la mondialisation.
- **Marie-Hélène D'Entremont-Sauvé** : diplômée de l'Université du Québec à Montréal, dont le mémoire de maîtrise s'intitule *la Mondialisation et souveraineté de l'état : le projet souverainiste québécois est-il toujours pertinent ?* Elle a reçu une bourse du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec et a pu bénéficier d'une formation d'un an à l'Université d'Amsterdam.
- **Riccardo Petrella** : docteur en sciences politiques et sociales de l'Université de Florence, en Italie, et professeur à l'Académie d'Architecture de l'Université suisse italienne où il enseigne « l'écologie humaine ». Fondateur et secrétaire général du Comité International pour le Contrat Mondial de l'Eau, il préside l'Acquedotto Pugliese, la Société de gestion de l'eau des Pouilles, dans le sud de l'Italie.
- **Michel Venne** : fondateur et directeur général de l'Institut du Nouveau Monde, il prononce de nombreuses conférences et il est l'auteur de plusieurs articles scientifiques. Journaliste au quotidien *Le Devoir* de 1990 à 2006, il a occupé les fonctions de correspondant parlementaire à l'Assemblée nationale, de directeur de l'information, puis de chroniqueur.

Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale

Membres du jury :

Robert Boily, politologue et professeur de science politique à l'Université de Montréal, Vincent Lemieux politologue et professeur émérite à l'Université Laval et Manon Tremblay, professeure titulaire à l'École d'études politiques à l'Université d'Ottawa.

Récipiendaires :

1^{er} prix

Denis Monière et Dominique Labbé, *Les mots qui nous gouvernent : le discours des premiers ministres québécois : 1960-2005*, Éditions Monière-Wollank.

2^e prix

Denis Bouchard, Éric Cardinal, et Ghislain Picard, *De Kebec à Québec : cinq siècles d'échanges entre nous*, Les Intouchables.

3^e prix

Joseph Facal et André Pratte, *Qui a raison ? Lettres sur l'avenir du Québec*, Boréal.

Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Membres du jury :

Jean Charron, politologue et professeur au Département d'information et de communication de l'Université Laval, Robert Comeau, professeur au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal et Lisa Lavoie, politologue et historienne, conseillère politique de la ministre M^{me} Line Beauchamp depuis 2004.

Récipiendaires dans la catégorie « Thèses de doctorat » :

1^{er} prix et Prix Ministère des Relations internationales du Québec / Ministère des Affaires étrangères de France

Charles-Philippe Courtois, *Trois mouvements intellectuels québécois et leurs relations françaises : l'Action française, La Relève et la nation (1917-1939)* (Université du Québec à Montréal et Institut d'études politiques de Paris).

2^e prix

Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960* (Université Laval).

Récipiendaires dans la catégorie « Mémoires de maîtrise » :

1^{er} prix

Valérie Lapointe-Gagnon, *De fiel et de miel : les représentations de la stratégie de gestion de la crise post-référendaire présentes dans la presse canadienne, 1995-1999* (Université Laval).

2^e prix

Émilie Guilbeault-Cayer pour son mémoire intitulé *L'État québécois et la crise d'Oka de 1990 : mutations des politiques en matière de gestion des revendications amérindiennes, 1985-2001* (Université Laval).

Karine Souffez, *Le cheminement de la recherche dans l'élaboration des politiques publiques : une analyse de la politique québécoise de lutte contre la pauvreté* (Université de Montréal).

OUVERTURE OFFICIELLE

M^{me} Fatima Houda-Pepin, première vice-présidente de l'Assemblée nationale

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Bienvenue à nouveau à ce deuxième volet de la Journée du livre politique au Québec. Nous entamons donc le volet de la conférence principale et nous sommes très heureux d'avoir avec nous, comme conférencier, M. Riccardo Petrella. Il est politologue et économiste émérite, il détient un doctorat en sciences politiques et sociales de l'Université de Florence, en Italie. Il a été nommé docteur *honoris causa* de plusieurs universités et instituts à travers le monde, dont l'Université du Québec à Montréal. À partir de 1982, il a été professeur invité, puis professeur extraordinaire à l'Université catholique de Louvain, où il a enseigné surtout (la) mondialisation de l'économie. Ses prises de position contre la mondialisation du monde et pour la défense du bien commun en font une figure emblématique de l'altermondialisme.

M. Petrella a occupé de nombreuses fonctions. De 1967 à 1975, il a été secrétaire scientifique, puis directeur du Centre européen de coordination, de recherche en sciences sociales à Vienne. Entre 1976 et 1978, il a été *senior researcher* au Conseil international des sciences sociales à Paris et Ford Foundation Fellow. À partir de décembre 1978, jusqu'en 1994, il a dirigé le programme FAST, FAST pour Forecasting and Assessment in Science and Technology, à la Commission européenne de la Communauté européenne à Bruxelles. Il a fondé, en 1991, le groupe de Lisbonne, composé de 21 membres, des universitaires, des dirigeants d'entreprise, des journalistes, des responsables de grandes institutions culturelles, dans le but de promouvoir des analyses critiques des formes actuelles de la mondialisation. À partir du *Manifeste de l'eau*, il a fondé, en 1997, le Comité international pour un contrat mondial de l'eau, dont il est le secrétaire général.

Sa feuille de route, évidemment, est très, très longue. Il a également publié un certain nombre d'ouvrages, notamment *La renaissance des cultures régionales en France*, *Limites à la compétitivité pour un contrat social mondial*, *Le Bien commun — Éloge de la solidarité*, *Le manifeste de l'eau*, *Les cinq pièges de l'éducation*, *L'eau — Res publica ou marchandise ?*, *Désir d'humanité : Le droit de rêver* et *Pour une nouvelle narration du monde*.

Alors, s'il vous plaît, accueillez avec moi M. Riccardo Petrella.

Une voix : Bienvenue.

Conférence de M. Riccardo Petrella
Vers une nouvelle architecture politique mondiale
Souveraineté des peuples et de l'humanité

Note : Nous avons reformulé certains propos de M. Petrella pour en faciliter la lecture.

M. Petrella (Riccardo) : Madame la Première Vice-Présidente à l'Assemblée nationale du Québec, Monsieur Sauvageau, amis, collègues et chers sympathisants du livre politique et de ce Parlement. C'est un grand honneur pour moi d'être avec vous cet après-midi, dans ce lieu. Parmi les choses qui, je crois, sont importantes, un tout petit peu, dans une vie de militant, c'est que j'ai toujours apprécié les Parlements parce que, venant d'une des régions les plus pauvres d'Italie, la Calabre, je me sentais un tout petit peu toujours représenté par quelqu'un qui était loin à Rome. Les Parlements, dans mon imaginaire humain, et non seulement politique, ont toujours occupé une place importante. Non pas parce qu'éventuellement, un jour, j'aurais envie de me présenter candidat, même si quelques fois il m'est arrivé de rêver à un petit garçon calabrais qui deviendrait député européen, mais j'ai bien refréné cette envie, et je ne sais pas si c'est mauvais ou bon. Mais enfin, je crois que le Parlement a toujours été dans l'imaginaire individuel et, permettez-moi de parler de cette expérience personnelle, quelque chose d'intéressant. C'est pour ça que je suis fier, cet après-midi, de pouvoir parler dans un lieu d'un parlement symbolique de ce que devrait être la démocratie, symbolique et parfois même pratique de ce qu'est la représentation du peuple.

Et surtout, ensuite, fier — et je vous remercie de m'avoir fait cet honneur de m'inviter en tant que conférencier — de parler dans une bibliothèque. Intellectuel de carrière, on se sent bien ici, quoi ! On se sent dans son milieu naturel. On a une voracité de manger... Moi, je suis un papiérophage, j'aimerais bien les manger, tous ces volumes-là. Mais c'est un bien commun. Et alors, c'est extraordinaire, c'est que dans un parlement, la bibliothèque devrait être ce qu'on a toujours dit, que la connaissance est à la base des pouvoirs de décision. Il y a une bibliothèque parce que les parlementaires devraient s'informer, devraient consulter, devraient préparer leurs interventions, devraient être en mesure d'avoir les dogmes nécessaires qui inspireraient la sagesse de leurs décisions. C'est vrai que la bibliothèque est un peu cette sagesse collective. Et permettez-moi d'insister sur ce fait important, la connaissance doit redevenir un bien public. On a privatisé la connaissance. On a marchandé la connaissance. Les représentants des citoyens, s'ils n'ont pas accès à la connaissance en tant que bien commun, ils sont un tout petit peu amputés dans leur capacité de décisions dans l'intérêt de la population. Lorsque la connaissance redeviendra un bien commun, je crois que la sagesse de nos représentants sera plus concrète et plus pratique. Et ça, c'est très important de se le rappeler. Désormais, pour l'instant, on a marchandé la connaissance. On a privatisé les connaissances pointues dont les députés ont besoin, sont souvent propriétaires.

C'est comme ça un peu que j'ai envie de commencer mon intervention et je dirais que je voudrais développer quatre points. Mais ne vous en faites pas, même si je me suis fait un schéma, il arrive que je ne suis jamais mes schémas, mais enfin il faut que je donne l'impression d'être aussi un académicien, et donc, il faut donner un peu une approche structurée, etc., ce qui, évidemment, n'est pas la caractéristique d'un Italien.

7^e Journée du livre politique

Le premier point, j'essaierai d'affirmer ma thèse, celle que je défendrai cet après-midi. Ensuite, j'expliquerai, dans une deuxième partie, les raisons de ma thèse, et puis, dans une troisième partie, je décrirai alors ce qu'est actuellement l'architecture politique à l'échelle de notre système global. Et puis, effectivement, j'essaierai de détailler des propositions sur l'architecture politique mondiale qui devrait être notre tâche principale (...), en tant que citoyens, pour les décennies à venir.

Le premier point est le suivant, ce que je soumettrai au débat, si vous acceptez bien, c'est l'idée de dire que nous vivons une espèce de forte contradiction. Nous sommes tous conscients que le monde se mondialise. Nous sommes en train de toujours dire que, désormais, on a la mondialisation de la production de la richesse, la richesse, ressource la plus importante que nous avons toujours considérée comment elle devrait être, elle est mondialisée. On a la mondialisation de la technologie, on a la mondialisation de la connaissance, on a la mondialisation des conditions de vie, des modes de vie, des modes de consommation, de nos imaginaires, de nos rêves. Et puis, finalement, on constate que malgré tout ce que nous venons de dire, malgré ce fait, effectivement, réellement, il y a une véritable mondialisation de la technologie. Les *computers* que nous utilisons, ce n'est pas seulement « made in the world » ; les *computers* que nous utilisons, c'est le monde. Ainsi de suite, je pourrais multiplier les exemples.

On a tout mondialisé. Mais ce qui est étonnant, c'est qu'on n'a pas mondialisé l'organisation du politique. On a mondialisé les marchés, on a mondialisé les églises, on a mondialisé notre manière de lire les journaux, on a mondialisé nos perspectives, on a mondialisé le climat, la prise de conscience du climat. Mais, si vous pensez un instant vous-mêmes combien de fois il vous est arrivé, ces derniers mois, ces dernières années, de penser à une mondialisation du politique, avoir une politique mondialisée... En fait, nous savons que le pouvoir est mondial. Il y a des pouvoirs mondiaux, les États-Unis, la Chine, la bombe... l'armement nucléaire a un pouvoir mondial. Mais on ne veut pas dire qu'il est organisé sur l'échelle mondiale de manière visible comme toutes les autres formes d'organisation politique.

Donc, la question à traiter ce soir est de dire : Face à une prétendue prise de conscience et face à une réelle réalité de la mondialisation des modes de vie de notre existence et notre condition d'existence, nous ne sommes pas encore en mesure de dire que nous avons songé, pensé, rêvé, réalisé une mondialisation du politique. Alors, mon deuxième point est de dire quelles sont les raisons de la non-mondialisation de l'organisation politique des sociétés humaines. Donc, quand je parle d'architecture politique, je fais référence à l'organisation politique des sociétés humaines, et on peut dire que l'organisation politique des sociétés humaines aujourd'hui n'est pas organisée de manière claire, structurée au plan mondial.

La première raison qu'on peut dire immédiatement, et je parle comme si on était un homme de la rue... D'ailleurs, il est toujours important de parler comme le citoyen, n'importe qui, parce que le droit du spécialiste de parler de manière que les autres ne comprennent pas le monde, ce n'est pas un droit, c'est un abus, un abus de la connaissance. D'après nous tous, hommes de la rue, on constate immédiatement... on dit que c'est parce que des logiques différentes ont empêché cette mondialisation du politique. Et la première logique, c'est que les activités économiques, donc produire des chaussures, donc acheter un billet

d'avion, donc produire du maïs, donc déposer une épargne quelque part, donc ces activités économiques se sont au contraire organisées au plan mondial et ont dépassé le champ du possible délimité par les frontières politiques. Une frontière politique est importante parce qu'elle délimite le champ du possible.

La liberté des capitaux, qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'on a attribué au capital d'aller au-delà du champ du possible qui, jadis, était défini par le mouvement des capitaux à l'intérieur d'un État. Et donc, le dépassement des frontières politiques signifie que les activités économiques se sont libérées et ont été conditionnées pour avoir un champ d'action à partir duquel les possibilités sont à l'échelle planétaire. Quand, par exemple, on nous dit : « Chic, chic, c'est bon de faire le « green economy », c'est chic, chic, c'est bon de faire maintenant toutes les choses pour les changements climatiques parce que cela offre des opportunités à l'échelle planétaire pour des nouvelles occasions d'activité économique et de profits », ça signifie qu'on a élargi le champ du possible de l'activité économique à la planète qui devient, la planète, le champ du possible pour faire de l'activité économique. Et donc, on peut dire : « Il ne peut pas y avoir de solution aux changements climatiques en suivant le champ du possible délimité par les frontières politiques. » Ce serait apparemment la première qu'un homme de la rue voit.

La deuxième raison qui peut expliquer la non-mondialisation du politique, c'est que depuis le début des années 70, la société capitaliste, pas seulement l'économie capitaliste, se fonde sur la primauté du pouvoir et dans la liberté du capital en tant que paramètres définissant la valeur dans nos sociétés contemporaines. C'est-à-dire, si vous vous demandez comment on définit la valeur dans nos sociétés à l'heure actuelle — d'ailleurs, je vois que vous êtes interpellés un tout petit peu ; c'est bien, ça —, qu'est-ce que ça vaut, pourquoi une voiture vaut X et pourquoi un cours, un Master dans la littérature byzantine vaut epsilon, et pourquoi une horloge vaut X fois un soulier, comment est-ce qu'on définit la valeur d'un prof ou la valeur d'un agent bancaire, une montagne, Chamonix, pourquoi elle vaut quelque chose, bien, on dit : « Chamonix a de la valeur parce qu'il y a des Parisiens qui sont prêts à payer pour aller passer quelques jours devant la montagne, le mont Blanc. » Le jour où les Parisiens ne veulent plus aller payer pour voir le mont Blanc à Chamonix, donc Chamonix n'engendre plus de revenus financiers, le mont Blanc ne vaut plus rien. On pourrait continuer sur le fait que la valeur aujourd'hui est déterminée par : « A de la valeur tout ce qui contribue à créer de la richesse pour le capital, ne vaut rien ce qui ne contribue pas à créer de la richesse pour le capital. »

Vous êtes un ingénieur chimiste allemand de 32 ans. Jusqu'à présent, BASF vous payait, et puis à un certain moment BASF, dans sa stratégie compétitive mondiale, trouve qu'un ingénieur de 30 ans chimiste indien qui a suivi les mêmes formations que l'ingénieur chimiste allemand lui coûte 30 fois moins cher. Alors, il va dire à l'ingénieur chimiste allemand de 32 ans : « Excuse-moi, je n'ai plus besoin de toi, tu ne vauds plus rien. » Et l'ingénieur chimiste indien sera rémunéré et sera payé non pas parce qu'il a les mêmes formations et fait la même chose que l'ingénieur, mais parce que, pour le capital allemand, ou de BASF, eh ! bien !, l'ingénieur allemand produit moins de création de valeur pour le capital que l'ingénieur chimiste indien. Alors, l'ingénieur chimiste indien a de la valeur, l'ingénieur chimiste allemand ne vaut plus rien. Il (BASF) lui dit : « Tu es une savate, je n'ai plus besoin de toi. »

7^e Journée du livre politique

La raison, c'est donc que, depuis les années 70, la société capitaliste se fonde sur la primauté du pouvoir et de la liberté du capital, qui détermine la valeur, et donc la liberté des entreprises, qui sont considérées comme l'organisation du capital, et donc la liberté des marchés, qui sont les lieux où les entreprises essaient d'optimiser la création de richesse pour le capital, et que ce pouvoir-là et cette liberté-là sont devenus supérieurs par rapport à la politique publique institutionnalisée. Et alors il est évident que la non-mondialisation est logique. Dans une mondialisation du capital, le capital n'a pas besoin de la mondialisation du politique, parce que la mondialisation du politique signifierait l'organisation, à la même échelle de la liberté du capital, de structures politiques dans la société qui seraient différentes, qui pourraient exercer un contrôle sur la liberté et le pouvoir du capital de créer de la richesse.

Finalement, la raison principale, à mon sens — qui est liée aux deux précédentes —, de la non-mondialisation du politique est liée à deux principes, et ça, c'est intéressant de pouvoir en discuter dans les instances d'un Parlement : c'est, d'une part, le principe de la souveraineté nationale absolue, et le deuxième principe, c'est la sécurité nationale. Souveraineté et sécurité sont les deux facteurs bloquant à l'heure actuelle un processus vers la mondialisation du politique, et ils s'entremêlent avec la liberté du capital, qui a fait...

Souvent dans l'histoire au moins européenne, c'est le capital qui a fait son État, c'est le capital qui s'est donné une nationalité et qui a passé alors son pouvoir de décision sur la nationalité du peuple, qui a fait son État. Souvent, nous le savons pertinemment, toutes les études montrent que ce n'est pas la nation qui a fait l'État, souvent c'est l'État qui a fait la nation. Dans un jeu très complexe, bien entendu. En quelques secondes, moi, je suis en train de résumer une histoire particulièrement beaucoup plus complexe que je ne le dis, mais en fait c'est le capital qui s'est donné une nation et, souvent, une nation qui s'est donné un État. Alors, en réalité, c'est l'État qui s'est donné une nation, parce que le capital s'était donné un État. Ces deux principes, bien entendu, il faut les voir maintenant dans une dynamique.

Je viens à mon troisième point qui est : comment aujourd'hui l'architecture politique des sociétés contemporaines est donc susceptible ou pas de nous permettre d'avancer vers une mondialisation du politique ? Pensez que durant la Révolution française, comme durant tout le XVIII^e siècle, le XIX^e siècle, au fond, ils ont gagné sur un point fondamental et qui est déterminant, qui a changé l'histoire même jusqu'aux années 60 de la décolonisation à travers le monde : ils ont inventé ce principe merveilleux, puissant, qui est l'autodétermination des peuples. Et l'autodétermination des peuples signifie que, moi, je vais garantir ma sécurité d'existence, du peuple. Je ne veux pas recevoir, en tant que peuple, des principes, des règles des autres, par les autres. Et l'autodétermination des peuples ne pouvait que se transformer par une organisation politique. Cette organisation politique, le peuple était contre ce qui était « l'expression de Dieu », etc. Donc, le peuple, c'était véritablement une révolution, par rapport à l'architecture politique du « pré-État » moderne.

Le peuple s'est donné un État. Mais s'est donné un État en disant : « Moi, je veux garantir mon existence en tant que peuple, mon indépendance... » Imaginez tous les symboles qu'on a dû créer pour assurer cette indépendance, ne fût-ce que le drapeau. Pourquoi on respecte souvent le drapeau ? Parce qu'il est sacré, le drapeau, parce qu'il représente cette histoire collective, cette mémoire de l'affirmation de l'indépendance d'un peuple, et que tout peuple, donc, doit être reconnu, et si tu ne me reconnais pas, je fais la lutte. C'est pour cela, qu'encore aujourd'hui, il y a des peuples qui ne sont pas reconnus, et c'est pour ça que, trop

souvent, on parle de peuples sans État. Alors qu'on parle d'États qui ont plusieurs peuples, on parle d'États qui n'ont pas de peuple, et ainsi de suite. La première légitimité fondamentale était la sécurité d'existence, donc, qui prenait la forme de sécurité militaire ou autre.

Le deuxième — et là, c'est un peu la matrice de l'État moderne qui a débouché ensuite sous l'État du *welfare* —, l'État était légitime parce qu'il garantissait... Et ça, en cela, la Révolution française est remarquable, un cadeau de l'histoire que nous tous... Au fond, on pourrait dire : « La Révolution française est un bien commun, quoi, universel. » C'est que l'État était légitime parce qu'il disait aux gens : « Je t'aime un tout petit peu, quoi, et je garantis ton bien-être. Tu as de la valeur, quoi ! » Et alors le bien-être général de la population, d'où ensuite est né tout le problème du développement, de la croissance, du bien-être, etc. Mais enfin, c'était ça la...

Les gens s'attendaient de l'État qu'il garantisse les conditions du bien-être, pas seulement de la sécurité et des attaques de l'étranger. C'est ainsi que l'État a assumé, dans l'histoire des sociétés occidentales, ce rôle fondamental de la sécurité déclinée sous deux formes : une sécurité de la souveraineté, dans le sens, si vous voulez, on est indépendants, on décide, on est libres, on est souverains; et l'autre, c'est la sécurité d'existence matérielle, le bien-être, l'intérêt général, le fait que si tu es malade, au fond, on peut te soigner. Je fais les routes, je fais l'école, je fais les hôpitaux, etc.

L'État du *welfare*, finalement, a été le point culminant dans la logique d'un certain système de classes bourgeoises, qui était effectivement toujours basé sur le capital, et qui est basé toujours sur le marché, mais qui avait été imprégné par une éthique. Tout cela remonte à toute une série d'analyses sur la jonction entre État et entre économie capitaliste ou non-économie capitaliste. Mais l'État, finalement, a abouti dans cette logique de la double sécurité sous forme de souveraineté, sous forme de bien-être, et des droits humains à la vie, dans l'État du *welfare* qui, dans l'expression, à mon sens, la plus élevée, qui était celle qu'un pays — Danemark — scandinave, etc., avait affirmée, dans la constitution de ce pays, un principe fondamental qui, pour moi, clarifie tout : dans la constitution danoise, qu'on ne cesse de... suédoise était écrit, après la Deuxième Guerre mondiale, un article qui dit : personne n'a le droit d'être pauvre, c'est-à-dire privé de l'accès aux biens et aux services considérés comme essentiels à la vie. Personne n'a le droit.

C'est clair que l'État du *welfare* a été basé sur notre principe fondamental du XIX^e siècle et du XX^e siècle, qui a été la grande conquête sociale, surtout des ouvriers et des paysans. C'est de dire que le droit à ne pas être pauvre où l'expression dit : « Je t'aime un tout petit peu, dit (l'État) à ses citoyens, c'est basé sur la fiscalité générale. » L'autodétermination de peuples et la fiscalité générale ont été les deux piliers de la grande construction politique de nos sociétés. Sans fiscalité générale, qui signifie tous les citoyens et un peuple décident de prélever une partie de la richesse produite et non consommée pour en faire une espèce de trésor commun...

D'ailleurs, le ministère des Finances souvent a été appelé Trésor, le ministère du Trésor, trésor public, et le trésor public était destiné à financer les investissements nécessaires pour permettre que tout citoyen soit égal dans les droits d'être citoyen. Donc, l'idée de la fiscalité n'est pas de rendre égaux tout le monde dans n'importe quoi. La fiscalité est de dire : « Je te rends égal dans ton droit de vivre, ce n'est pas nécessaire que tu aies des... toi, tu peux avoir une villa avec quatre salles de bain, mais tu dois avoir une

7^e Journée du livre politique

maison, quoi, même si tu n'as pas une villa avec quatre chambres ; tu n'as pas besoin d'avoir 12 Mercedes, mais tu dois avoir une mobilité, tu dois avoir le transport public ; tu ne dois pas nécessairement aller à l'université de spécialisation, mais tu dois arriver jusqu'à 14 ans à l'école. » Fiscalité générale et autres déterminations de peuples ont été les deux piliers de la souveraineté et de la sécurité du bien-être.

Qu'est-ce qui s'est passé — je viens à la partie finale de mon troisième point —, dans les cinquante dernières années, qui m'amène après à faire les propositions sur la mondialisation du politique ? Eh ! bien !, on peut dire qu'il y a eu trois phases dans le processus de « globalisation », et vous verrez que la dernière phase, pour moi, je ne l'appelle plus « globalisation », je l'appelle « mondialisation ».

La première phase, si vous voulez, va après les années 50 jusqu'à la crise du système de 1971 à 1973, qui fut une grande crise, qui est un peu moins importante que la crise actuelle, mais il faut une grande rupture dans l'histoire des sociétés occidentales. Dans la première phase, on a assisté à la « globalisation » par le processus « d'internationalisation », de « multinationalisation », de « plurinationalisation », de « transnationalisation », etc. Pour dire, par exemple, « l'internationalisation » du commerce, les entreprises globales mondiales, c'étaient des « multinationalisations ». La transnationalisation, c'était tout le phénomène culturel, etc. C'était la « globalisation » par inter, multi, trans, etc., mais qui faisait en sorte que la « globalisation » était toujours centrée et filtrée, dominée, contrôlée, orientée, inspirée par la logique nationale. Le concept qu'on utilisait était « internationalisation », « plurinationalisation », « multinationalisation », voire, par exemple, lorsqu'il y a eu une tentative d'organisation politique des sociétés humaines non plus à l'échelle nationale, mais à l'échelle supérieure, on a utilisé « supranationalisation ».

L'Union européenne ou la Communauté européenne fut une tentative d'une organisation politique supranationale. Pourtant, pour expliquer ce qu'on était en train de faire, il a fallu utiliser le mot « national », l'adjectif « national ». Et ce qui explique que l'actuelle Union européenne a une crise profonde, c'est qu'à partir du moment où il y a eu la tentative de faire la supranationalisation qui comportait l'élimination de la logique nationale comme fondement de l'organisation politique de l'Europe, bien, cette fondation nationale n'est pas disparue et, au contraire, aujourd'hui, on se retrouve dans une union des États. C'est pour ça qu'il n'y a plus de véritable « supranationalisation » en Europe. Le processus de l'intégration européenne est pour l'instant arrêté, bloqué, changé, réorienté. C'est pour cela que personne ne parle plus de véritable fédération politique européenne.

On est restés dans cette logique de la « globalisation » où tout passait à travers les dimensions nationales, et c'est pour cela que les développements d'organisations politiques autres qu'au niveau des États-nations ont été une tentative régionale, continentale. Et c'est pour cela que les logiques de l'organisation étaient les relations entre États, et c'est pourquoi on a parlé, soit de prédominance du bilatéralisme, soit de prédominance du multilatéralisme.

Mais nous savons pertinemment que l'Organisation des Nations unies est un faux multilatéralisme. On ne veut pas parler de multilatéralisme. Les Nations unies, c'est très asymétrique, le principe des rapports entre les États est très asymétrique. Le simple fait de l'existence d'un Conseil de sécurité qui est le seul organe de décision pourtant avec des limites, parce qu'il ne peut pas imposer ses propres solutions, le Conseil de sécurité, par rapport à 180 États et plus, signifie qu'il y a un pouvoir unique, que le Conseil de sécurité,

cinq membres qui décident. Et ça, depuis soixante ans. Donc, ça signifie qu'on ne peut pas parler de multilatéralisme vrai. C'est faux. Les scientifiques politologues vous diraient : « C'est un multilatéralisme asymétrique. » Moi, je ne regarde plus comme homme de la rue, je dis : « Ça, ce n'est pas le multilatéralisme, c'est faux, quoi. »

Mais voilà donc, dans cette première phase, la « globalisation », la première phase jusqu'à septembre 1971-1973 n'a pas permis d'aller au-delà de l'inter, multi, trans, etc. Ce qu'il est advenu de la deuxième phase après 1971-1973, c'est qu'on a assisté alors à une « globalisation » par l'affirmation des pouvoirs privés, et donc, de la primauté des sujets économiques privés comme émergence d'une organisation globale du politique.

On a assisté, dans la deuxième phase de 1971 jusqu'à maintenant, à une « globalisation » du politique par le privé et, si on peut dire, une privatisation globale du politique. C'est vrai que le politique existe au plan mondial, mais les décisions politiques ne sont pas prises par les sujets publics politiques, elles sont prises par des sujets politiques privés.

Prenons un exemple très concret. Effectivement, si un organe public, à l'heure actuelle, décide quelque chose en matière de connaissances, eh ! bien !, la privatisation de la connaissance par le brevet, par la reconnaissance de la propriété privée intellectuelle qui touche tout, qui touche la matière biologique, qui touche nos gènes, nos gènes sont brevetables, et qui l'a décidée, la brevetabilité des gènes humains ? Le Congrès américain, en 1994. Et qu'est-ce qu'ont fait le Parlement européen et l'Union européenne ? En 1998, on a reconnu la brevetabilité des gènes humains. Alors, à l'heure actuelle, la décision politique sur ce qui va être fait des gènes humains n'appartient plus au pouvoir public, parce que le pouvoir public a décidé, dans toute la légitimité qui est la sienne de représenter le peuple, qu'ils doivent être des sujets privés qui gardent le pouvoir de décision de la location des gènes humains dont ils peuvent devenir propriétaires.

Si vous prenez également tout le reste : la politique urbaine, aujourd'hui, il est impensable de faire une véritable politique urbaine. Lorsque vous avez la propriété privée du sol, et désormais, dans toutes nos sociétés, les terrains publics, ils n'existent pratiquement plus, à partir du moment où vous avez la propriété privée du sol urbain, vous n'avez plus de véritable politique publique de développement urbain, vous avez une politique vraie, privée du développement urbain. Le développement urbain n'est plus, au fond, le Parlement et les États n'arrivent qu'à être des caisses d'enregistrement des décisions prises par les opérateurs privés. La seule possibilité de « republiquer » une politique urbaine, c'est de « remunicipaliser » ou de « republiquer » le sol urbain et, tant que vous ne l'avez pas fait, c'est fini de parler de politique publique de la Ville. La politique publique de la Ville ne sera qu'accompagnement, soutien d'une politique urbaine décidée par les propriétaires du sol urbain, parce qu'on leur a donné la possibilité de décider de l'allocation des sols. Et les lois ne peuvent que modifier et corriger un tout petit peu, mais ne peuvent pas modifier la logique déterminante.

Dans cette « globalisation » politique par le privé, pensez à tous les systèmes qu'on a mis en place : libéralisation, déréglementation, privatisation, compétitivité, ces quatre éléments ont donné le pouvoir politique à des sujets privés. Si vous libéralisez tout, si vous déréglementez tout, si vous pensez à la finance... Pourquoi la crise a éclaté ? Elle a éclaté parce qu'on a libéralisé les mouvements de capitaux, parce qu'on a déréglementé le système bancaire et le système financier, parce qu'on a privatisé les banques.

7^e Journée du livre politique

Nous, vous savez, en Italie, on a même privatisé la banque centrale. Vous savez, la banque centrale est propriété des entreprises. Et nous, en Europe, on a donné l'indépendance politique à la Banque centrale européenne. C'est dans les statuts, c'est écrit : la Banque centrale européenne ne répond pas ni au gouvernement de l'Union européenne ni au Parlement européen. Je me rappelle bien quand le président de la Commission des finances du Parlement européen, il y a sept ans, avec la nouvelle législation, avait écrit au président de la Banque centrale, qui était, à ce moment-là, hollandais, et lui avait dit : « Nous aimerions bien vous rencontrer. On désirerait vous rencontrer fin mai. » Depuis, le mois de mai passa. Deux mois après, c'était en juillet, le président de la Banque répondit au président de la Commission des finances du Parlement européen : « On a bien reçu votre lettre de mars, etc. Nous vous signalons que lorsque nous aurons intérêt à rencontrer le Parlement européen, nous vous le ferons savoir. » Si ce n'est pas ça de la privatisation du politique en matière financière, il ne faut pas en entendre davantage.

Maintenant, j'aimerais arriver à mon point final parce que je vois que le temps passe. On m'avait donné 45 minutes; j'ai essayé de négocier avec mon âme de professionnel, mais je crois que mon âme de professionnel n'a pas gagné contre ma tendance italienne, donc je me permettrai d'abuser de cinq ou sept minutes. J'arrive à l'analyse de la troisième phase de la « globalisation ». En fait, ce qui est en train de se passer, c'est que depuis le début des années 90, mais il y a eu des phénomènes avant, grâce aussi aux mouvements des citoyens, grâce à la mobilisation de tous ces mouvements sociaux, écolos, pour les droits humains, contre la pauvreté, etc., contre le désastre des villes, tous ces mouvements qui pendant des années et des années ont travaillé comme des fourmis et ont jeté la base pour prendre finalement conscience de ce que je vais dire, on a pris conscience finalement de l'universalité de la condition humaine, et l'exemple le plus évident, c'est l'énergie nucléaire.

Au fond, l'énergie nucléaire était l'expression de l'État. Au fond, la bombe atomique n'était pas due à un problème de sécurité. La bombe atomique, oui, est née pendant la guerre, mais la bombe atomique est l'exemple de la puissance de l'État, et les États nucléaires sont des États. C'est pour ça, à mon sens, que tous les États — puisque c'est ça, la logique du nucléaire — devraient avoir le nucléaire si c'était dans la logique d'être des États, parce que sinon on entre dans une inégalité des États. Pourquoi un État nucléaire aurait la légitimité d'être puissant ? D'autres peuples ne pourraient pas avoir cette capacité d'être puissants. Mais c'est clair que c'est un rapport de force. C'est pour cela que nous sommes dans des organisations d'inégalités entre les États et d'inégalités de la puissance.

Le nucléaire, au-delà d'être l'expression la plus forte de l'État, et c'est pour ça qu'on peut dire que l'État nucléaire est un État totalitaire par définition, le nucléaire nous force à constater que, quand nous produisons — même pour le nucléaire civil — des déchets radioactifs et qui seront plusieurs fois millénaires, bien, on a constaté que l'universalité de la condition humaine est là parce qu'on ne peut pas dire : « Moi, je vais échapper aux effets radioactifs. » On essaie. D'ailleurs, les technocrates essaient de trouver des endroits où on peut tout concentrer pour qu'enfin il n'y ait que certaines zones qui soient pénalisées. Mais ça, c'est absurde et ce ne sera pas possible d'organiser cela.

Donc, la condition mondiale ou l'universalité de la condition humaine me semble très, très, très forte. Quand, aujourd'hui, on me dit : « Mais tu ne peux pas essayer de faire un organisme génétiquement modifié parce que dans 20 ans, 50 ans, tu ne seras plus, tu

pourras faire toutes tes techniques de traçabilité des mutations, tu n'arriveras pas, à un certain moment, après, à savoir ce qui s'est développé », ça, c'est un peu la prise de conscience de la condition humaine mondialisée, « globalisée ».

C'est que la reconnaissance de la destinée commune soulève le problème de la sécurité commune, et la reconnaissance de la sécurité commune signifie qu'il faut se donner les moyens communs. C'est ainsi qu'au cours de cette troisième phase, on a fait des mutations de cinq concepts fondamentaux qui me permettront après, rapidement, de dire les solutions.

Le premier : le concept de sécurité s'est enrichi. La sécurité, par exemple, de l'hiver nucléaire, elle commence à la sécurité des grandes crises ou des grandes catastrophes technologiques. Vous savez que depuis quelque temps, on se rend compte que, de plus en plus, les catastrophes naturelles ne sont pas des catastrophes naturelles, elles sont de plus en plus *man-made*, et maintenant nous le savons. Le changement climatique, ce n'est pas la nature qui l'a fait, le changement climatique dont on parle tant, à juste titre, est *man-made*, c'est le résultat de ce que nous avons fait.

Vous savez, la catastrophe... comme, en toute petite, petite dimension, le tremblement de terre en Abruzzo, ce n'est pas dû à la nature. Ce tremblement-là, ailleurs, on dit, en Californie, qu'il n'aurait même pas touché les maisons. C'est *man-made*, la catastrophe d'Abruzzo. J'attends maintenant de voir, comme citoyen, si on va dire qui était le véritable responsable, parce qu'avec 5,8° sur l'échelle de Richter, dans pas mal de pays, en Belgique, personne ne serait mort. Mais en Italie seulement. Pourquoi ? La corruption. C'était *man-made*, c'était...

Nous, on a fait pas mal de choses. Quand arrivent des contaminations de fleuves entiers, c'est *man-made*. La nature ne contamine pas. Quand il y a des situations de pandémie ou de ceci, cela, c'est *man-made*.

Donc, on s'est rendu compte que la sécurité, finalement, dépend de nous. Ce n'est pas une sécurité face aux imprévus, face aux inattendus, face aux choses contre lesquelles on ne peut rien faire. Non, non, maintenant, on peut avoir toute une série d'actions de sécurisation grâce, effectivement, au fait que notre puissance technologique est telle que nous avons créé les modifications structurelles de notre propre sécurité. Et c'est grâce à notre puissance technologique qu'on devient de plus en plus soumis à l'insécurité, de plus en plus incertains, de plus en plus instables.

Le deuxième concept est celui de souveraineté. On comprend maintenant que la souveraineté ne peut être riche et ne peut être effective que lorsqu'elle est partagée, qu'une souveraineté qu'on dit partagée... divisée, et que, donc, la souveraineté, finalement, n'est pas l'exercice souverain absolu de décider ce qu'on peut, mais la souveraineté devient responsabilité. Le concept de responsabilité devient le sens même de la souveraineté. Tu es souverain parce que tu es responsable.

Finalement, il y a également le concept de communauté nationale, qui est la base de la nation et du peuple. On se demande ce que c'est, le peuple, aujourd'hui. On se demande ce qu'est le peuple américain, ce qu'est le peuple italien, ce qu'est le peuple indien, ce qu'est le peuple chinois, ce qu'est le peuple de pas mal de communautés africaines. Et on comprend qu'on ne peut plus bâtir une organisation politique sur un concept indéterminé, indéterminable.

7^e Journée du livre politique

Finalement, notre concept qui a changé, c'est le concept de l'institutionnalisation politique du peuple. L'institutionnalisation politique du peuple s'est affaiblie. Les partis politiques ne sont plus ce qu'ils étaient avant. Les syndicats ne sont plus ce qu'ils étaient avant. La seule chose effectivement, encore aujourd'hui, qui nous permet de parler de démocratie, ce sont les mouvements associatifs. C'est la société civile, qui encore reste la forme évidente d'institutionnalisation politique du peuple.

Alors, que faire ? Il me semble que la nouvelle architecture politique du monde devrait répondre à toute une série de principes que j'énumère vite, et puis j'espère que la discussion me permettra d'approfondir.

La volonté de vivre ensemble : ça, c'est la première expression de l'humanité. Il n'y a humanité que si les gens, aujourd'hui, qui composent l'humanité, veulent vivre ensemble. D'ailleurs, c'est la même notion de nation. La notion de Renan, en France, c'est : vivre ensemble.

Le deuxième, c'est la reconnaissance que l'existence de l'autre est une condition de notre propre existence. C'est ça, l'idée de droit universel.

Troisième, le principe de régie de la guerre. Moi, j'aimerais bien qu'aux paroles d'Obama suivent des choses concrètes. Si Obama rêve du désarmement nucléaire, qu'il le fasse. Qu'il n'attende pas que les autres soient prêts à le faire. Donc, ici est le principe fondamental : il faut désarmer du point de vue nucléaire.

Le quatrième principe est celui du bien commun. Il y a des biens qui nous appartiennent à tous : la forêt, l'eau, l'air, l'espace, la connaissance. Ce sont des biens communs mondiaux. Et finalement, le cinquième, le principe de la responsabilité.

À partir de ces cinq principes, que faire ? Pour l'instant, il faut reconnaître juridiquement et politiquement l'humanité. Elle n'est pas reconnue à l'heure actuelle. Elle n'existe que dans la tête des poètes. L'humanité, personne ne peut parler juridiquement, politiquement, au nom de l'humanité. Personne.

Les Nations unies parlent au nom des nations. C'est pour ça que, moi, je vous proposerais de substituer les Nations unies, et ça, au cours des 30, 40, 50 années à venir, bien entendu, par l'Organisation mondiale de l'humanité, et la première chose à faire pendant 50 ans, dans les années à venir, c'est reconnaître le caractère de sujet juridique et politique de l'humanité. D'ailleurs, le tribunal international des crimes contre l'humanité est le premier pas, parce qu'il signifie que l'humanité est porteuse de sujets, de droits qu'on ne peut pas enfreindre.

Ensuite, il faut créer des autorités mondiales pour le bien commun. Ma proposition, c'est que l'eau devienne le premier bien mondial public de l'humanité et qu'on crée une autorité mondiale ayant trois fonctions : la fonction, bien entendu, législative, la fonction organisationnelle et la fonction judiciaire. C'est-à-dire que la première autorité mondiale, dans le cas particulier de l'eau, aurait surtout comme première phase d'être une espèce de vigilance de la sécurité mondiale en matière d'eau.

Ensuite, il faut développer des conseils mondiaux d'intervention pour la justice, pour la terre, pour l'économie, pour la connaissance. Moi, je propose qu'on commence à organiser politiquement l'humanité à travers quatre expressions : la terre avec les forêts, la justice

avec les droits, la connaissance, et puis les activités productives. Et ces conseils mondiaux seraient plutôt des éléments de base de grands débats qui reprendraient, d'une certaine manière, en les structurant, toutes les grandes conférences que, depuis les années 80, les Nations unies ont organisées. Mais alors on créerait des conseils avec des pouvoirs.

Voilà, *grosso modo*. Bien entendu, tout cela serait structuré à travers des organisations politiques continentales comme l'Organisation de l'unité africaine, comme l'Union européenne, comme l'Organisation des États latino-américains qui sont en train de devenir importants, la Chine en tant que telle, l'Inde en tant que telle, c'est-à-dire que, petit à petit, il y aurait des organisations politiques autour de la volonté du vivre-ensemble, la reconnaissance des biens communs, la reconnaissance de l'humanité, le rejet de la guerre, le principe de la responsabilité.

Je pense que nous avons deux générations ou trois pour pouvoir le faire, et la chose est aussi urgente parce qu'entre-temps, la puissance que nous avons mise sur la Terre est tellement dévastatrice que nous risquons que, peut-être dans deux générations, la Terre elle-même ne soit plus en mesure de fonctionner pour les droits de l'homme. Je vous signale simplement que si les choses continuent comme ça, c'est-à-dire si on arrive à maintenir à moins de 2° le réchauffement moyen de l'atmosphère de la planète, en 2050, 60 % de la population mondiale vivra dans des régions à forte pénurie d'eau. Si, nous, on augmente de plus de 2°, en 2050, il y aura 70 %, 80 % des gens sans accès à l'eau.

Parler de démocratie, parler de justice, je crois que c'est prendre nos citoyens du monde un peu pour des imbéciles. Et je crois que nous n'avons pas le droit de faire cela, ni pour eux et ni pour nous. Merci beaucoup.

(Suspension)

(Reprise)

Table ronde : La souveraineté des États dans un contexte de mondialisation

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Madame Bertrand. Merci infiniment. J'invite les gens qui sont derrière là-bas à se rapprocher, il reste encore quelques chaises à l'avant de la salle. Ce serait intéressant pour nous également de voir encore plus de monde à l'avant pour vous parler à tous et à toutes de cette souveraineté des États dans un contexte de mondialisation.

C'est l'une des questions qu'on se pose, bien sûr, en entendant M. Petrella décrire cette mondialisation et son évolution depuis une quarantaine d'années maintenant. Quel est le pouvoir des États dans le contexte économique et politique qu'il vient de décrire ? Comment se définiront à l'avenir les identités nationales dans un univers aux frontières de plus en plus poreuses, à l'économie déterritorialisée, dans un monde de plus en plus interdépendant, un monde qui tend à une certaine homogénéité culturelle ? La gouvernance

7^e Journée du livre politique

des États eux-mêmes devra-t-elle évoluer, et en quel sens ? Comment devra-t-elle ou pourra-t-elle faire participer davantage les citoyens ? Autrement dit, quels sont les défis posés par la mondialisation à un État comme le Québec, à une nation comme la nôtre ?

C'est la question qu'on a lancée à nos trois invités qui donneront leur point de vue de journaliste, de politologue, d'essayiste avant d'échanger avec M. Petrella plus tard avec vous, puisqu'il y a une période de questions d'une quinzaine de minutes prévue comme à chaque année, à la fin de cette table ronde.

Ces invités sont, d'une part, à votre droite : M. Paul-André Comeau, diplômé de sciences politiques, qui a été longtemps journaliste à la télévision de Radio-Canada, entre autres, en poste à Bruxelles, n'est-ce pas, auprès du Parlement européen, on s'en souvient; en 1985, il devenait rédacteur en chef du quotidien *Le Devoir*; en 1990, l'Assemblée nationale le nommait président de la Commission d'accès à l'information du Québec, mandat renouvelé jusqu'en 2000, et depuis, il est professeur invité à l'École nationale d'administration publique à Montréal où il dirige le laboratoire d'études sur les politiques publiques et la mondialisation. C'est l'auteur de nombreux articles scientifiques. Il a aussi publié chez Boréal une histoire du Bloc populaire. Bonjour, Monsieur Comeau.

M. Comeau (Paul-André) : Bonjour.

M^{me} Guénette (Françoise) : Dans un deuxième temps, nous entendrons M^{me} Marie-Hélène D'Entremont-Sauvé, récemment diplômée de l'Université du Québec à Montréal avec une maîtrise en sciences politiques, concentration en relations internationales. Elle a également un baccalauréat en psychologie, ce qui doit l'aider parfois également pour comprendre la politique internationale. Grâce à une bourse du ministère de l'Éducation du Québec, elle vient d'étudier un an à l'Université d'Amsterdam. Présentement, elle est responsable des communications pour le parti politique Vision Montréal.

Bonjour à vous, Marie-Hélène.

M^{me} D'Entremont-Sauvé (Marie-Hélène) : Bonjour.

M^{me} Guénette (Françoise) : Troisième invité, Michel Venne, fondateur et directeur général de l'Institut du Nouveau Monde. Il dirige également *L'annuaire du Québec* publié chaque année aux Éditions Fides. D'abord journaliste, il a occupé au quotidien *Le Devoir*, de 1990 à 2006, les fonctions de correspondant parlementaire ici même à l'Assemblée nationale, d'éditorialiste, de directeur de l'information, puis de chroniqueur. Il a publié plusieurs ouvrages, dont *Souverainistes, que faire ?* et *Les porteurs de liberté*, chez VLB dans les deux cas.

Bonjour à vous. Paul-André Comeau, je vous invite tout de suite à nous faire part, en quelques minutes, de votre vision des choses.

M. Comeau (Paul-André) : Merci, Madame Guénette. Bonjour, Mesdames, Messieurs. Vous me permettrez de commencer par une remarque d'ordre linguistique.

Le terme « mondialisation » n'existe pas dans la langue anglaise, ce qui est révélateur et qui permet de comprendre pas mal de choses. En fait, le terme « mondialisation » a été introduit dans le vocabulaire et dans la pratique par les Européens, par les Français, en réaction au terme de « globalisation », lui, d'origine américaine et utilisé dans les pays anglo-saxons. La « globalisation », au sens étroit du terme, désigne l'objectif et sa réalisation, bien sûr, de l'unification des marchés. En situant les marchés au sommet de la pyramide de l'activité humaine, les théoriciens, dès la fin des années 70, ont accéléré la réflexion et ont amené les dirigeants politiques et pas mal d'observateurs à s'engager dans une voie qui prônait le retrait de l'État et le déclin de la souveraineté.

La mondialisation, elle, désigne l'ensemble des phénomènes qui entraînent en interrelation, dans une dynamique qui se déroule sur l'ensemble de la planète, à peu près tous les secteurs de l'activité humaine. Il n'y a pas là de primauté de l'économique, il y a un instrument qui est celui des communications, version Internet, bien sûr, pour commencer. Cette conception de la mondialisation, nous l'avons expérimentée et nous l'avons vécue de façon très claire, dans un domaine qui échappait, jusque-là, à l'entendement du terme « globalisation », c'est-à-dire le fameux épisode du SRAS. Cette distinction, à mon point de vue, est fondamentale et elle est aussi de caractère idéologique. Je pense qu'elle est nécessaire pour comprendre ce qui s'est passé depuis à peu près la fin des années 80.

Ma thèse, je la résume très rapidement. Nous avons vécu, depuis la fin des années 80, une myopie sélective quant au rôle de l'État. Le projet derrière est idéologique. Le triomphe de la « globalisation », triomphe du marché, a été lancé et a profité pendant un bon moment de cette myopie partagée par beaucoup de dirigeants politiques. Alors, l'histoire et trois de ces incidents expliquent à la fois le cheminement, mais aussi la déroute de la « globalisation » au sens que j'ai énoncé il y a un instant.

La « globalisation » a été lancée concrètement dans le sens étroit du terme par M. Reagan et M^{me} Thatcher dans le sillage des théoriciens de l'économie des relations internationales comme Rosenaw et les autres, début des années 80. C'est le démantèlement du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS qui ont levé les dernières réticences des économistes, des dirigeants de multinationale à réclamer le retrait de l'État, le dépérissement de l'État, qui était curieusement l'une des thèses fondamentales du marxisme-léninisme de l'époque. Il s'agissait de faire la place aux marchés, de laisser le terrain aux marchés et de faire en sorte que l'État perde un peu de son omniprésence. De façon très concrète, en chœur, on s'est amusés à réclamer le retrait de l'État, le déclin de son intervention et, si possible, l'avènement d'une ère nouvelle, le tout-économique ou le tout-marché. On assiste en quelque sorte à la naissance du mouvement anti et qui ne sera pas antiglobalisation, mais qui sera antimondialisation et altermondialisation. On ne s'y est pas trompés, on a changé la cible pour éviter de tomber dans le panneau du tout-marché. Donc, on voit, avec le démantèlement du mur, l'implosion de l'URSS, la crainte disparaître, et les tenants de cette thèse, à ce moment-là, ne se gênent plus pour dire : « Ça suffit ! L'État a occupé trop de place. » Le danger de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest est disparu, et les années 90 marquent le déferlement de cette idéologie.

7^e Journée du livre politique

Deuxièmement, un cran d'arrêt, un événement majeur qui force une réflexion, qui amène plutôt un changement de réflexion au sujet du rôle de l'État dans ce monde emballé dans la « globalisation ». C'est à l'occasion des événements du 11 septembre que l'on commence à réfléchir sur le sens et le rôle de l'État, à réfléchir de nouveau. Au-delà du drame lui-même, il y a une dimension ironique. Dans les jours qui ont suivi les attentats à New York et à Washington, dans plusieurs pays de la planète où les multinationales d'origine américaine ont des antennes, on a vu les dirigeants locaux frapper à la porte de l'ambassadeur pour réclamer la présence de G.I. autour de leurs usines. Alors, ceux qui, hier, disaient que l'État devait s'effacer, lorsque la sécurité était menacée faisaient appel à l'État. C'est, qu'on le veuille ou non, derrière l'ironie du propos, un rappel élémentaire. L'État est l'ultime et, en fait, le seul garant de la sécurité des personnes dans nos sociétés, et ça, depuis quelques siècles maintenant.

On a vu immédiatement une série de conséquences. D'abord, aux États-Unis, la création d'un super appareil de sécurité, qui est en fait devenu le ministère numéro un en ressources financières et humaines aux États-Unis, un changement radical, la création d'un très grand ministère. Et puis, de façon extérieure, les Américains ont commencé à imposer des normes et des mesures de sécurité, d'abord chez eux, mais ensuite à travers la planète. Ils ont exercé la souveraineté d'hier, qui se dirige vers les autres, vers les autres États. On a vu des démarches analogues dans une foule de pays, de sorte qu'au moins en matière de sécurité le rôle de l'État n'est plus contesté, n'est plus oublié, en tout cas, il n'est plus l'objet de la myopie sélective.

Troisième point, troisième événement historique : le choc de la crise financière et économique, qui a éclaté à la fin de l'été dernier et qui a obligé la plupart des pays à effectuer un virage à 180 degrés quant à la conception du rôle de l'État et l'exercice de la souveraineté, sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur. Le chant des sirènes avait été entendu dès le début des années 90. L'effacement de l'État devait s'accompagner d'un retrait, d'un oubli de l'État, du déni des contrôles que l'État imposait dans une foule de domaines. Le réveil, l'été dernier, a été dramatique et brutal. Après l'absence, l'oubli, le contournement des contrôles voulus par les chantres de la globalisation économique, le retrait de l'État, tous ces facteurs ont mis en lumière une composante de l'activité humaine. La vie en société, dans un cadre normal au XX^e comme au XXI^e siècle, suppose un exercice de surveillance par l'État au nom de ce qu'on appelle maintenant l'intérêt commun et qui jadis était désigné sous l'appellation thomiste de bien commun.

Il est ironique et dramatique de voir les banques, les sociétés d'assurance et de prêt supplier l'État d'intervenir, de les sauver du pétrin. On replace l'État dans un rôle de pourvoyeur, mais on essaie de ne pas glisser sur son rôle de contrôleur. Heureusement, les États-Unis ont la chance d'avoir un président qui n'est pas dans le sillage, qui n'est pas prisonnier du dogme de la « globalisation ». Sur le plan international, les États dialoguent pour tenter de façon souveraine de conjurer la catastrophe.

Vous me permettrez une question en guise de conclusion : est-ce la fin de la myopie sélective qui a frappé l'Occident depuis un peu plus de 20 ans ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Monsieur Comeau. Tout de suite, j'aimerais demander à M^{me} D'Entremont-Sauvé de poursuivre avec son intervention.

M^{me} D'Entremont-Sauvé (Marie-Hélène) : Bonjour. D'abord, je tiens à remercier M. Philippe Sauvageau et M^{me} Fatima Houda-Pepin ainsi que le comité directeur de la Journée du livre politique de m'avoir invitée à participer à cette table ronde : c'est un plaisir pour moi d'y participer. D'abord, le thème de la souveraineté de l'État dans un contexte de mondialisation est abordé par plusieurs auteurs dans la littérature et c'est un aspect très important dont on doit maintenant tenir compte dans nos analyses. Dans le cadre du débat sur la souveraineté du Québec, une réflexion qui porte sur l'avenir de l'État-nation dans cette nouvelle conjoncture mondiale est d'autant plus pertinente.

Je crois qu'il faut se poser la question : qu'entend-on par mondialisation ? C'est un phénomène qui a des racines lointaines, mais qui s'est accéléré beaucoup dans les années 80, à cause notamment des avancées technologiques au niveau des communications et du transport, ce qui a eu pour effet d'augmenter les contacts entre les gens de différentes régions du monde et qui a aussi facilité le déplacement de personnes et de marchandises. L'aspect le plus évident pourtant, pour moi, est sa facette économique, puisqu'on observe effectivement une augmentation des échanges commerciaux entre les États et une multiplication des accords de commerce internationaux.

D'emblée, avec la prolifération des traités de libre-échange, des traités de droit international et des organisations internationales, avec la libéralisation de plus en plus poussée du commerce et l'augmentation des flots migratoires, plusieurs sont portés à croire que les États ont de moins en moins de pouvoir, de contrôle sur leurs politiques publiques et qu'ils sont soumis à un nombre grandissant de contraintes. Tous ces facteurs, selon moi, modifient sans aucun doute le rôle de l'État, ils lui demandent de trouver de nouvelles stratégies pour pouvoir continuer à promouvoir son économie nationale. J'ajouterais quand même au passage que ces changements-là ont eu des impacts positifs, entre autres, pour les petits États ; je pense notamment à l'ALÉNA qui a eu des retombées assez positives pour le Québec en lui permettant de diversifier ses marchés d'exportation et, en plus, ça lui a permis de réduire ainsi sa dépendance face à l'espace économique canadien.

Donc, l'État, selon moi, est encore plus impliqué qu'auparavant et il le fait de façon plus originale en mettant en place des politiques qui encouragent la compétitivité de son économie nationale. Ces politiques-là peuvent prendre la forme de politiques de soutien à l'innovation et à la recherche et développement, qui se fait à travers, soit des crédits d'impôt aux entreprises, à travers le financement de laboratoires publics ou de l'université, ou encore par des politiques de formation de la main-d'œuvre. Ensuite, l'État pourrait inciter les entreprises à s'installer sur son territoire ou retenir celles qui y sont déjà ; il peut mettre en place un régime fiscal avantageux pour les entreprises et il peut également favoriser la présence d'une main-d'œuvre qualifiée sur son territoire.

Ensuite, il y a une autre stratégie possible et complémentaire à ce que je viens de nommer, c'est la capacité d'un État à adapter ses politiques industrielles aux changements économiques internationaux, et tout ça, en le faisant en coopération avec divers groupes d'intérêts. Ce type de pratique là, c'est ce qu'on peut appeler le néocorporatisme et ça fait

7^e Journée du livre politique

référence à un processus de concertation entre l'État et divers groupes de la société civile, principalement le patronat et le milieu syndical, et qui a pour but de gérer les conflits entre ces groupes-là en les impliquant dans le processus de décision des grandes orientations de politiques publiques.

Le néocorporatisme a particulièrement cours dans les petits États, puisque leur taille leur permet de réunir facilement les acteurs sociaux, de mettre en place ainsi une stratégie concertée en plus d'être souvent facilitée par la présence d'une identité partagée sur un territoire. D'ailleurs, les travaux de Peter G. Katzenstein montrent comment les petits États européens, par exemple, la Suisse, l'Autriche, la Belgique, comment ces petits États-là s'adaptent, depuis plusieurs années déjà, aux pressions de l'extérieur, puisqu'ils évoluent depuis longtemps dans une économie qui est ouverte. D'abord, ils s'adaptent en mettant en place des programmes sociaux généreux qui constituent une compensation qui atténue les effets négatifs des pressions extérieures. Ensuite, ces pays-là ont compris que dans leur situation, il est préférable d'avoir des politiques qui favorisent la collaboration plutôt que l'affrontement.

Au Québec, je crois qu'il existe certainement ce type d'arrangement, bien que ce ne soit vraiment pas de la même ampleur qu'en Europe. Il y a effectivement des groupes d'intérêts qui sont organisés, puis l'État les considère généralement comme des interlocuteurs légitimes — je pense à la FTQ, au Conseil du patronat, à l'UPA, plusieurs autres encore — et de la même façon, pour ces groupes d'intérêts, l'État québécois est souvent l'interlocuteur qu'ils privilégient pour faire entendre leurs revendications. Par ailleurs, la tradition québécoise des forums socioéconomiques est tout comme les tables de concertation sectorielles qui constituent des exemples de l'institutionnalisation, du néocorporatif.

Je crois que la concertation est possible grâce à la solidarité sociale, à la confiance, la cohésion sociale qui existent dans une société donnée. À ce niveau-là, il y a plusieurs études qui montrent qu'il y a un lien entre la cohésion sociale et le développement économique : je pense à des études de l'OCDE et de la Banque mondiale, par exemple, qui soutiennent, et tout ça, plusieurs auteurs comme Michael Keating, Dani Rodrik, etc. Et puis, plus près de nous, il y a le cas de la réussite économique de la Beauce, qui est un exemple de la relation entre la force des liens entre les individus et le développement économique.

Sachant cela, je crois que l'État doit continuer à jouer un rôle pour favoriser la solidarité. Il doit le faire d'abord en continuant à réduire les inégalités économiques. Ensuite, il doit continuer à inclure les groupes d'intérêts dans le processus décisionnel et, finalement, il doit miser sur un élément identitaire qui soit rassembleur. Au Québec, il existe certainement un degré de solidarité sociale, un certain degré de solidarité sociale qui est intimement lié au nationalisme québécois. Par contre, dans le contexte démographique où l'immigration est devenue de plus en plus nécessaire, il faut trouver un élément identitaire qui soit accessible à tous. La langue est un élément qui peut être, entre autres, un élément qui peut renforcer l'identité nationale, parce qu'elle permet de rassembler des gens au-delà de leur appartenance ethnique : ça pourrait donc être une solution à considérer.

Par contre, les données du dernier recensement sont assez inquiétantes à ce niveau-là, puisqu'on observe un important recul du français, surtout dans la région de Montréal. Donc, si on choisit la langue française comme élément rassembleur, il faut être en mesure d'envoyer

un message clair et renforcer nos lois qui protègent la langue française. Mais je crois qu'en plus de ça, il faut absolument proposer aux Québécois un projet de société qui soit stimulant et qui soit aussi rassembleur.

Donc, je terminerai en disant que la mondialisation ouvre des portes aux États et les invite à s'impliquer différemment dans le développement de leur société, les invite à le faire en misant davantage sur des facteurs sociaux comme la cohésion sociale qui, comme je l'ai montré brièvement, peut favoriser le développement socioéconomique et devenir un atout dans le contexte de la mondialisation. Merci.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Madame D'Entremont-Sauvé. Et voilà, troisième intervention, celle de Michel Venne.

M. Venne (Michel) : Bonjour. Il me fait plaisir de me retrouver ici. Quand j'étais journaliste au *Devoir* à la Tribune de la presse, ici à côté, j'étais un des clients les plus assidus de la bibliothèque. Je m'abreuvais aux lectures à la fois anciennes et nouvelles que je pouvais y trouver. C'est ici, entre autres, que j'avais déniché des articles écrits par Lucien Bouchard. Au moment où il devenait premier ministre, j'avais découvert ces articles, mais rédigés lorsqu'il était étudiant, dans des journaux étudiants, et une des choses que j'avais découvertes, mais j'imagine qu'il a beaucoup évolué depuis ce temps, c'est qu'au début des années 60, dans un éditorial d'un journal étudiant, il se portait à la défense de la mise à l'index de certains ouvrages pour protéger notre belle jeunesse.

Des voix : ...

M. Venne (Michel) : On a des trésors, dans cette bibliothèque. Mais je raconte tout ça surtout pour dire à partir de quel point de vue j'interviens aujourd'hui. C'est-à-dire que je n'interviens pas sur le phénomène de la mondialisation à partir d'intérêts ou d'une pratique économique ou financière, je ne suis pas non plus un spécialiste des relations internationales. J'ai commencé à réfléchir à la mondialisation en étant journaliste à la Tribune de la presse de l'Assemblée nationale et en m'intéressant au débat sur la question nationale, sur les questions constitutionnelles, donc à notre débat national, et donc à réfléchir à la place d'un État ou d'une nation, d'abord, dans la mondialisation, la nation québécoise. C'est donc non pas à partir du point de vue de l'homme de la rue, disons, mais à partir de la position d'un membre d'une petite nation en Amérique du Nord, que j'ai commencé à m'intéresser à ce phénomène-là.

Ensuite, j'ai continué de m'y intéresser lorsque j'ai fondé l'Institut du Nouveau Monde, en particulier à partir du point de vue des jeunes que nous réunissons chaque année à notre école d'été, entre 500 et 1 000 jeunes chaque année, qui viennent réfléchir pendant quatre jours — on fait ça depuis 2004, pendant quatre jours avec des conférenciers — M. Petrella a été le premier conférencier d'ouverture de la première école d'été de l'INM en 2004, d'ailleurs —, réfléchir à ce qui se passe dans la société, réfléchir au genre de monde dans

7^e Journée du livre politique

lequel ils veulent vivre. Et je me rends compte à les côtoyer que la mondialisation, d'abord, ne leur fait pas peur, bien qu'ils soient critiques à son égard, et c'est un phénomène qu'ils semblent avoir relativement intégré dans leur façon de concevoir la société dans laquelle ils vivent, le rôle de l'État, et ainsi de suite.

Le sujet qu'on nous demande d'aborder aujourd'hui est très vaste. Je me contenterai de trois affirmations que je vais essayer de défendre le mieux possible en peu de temps : la première, c'est que la mondialisation ne réduit pas le rôle de l'État sur son territoire ; la deuxième, c'est qu'à mon sens la souveraineté des États demeure — pour le moment en tout cas et probablement pour très longtemps — une condition de la démocratie ; et la troisième affirmation, c'est que la coopération internationale, donc l'ouverture des frontières, plutôt que de réduire, renforce, ou pourrait renforcer, la souveraineté des États.

Donc, la mondialisation ne réduit pas le rôle de l'État sur son territoire. D'abord, il faut bien constater — c'est peut-être un des paradoxes de la mondialisation, surtout la mondialisation qu'on appelle néolibérale ou économique —, les grandes multinationales n'ont cessé que de réclamer des allègements des réglementations un peu partout où elles s'installent, mais, en même temps, les entreprises multinationales ont besoin des États et les supporters de la mondialisation ont besoin des États.

Besoin des États, d'abord — pour ce qui est des entreprises — pour établir un cadre légal dans lequel évoluer de façon équitable par rapport aux concurrents qui sont sur le même marché. Les entreprises multinationales ont besoin que des lois régissent le marché dans lequel elles évoluent, pour des raisons d'équité et de justice de traitement. De même, les grands forums internationaux dans lesquels on discute d'environnement, de justice sociale, de droit du travail ont besoin des États pour que, au niveau national, on puisse appliquer les normes qui sont décidées au niveau international, qu'on puisse faire transposer dans des lois nationales les normes qui sont ainsi établies.

Donc, pour faire fonctionner la mondialisation, nous avons besoin des États. D'ailleurs, la première chose qu'une multinationale fait avant de s'établir dans un pays, c'est d'embaucher un avocat, puis un fiscaliste pour bien étudier les lois qui sont en vigueur, puis être sûre de s'y conformer... avant de demander de les changer, mais, ça, c'est une autre histoire.

L'État aussi a de l'avenir parce que beaucoup de ses fonctions ne pourront jamais être remplies par le secteur privé de façon adéquate, équitable et juste pour l'ensemble de la population. Et là, on peut en faire toute une liste : que ce soit la redistribution de la richesse, le soutien aux productions culturelles, la protection de l'environnement, l'administration de la justice, la sécurité publique, le développement du capital humain par l'éducation, la perception des taxes et des impôts pour financer l'ensemble des services communs, la protection des droits fondamentaux, la protection des identités collectives, la transmission des valeurs communes, et ainsi de suite. On ne peut pas s'en remettre au secteur privé pour ça.

Deuxième affirmation : la souveraineté est — en tout cas, pour le moment et sans doute pour longtemps — une condition de la démocratie. Pourquoi est-ce que je dis ça ? En fait, je pense que je m'oppose un petit peu à ce que M. Petrella disait tout à l'heure au sujet de la mondialisation du politique. Je ne suis pas certain que je suis pour l'établissement de structures politiques mondialisées.

D'abord, il y a beaucoup d'utopistes qui ont rêvé de ça, d'un univers politique mondialisé, et qui ont changé d'avis par la suite. Je lisais Jürgen Habermas, l'Allemand qui était un grand partisan de la construction européenne, notamment, et qui disait : « Écoutez, la formation sociale la plus grande que l'on connaisse jusqu'ici, qui a su rendre acceptables les sacrifices liés à la redistribution de la richesse, c'est l'État. » Cette idée qu'une société puisse agir démocratiquement sur elle-même n'a pas connu de cadre plus large jusqu'à présent de l'État. Et pourquoi ? Entre autres, parce que, justement, il fallait rendre acceptables les sacrifices imposés par la redistribution de la richesse, rendre acceptables également les contraintes imposées par la loi. Ce qui est en cause, c'est la légitimité des décisions prises par l'État. La légitimité ne peut découler que de mécanismes démocratiques et d'une pratique de formation de la volonté commune par la délibération. Or, essayer d'établir à l'heure actuelle un processus de composition de la volonté commune à l'échelle mondiale serait probablement techniquement impossible, quoique tous les obstacles techniques puissent finir par être insurmontables, mais c'est aussi que la démocratie est liée à la culture, est liée à l'identité. Comme l'a dit Charles Taylor, pour décider ensemble, il faut aussi délibérer ensemble, et il n'y a pas de délibération collective possible sans un accord de fond sur des principes, des buts, des valeurs clés. Or, l'humanité existe, mais elle est diverse, et la démocratie, pour s'appliquer, a besoin d'un certain niveau d'appartenance, d'identité, de culture.

D'ailleurs, ça vaut même pour les entreprises. Une dame du MIT, à Boston, a fait une enquête sur 500 grandes multinationales à travers le monde, et l'une de ses conclusions, c'est celle-ci : les multinationales qui réussissent le mieux, ce sont celles qui ont réussi le mieux à intégrer dans leurs pratiques leur héritage culturel. En d'autres termes, il y a des multinationales italiennes qui fonctionnent complètement différemment de multinationales américaines. Et pourquoi réussissent-elles ? Parce qu'elles ont respecté les valeurs de leur communauté.

Dernière affirmation : la coopération internationale, au contraire de ce qu'on croit, ne réduit pas la souveraineté des États, elle peut contribuer à l'augmenter. Pourquoi ? Parce que ce qui donne aujourd'hui du pouvoir aux multinationales, c'est leur capacité d'aller là où elles veulent et de jouer les États les uns contre les autres. On vit dans un contexte de concurrence pour obtenir des investissements étrangers. Alors, de quelle manière les États peuvent-ils réussir à élargir leur pouvoir face à ces multinationales qui les jouent les uns contre les autres ? Bien, c'est en faisant comme les multinationales, c'est en portant leur action à un niveau international, donc en coopérant entre eux de manière à établir des normes qu'ils pourront ensuite ensemble imposer à ces multinationales.

Ulrich Beck, sociologue allemand — je ne sais pas pourquoi je ne cite que des Allemands —, dans un article très intéressant paru il n'y a pas si longtemps, faisait la distinction entre l'autonomie et la souveraineté. Des États qui coopèrent et qui le font depuis déjà des années dans un ensemble de structures internationales, intergouvernementales perdent un peu d'autonomie, mais peuvent gagner en souveraineté. Pourquoi ? Parce que la souveraineté, disait-il, c'est la capacité d'agir à sa guise; la souveraineté, c'est la capacité de résoudre des problèmes. Or, en coopérant, en établissant des normes communes, en les imposant à l'échelle planétaire, les États peuvent contribuer à résoudre des problèmes sur leur territoire.

7^e Journée du livre politique

Donc, conclusion : la souveraineté reste un des principes les plus structurants de l'humanité à l'heure actuelle. La coopération, l'interdépendance, l'ouverture des frontières ne suppriment pas la souveraineté. Au contraire, ces phénomènes sont de nature à renforcer l'autorité étatique. La souveraineté est une condition de la démocratie et du respect de la diversité identitaire à l'échelle mondiale, et à travers tout ça d'ailleurs les petits pays peuvent tirer leur épingle du jeu dans la mondialisation s'ils sont intégrés dans un grand marché et capables d'innovation. Merci beaucoup.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci, Michel Venne. Merci à vous trois, bravo pour ces premières interventions. M. Petrella, évidemment, j'ai envie de vous demander d'y réagir. Vous avez pris des notes, presque autant que moi, je vous voyais faire. Êtes-vous, en gros, d'accord avec les points de vue exprimés ? Est-ce que vous pensez, comme Paul-André Comeau, que cette mondialisation néolibérale a pris quelques claques sur la gueule depuis 2001 et qu'on est en train de « relégitimer », si on peut dire, le rôle de l'État pour des raisons de sécurité et d'une réglementation des marchés financiers, par exemple ?

M. Petrella (Riccardo) : ...on a des opinions différentes, je pense...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, c'est ça.

M. Petrella (Riccardo) : ...et c'est bien, parce que de la diversité, je ne dis pas, naît la vérité, mais de la diversité, on peut se comprendre mieux.

Eh, oui !, j'aimerais bien réagir sur trois points. Se rendre compte de l'ampleur et de la profondeur de la privatisation du pouvoir politique. La privatisation du pouvoir politique est voulue par les États. Ce n'est pas, ça n'a jamais été l'État contre les multinationales ou contre le privé. Il y a des États qui ont toujours dit : « Je suis pour le privé. »

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, oui. Des États myopes, comme l'a dit M. Comeau, alors. Oui, c'est ça.

M. Petrella (Riccardo) : Pensez un tout petit peu... Tony Blair : « My government is pro-business ». Il n'a jamais voulu combattre les multinationales. Je ne suis pas d'accord avec l'idée que l'État est une citadelle qui se défend des méchants loups qui sont les prédateurs des multinationales. Mais les États ont fait les multinationales. Au fait, la privatisation du pouvoir politique confirme un vrai pouvoir souverain des États, c'est qu'eux ils font les lois. Encore, jusqu'à présent, les multinationales ne font pas les lois.

M^{me} Guénette (Françoise) : Donc, vous êtes d'accord avec Michel Venne ?

M. Petrella (Riccardo) : Les États privés ne font pas les lois, seulement les États font les lois parce qu'ils représentent les lois. Les groupes sociaux, les groupes économiques, les groupes politiques, qui sont aussi dans le secteur financier, sont aussi dans le secteur industriel et commercial. Permettez-moi de dire que la privatisation du pouvoir politique est très importante, par exemple. Ça a commencé déjà dans les années 50. Et si, au plan international, vous considérez l'inégalité des pouvoirs des agences des Nations unies par rapport, au contraire, aux agences de Bretton Woods...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, qui ont fondé les grandes institutions internationales.

M. Petrella (Riccardo) : Vous avez d'un côté les Nations unies, et puis vous avez la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'OMC. Mais ces trois ont le vrai... avec un pouvoir limité également, mais ils ont le vrai pouvoir au plan international. Ce qui est étonnant, au G20, qu'est-ce qu'ils ont décidé, les pouvoirs ? Ils n'ont pas renforcé l'ONU. Qu'est-ce qu'ils ont renforcé ? Le Fonds monétaire international. Et même pas la Banque mondiale, parce que la Banque mondiale est l'organisme dépositaire de la richesse mondiale pour financer des projets de développement à long terme. Jadis, c'étaient des développements continentaux multi-États, et pas seulement d'un pays. La Banque mondiale n'est même pas mentionnée, c'est le Fonds monétaire international qui a la fonction de prêt à court terme, donc la fonction de gendarme de la liquidité, et donc, des investissements en fonction de quoi ? De la stabilité des prix. Le monde est toujours le même.

C'est pour cela que — d'ailleurs, je termine sur ce point, mais peut-être que je vais raccourcir pour le reste — la privatisation du pouvoir politique, on la voit dans les concepts, dans les mots.

M^{me} Guénette (Françoise) : Par exemple, oui.

M. Petrella (Riccardo) : On ne parle plus de gouvernements, même pas de coopération internationale, comme Venne est en train de proposer, mais on parle de gouvernance. Or, vous devez savoir que la gouvernance est l'assassinat du pouvoir politique public.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oh !

M. Petrella (Riccardo) : La gouvernance signifie refuser la légitimité de l'État d'être le seul organe représentatif de la souveraineté des peuples. Parce qu'ils disent quoi, la gouvernance ? Ils disent : « La gouvernance, c'est le système de décision, puis c'est par tous les secteurs qui sont porteurs d'un intérêt. » Et l'État est réduit à un porteur d'intérêts. Dans un système de gouvernance, l'État est un porteur d'intérêts avec l'entreprise, avec les syndicats, avec les...

7^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais l'État est l'arbitre quand même et pas un acteur habituel, c'est ce que vous disiez, Marie-Hélène, l'État a su créer, au Québec, ce dialogue constant avec, par exemple, le Conseil du patronat, les grands syndicats, et ça donne des résultats en termes de concertation. Est-ce que c'est forcément négatif d'arriver à une gouvernance mieux partagée entre les acteurs, entre...

M. Petrella (Riccardo) : Très négatif. Vous savez pourquoi ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Pourquoi ?

M. Petrella (Riccardo) : Demandez à un parlementaire. Vous, le Parlement, vous êtes quoi ? Vous êtes l'expression institutionnalisée de la gouvernance. Parce que, dans le Parlement, il y a les représentants du monde industriel, il y a les représentants des paysans, il y a les représentants des femmes. Où est-ce qu'il est.... Non, mais pour dire : le Parlement, c'est quoi ? C'est quoi, le Parlement ? Alors, pourquoi réduire le Parlement à un porteur d'intérêts au sein d'une administration de l'État qui, lui, discute avec les entreprises, discute avec les syndicats. Pourquoi ? Le Parlement sert à quoi ? Si on a besoin d'un dispositif autre que les Parlements européens, on fait la gouvernance au niveau européen, mais alors à quoi sert le Parlement européen ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, oui, oui. Mais, en même temps, qu'est-ce que le peuple pense, lui, de ses gouvernements ? C'est quand même important de voir que dans plusieurs des sociétés, comme ici, les gens vont moins voter qu'avant. Il y a une sorte de refroidissement à l'égard de la démocratie représentative. Est-ce qu'il n'y a pas une évolution à faire de la façon de gouverner nos sociétés ? Michel Venne, Paul-André Comeau, qui veut enchaîner, réagir à M. Petrella ?

M. Comeau (Paul-André) : Oui, moi. Je suis content que notre ami Petrella ait soulevé la question de la gouvernance, qui, pour moi, est un *buzz word*...

M^{me} Guénette (Françoise) : Un mot un peu galvaudé, oui, c'est ça.

M. Comeau (Paul-André) : ...un mot tarte à la crème qui désigne une foule de choses et qui permet à peu près de camoufler des intentions généreuses comme des substrats très sérieux.

La gouvernance, si on veut la réduire à sa simple expression, c'est la façon de gouverner. Mais ce qu'on veut dire, effectivement, c'est le partage du gouvernement avec, effectivement, une atteinte à la souveraineté. Ça, moi, je pense, la gouvernance débouche là-dessus. Mais le concept est tellement utilisé. Quand on me parle de la gouvernance au

sein de l'Église catholique et qu'on est très sérieux, je n'y comprends plus rien. Alors, il y a ce mot qui sert à tout et à rien, mais qui sert évidemment à des fins. Moi, je suis d'accord avec notre ami Petrella là-dessus.

M. Petrella (Riccardo) : Je voudrais approfondir parce que là, je... Je ne veux pas monopoliser le débat là-dessus, mais, quand on dit qu'au fond, la démocratie, la souveraineté n'est qu'un partage entre des *stakeholders*, c'est-à-dire qu'on a marchandé la politique parce que c'est... Dans l'économie, il y a les *stakeholders*. C'est des porteurs d'intérêts. Et la force des *stakeholders*, c'est dans les marchés. Le marché devient le dispositif à la place du Parlement. C'est le marché, le marché global, dont, effectivement, M. Comeau parlait, c'est la démocratie, c'est le territoire, l'espace rendu public de la démocratie mondiale. Mais, dites-moi, si, ça, ce n'est pas l'assassinat de la souveraineté des peuples, qu'est-ce qu'il faut attendre pour assassiner les peuples ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Michel Venne.

M. Venne (Michel) : Il faut leur donner du pouvoir dans des organisations de la société civile qui sont capables de jouer un rôle autant que les représentants du monde corporatif. Moi, je considère que la gouvernance, lorsqu'on la... Je suis d'accord avec monsieur Comeau que c'est un mot qui a été tellement galvaudé aujourd'hui, mais enfin la gouvernance, telle que je la comprends, c'est la mise en commun d'un certain nombre de ressources, de capacités d'agir, de volontés, c'est une concertation des différents pouvoirs dans une société, et, qu'on le veuille ou non, il y aura toujours différents pouvoirs dans la société à côté du pouvoir étatique parce que l'argent sera toujours une source de pouvoir, la religion sera toujours une source de pouvoir, la culture sera toujours une source de pouvoir, la tradition, et il y en a plein.

Donc, pour moi, la gouvernance, c'est une capacité de mobiliser les différents acteurs d'une société. Qui est le mobilisateur en chef ? Ça devrait être l'État. Et, dans ce sens-là, pour moi, la gouvernance, comprise comme je viens de l'expliquer, c'est la planche de salut de la souveraineté étatique, de la souveraineté nationale et de la démocratie, parce que, sinon, on va se retrouver avec des gens qui vont s'opposer aux États, qui vont s'opposer au pouvoir. D'ailleurs, on le voit bien : 56 % de participation aux dernières élections provinciales ici à Québec. Moi, si j'étais député, je me poserais de sérieuses questions. Je veux dire, il y a une désaffection à l'égard de la façon dont on exerce le pouvoir politique. Il y a mille et une raisons pour ça, puis ça pourrait faire l'objet d'un autre « panel », mais il faut absolument qu'on trouve le moyen de mobiliser les pouvoirs de la société civile, les citoyens, les organisations de toutes sortes : culturelles, sociales, économiques, et, dans ce sens-là, bien, on crée une contrepartie au pouvoir économique. Il y a Rosanvallon, en France...

M^{me} Guénette (Françoise) : Ça devient un rempart contre la mondialisation qu'on ne veut pas. C'est ce que... à la limite.

7^e Journée du livre politique

M. Venne (Michel) : C'est-à-dire que, pour moi, la mondialisation renvoie les nations à elles-mêmes. M. Petrella a parlé du G20, tout à l'heure. C'est quoi, le G20 ? C'est une rencontre de 20 représentants de 20 pays différents. Alors, ce sont les pays qui décident entre eux, représentés, évidemment, par les États élus censément démocratiquement, avec des variantes sur... le caractère démocratique selon les pays. Mais ce que je veux dire, c'est que ce sont les pays qui décident, ce sont les pays qui décident de la marche de l'Europe.

On va se retrouver vendredi avec 34 représentants de 34 pays différents au Sommet des Amériques. Ce sont des représentants des pays qui, normalement, auraient dû obtenir leur mandat de la population qu'ils représentent, parce que les 34 personnes qui vont être réunies vendredi, quelque part au Mexique — c'est bien ça ? —, ces gens-là vont... en fait, n'ont de comptes à rendre qu'à leurs commettants, qu'à ceux qui les ont élus dans leur pays. Ils n'ont pas de comptes à rendre à la société civile qui va s'agiter dans la rue. D'ailleurs, les gens qui sont membres de la société civile qui sont dans la rue ont des comptes à rendre à qui ? C'est une autre question.

C'est pour ça que j'ai des réticences face à cette espèce de mondialisation du politique. On revient toujours aux États. Et c'est dans ce sens-là que, pour moi, le défi, c'est de mieux vivre la démocratie à l'intérieur des États, à l'intérieur des territoires nationaux, parce que c'est là qu'on est capables d'agir, c'est là qu'on a une prise, c'est là qu'on a une capacité d'intervention.

M. Petrella (Riccardo) : Il y a une condition, cependant.

Mme Guénette (Françoise) : Laquelle ?

M. Venne (Michel) : Sans doute, et même plus qu'une.

M. Petrella (Riccardo) : Il y a une condition fondamentale qui est importante, c'est qu'il y ait des biens communs publics mondiaux. Sans biens communs, il n'y a pas de participation de la société civile, la société civile reste protestataire, elle ne pourra (...) rien. La démocratie ne fonctionne pas à l'intérieur d'un État si on a privatisé la vie. Et, si on privatise l'eau, les forêts, la terre, le sol, on privatise la vie, et alors tout le reste sur la démocratie interne participative est blabla.

Mme Guénette (Françoise) : Oui. Mais en même temps...

M. Petrella (Riccardo) : Il faut avoir...

Mme Guénette (Françoise) : ...cette idée...

M. Petrella (Riccardo) : Le problème de la souveraineté et de la sécurité est un problème de propriété. Et, si le peuple n'est pas propriétaire, si c'est Monsanto qui est propriétaire de 44 % de la terre de l'Argentine...

M^{me} Guénette (Françoise) : Des semences...

M. Petrella (Riccardo) : ...inutile de dire aux Argentins : « Fais ta démocratie intérieure en Argentine. » Ils te rigolent en face.

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais parlons...

M. Petrella (Riccardo) : Qu'est-ce qu'ils peuvent faire ?

M^{me} Guénette (Françoise) : ...M. Petrella, de la faisabilité de ce que vous proposez comme modèle de gouvernance ou de politique, d'organisation politique mondiale, par ces conseils, par exemple, dévolus à l'eau, à la terre, à la justice. Et on vous dit de l'autre côté : « C'est parfaitement utopique... »

M. Venne (Michel) : Non.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Alors ?

M. Venne (Michel) : On peut avoir des conseils, mais qui, pour l'instant, à mon sens...

M^{me} Guénette (Françoise) : Bien, des conseils décisionnels qui auront un vrai pouvoir politique ?

M. Venne (Michel) : Internationaux, transnationaux, interétatiques ou supranationaux, mais toujours avec une représentation des différents États qui vont se réunir pour adopter des normes qu'ils vont ensuite partager et faire appliquer dans leur pays respectif. Imaginez que vous avez un conseil mondial de l'eau et que ce conseil mondial établit des normes. Eh bien, là, vous allez avoir les États-Unis qui vont dire : « On s'en fout, on ne les applique pas, ces normes-là. D'ailleurs, c'est ce qu'ils font, à plusieurs reprises, dans plusieurs situations actuelles. »

M^{me} Guénette (Françoise) : Prenons l'exemple de Kyoto, prenons...

7^e Journée du livre politique

M. Venne (Michel) : Prenons l'exemple de Kyoto. Alors, il n'y a pas...

M^{me} Guénette (Françoise) : ...le traité sur le sort des enfants, ils...

M. Venne (Michel) : ...il n'y a pas d'application possible de ces normes-là s'il n'y a pas un engagement des... à moins qu'on ne change complètement la façon dont la Terre fonctionne, mais, ça, ça va prendre des milliers d'années. Et donc...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M. Venne (Michel) : ...et donc, c'est pour ça que je pense que c'est l'internationalisme qui est encore possible aujourd'hui.

M^{me} Guénette (Françoise) : Qui est encore la meilleure voie.

M. Venne (Michel) : Cela étant dit, je ne suis pas en contradiction avec M. Petrella.

Des voix : ...

M. Venne (Michel) : Je sens que M. Petrella...

M^{me} Guénette (Françoise) : Paul-André.

M. Comeau (Paul-André) : De souveraineté.

M^{me} Guénette (Françoise) : De souveraineté ou d'autonomie?

M. Comeau (Paul-André) : De souveraineté.

M^{me} Guénette (Françoise) : Parce que, là... De souveraineté ou d'autonomie relative ?

M. Comeau (Paul-André) : De souveraineté.

M. Venne (Michel) : J'appelle ça du partage.

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais, pour vous, c'est désastreux ou c'est quand même la voie qu'on devrait viser ?

M. Comeau (Paul-André) : Non, non, c'est la voie, je pense, c'est la seule façon, et c'est pourquoi, comme on dit, opposer souveraineté et supranationalité ou internationalité, c'est difficile, parce que, moi, je ne vois pas comment on puisse arriver à des décisions collectives sans cession de souveraineté.

M. Petrella (Riccardo) : La thèse, c'est de dire : « Est-ce vrai ou pas qu'aujourd'hui le peuple de la Terre est l'humanité? » Si le peuple de la Terre est l'humanité, le seul peuple souverain est l'humanité. Certes, pour arriver de la souveraineté du peuple de Florence au peuple de l'humanité, il y aura peut-être pas mal de printemps et d'automne qu'il faudra vivre. Mais le peuple de Florence ou le peuple italien n'est plus le seul et le vrai dépositaire de la souveraineté; c'est l'humanité. Alors, après, comment l'organiser ? Tout est à faire.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Tout est à faire, en effet.

M. Petrella (Riccardo) : Tout est à faire.

M^{me} Guénette (Françoise) : Et qu'est-ce que vous en pensez à ce moment-ci, Marie-Hélène, de renforcer, d'arriver à une véritable organisation politique mondiale, alors que, pour vous, les petits États se défendent assez bien dans la mesure où ils arrivent à garder une cohésion sociale et à partager un peu la gouvernance ?

M. Petrella (Riccardo) : Le Danemark.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui, le Danemark, le modèle des États européens, c'est quand même intéressant. On le cite souvent.

M^{me} D'Entremont-Sauvé (Marie-Hélène) : Bien, je trouve ça difficile de voir comment on pourrait faire un Conseil de l'eau, tout ce que vous avez nommé, sans... Ça va toujours être des États qui vont être représentés à ce conseil-là. C'est ça que j'ai de la difficulté à voir...

M^{me} Guénette (Françoise) : Donc, quelle différence y aurait-il entre ça et une autre organisation internationale ? C'est ce que vous dites ?

7^e Journée du livre politique

M^{me} D'Entremont-Sauvé (Marie-Hélène) : Oui. Ça revient un peu à ça, oui.

M. Petrella (Riccardo) : Alors...

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais comment donner plus de force à ce conseil-là qu'à l'ONU actuelle, là ? Ça serait toujours bloqué...

M. Petrella (Riccardo) : C'est intéressant. C'est-à-dire, l'État romain...

M^{me} Guénette (Françoise) : D'accord. On remonte à loin. Ce sera bien fondé.

M. Petrella (Riccardo) : Non, non. L'État romain représentait aussi le droit, à l'époque, l'autorité, non ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M. Petrella (Riccardo) : Mais c'était une autorité de la puissance.

M^{me} Guénette (Françoise) : De l'empire.

M. Petrella (Riccardo) : De l'empire. L'État américain...

M^{me} Guénette (Françoise) : L'empire.

M. Petrella (Riccardo) : ...ça représente quoi ? Mettez-vous à la place des Chinois et des Indiens. Il est vrai que, pour nous, le 11 septembre a été un cataclysme. Mais, pour les milliards de Chinois, pour les Indiens, si vous leur demandez, le 11 septembre, qu'est-ce qu'il représente dans leur vie, peut-être qu'ils ne savent même pas. Pour les 800 millions d'Africains, peuh !...

Une voix : Les musulmans, en tout cas, ça a dû les affecter.

M. Petrella (Riccardo) : ...hein ! peuh ! Alors, 3 000 humains, eh bien, alors ? Et combien de fois nous disons que les 350 000 civils morts en Irak ont changé l'histoire ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Donc, notre lecture est toujours relative et...

M. Petrella (Riccardo) : Cher ami Venne, vous dites : « Trois mille sont morts, le 11 septembre, d'un coup. » Combien de fois il faudra répéter ça ? Il faudrait répéter ça 100 fois pour les Irakiens civils qui sont morts à cause d'une invasion. Alors, pour les Irakiens, le 11 septembre ne représente strictement rien.

M^{me} Guénette (Françoise) : ...Enfin...

M. Petrella (Riccardo) : Mais enfin, ne regardons pas ce que nous aimons regarder, regardons la réalité et nos concepts, nos mots.

M^{me} Guénette (Françoise) : Écoutez, ça m'amène à une autre question : « Comment rallier les Irakiens, les Chinois, les Indiens à la nécessité de quelques grands conseils pour régler, réglementer, être responsables des grands problèmes communs de l'humanité ? » L'environnement, la justice. Alors, comment...

M. Petrella (Riccardo) : Tout à fait. Je préfère essayer d'aller vers des solutions nouvelles que d'accepter que ce soit le Fonds monétaire international qui gouverne dans les cinq prochaines années.

M^{me} Guénette (Françoise) : Bon. Présenté comme ça, évidemment... Paul-André...

M. Comeau (Paul-André) : Ce n'est pas la vertu qui va nous amener à cela, mais la nécessité. Il faut être réaliste.

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais encore faut-il l'expliquer et en convaincre tout le monde.

M. Comeau (Paul-André) : Oui. Mais la nécessité, par exemple, de l'eau, c'est quelque chose d'élémentaire, et c'est la raréfaction, la dégradation de la qualité de l'eau qui va nous amener nécessairement à adopter des solutions du genre. Ce n'est pas une vue de l'esprit, une conception angélique, c'est carrément...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Il me semble que les Chinois ou les Indiens qui veulent acheter leurs Tata, ces jours-ci, sont peut-être plus difficiles à convaincre que nous ?

7^e Journée du livre politique

M. Petrella (Riccardo) : Au point de vue de la nécessité...

M^{me} Guénette (Françoise) : Ils accèdent à cette croissance économique et ils n'ont pas l'intention d'en être privés.

M^{me} Guénette (Françoise) : Alors, c'est un exemple que je donne, mais encore là...

M. Comeau (Paul-André) : Non. Mais ils vont eux aussi éprouver la nécessité de l'eau et de l'énergie et ils vont nécessairement cheminer en ce sens. Sinon, simplement par raisonnement, par philosophie, moi, je pense qu'on va continuer à tourner en rond et à maintenir les solutions qui ont été imaginées il y a soixante ans maintenant.

M^{me} Guénette (Françoise) : Écoutez, pour finir, rapidement, avant de passer... je vous invite à vous présenter au micro. Il reste quelques minutes pour poser vos questions à M. Petrella, M. Venne, M. Comeau, M^{me} D'Entremont-Sauvé. Alors, allez-y. Allez-y, il y a un micro au milieu de la salle. Je vous demanderais de vous identifier. Je sais que le propos est très vaste, si vous avez envie de revenir à une question très précise comme la souveraineté politique de l'État québécois, et je ne parle pas de la question nationale, mais bien du pouvoir d'un État comme le nôtre de gérer tous les aspects de son développement, Alors, allez-y. Si je comprends bien, vous êtes plutôt positive, optimiste en tout cas en donnant les exemples que vous donnez, inspirés de l'histoire récente du Québec.

Une voix : Bien, je ne crois pas que c'est la raison pour faire la souveraineté. Par contre, c'est une réponse à ceux qui disent que le Québec perdrait du pouvoir s'il n'était plus partie prenante de la fédération canadienne.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Mais en même temps vous mettez de l'avant l'idée d'un projet politique, mais qui pourrait être une véritable promotion du français, une espèce de renforcement de la cohésion autour d'une langue commune, vraiment commune. Voilà. Vous, la survie des petites nations dans ce monde ?

M. Comeau (Paul-André) : Aucun problème.

M^{me} Guénette (Françoise) : Aucun problème.

M. Comeau (Paul-André) : Non. Par contre, je voudrais soulever... j'ai une interrogation sur l'affirmation de Michel Venne à propos... l'équation entre souveraineté et conditions à la démocratie. J'avoue, là, je ne suis pas sûr que je saisisse bien le sens du propos. Quand je me souviens de Ceausescu qui était considéré comme le plus grand défenseur de la souveraineté dans l'empire de l'Est, il n'y avait pas de relation trop avec la démocratie.

M. Venne (Michel) : La souveraineté n'est pas une garantie de la démocratie, puisqu'il existe des dictatures, ça va de soi. Mais ce que je veux dire, c'est que, et j'ai essayé de l'illustrer en citant Habermas tout à l'heure, c'est que le territoire le plus large, le plus vaste dans lequel on a été capable d'instaurer une démocratie, c'est un territoire qui est gouverné par un État. Il y a peut-être d'autres façons de l'envisager, mais on ne les connaît pas encore. Et instaurer une démocratie à l'échelle mondiale, dont les sujets seraient chacun des milliards d'individus qui vivent sur la planète, m'apparaît quelque chose d'irréalisable, et c'est dans ce sens-là que... Que la Terre, la planète soit divisée en une multitude de pays, lesquels ont des régimes démocratiques, ils ne sont pas tous démocratiques, et ce n'est pas une garantie, je le répète, mais je pense qu'actuellement...

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais c'est quand même une condition...

M. Venne (Michel) : ...c'est une condition, il faut qu'il y ait une capacité de gouverner un territoire pour que j'aie envie, moi, de me prononcer sur la manière de gouverner ce territoire. C'est dans ce sens-là que je veux le dire. Il y a pour moi aussi un lien aussi avec la nation qui habite ce territoire, donc la formation humaine, la communauté politique qui se trouve suffisamment de choses en commun pour assumer le risque qui vient avec le partage de la richesse et la contrainte qui vient avec l'adoption des lois.

M^{me} Guénette (Françoise) : De telles choses communes en termes de valeur, par exemple. Alors, voilà, on va prendre une première question, une première intervention.

(Questions du public)

M^{me} Guénette (Françoise) : (...) Merci beaucoup, M. Petrella, M^{me} D'Entremont-Sauvé, merci M. Comeau, merci M. Venne, et puis à l'année prochaine peut-être.(...)

(Fin de la table ronde)

8^E JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE – 6 AVRIL 2010

La 8^e Journée du livre politique était sous la présidence de M^{me} Fatima Houda-Pepin, députée de La Pinière et première vice-présidente de l'Assemblée nationale. Les membres du comité directeur de la Journée du livre politique 2010 étaient : M^{me} Pauline Côté, M. André-C. Côté, M. Antoine Del Busso, M. Norman Delisle, M^{me} Élaïne Hémond, M. Denis Monière, M. Martin Pelletier, M^{me} Claire Prévost-Fournier et M. Philippe Sauvageau.

Les activités de la Journée ont commencé avec la visite de l'exposition *Le Devoir : témoin de la vie politique québécoise* en compagnie de la vice-présidente, M^{me} Houda-Pepin. Les participants à la Journée ont par la suite assisté à une conférence ayant pour titre *Médias et politique, en première ligne*, prononcée par M^{me} Lise Bissonnette, qui a occupé tour à tour au quotidien *Le Devoir* les postes de correspondante parlementaire à Québec et à Ottawa, d'éditorialiste, de rédactrice en chef et de directrice générale.

Cette conférence a lancé des questions intéressantes qui ont alimenté les discussions de la table ronde, animée par M^{me} Françoise Guénette, sur le thème *Médias et politique*. Voici les participants à la table ronde :

- **Luc Bégin** : professeur titulaire à la Faculté de philosophie de l'Université Laval depuis 1999, il est l'auteur de quelques ouvrages dont *Éthique et ingénierie* (1991). Ses domaines de recherche couvrent des sujets aussi variés que la philosophie du droit, l'éthique et la morale, les droits de la personne et les enjeux identitaires.
- **Lise Bissonnette** : en juin 2009, après trois mandats à la tête de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, elle quitte cette fonction pour se consacrer à des travaux personnels d'écriture et de recherche.
- **Marc-François Bernier** : titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en communication, il est spécialisé en éthique du journalisme. Il a publié plusieurs ouvrages, dont *Journalistes au pays de la convergence : sérénité, malaise et détresse dans la profession* (2008) et *Les fantômes du parlement : étude de l'utilité des sources anonymes chez les courriéristes parlementaires* (2000).
- **Jean-Claude Leclerc** : journaliste reporter et éditorialiste au quotidien *Le Devoir* de 1967 à 1990, il est également chroniqueur à ce même journal depuis 2000 à la rubrique Éthique et Religions. Chargé de cours à l'Université de Montréal depuis 1990, il enseigne l'analyse critique du traitement de l'information et l'introduction à l'information journalistique.
- **Emmanuelle Saucier** : avocate et associée du cabinet d'avocats McMillan, elle travaille en litige commercial et civil et possède une vaste expérience en matière de droit de la diffamation. Elle a publié le livre *Tout tient dans la façon de le dire : un guide sur la diffamation* (2009). De plus, elle a rédigé plusieurs articles dans des revues spécialisées.

Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale

Membres du jury :

Martin Pâquet, historien et professeur au Département d'histoire de l'Université Laval, Réjean Pelletier, politologue et professeur au Département de science politique de l'Université Laval jusqu'en 2009 et Manon Tremblay, professeure titulaire à l'École d'études politiques à l'Université d'Ottawa.

Récipiendaires :

1^{er} prix

Éric Bédard, *Les réformistes : une génération canadienne-française au milieu du XIX^e siècle*, Boréal.

2^e prix

Louis Massicotte, *Le Parlement du Québec de 1867 à aujourd'hui*, Presses de l'Université Laval.

3^e prix

Robert Aird et Mira Falardeau, *Histoire de la caricature au Québec*, VLB éditeur.

Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Membres du jury :

Frédéric Bastien, professeur adjoint au Département d'information et de communication de l'Université Laval, Jean Charron, politologue et professeur au Département d'information et de communication de l'Université Laval et Robert Comeau, professeur au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

Récipiendaires dans la catégorie « Thèses de doctorat » :

1^{er} prix et Prix Ministère des Relations internationales du Québec / Ministère des Affaires étrangères de France

Olivier Turbide, *La performance médiatique des chefs politiques lors de la campagne électorale de 2003 au Québec : description et évaluation des images construites en situation de débat télévisé, d'entrevue d'affaires publiques et de talk show* (Université Laval).

2^e prix

Luc Dancause, *Le rôle des élus auprès des corporations de développement économique communautaire : des acteurs inscrits dans les réseaux et la gouvernance du développement économique local* (Université du Québec à Montréal).

Récipiendaires dans la catégorie « Mémoires de maîtrise » :

1^{er} prix

Maude Laplante-Dubé, *Les interventions du gouvernement québécois dans le domaine de l'édition (1978-2004)* (Université de Sherbrooke).

2^e prix

Marie-Christine Gilbert, *L'impact de la Loi sur l'administration publique sur le contrôle parlementaire* (Université Laval).

OUVERTURE OFFICIELLE

M^{me} Fatima Houda-Pepin, première vice-présidente de l'Assemblée nationale

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Chers collègues députés, Monsieur le député de Charlesbourg et Madame la députée de Taschereau, membres du comité directeur, distingués invités, Monsieur Sauvageau, chers amis, je suis extrêmement heureuse de vous accueillir et de vous souhaiter la plus cordiale des bienvenues à cette huitième Journée du livre politique au Québec. Depuis sa première édition, le 9 avril 2003, la Journée du livre politique n'a cessé de rayonner au-delà de notre cadre institutionnel et rejoint de plus en plus le grand public. Elle vise à souligner le travail des auteurs qui s'intéressent à la politique et à promouvoir leurs travaux et leurs publications.

Cette année, les membres du comité organisateur vous proposent une programmation variée en trois volets :

Une exposition soulignant le 100^e anniversaire de la fondation du *Devoir*. Nous sommes d'ailleurs très heureux, et c'est un hasard, mais c'est un bon hasard, d'accueillir parmi nous deux artisans du journal *Le Devoir*, M^{me} Lise Bissonnette et M. Jean-Claude Leclerc, qui étaient respectivement directrice et éditeur, je pense, éditorialiste du *Devoir*.

Suivra ensuite une conférence principale sur le thème *Médias et politique* avec nulle autre que M^{me} Lise Bissonnette, et une table ronde sur le même thème, à laquelle prendront part, outre M^{me} Bissonnette, des conférenciers d'horizons divers: M^{me} Emmanuelle Saucier, avocate; MM. Luc Bégin et Marc-François Bernier, professeurs universitaires; et M. Jean-Claude Leclerc, journaliste.

Le troisième volet de notre journée porte sur le livre politique proprement dit. On procédera alors à une cérémonie de remise de prix déterminés par un jury d'experts : le prix de la présidence de l'Assemblée nationale, le prix de la Fondation Jean-Charles Bonenfant, dans

la catégorie Mémoires, et le prix dans la catégorie des thèses de doctorat, en collaboration avec le ministère des Relations internationales et de la Francophonie et le ministère des Affaires étrangères et européennes de la République française. Les prix ainsi attribués sont accompagnés de bourses d'une valeur totale de plus de 14 000 \$.

Cette reconnaissance est bien méritée, car le livre, malgré la prolifération des moyens de communication de masse, demeure une valeur sûre pour transmettre des idées, comme en témoigne notre slogan: *Des idées à votre portée !* Des idées, il en faut pour nourrir notre réflexion et pour nous ouvrir aux réalités du monde qui nous entoure. D'ailleurs, l'intérêt des Québécois pour la littérature ne se dément pas, comme en témoignent la croissance annuelle des ventes et les dépenses pour l'achat de livres neufs, qui se situaient autour de 800 millions de dollars, en 2008.

Je tiens à remercier les membres du comité directeur de la Journée du livre politique, que j'ai le privilège de présider ; un merci tout spécial aux membres du jury, qui consacrent beaucoup de temps à la lecture des ouvrages et qui en font l'évaluation et la sélection pour l'attribution des prix. Merci au personnel de l'Assemblée nationale et de la Bibliothèque en particulier, avec le collaborateur principal, qui est M. Sauvageau, le directeur de la Bibliothèque. Merci aussi à tous les membres du personnel du protocole, des communications, de la logistique, etc. Merci également à vous, le public, de votre fidélité et de l'intérêt que vous manifestez à célébrer avec nous l'apport de nos auteurs du livre politique, un genre littéraire qui mérite d'être davantage connu et reconnu. On ne peut pas trouver meilleur endroit pour honorer nos lauréats et finalistes que la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, un lieu de mémoire et d'histoire dépositaire de plus de deux millions de documents, autant de livres et d'archives à votre portée. Alors, je vous souhaite une très bonne Journée du livre politique. Merci de votre attention.

(...)

(Suspension)

(Reprise)

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Chers collègues députés, Madame la députée de Taschereau et Monsieur le député de Charlesbourg, Mesdames et Messieurs les conférenciers et conférencières, Monsieur Sauvageau, chers amis, bonjour. Je suis extrêmement heureuse de vous présenter notre conférencière principale. En fait, on a tout fait pour l'avoir, parce que, elle vous le dira elle-même, elle ne veut plus entreprendre de conférences de tout genre, comme elle dit, elle veut plutôt se concentrer sur l'essentiel. Mais le sujet qu'on va discuter avec vous, c'est aussi essentiel. Alors, c'est un privilège pour moi de vous présenter M^{me} Lise Bissonnette, en cette année du centenaire du quotidien *Le Devoir* où M^{me} Lise Bissonnette a occupé tour à tour le poste de correspondante parlementaire dans les capitales québécoise et canadienne, les postes d'éditorialiste, de rédactrice en chef et de directrice générale. Elle vous témoignera de l'évolution des rapports entre les médias et les instances politiques au cours de la période particulièrement effervescente de 1974 à 1998, période durant laquelle elle se trouvait en première ligne.

8^e Journée du livre politique

Apte à passer concrètement en revue les petites et parfois les grandes mutations qui ont modifié le métier, de ses exigences les plus prosaïques jusqu'à ses angoisses éthiques, elle s'autorisera aussi à dévoiler, au cours de sa conférence, quelques-unes des observations qu'elle a gardées en réserve durant son passage à la présidence d'un organisme public, de 1998 à 2009.

M^{me} Lise Bissonnette se consacre aujourd'hui à des travaux personnels d'écriture et de recherche, après avoir mené une carrière de gestionnaire de haut niveau à la tête de grandes institutions québécoises. En juin 2009, au terme de trois mandats, elle a quitté la présidence et direction générale de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, devenue sous sa gouverne la plus importante institution culturelle du Québec, tant par sa taille que par la diversité de ses missions.

De 1990 à 1998, M^{me} Bissonnette a été directrice et éditrice du quotidien *Le Devoir* où elle avait fait ses débuts comme journaliste en 1974. Écrivaine, elle est l'auteur de huit ouvrages : trois essais, quatre oeuvres de fiction et un livre alliant ces deux genres littéraires. Sa contribution aux débats d'idées et son engagement au sein de la communauté lui ont valu de nombreuses distinctions, dont huit doctorats *honoris causa* décernés par des universités du Québec, du Canada et des États-Unis. M^{me} Bissonnette a également reçu la médaille de carrière de l'Académie des lettres du Québec, en 1999, et le Prix de carrière de la Fondation pour le journalisme canadien, en 2010.

Mesdames et Messieurs, joignez-vous à moi pour accueillir chaleureusement M^{me} Lise Bissonnette.

Conférence de M^{me} Lise Bissonnette: Médias et politique, en première ligne

M^{me} Bissonnette (Lise) : Merci beaucoup, Madame la Première Vice-Présidente de l'Assemblée nationale, Monsieur le Directeur de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec. Vous savez que M. Sauvageau est bibliothécaire, mais vous ne savez pas que M^{me} Fatima Houda-Pepin est elle aussi bibliothécaire. Je suis donc très heureuse d'être accueillie par ces deux bibliothécaires aujourd'hui, moi qui ai tant aimé ce milieu et qui l'aime encore, et je suis ravie d'être dans cette salle. Je salue les élus qui sont parmi nous et je vous salue tous, chers amis.

Quand M. Sauvageau m'a demandé quel titre je donnerais à ma conférence, j'ai dit : *En première ligne*. Comme ça, c'était une façon assez facile de trouver un titre à l'avance. Je lui ai dit que je ne ferais pas de texte, et j'en ai fait un. Voilà. Et finalement j'ai changé le titre en l'écrivant il y a quelques jours. Je me disais : J'aurais dû — mais c'était un peu une blague, ça ne se faisait pas ici, à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale — je disais : Ma conférence pourrait aussi s'intituler *Intervention d'une has-been*. Et vous allez comprendre dans quelques instants pourquoi je le dis.

D'une part, c'est bien ce dont il s'agit : ma carrière de journaliste, entreprise en 1974, s'est terminée au début d'août 1998. Il y a donc près d'une douzaine d'années maintenant que je ne pratique plus. Et 12 ans, c'est une éternité pour les médias comme pour la politique.

D'autre part, il est absolument vrai que je réagis très souvent en ancienne, entre guillemets, quand je continue à consommer — et je le fais massivement — les médias et la politique, et je n'ai pas tendance à m'excuser d'avoir de l'âge et de l'expérience. Enfin, parce que cette expression *has-been* — je n'aime pas utiliser les expressions anglaises ici, mais quand même... — me sert d'anecdote intéressante pour amorcer mon propos de ce jour.

J'ai signé un tout dernier texte dans un média, dans *Le Monde* du 20 octobre dernier, c'est donc assez récent. J'y prenais part au débat sur les intentions de la Bibliothèque nationale de France, qui étaient annoncées, mais fortement contestées. Vous vous souviendrez, ceux d'entre vous qui suivent ce débat, que la BNF voulait conclure un partenariat avec la multinationale Google pour la numérisation de ses ouvrages patrimoniaux. L'ancien président de la BNF, que j'ai bien connu et avec lequel j'ai beaucoup travaillé, l'historien fort connu aussi, Jean-Noël Jeanneney, avait publié, il y a quelques années, un livre percutant sur cette question, certains l'ont lu certainement, cela s'appelle *Quand Google défie l'Europe*. Ça a connu une quinzaine d'éditions et ça vient d'être réédité. Il avait publié ce livre quand il était encore en poste et il venait de s'élever publiquement, donc l'automne dernier, contre les intentions de son successeur, c'était costaud comme bataille, qui, donc, lui, écoutait les sirènes de Google, et la polémique prenait des allures un peu francofrançaises que j'estimais, pour ma part, un peu limitées. J'ai donc proposé au Monde un texte qui soutenait la position de M. Jeanneney en attirant l'attention sur des impacts internationaux importants comme notamment auprès des autres bibliothèques nationales de la planète, il y en a une centaine, ainsi, bien sûr, qu'en francophonie. Je vous fais grâce de ce débat, je ne suis pas là pour vous en parler aujourd'hui.

Mais, comme c'est normal maintenant, *Le Monde* a publié après mon texte les commentaires. Le texte d'une polémique de M. Jeanneney avait été publié dans *Le Figaro*, moi, j'ai publié dans *Le Monde* et, dans les deux cas, il y avait donc des commentaires sur le site Internet qui reprenait nos textes publiés sous forme papier. L'un des plus immédiats des commentaires à mon texte a été aussi le plus lapidaire. Il contenait trois mots suivis de trois points de suspension et c'était, ouvrez les guillemets, « *Has-been*, Lise... ». Ce n'est pas signé, c'est un anonyme, évidemment dans ces journaux, ceux qui connaissent ce genre de commentaire ne seront pas surpris, c'est le style de la chose. Je reviendrai donc plus loin sur cet incident qui me semble un joli socioanalyste. J'avais un mentor, le sociologue Georges Lapassade, c'est lui qui avait mis l'UQAM à feu et à sang, en 1970, mais que j'ai toujours beaucoup aimé, et, lui, il appelait ça de la socioanalyse, c'est-à-dire qu'un socioanalyste, c'est ce qui vous permet d'éclairer les ressorts intérieurs qui travaillent une institution. Et ce « *Has-been*, Lise... » est resté dans mes annales.

En m'appuyant, donc, sur mes souvenirs, mes réminiscences d'ancêtre et de baby-boomer — et aujourd'hui, il y en a beaucoup dans la salle, vous savez que c'est un peu la même chose, être ancêtre et *baby-boomer*, je me réconforte de retrouver d'ailleurs des contemporains —, je tenterai de cerner avec vous certaines des choses qui ont changé ou qui ont perduré dans le rapport entre les médias et la politique au cours des décennies où j'aurai été en première ligne, comme le disait le titre officiel. Je ne prétends pas d'aucune façon... Vous savez, je ne suis pas du tout une scientifique des médias, je ne connais pas la théorie de la communication parfaitement. Je vais aborder ces thèmes de façon assez personnelle, sur le mode du questionnement qui est le mien, des choses qui me préoccupent et qui m'occupent, parce que j'ai toujours beaucoup d'affection et d'intérêt pour les médias.

8^e Journée du livre politique

Et j'ai choisi quatre questions, quelqu'un d'autre aurait pu en prendre d'autres, mais qui, bon, à moi, me reviennent régulièrement à titre maintenant d'observatrice un peu éloignée, tout de même. Je vais regarder avec vous le statut du journalisme politique dans la cité, je crois qu'il a changé pas mal ; l'effet, c'est inévitable, il faut parler de l'effet majeur des nouvelles technologies de l'information ; des modifications du terrain où se jouent l'analyse politique, le journalisme politique ; et enfin je ne pouvais m'empêcher de parler un peu du sens critique et de sa transformation et de ses défis aujourd'hui, parce que, encore là, il me semble que des choses sont en voie de changer.

Les journalistes politiques, donc. J'ai intitulé cette partie *Nouvelles stars dans la cité* : je parle des journalistes politiques et non pas des éditorialistes. Je suis devenue correspondante parlementaire en 1975, ici même à l'Assemblée nationale. Je m'en souviens peu, c'était au début de l'année 1975, je crois. Ma qualité de fille, entre guillemets, j'étais vraiment une fille, était un obstacle majeur. Mon président de syndicat, que le hasard voulait qu'il soit aussi mon beau-frère, m'avait fait savoir que ce n'était pas fait pour une fille d'être sur la ligne de feu et il m'avait dit : « Tu ne peux pas, M. Ryan ne voudra jamais, c'est impossible, une fille correspondante politique, et tout ça. » J'ai demandé et obtenu le poste sans difficulté aucune. Pourquoi ? Il était affiché depuis des semaines et personne n'en voulait. C'est simple. Alors, n'eût été de mon compagnon qui, hier comme aujourd'hui, entretient toujours pour moi des ambitions supérieures aux miennes, je n'en aurais pas voulu non plus. Ma vie à Montréal me plaisait beaucoup, j'étais chroniqueur, en fait, je couvrais le domaine de l'éducation, et ce travail de journaliste spécialisée m'allait comme un gant. Je n'étais pas sitôt arrivée à Québec, en fait, à peine quelques mois plus tard, même moins d'un an, que je déménageais cette fois à nouveau à Ottawa pour remplacer ledit beau-frère. En passant, il est devenu l'ex depuis, mais je l'ai remplacé donc à la correspondance parlementaire à Ottawa, un poste que son départ du journal avait laissé vacant depuis des mois. M. Ryan avait sollicité cette fois ma candidature pour une raison relativement simple : je parlais anglais.

Ces circonstances, à mon avis, tout en étant assez drôles, sont parlantes quand même. Il faut se rappeler donc ce que je viens de dire : j'étais une journaliste à peu près inexpérimentée, et pourtant je me retrouvais au front, comme disait le beau-frère, dans un journal dont la scène politique était pourtant le pain quotidien.

Autre chose, les postes de correspondants politiques étaient peu valorisés ou convoités, même si la période politique, il faut s'en souvenir, était effervescente et véritablement, il faut le dire, passionnante. Le Parti québécois était devenu l'opposition officielle en 1973 et s'approchait du pouvoir en 1975, l'Union nationale connaissait des ratés spectaculaires et la carte politique du Québec se modifiait radicalement sous nos yeux. Le quotidien *Le Jour* avait été fondé en 1974 et faisait la guerre au *Devoir*, notamment et surtout sur des questions politiques, bien sûr. Les deux Parlements étaient survoltés. Les fronts communs des syndicats du secteur public tenaient le haut du pavé. En fait, toute l'année que j'ai passée ici à Québec, mon collègue Gilles Lesage, qui, lui, était un correspondant parlementaire chevronné et était là depuis des années, couvrait l'Assemblée nationale pendant que je me promenais dans les hôtels de Québec à couvrir les nuits de front commun et les grandes négociations qui étaient menées, on s'en souviendra peut-être, par M. Lucien Bouchard, à l'époque, qui était négociateur du gouvernement.

Tout ça, c'était un bouillon sans cesse, et l'affrontement évidemment entre souverainistes et fédéralistes prenait enfin un tournant très concret sur le terrain, au coeur de l'arène. Personne, faut-il le souligner aujourd'hui, n'aurait pensé se proclamer de quelque façon fatigué de toutes ces questions. Nous ne l'étions pas.

On n'aurait pas idée, donc, aujourd'hui, dans un quotidien aussi politisé que *Le Devoir*, et même ailleurs, d'envoyer au feu une débutante comme celle que j'étais. Pourtant, c'est paradoxalement aujourd'hui, où la scène politique est apaisée et je dirais même un peu tristounette, que ces postes sont convoités, mis en valeur, prestigieux et réservés, bien sûr, à ceux qui ont longuement fait leurs preuves. Que s'est-il donc passé ?

La correspondance était un travail de reportage quotidien, souvent assez fastidieux, et elle s'est muée en travail d'analyse qui a désormais délogé l'éditorial de sa préséance, je suis absolument convaincue de cela. Le journaliste reporter s'est de plus en plus souvent mué en chroniqueur et il est devenu la vedette dans toutes les disciplines, d'ailleurs, pas seulement la politique, dans toutes les disciplines journalistiques, du sport jusqu'à la politique en passant par la culture, et sa photo et sa mise en page distincte le prouvent. Ce sont des petits détails matériels, mais ça a son importance dans les médias, qui sont un art de la mise en scène aussi.

L'arrivée de l'information continue, ça, c'est vraiment majeur, et les nombreuses émissions qui ont eu recours quasi quotidiennement aux journalistes politiques ont fait même de ceux qui sont issus de la presse écrite des vedettes de la radio et surtout de la télévision, dont certaines ont atteint qualité de stars et, j'ajouterais, avec la rémunération additionnelle correspondante. Nous connaissons tous des chroniqueurs qui ont doublé et triplé leur salaire avec la radio et la télévision.

Et nous savons aussi l'effet que ça a. Les gens qui écrivent, qui sont dans la presse écrite et qui ne sont pas connus, dont la figure n'est pas connue en soi, en fait, vont au supermarché et se font dire : « Ah! j'ai toujours suivi ce que vous avez fait. » Personne ne lit ce qu'ils écrivent dans les journaux, mais on les voit à la télévision, et il y a une qualité de star qui n'existait pas, certainement, au moment où j'ai fait mes premières armes.

La classe politique a suivi ce mouvement avec une certaine perplexité. L'attention vive et constante qu'elle accordait aux éditorialistes, et je l'ai bien connue parce que j'ai commencé à pratiquer le genre en 1978, donc avant l'arrivée de l'information continue et ce mélange des médias, cette attention s'est atténuée pour se concentrer sur les noms les plus connus de la chronique, dans la mesure où c'est la chronique, maintenant, et non l'éditorial, qui nourrit la rumeur.

Je fais ici une parenthèse. Je crois — parce que je continue à les lire — que l'éditorial lui-même a pris souvent les allures de la chronique d'humeur, et il ne lui manque qu'un rare trait qui le distingue encore, c'est l'absence du « je ». En éditorial, on ne dit pas « je », c'est une sorte de dernière frontière, qui n'empêche cependant personne d'écrire pour s'émouvoir ou pour s'indigner — les éditoriaux sont plutôt courts aujourd'hui — plutôt que de prescrire après analyse, comme c'était la règle dans notre temps, et c'était vraiment une règle importante.

8^e Journée du livre politique

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard — encore une fois, vous trouverez que j'attache de l'importance à des détails triviaux, mais je crois que parfois ils sont très socioanalyseurs — si les éditorialistes tiennent aujourd'hui à apposer leur photo à leurs textes. Une demande que je persistais à refuser alors que je dirigeais *Le Devoir*, parce que je trouvais qu'il y avait — même si les éditoriaux étaient signés — encore là une position institutionnelle, mais, dès que je suis partie, évidemment les photos ont fait leur apparition. L'idée qu'un média puisse défendre d'ailleurs une position institutionnelle s'est radicalement diluée. Ce sont les positions des analystes individuels qui comptent, d'où l'importance de leur rang dans une sorte de palmarès informel qu'étudient bien les cabinets et leurs relationnistes.

On s'est beaucoup moqué autrefois du confessionnal que M. Ryan ouvrait aux politiciens jusque tard le soir dans son bureau de la rue Saint-Sacrement. D'ailleurs, il y a une belle photo où on le voit dans son bureau, dans l'exposition, et il entretenait les gens... Ceux d'entre nous qui ont travaillé au *Devoir* le savent, quand on travaillait tard le soir, il partait encore plus tard que nous, puis il y avait toujours dans son bureau un ministre, un député, une personne qu'il conseillait. Les longs entretiens avec des chroniqueurs aujourd'hui, qui les obtiennent à volonté, d'ailleurs, ces entretiens, de l'aube au couchant, grâce aux numéros confidentiels des portables, ne sont pas si différents, après tout. Le journaliste politique est en somme devenu souvent plus important que son patron et que l'institution qui l'emploie. Ce n'est pas un mince revirement.

Certains analystes des médias voient là un passage de l'idéal de l'objectivité à celui de la subjectivité qui mènerait à bien des dérives. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt... Si vous avez le temps, tous ceux qui sont accros aux ordinateurs, c'est quand même intéressant, il y a le principal critique des essais dans le *New York Times*, le *New York Review of Books*, là, qui est dans le *New York Times*, qui, le 21 mars dernier, a fait une longue synthèse de tous les livres, les ouvrages et les réflexions qui se publient aujourd'hui sur l'influence des nouveaux médias et les nouvelles façons de pratiquer non seulement le journalisme, mais aussi les métiers de la culture, et c'est le thème qui rassemble un peu tout le monde, c'est qu'on passe d'une époque où l'opinion a remplacé les faits, et on passe de l'objectivité à la subjectivité, et ça amènerait donc, particulièrement dans les médias, bien des dérives.

Je dirais oui et non, moi qui lis encore beaucoup et qui écoute beaucoup tous les reportages politiques dans tous les médias, ce reportage politique me paraît encore dans l'ensemble plutôt conforme aux règles distancées que dicte le métier et, là-dessus, je ne crois pas que les choses se soient dégradées, au contraire. Mais il est certain que nous observons en parallèle un déluge de textes et d'interventions où l'analyse se confond avec l'humeur et la confidence personnelle, le dernier avatar en date étant ce que les anglophones appellent l'« *emojournalism* », « *emotion journalism* », qui se déploie à l'occasion de catastrophes, mais qui teinte aussi nos miniséismes politiques à nous. Alors, on retrouve des anecdotes touchantes sur la vie d'un politicien qui ne va pas bien, les souvenirs d'une jeunesse commune sur les bancs d'école; on tente de psychanalyser en amateur le vocabulaire de l'un ou l'expression non verbale de l'autre. Tout se passe comme s'il était indispensable de montrer qu'on peut sortir du carcan du reportage factuel pour passer à une autre lecture du monde, qu'on est capable de pratiquer à la fois une sorte d'équilibre virtuose, objectivité et subjectivité, ce qui rendrait caducs d'ailleurs nos anciens débats sur la possibilité ou non de la neutralité journalistique. C'était une chose qui nous agitait beaucoup quand j'ai fait mes débuts. Pouvait-on être objectif ? Non, on ne pouvait pas l'être, mais on devait tendre vers, etc. On a résolu la question en faisant les deux.

Je tenterai ici une autre parenthèse qui est un détail encore une fois, mais qui me semble parlant. Est-ce un hasard si autant de journalistes en vue tiennent à tenter leur chance actuellement sur le marché du roman plus souvent que sur le marché des essais ? Les exemples sont légion depuis un peu plus d'une dizaine d'années. J'en parle d'autant plus à l'aise que j'ai été une des premières à le faire, en 1992, mais c'est quand même remarquable d'observer et de lire ces choses.

Mener de front une carrière littéraire et journalistique n'a rien de choquant, surtout quand on croit, comme c'est mon cas, que le journalisme peut en soi être une grande catégorie littéraire d'excellent niveau. Mais l'abondance récente de ces tentatives me semble un signe d'une transformation notable de nos valeurs journalistiques.

Cette double personnalité, donc, du journalisme politique peut mener, elle, à bien des dérives, mais aussi, et là, je veux dire, j'aime bien regarder devant, à des avancées intéressantes. Et la tendance, me semble-t-il, a cassé le moule de l'analyse habituelle du discours à faire intervenir, dans l'examen des politiques, des facteurs humains qui étaient autrefois tout à fait bannis de l'intervention éditoriale qui, elle, tenait le haut du pavé.

Dans la chronique, on peut, par exemple, évoquer des cas précis, percutants, les effets d'une décision ou d'une orientation sur le sort des individus au lieu de s'en tenir à des mesures mathématiques mesurables d'une injustice, par exemple. On peut aussi donner droit de cité dans l'évolution de l'opinion à des facteurs qui paraissent irrationnels ou émotifs, mais qui font quand même partie de l'équation. Je me permettrai de me plonger dans un exemple. J'y repensais, la semaine dernière, et j'essayais de comprendre ce qui était en train de se passer, et je me suis dit: Voilà, ça semble irrationnel, mais ça ne l'est pas : comment se surprendre, par exemple, que le détonateur de ce qu'on peut bien appeler la détestation du récent budget — vous voyez que je plonge — du gouvernement du Québec — il y a une détestation, là, qui se répand dans la population —, ce soit un malheureux 200 \$ qui semble si peu demander aux citoyens au regard des besoins du système public de santé ? Est-ce vraiment l'injustice de l'absence de modulation ? Tous les chroniqueurs qui se sont penchés sur le sujet sont revenus là-dessus, l'injustice de l'absence de modulation, constat très rationnel, bien sûr, qui a déclenché ce ras-le-bol. Ou plutôt, est-ce le souvenir encore frais de l'indécence des riches qui, dans tout l'Occident, ont plongé le monde, y compris le Québec, dans une crise insensée, à cause de leur appât individuel du gain, et qui n'ont pas eu à subir personnellement la conséquence de leurs actes ?

L'obscénité, parce que c'est de ça qu'il s'agit — il s'agit d'une chose obscène, ce qui s'est passé là —, est une chose difficile à cerner et à formuler lorsqu'on s'en tient à la stricte analyse factuelle. Mais il me semble à moi que ce qui est en train de se passer au Québec, c'est ça: l'eau a monté, a monté, a monté, et tout à coup les choses sont en train d'éclater. Ce n'est peut-être pas rationnel, mais il faut arrêter de se répéter que les gens vont finir par comprendre. Actuellement, ils ont quelques bonnes raisons de ne pas vouloir comprendre, et ceci n'est qu'un déclencheur, dans le fond.

Donc, il faut pouvoir parler de ces choses-là. La stricte analyse factuelle ne le permet pas. Quand notre métier s'est professionnalisé, je dirais — avec la Révolution tranquille, c'est un marqueur trop facile, mais quand même ça donne toujours une bonne balise —, il a tacitement exclu la dénonciation trop vive, le retour à l'esprit de pamphlet... Et il faut se rappeler, quand même, surtout en voyant une exposition sur l'histoire du *Devoir*, l'esprit de

8^e Journée du livre politique

pamphlet a été une tradition québécoise notable, mais il était devenu, cet esprit de pamphlet, presque interdit des pages sérieuses. Donc, ce retour, un peu, de l'esprit de pamphlet est une brèche qui redonne du tonus à nos médias. Et là je mets un caveat absolument majeur, puis, malheureusement, je ne suis pas sûre qu'il peut être suivi. Cet esprit de pamphlet, donc, peut être intéressant, pourvu qu'il ne soit pas pratiqué uniquement par des amuseurs.

Le problème, c'est ça, évidemment, c'est que, le plus souvent, il l'est par des amuseurs. J'aimerais bien, pour ma part, et sans trop d'espoir, que le Conseil de presse comprenne cette chose, lui qui a désormais plus de passion pour la rectitude politique que pour la liberté d'expression. Et ne me demandez pas d'expliquer ici ce que je pense, je voulais le dire. Bon. J'ai un petit compte à régler avec le Conseil de presse là-dessus. Mais je suis absolument convaincue qu'il faut retrouver cet esprit un peu et admettre que la rectitude politique, tout en étant souhaitable d'une certaine façon, la mesure, la précaution, la prudence, etc., la liberté d'expression est absolument nécessaire à l'équilibre dans une société comme la nôtre et dans nos médias. Voilà pour les stars dans la cité. Je pense vraiment que ce sont donc de nouveaux journalistes politiques qu'on voit apparaître. En tout cas, les conditions d'exercice de leur métier ont changé.

Les conditions matérielles aussi. Deuxième bloc, donc, que j'ai intitulé *De la technique à la technologie*. La plus spectaculaire et concrète des différences, c'est évidemment celle-là : la révolution technologique. On va revenir un instant, si vous le voulez bien, au moment où je rejoins Gilles Lesage ici même à Québec, au bureau du Devoir, en 1975. Nous rédigeons nos textes sur des machines à écrire manuelles. *Le Devoir* n'était pas encore passé aux machines électriques, à l'époque. Et nous les expédions par bélinographe. Ceux d'entre vous qui ne savent pas ce qu'est un bélinographe, c'est un machin où la feuille roule, c'est l'ancêtre du *fax*, en fait, et ça prenait quatre minutes pour transmettre une page. Donc, quand vous étiez au milieu de votre article, vous mettiez la première page sur le bélinographe et vous continuiez à taper votre article, puis vous mettiez la deuxième page, la troisième. J'ai déjà fait comme ça un reportage sur un congrès de l'Union nationale de 16 pages en envoyant mes feuilles en même temps à Montréal et, à défaut, quand le bélinographe était cassé, nous en donnions la dictée à un pupitreur. Je rappelais à Jean-Claude Leclerc à l'instant combien notre regretté François Barbeau, qui est décédé tout récemment, était extraordinaire. Il mettait le téléphone sur son épaule et, nous, on dictait les textes, et il tapait plus vite que son ombre, donc ça allait aussi vite qu'un bélinographe quand François était au pupitre. C'est à ça que ça ressemblait, et c'était très, très, très fréquent qu'on devait dicter nos textes.

Nous devons nous rendre à la Tribune de la presse ou le jubé de l'Assemblée pour avoir accès à la période de questions. La télédiffusion des débats n'existait pas. Les bleus, ce qu'on appelait les bleus, je ne sais pas quel est le nom réel de ça, les bleus des délibérations, c'est-à-dire la transcription des délibérations nous arrivait en décalage horaire très marqué. Il fallait savoir prendre des notes plutôt que de les attendre, et la seule documentation immédiatement accessible était celle que constituait, quand il était là, un documentaliste à mi-temps, à partir des coupures de journaux, des documents publics essentiels, de communiqués et des choses qu'on ramassait personnellement sur nos bureaux. Notre plus efficace et unique moyen de communication était le téléphone dont le grand raffinement technique était le répondeur. Alors, c'est à ça que ça ressemblait.

Quand je suis arrivée à Ottawa un an plus tard, j'étais dans la même situation à deux différences près : c'était pire. D'abord, comme j'étais la seule correspondante parlementaire, M. Ryan ne voulait pas faire la dépense d'un téléscrip-teur. Je devais donc emprunter le fil de *La Presse canadienne*, vous savez, les gros téléscrip-teurs qui faisaient un bruit d'enfer, je l'empruntais au *Soleil*, la charité des correspondants du *Soleil*, qui avaient le bureau voisin, et, pour la période de questions, nous devions nous vêtir pour sortir de la Tribune de la presse et traverser la rue et nous rendre au parlement. Donc, en plein hiver, vous connaissez Ottawa, en fait, ce n'était pas toujours très drôle, mais il fallait le faire. C'est à ça que ça ressemblait aussi. Pour le reste, c'étaient les mêmes conditions qu'à Québec.

La révolution des outils en 30 ans a certainement été l'une des plus heureuses que le journalisme politique ait connues: télédiffusion des débats parlementaires, transmission électronique des textes, Internet, courriel, accès aux documents numérisés, instantanéité des communications, des informations, vérification facile et rapide, plein de choses, des dates jusqu'aux citations des discours, on n'en finirait plus d'énumérer les bénéfices des nouvelles technologies pour un métier qui en profite d'ailleurs amplement.

L'un des cadeaux les plus précieux que ces outils ont donnés aux journalistes, c'est évidemment le temps, la fin, ou presque, des déplacements inutiles, l'immédiateté des réponses à la plupart des recherches documentaires qui étaient autrefois complexes, fastidieuses, frustrantes parce que, quand même, on avait des heures de tombée. On ne pouvait pas toujours trouver tout ce dont on avait besoin pour donner des éléments de contexte. La disparition des délais de transmission, ce sont des heures et des heures que les médias ont récupérées et, la vie politique étant une scène changeante au quotidien, cela se traduit certainement par des reportages plus exacts, une information plus suivie qui a modifié nos habitudes de consommation en retour. Et, si nous connaissons à nouveau un âge d'or du journalisme d'enquête, comme c'est évident, il faut sans doute en attribuer une bonne part à l'utilisation intelligente de ces nouveaux outils.

Je me pose néanmoins une question, et j'aimerais tantôt entendre vos réactions: À quoi les journalistes politiques utilisent-ils tout ce temps récupéré ? J'aimerais penser que c'est à une recherche approfondie, facilitée au surplus par un accès sans précédent aux informations de contexte qui permettent de préparer de meilleurs reportages. Mais j'en doute bien un peu quand je vois nombre de reporters se répandre sur de multiples plateformes, participer, comme je le disais plus haut, régulièrement aux émissions de radio et de télévision d'affaires publiques générées par l'information continue, entretenir leur page Facebook, leur ligne Twitter, et rédiger pour le site Internet de leur média d'appartenance un ou même des blogues quotidiens — je n'en reviens pas ! — qu'ils modèrent, pour employer un anglicisme, eux-mêmes, parce que vous savez toutes les folies qui s'écrivent là-dessus, il faut bien empêcher les gens de commettre des libelles diffamatoires à toutes les deux pages. Ce qu'on gagne d'un côté, le disperse-t-on de l'autre dans un énervement constant et sans précédent ? Et, surtout, cette dispersion en vaut-elle la peine ? Je ne suis absolument pas convaincue que la frénésie d'interactivités Web qui touche actuellement tous les médias soit un acquis pour la qualité du journalisme et notamment du journalisme politique.

La majorité des commentaires de lecteurs sont souvent toujours les mêmes. Je regardais, la semaine dernière, quand je préparais ces notes, je suis allée en lire quelques-uns, quand même, de ces blogues, et puis souvent on regarde, par exemple, un texte qui

8^e Journée du livre politique

est suivi de 10 commentaires, ce qui est assez régulier, puis ensuite un autre qui est suivi de 10 commentaires. Regardez comme il faut, les pseudonymes sont souvent les mêmes personnes qui écrivent constamment. Alors donc, la majorité des commentaires des lecteurs qui fréquentent... ça ressemble à des lignes ouvertes du Web, sont du genre à écrire: « *has-been*, Lise », c'est-à-dire à se défouler en conjuguant, un, le simplisme, deux, l'insulte et, trois, l'incivilité. Ce type de lettres aux lecteurs, on les aurait expédiées à la poubelle, autrefois. Et je peux vous le dire, j'ai longtemps tenu... on a fait tous les métiers, au *Devoir*, dont celui de recevoir et d'éditer les lettres de lecteurs, je l'ai fait aussi. Et, tout à coup, ça se trouve en bonne place, sur le site des meilleurs médias — n'oubliez pas qu'elles étaient dans *Le Monde* —, pourvu que les propos ne portent pas atteinte directe à la réputation ou, bien sûr, aux bonnes moeurs.

Sur les dizaines de réactions au débat Google, dans *Le Figaro* comme dans *Le Monde*, je n'en ai pas trouvé plus de deux ou trois qui apportaient une contribution un peu sérieuse aux échanges. Je ne parle pas de contributions spécialisées, simplement de réactions un peu sérieuses. Je ne lis pas habituellement ces jeux de ping-pong insipides entre les accros de ce genre, mais je l'ai fait — je vous le disais — pour préparer ma communication. Je suis tombée sur des commentaires, et Antoine Robitaille qui est dans la salle me permettra... C'est mon journaliste de prédilection, le correspondant parlementaire, parce que j'aime beaucoup ce qu'il fait, mais, le malheureux, il a un blogue. Donc, je suis allée... Antoine, je ne le lis jamais parce que, moi, je lis *Le Devoir* sur papier, ou alors, je le lis quand je suis à l'étranger, sur Internet, mais je ne lis ni les blogues ni les commentaires. Alors, Antoine avait fait deux ou trois paragraphes — il se reconnaîtra — à propos de la récente sortie du maire de Québec — les célèbres sorties du maire de Québec — contre les médias. Je crois qu'il a eu une centaine de commentaires à son deux paragraphes qu'il avait fait, je ne sais pas, au beau milieu d'une journée. Et, à vrai dire, l'orgie de réactions qui suivait était, pour l'essentiel, aussi peu édifiante que le propos de l' élu qui l'avait provoquée. C'était du genre: « Vous autres, qu'est-ce que vous avez, les gens de Montréal, à dire que notre maire n'est pas bon ? Parce que nous, notre maire... Vous, votre maire à Montréal, ce n'est pas beaucoup mieux, il est un peu drabe. » Et puis là on en était à échanger sur l'image respective de M. Labeaume et sur celle de M. Tremblay. Écoutez ! Absolument, à mon avis, sans intérêt. On ne me fera pas confondre ce défoulement avec une démocratisation de la prise de parole.

Toute révolution ayant ses effets pervers, j'en vois donc nettement quelques-uns : entre autres, la dispersion des énergies des meilleurs journalistes; la familiarité accrue, qui a toujours été un problème dans le journalisme politique, mais qui, avec Twitter notamment, atteint probablement des niveaux plus problématiques que jamais; l'expression sans retenue du mépris pour la chose publique — ça, je le vois beaucoup dans les quelques blogues que j'ai consultés — que l'on retrouve chez ces interactifs auditeurs ou lecteurs et que les médias se trouvent à encourager directement; l'erreur de perspective qui tend à traiter ce public gazouillant — vous savez que la traduction de « twitter », c'est « gazouillis » — comme le public, la population, alors qu'il ne s'agit que d'un segment.

Pour avoir beaucoup réfléchi à cette question du Web interactif — parce qu'à Bibliothèque et Archives nationales nous avons créé le plus grand portail culturel du Québec —, il me semble qu'il y a là un défaut de perception qui est dû à l'enthousiasme des débuts. On se conduit souvent comme si l'interlocuteur, au bout de ces fils électroniques, était le

nouveau citoyen, l'engagé, celui qui fait l'opinion. Et tant les élus, d'ailleurs, que les médias analysent les frissons collectifs qui parcourent le Web comme ils le feraient d'un sondage, sans jamais prendre ou exiger les mêmes précautions méthodologiques.

La semaine dernière, un chroniqueur, dans un autre média que *Le Devoir*, analysait les réactions au budget qu'il avait reçues par courriel. Il disait qu'il en avait eu une centaine et il accréditait tout cela de long en large et ne formulait de réserves qu'à la toute fin. C'était vraiment quelqu'un de bien, un bon chroniqueur. Il disait : « Certes, ceci n'a pas valeur de sondage, mais c'est néanmoins révélateur. » Je me souvenais du moment où on a commencé à publier des sondages politiques et où le sociologue Paul Bernard et ses équipes à l'Université de Montréal nous admonestaient, analysaient nos sondages, nous disaient : « Oui, mais la marge d'erreur, mais votre échantillon, mais la façon dont vous avez posé votre question, mais ceci, mais cela... » Et là ils nous donnaient un A, un B, un C, un D ou un Échec. Et là, aujourd'hui, les gens jasant sur Twitter ou par courriel, puis on dit : Ce n'est pas un sondage, mais c'est néanmoins révélateur. Je pense que là il y a vraiment dérive.

Or, qui sont ces personnes qui semblent n'avoir d'autre occupation à longueur de journée que de chatter, réagir, participer à toutes les discussions, que ce soient celles du *Club des ex* ou la cyberchronique d'un correspondant, en passant par les émissions de variétés ou les concours ? Je vous dis : « Prenez un compas et tournez-le autour de votre famille, de vos amis, de vos voisins, de vos collègues, et dites-moi si seulement la moitié d'entre eux font partie de cette communauté de placoteux qui semblent avoir tout leur temps et qui ressemblent beaucoup, à mes yeux, à ceux qui partageaient les lignes téléphoniques. » Vous vous rappelez, dans les rangs, quand tout le monde pouvait écouter tout le monde au téléphone, au moment de l'invention du téléphone ? Je crois qu'il faudra en revenir un jour et s'en tenir à une conception plus inclusive de la citoyenneté. En donnant à ces opinions très segmentées valeur d'opinion publique, on contribue directement à la distorsion de cette opinion publique. L'effet m'apparaît très pervers, et je suppose que des scientifiques de la communication vont ou sont déjà en train de l'étudier.

Je vais parler brièvement aussi de l'évolution du terrain politique où on travaille comme journaliste. Parmi les différences entre mon hier et votre aujourd'hui, il faut évidemment noter aussi l'évolution, puisque nous sommes ici de la Tribune de la presse. En consultant le dernier rapport annuel de son président alors sortant, M. Duchesne, il y a de quoi sursauter devant les statistiques. Les membres de la Tribune sont passés d'une centaine à une soixantaine, au cours des dernières années, dont seulement 30 journalistes. Ça n'est pas beaucoup pour surveiller les élus du peuple. Le déclin semble dû notamment au départ des radios privées et aussi de la presse anglophone qui a été présente durant les décennies les plus actives des débats constitutionnels, mais qui, actuellement, s'en éloigne.

Le président de la Tribune exprime sa crainte de voir — c'est le président sortant, là, je le souligne — la convergence, d'une part, et, d'autre part, les régimes d'austérité que connaissent les médias. Les correspondants de *La Presse* et du *Soleil*, par exemple, deviendront-ils les mêmes ? En ira-t-il de même pour le *Journal de Québec* et le *Journal de Montréal* ? La Société Radio-Canada va-t-elle amalgamer ses journalistes de la radio et de la télévision ? Où va la Presse canadienne avec l'apparition d'une agence chez Quebecor ? Toutes ces questions sont posées dans son rapport.

8^e Journée du livre politique

Si toutes ces craintes devenaient réalité, la Tribune se dépeuplerait encore plus, et on peut certes s'en inquiéter vivement. Car même s'il est vrai que les nouveaux médias facilitent le reportage et l'analyse à distance — on connaît tous aujourd'hui des chroniqueurs qui travaillent même de chez eux parce que ça leur permet l'accès en temps réel aux débats de l'Assemblée et aux documents —, le travail sur place demeure indispensable, la richesse de renseignements inattendus et disponibles, par exemple lors des commissions parlementaires, n'est pas d'accès immédiat.

Pendant les quelques années où j'ai été présidente d'une société d'État, en fait, j'ai assisté et participé à plusieurs commissions parlementaires et, chaque fois, mon métier de journaliste remontait, parce que je me disais : « Ah! comme c'est intéressant ! Ça, ça pourrait faire un bon papier. Bon. »

Finalement, je crois qu'il se passe plein de choses dans les commissions parlementaires. Évidemment, à 30 journalistes à la Tribune, les gens ne peuvent pas tout couvrir. Et beaucoup, beaucoup de choses intéressantes, qui, je m'empresse de le souligner, ne sont pas toutes des scandales, mais des choses intéressantes sur le plan politique, s'y passent, qui restent entre les murs : les conférences de presse et surtout les rencontres imprévues entre les élus sont irremplaçables pour questionner, vérifier, recueillir des réactions.

Au rythme où vont les choses, on risque de voir les médias débarquer sur la colline en nombre suffisant uniquement lorsqu'il y aura de grands rituels à date fixe — le discours inaugural, le discours du budget — et de laisser le reste filer au petit bonheur, la chance. S'il est une méthode traditionnelle de reportage qui devrait à tout prix être conservée, c'est bien celle d'une tribune dynamique et collée au terrain. Il me semble que le sujet n'inquiète guère hors les cercles qui vivent ce problème.

Sans que ce soit une consolation ou une compensation, il faut aussi constater que le journalisme politique a migré en partie vers d'autres lieux. Les lois d'accès à l'information, qui sont encore sous-utilisées, à mon avis, et la création d'équipes d'enquête donnent des résultats probants à cet égard. Les politiques publiques ne sont pas seulement celles qui se discutent à l'Assemblée nationale, elles se forment de plus en plus dans les organismes ou encore, comme je l'ai vu, dans les sociétés d'État dont l'autonomie ou la discrétion exigerait qu'on les scrute de plus près, et c'est ce qui semble être en voie de se produire.

Nous sommes encore toutefois bien loin du compte et enlisés dans des questions routinières et sans imagination.

J'ai été onze ans à la tête d'une société d'État et je pouvais vous dire ce qui arrivait tous les trois mois, qu'en était-il de mon salaire, de mes dépenses, des primes aux cadres, bon, et durant la construction, évidemment, avons-nous respecté le budget et avons-nous respecté l'échéance ? Je vois une de mes anciennes ministres ici qui se souvient fort bien de ces rituels qui fonctionnent dans les sentiers battus, alors qu'il se passait tellement de choses intéressantes à l'époque dans cette institution nouvelle qu'on créait. Donc, c'était relativement facile, je dois vous dire, de traiter avec les médias. Ce qui échappe à ces médias, je le disais, n'est pas toujours scandaleux, loin s'en faut, mais souvent les réorientations politiques — et là je parle d'une petite société d'État qui a été la mienne, parce que c'est la plus grande, en taille et en diversité, au ministère de la Culture, mais c'est une petite au regard des autres —, c'est dans ces forums qu'elles se dessinent.

Enfin, une dernière observation sur le sens critique, j'y tenais beaucoup. À première vue, le sens critique ne semble pas avoir déserté les médias. L'abondance des chroniques, je l'ai longuement évoqué, a pour effet de multiplier les lieux de commentaires. On y trouve, bien sûr, le pire, le moyen, le meilleur et plus souvent, faut-il dire, de vigilance que de complaisance dans le propos. Maintenant, je m'empresse aussi de dire que ce n'est pas une étude exhaustive. C'est vraiment l'observatrice quotidienne, qui lit beaucoup de ces choses et qui les écoute aussi, qui parle. Je ne peux m'empêcher de proposer quelques observations sur les outils ou encore la grille critique en usage dans le journalisme politique.

Le fonds de commerce des chroniqueurs politiques — et je le dis avec d'autant plus d'aisance que j'ai fait la même chose à l'époque, ce sont souvent des reporters chevronnés — est trop souvent, ce fonds de commerce, leurs mémoires. Ils ont vu passer de l'eau sous les ponts et ils ont tendance à décréter que le courant ira toujours dans le même sens. Ils ont vu la querelle au leadership qui a eu lieu, il y a 25 ans, entre M. Turner, M. Chrétien — changeons de Parlement pendant un instant —, et puis là ils disent : « Oui, si un tel agit de telle façon, ça rappelle la façon dont l'autre s'était... » Bon, ils ont les dates en tête, ils ont les événements en tête, et c'est comme un retour constant vers le passé, et on se dit : « Les mêmes causes produiront les mêmes effets. » Comme on le sait, en sciences humaines, ce n'est pas toujours le cas. Et donc, ils ont tendance à décréter que ça ira toujours de la même façon. Ils se reportent à des situations antérieures, et la technique comparative entre présent et passé peut avoir son utilité, surtout pour une société qui a la mémoire courte, mais elle me paraît souvent insuffisante.

Autre problème du sens critique, c'est celui de la pensée commune. À l'époque, on appelait ça toujours, une expression anglaise, la *pack mentality*, c'est une chose que j'ai apprise à Ottawa. On disait : « Tiens, la *pack mentality* est à l'oeuvre. » Ça a toujours été le mignon défaut du journalisme politique, du journalisme en général, disons, et du journalisme politique aussi, et ce trait n'a guère changé, me semble-t-il. Il est toujours à l'oeuvre malgré la multiplicité des commentateurs. Il a fallu l'énorme récession de 2009, directement causée, comme je le disais, par les abus odieux et même vicieux des milieux financiers, pour que certains pontes soient enfin égratignés par les questions des médias dans le secteur public comme dans le secteur privé. Certains sujets demeurent intouchables, et je ne parle pas de ce qu'on a appelé, depuis deux semaines, les vaches sacrées habituelles.

Pour donner encore un exemple qui vient d'ailleurs, en fait, mais qui, à mon avis, est parlant, c'est qu'en consultant des blogues, la semaine dernière, je suis tombée sur un blogue Internet du Canada anglais. J'ai trouvé un texte qui soupçonnait le gouvernement du Canada de vouloir renforcer l'ALENA, derrière des portes closes, en préparant la voie d'une union politique avec les États-Unis et le Mexique sur le modèle européen. Tiens, tiens ! Intéressant. Inutile de dire cependant que le commentateur déchirait ses vêtements virtuels, l'enfer et la catastrophe étaient aux portes. Cela me rappelait 1980-1981, alors que je séjournais à New York et que j'avais préparé, à la demande de la télévision de Radio-Canada, un documentaire sur les relations Canada—États-Unis, où nous posions, ici et là, la question de la libéralisation des échanges. Des deux côtés de la frontière, chez les médias, les universitaires, les élus, les ministres, c'était l'unanimité contre cette idée même qui était ce qu'on appelle un impensable. Pourtant, en moins d'une décennie, nous y étions.

8^e Journée du livre politique

Il me semble donc y avoir un déséquilibre, dans l'analyse politique, entre le recours au passé comme grille d'analyse et la volonté ou la capacité de voir venir. C'est en fait toute la classe politique, médias et élus, qui est, le plus souvent, plus à l'aise dans des sentiers battus que dans les nouvelles donnes. C'est normal, me direz-vous. Mais quand même, il vaut la peine de le souligner. Débattre du ticket modérateur en santé, quel que soit le nom qu'on lui donne d'ailleurs, malgré les passions que ce projet déchaîne actuellement, c'est infiniment plus aisé que de débattre des nouvelles questions identitaires.

Le journalisme politique aborde là, on commence à le voir, un écueil considérable où ses techniques, ses réflexes, son vocabulaire, son métier, ce regard vers le passé sont insuffisants à assurer sa sécurité. Le journalisme pratique une sorte de... C'est une expression que j'avais employée dans la préface à mon premier recueil de chroniques et d'éditoriaux, que j'avais publié en 1987, j'appelais ça... Après m'être relue, je me disais : « J'ai pratiqué la pensée à la pige. » Donc, je pense qu'on est encore là-dedans, pensée à la pige, où on attrape au vol des idées des uns et des autres, mais on est encore très, très mal assurés dans ce domaine, alors que l'irruption de ces nouvelles — nouvelles, sont-elles si nouvelles ? Oui, elles sont nouvelles, en tout cas pour nous — questions morales, religieuses, ethniques dans le politique, cette irruption volcanique est irréversible et n'est pas à la veille de disparaître. Qu'on repousse ou non ce calice pour l'instant, il faudra bien que viennent un jour des propositions et des balises, qu'elles soient présentées par les élus, puis scrutées par les médias, décortiquées et commentées. Le débat sur le niqab paraîtra alors un jeu d'enfant. D'ailleurs, vous aurez remarqué qu'il a été plutôt consensuel. Ce qui nous attend est tout à fait autre chose. Mais ce serait le sujet d'un autre colloque. Je vous remercie beaucoup.

(Questions du public)

(Suspension)

(Reprise)

Table ronde : Médias et politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Bonjour tout le monde. Oui, ça me fait plaisir une fois de plus d'avoir l'occasion d'animer cette table ronde de la Journée du livre politique, et le sujet est particulièrement intéressant. Évidemment, personnellement, étant dans le milieu depuis le siècle dernier, comme M^{me} Bissonnette et plusieurs d'entre vous dans la salle, je connais plusieurs journalistes politiques, mais je n'ai jamais eu le plaisir d'exercer cette tâche-là précisément, alors j'en ai quand même appris. Ce qu'on sait, bien sûr, c'est que depuis toujours ces univers politique et médiatique ont des rapports complexes, sinon incestueux et paradoxaux. Tantôt tendues, tantôt incestueuses, justement ces relations sont sans cesse remises en cause. Mais quelle devrait être la véritable nature de ce mariage de raison ? Où situer la frontière entre l'information dite objective et le parti pris flagrant, sinon partisan ?

D'autres questions seront aussi abordées pendant cette table ronde, comme l'utilisation des sources anonymes et la place de plus en plus grande, M^{me} Bissonnette l'a abordé, de l'infodivertissement. Bref, nous cherchions des gens capables d'analyses plus objectives que subjectives, alors des invités d'horizons très différents. M^{me} Bissonnette, vous le voyez, reste avec nous, avec eux, pour cette discussion qui se poursuit avec quatre invités. D'abord, à votre gauche, à ma droite, M. Luc Bégin, qui est professeur titulaire à la Faculté de philosophie de l'Université Laval depuis 1999. Il est titulaire lui-même d'un doctorat en philosophie de l'Université du Québec. Il a publié quelques ouvrages dont *Éthique et ingénierie*, et ses domaines de recherche couvrent des sujets aussi variés que la philosophie du droit, l'éthique et la morale, les droits de la personne et les enjeux identitaires. Bonjour, Monsieur Bégin, merci d'être là.

Ensuite, M. Marc-François Bernier, qui est titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en communication, spécialisé en éthique du journalisme. Lui-même est titulaire d'un B.A. en communication, d'une maîtrise en communication publique et d'un doctorat en science politique. Il a également publié plusieurs ouvrages dont, entre autres, *Les fantômes du Parlement: étude de l'utilité des sources anonymes chez les courriéristes parlementaires*, : c'était en l'an 2000. Bonjour, Monsieur Bernier.

M^e Emmanuelle Saucier, avocate et associée du cabinet d'avocats McMillan, travaille en litige commercial et civil et possède une grande expérience en matière de droit de la diffamation. Elle offre des formations, des conférences et des formations en matière de diffamation, afin d'outiller les intervenants de divers milieux. Elle a publié, elle aussi, entre autres publications, *Tout tient dans la façon de dire: un guide sur la diffamation*, en 2009. Elle a aussi rédigé plusieurs articles dans des revues spécialisées.

Et enfin, dernier invité de cette table ronde, voilà un homme qui était là aussi au siècle dernier.

Des voix : Ha ! ha, !

M^{me} Guénette (Françoise) : Connu d'abord comme journaliste, reporter, éditorialiste au *Devoir* de 1967 à 1990, M. Jean-Claude Leclerc est désormais chroniqueur, toujours au *Devoir*, depuis 2000, à la rubrique *Éthique et Religions*. Chargé de cours à la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal depuis 1990, il y enseigne l'analyse critique du traitement de l'information et l'introduction à l'information journalistique, et il collabore également au magazine de la Fédération des journalistes, le *Trente*. Monsieur Leclerc, bonjour à vous également.

On vous a demandé d'essayer de résumer sur ce grand thème vos idées en quelque huit minutes. Monsieur Bégin, je sais que c'est un défi pour les universitaires et pour les professeurs en général.

Des voix : Ha ! ha !

8^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Vous avez le plaisir de briser la glace et d'essayer de relever le défi.

M. Bégin (Luc) : Merci beaucoup. Je vais essayer, oui, effectivement, de tenir le temps, et on va commencer avec quelque chose d'assez léger, je vais vous parler d'humour, de variétés et de politique : le mélange des genres.

Sans être un phénomène très répandu, je pense qu'il est néanmoins de plus en plus fréquent de voir des personnalités politiques qui participent à des émissions d'humour et de variétés. Et là je n'ai pas à nommer les émissions, mais on peut penser, par exemple, à des *talk-shows* de fin de soirée, l'été — ça s'en vient. On peut penser aussi peut-être à des invités parfois à des émissions de cuisine ou encore à des émissions humoristiques où les invités sont appelés à se déguiser et à jouer de petites saynètes. Ce sont des choses qui arrivent. Donc, dans les *talk-shows* et émissions d'humour, les activités sont essentiellement des moyens au service de fins qui sont uniquement ludiques. Un bon *talk-show*, une bonne émission d'humour, ça détend, ça relaxe, ça divertit, ça fait penser à autre chose que ce qui, au quotidien, accable le téléspectateur. Donc, la nature de ce type d'émissions est tellement claire pour tous qu'on dira justement du politicien qui accepte d'y participer qu'il se prête au jeu. Bon.

Pourquoi le politicien ne pourrait-il pas se prêter au jeu justement ? Et là, je vais vous donner quelques arguments qu'on peut entendre, qui peuvent être avancés, qui sont favorables à ce type de participation à des émissions de variétés et d'humour. Un premier type d'argument : on pourrait dire que ce type d'activité rend service à la politique et à la démocratie par la proximité qu'elle permet avec les citoyens. On peut dire en effet ou on pourrait penser que ça permet aux politiciens, aux personnalités politiques de se rapprocher des gens pour ensuite rapprocher les gens de la politique, que ça montre aux téléspectateurs qu'ils sont des personnes bien ordinaires, tout aussi humaines, préoccupées également par des soucis de la vie au quotidien, que ça montre également des facettes méconnues de leur personnalité, et que ça participe dès lors encore une fois à rapprocher les gens de la politique par le côté plus personnel de ce type de prestation publique, et que ça permet donc, en gros, cette proximité avec les politiciens... en se disant, au fond : « Bien, ce sont des gens comme nous qui font de la politique. » On pourrait donc résumer un peu cet argument-là en disant même que, quelque part, ça participe à combattre le cynisme ambiant à l'égard de la politique.

Un deuxième type d'argument serait de dire : « Bien, au fond, ça permet à la personnalité politique de se faire plaisir, ce qui n'est pas interdit après tout. » La politique, on le sait, est un métier souvent accablant, où l'on fait face constamment à l'adversité. Il faut souvent à la personnalité politique une bonne dose d'estime de soi pour supporter tout ce qu'elle entend ou lit sur elle-même ou sur la classe politique. S'il y en a qui n'aiment guère se retrouver sous l'oeil de la caméra, d'autres, de toute évidence, en ressentent une grande satisfaction, et encore plus quand le contexte est détendu, sans pression, voire ludique. Et comme certains et certaines auraient pu le chanter avec Claude Dubois : « J'aurais donc voulu être un artiste. » Alors, ça fait plaisir, et pourquoi pas ?

Il y a un autre type d'argument, un troisième type d'argument qui est davantage, celui-là, de nature politique, voire partisane, parce que, dans le fond, ce type de participation peut servir la cause et servir le parti. Effectivement, si telle ou telle personnalité politique a les aptitudes pour se mettre en valeur dans ce type d'émission parce qu'elle est capable d'être drôle, charmante, rieuse, un brin musicienne, bref, elle passe bien à la télé, si ça lui procure par là un avantage sur les autres, si, en se rapprochant ainsi des gens, elle rapproche en même temps, encore une fois, les gens non pas tant de la politique en général, mais bien, maintenant, de son parti et des idées qu'il défend, pourquoi ne le ferait-elle pas ? Où est le mal ?

Il y a un envers de la médaille auquel je voudrais m'attarder un peu, qui est le mélange des genres, justement. Pour le dire un peu brusquement, parce qu'on a peu de temps, je considère, à l'encontre du premier argument avancé, que ce mélange des genres dessert, dans les faits, l'idéal démocratique en accentuant ce qu'il y a, me semble-t-il, de moins glorieux comme tendance du politique.

Donc, je reviens d'abord un peu sur la nature des émissions de variétés et d'humour, pour expliquer mon argument. Ce type d'émissions vise des fins qui sont exclusivement de l'ordre du divertissement et du ludique. On y divertit, on y amuse, on y fait penser à autre chose. Au sens propre comme au sens figuré, c'est le monde du jeu, du déguisement, du paraître, du faux-fuyant et des demi-vérités.

Il n'y a là évidemment rien de condamnable. Après tout, si je vais au théâtre, je paie pour voir du jeu et du déguisement. Je consens même à ce que l'on me mente et que l'on se joue de moi si cela peut contribuer à la beauté et à la qualité de l'oeuvre qui m'est présentée. Il y a quelque chose d'analogue quand je suis dans la chaleur de mon foyer et que j'ouvre le téléviseur pour écouter du divertissement.

Si on poursuit l'analogie avec le théâtre, on admettra sans peine que ce genre d'émissions est pensé et structuré, mis en scène, pourrait-on dire, de manière à produire certains effets chez l'auditoire. Il peut s'agir de procurer de la joie ou de produire de la peur, de l'angoisse, de la compassion ou toute autre émotion qu'un auditoire peut consentir à ressentir dans un temps et un espace contrôlés. Et c'est ça, la beauté de la chose, c'est qu'effectivement le temps et l'espace sont contrôlés. On peut donc se laisser aller davantage à ses émotions.

On choisira d'ailleurs les animateurs et animatrices de ces émissions pour leur capacité à amener le téléspectateur à ressentir de telles émotions. Leur talent, par exemple, à susciter des confidences de la part des invités ou à les mettre en valeur devant la caméra sont autant de qualités qui font d'un animateur de variétés un animateur compétent. Vous arriverez sûrement sans peine à mettre des noms sur ces descriptions. C'est globalement en fonction de leur talent à produire les effets recherchés que ces personnes, ces animateurs et animatrices, seront jugées.

Ces effets, je le rappelle et j'insiste, sont de l'ordre des émotions. Je n'hésite pas à parler, pour ma part, de manipulation douce pour qualifier les méthodes qui visent ces effets. Encore une fois, il n'y a là rien de très condamnable tant et aussi longtemps que les règles du jeu sont claires et connues de tous et de toutes.

8^e Journée du livre politique

Là où commencent les problèmes, à mon avis, c'est lorsque cet univers du divertissement, avec ses règles implicites et sa logique particulière, rencontre l'univers du politique. C'est que la politique a aussi ses règles implicites et sa logique particulière. Ce que j'avance ici ne ressemble évidemment en rien à un procès d'intention ou à une condamnation globale de la classe politique, loin de là.

Comme la nature des émissions de variétés et d'humour commande un certain type de travail et de compétence de la part des animateurs ainsi qu'un certain mode de relation avec les téléspectateurs, la nature de la chose politique semble aussi commander certaines compétences et certains modes de relation avec les citoyens, dans ce cas. Pour aller rapidement, je rappelle que les fonctions électives ont ceci de particulier qu'elles peuvent difficilement faire fi de toute entreprise de séduction. Séduire se définit ainsi : attirer fortement, s'imposer à quelqu'un par telle qualité. Et la définition de la séduction vient préciser ce point : la séduction, c'est l'action, le fait de séduire, d'attirer par un charme irrésistible.

Il y a donc dans la séduction quelque chose qui relève fondamentalement de l'affect. On peut séduire en disant à quelqu'un ce qu'il veut entendre. On peut aussi séduire en faisant montre d'attitudes et de qualités personnelles qui vont susciter la confiance. La séduction fait partie inhérente de la chose politique en régime démocratique. On peut le déplorer, mais cela fait partie des règles du jeu. Obtenir la confiance des électeurs passe inévitablement par une forme de séduction.

Les médias modernes, électroniques en particulier, ont bien entendu amplifié ce trait de la politique, qui consiste à penser ses activités et ses apparitions publiques en fonction des effets escomptés chez les électeurs. Les faiseurs d'images et les stratèges politiques sont un rappel constant de l'importance de la séduction dans la chose politique.

M^{me} Guénette (Françoise) : Pour conclure...

M. Bégin (Luc) : On va conclure très rapidement. C'est donc dire qu'il y a ici aussi, comme dans l'univers du divertissement, une forme de manipulation douce. Je ne dis pas par là que tout serait mensonges et faux-fuyants, mais plutôt que le paraître et les effets à produire sont des éléments incontournables du jeu politique.

Le problème que je veux soulever ne réside pas tant dans l'existence de cette logique particulière que l'on rencontre dans le politique. Elle me paraît d'ailleurs, cette logique, inhérente au mode *adversarial* qui caractérise l'univers politique. On pourrait souhaiter évidemment que toute activité politique se fasse dans une parfaite transparence, sans demi-vérité ou faux-fuyant. On aimerait bien que toute activité politique ne s'adresse qu'à l'intelligence des citoyens et à leur capacité à être convaincus par les meilleurs arguments. Croire en l'idéal démocratique, c'est croire que ce type de raison puisse en venir à l'emporter sur l'autre, que ce type de modèle ou de rationalité puisse l'emporter sur l'autre. C'est en tout cas croire qu'il faudrait qu'il en soit ainsi.

Le problème que je vois réside plutôt dans le fait que de nouveaux moyens et médiums sont disponibles maintenant, afin d'accentuer les traits les moins glorieux de l'activité politique. Les émissions de variétés et d'humour, sous couvert de bonhomie, de se rapprocher

des gens et de démystifier le politique, participent entièrement à l'accentuation de ces traits au détriment de la réflexion, de la qualité de l'argumentation et de la nécessité du débat public. La logique de la production d'effets chez l'auditoire et la manipulation douce qu'elle met en oeuvre rejoignent en effet la raison stratégique du politique, jusqu'à se mettre au service, pourrait-on dire, d'une certaine activité politique. On sait pourtant que les médias électroniques peuvent être de fabuleux remparts contre cet aspect du politique, lorsqu'ils se font les promoteurs de l'idéal démocratique, qu'ils forcent la discussion et l'exposé d'arguments. Au contraire, avec les émissions de variétés et d'humour, on assiste à une mise en valeur des personnalités politiques qui n'a plus rien de critique. On y met de l'avant des traits, attitudes et talents qui surtout n'ont strictement rien à voir avec l'exercice de la fonction politique, et pourtant, cela est susceptible d'avoir une réelle influence sur les choix politiques que feront les électeurs et sur leur perception des projets politiques qui leur sont suggérés.

Je conclus donc simplement en disant que le mélange des genres n'a rien d'anodin. Non seulement il ne sert pas l'idéal démocratique, il me paraît plutôt faire ombrage à ce que la chose politique a de plus noble, c'est-à-dire le service à la collectivité et à ses citoyens. Merci.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci, Monsieur Bégin. Madame Bissonnette, j'aimerais vous inviter à réagir un peu plus tard à la suite des quatre interventions. Monsieur Bernier, je vous invite à poursuivre. Allez. Marc-François Bernier.

M. Bernier (Marc-François) : Merci. Bonjour. Ça me fait plaisir d'être de retour dans un endroit où j'ai sévi quand j'étais journaliste. Je vais vous parler un peu des sources anonymes dans le reportage politique. Le titre, c'est : *Les sources anonymes: à utiliser avec équité et parcimonie*. Donc, essentiellement, en journalisme, l'usage des sources anonymes, c'est une pratique qui est utile, mais qui est aussi controversée. Elle est utile parce qu'elle permet de diffuser des informations importantes que des gens voudraient cacher au public. Et l'exemple classique, celui qu'on enseigne dans tous les programmes de journalisme, c'est, bien sûr, le Watergate, le fameux scandale du Watergate. Plus près de nous, il y a l'exemple du collègue Leblanc ou de mon ex-collègue, parce que je ne suis plus journaliste, qui a mis au jour le scandale des commandites, grâce à la bonne collaboration de sa source qu'il a désignée sous le nom de code de « Ma Chouette ».

Donc, c'est une pratique qui est utile, et c'est aussi une pratique qui est controversée parce qu'elle ouvre la porte à des abus, à la diffusion d'informations inexacts ou incomplètes, et puis ces informations-là, dans certains cas, mettent en cause des gens dont la réputation est mise en cause ou attaquée, et qui ne peuvent pas se défendre face à ce que j'appelle justement « les sources fantômes ». Donc, c'est pour ça que l'anonymat dans le journalisme, c'est une problématique qui mérite qu'on l'examine avec une certaine nuance.

Une source anonyme, qui est-ce ? Ce sont toujours des personnes en chair et en os qui parlent et qui disent des choses dont l'identité est connue du journaliste, mais le journaliste s'engage envers elle à ne pas l'identifier au public : c'est le résultat d'une transaction, d'un contrat entre la source et le journaliste. Souvent, ces sources-là veulent servir le bien public. Elles ont des motivations « nobles », entre guillemets. Et, dans bien

8^e Journée du livre politique

des cas aussi, ce sont des vecteurs de désinformation. Ne pas oublier que l'administration Bush, c'est essentiellement grâce à des sources anonymes qu'elle a réussi à convaincre l'opinion publique américaine de la nécessité d'envahir l'Irak, alors qu'après coup on s'est rendu compte qu'il n'y avait rien là, comme on dit. Et puis aucun journaliste, aussi astucieux soit-il, ne peut se prétendre à l'abri des tactiques de manipulation de certaines sources. Quand celles-ci veulent profiter d'anonymat, il est impératif que le journaliste se montre parcimonieux, parce qu'il a toujours des obligations de vérité, bien sûr, pour servir le droit du public à l'information et aussi des devoirs d'équité envers les personnes qui seront mises en cause par les informations anonymes.

Puisqu'on se retrouve dans un contexte politique, je vais dire quelques mots des sources anonymes chez les courriéristes parlementaires à l'Assemblée nationale du Québec. Dans la cadre de ma thèse de doctorat, il y a quand même 12 ans, j'ai fait une recherche sur l'usage, la dimension stratégique des sources anonymes. Donc, j'ai regardé près de 640 articles de quotidiens francophones qui étaient produits par des journalistes en poste ici à l'Assemblée nationale, à la Tribune de la presse. J'ai observé que 28 % des articles du corpus contenaient des sources anonymes, mais les journalistes n'ont pas tous la même, comment dire, facilité à transiger avec des sources, donc il y a des journalistes qui sont plus prodigues à cet effet-là. Donc, la moyenne d'un journaliste à l'autre pouvait varier entre 8 % et 57 %. Il y avait un journaliste, 57 % de ses articles contenaient des sources anonymes.

L'analyse de ce que disaient les sources sous le couvert de l'anonymat. Essentiellement, on remarquait d'abord que c'est dans les grandes périodes d'activité politique qu'elles étaient les plus présentes : les élections, les campagnes référendaires, par exemple. Très présentes aussi dans la production spéculative des journalistes. Tout le monde, tous ceux qui s'intéressent à l'actualité politique, vous connaissez très bien l'avalanche de textes, d'articles, de reportages journalistiques à la veille d'un remaniement ministériel, et là c'est le moment où tout un chacun veut devenir ministre ou essaie de faire croire qu'il va le devenir, et puis il y a des taux d'erreur très élevés. Parce que les journalistes produisent des articles spéculatifs et, quand je fais le décompte de ça, la marge d'erreur joue entre 20 % et 70 %. Donc, 70 % de l'information dans un texte est fausse parce que l'avantage du cabinet des ministres, c'est qu'on peut regarder à la fin le résultat concret et comparer avec aux étapes de spéculation antécédentes.

Bien sûr, dans ce jeu-là, parce que c'est une transaction, il faut voir ça comme un échange entre le journaliste et ses sources. Les sources qui vont essayer d'influencer le journaliste, qu'est-ce qu'elles ont ? Elles ont des stratégies. Elles veulent tantôt tester la réaction de divers corps publics, de divers intervenants publics, tantôt favoriser ou nuire à une candidature aussi. Donc, il y a un marché de la spéculation là. Bien sûr, j'ai aussi constaté que dans les 600 articles et quelques que j'ai regardés, la plupart du temps les sources politiques se servaient de l'anonymat non pas pour dévoiler des informations importantes, mais pour s'envoyer des messages entre eux. Il y avait un phénomène d'autocommunication de groupe.

Les gens, grâce à l'anonymat, ça permettait aux sources politiques d'échapper, par exemple, à la discipline de parti; ce qu'ils ne peuvent pas dire publiquement, ils le disaient sous le couvert de l'anonymat. Ce qui est un peu drôle dans ça, c'est quand on est un habitué ici, de l'Assemblée nationale, presque la moitié du temps, quand on lit le journal le

lendemain, on sait qui est la source anonyme. C'est juste le public qui ne sait pas qui est la source anonyme. Les gens sur la colline savent qui est la source anonyme. Donc, c'est assez rigolo, cette stratégie-là qui, au fond, est comme un faire-valoir. Ce sont les règles du jeu, mais ce n'est pas tout le monde qui est dupe, bien entendu.

Bien sûr, ça permet au journaliste de publier des scoops et des primeurs. Et ça, c'est très valorisé au sein des entreprises de presse parce que, chaque jour, le journaliste, qu'est-ce qu'il doit faire ? Il doit faire la preuve à son patron que c'est lui qui mérite d'être sur la colline Parlementaire. Donc, il doit produire. Il doit être productif en exclusivité, en primeur, parce qu'il y a une concurrence également dans les salles de presse. Ce n'est pas juste une concurrence entre médias, mais il y a une concurrence à l'interne aussi, et les études de sociologie du journalisme nous donnent pas mal d'informations intéressantes là-dessus.

Bien sûr, pour le public, ça donne souvent accès à des jeux de coulisses. On sait un peu qu'est-ce qui se passe derrière les rideaux, en arrière-scène, mais l'analyse montre que c'est rare qu'on a beaucoup d'informations pertinentes qui permettent au public d'avoir un jugement bien pesé sur les décisions qui sont prises à son sujet, sur les impacts que ces décisions-là vont avoir sur sa vie personnelle ou professionnelle.

Donc, compte tenu de ces observations-là, on peut conclure que, bien souvent, le droit du public à une information de qualité n'est pas une préoccupation majeure des journalistes et de leurs sources politiques. Je ne veux pas dire qu'ils méprisent le public, mais ils vivent en symbiose, ces gens-là, ces groupes d'acteurs, et, bien sûr, il y a des moments de confrontation, des moments de collaboration, des tensions, exactement, mais la plupart du temps il y a collaboration et un respect mutuel entre les journalistes et leurs sources, sinon il n'y a plus de communication, et ils ne font pas leur travail ni l'un ni l'autre. Le grand absent de la transaction, c'est souvent le public qui ne peut pas intervenir directement dans les interactions, les transactions routinières des journalistes avec leurs sources politiques.

Donc, outre ces considérations-là liées à la qualité et à la pertinence de l'information, quelques mots sur l'équité de la pratique, puisque je m'intéresse aussi à l'éthique du journalisme, parce que les sources anonymes profitent de cette stratégie-là parfois pour se livrer à des dénonciations ou à des attaques qui vont mettre en cause l'intégrité ou la réputation d'une personne ou... Donc, on se retrouve en face de deux problèmes éthiques assez sérieux. Premièrement, le problème, c'est face au public. Quand le public ne connaît pas l'identité d'une source, il n'est pas en mesure d'évaluer sa crédibilité, son expertise et ses motivations. Ce sont des choses importantes pour pouvoir porter un jugement sur la personne qui raconte quelque chose dans les médias.

Deuxième élément, c'est que la personne qui est mise en cause ne peut pas se défendre adéquatement parce que, plus souvent qu'autrement, elle ne sait pas avec précision d'où arrive l'attaque. Là, il y a comme un déni de justice naturel. Dans certains cas, une telle pratique, ça va ouvrir la porte d'abord à des plaintes au Conseil de presse du Québec, à l'ombudsman de Radio-Canada et, dans certains cas, à des poursuites en diffamation civile, ces poursuites civiles en diffamation que ma collègue ici connaît beaucoup mieux que moi.

8^e Journée du livre politique

Quelques mots pour conclure. L'équité, c'est une notion universelle qu'on trouve tantôt dans des textes juridiques, tantôt dans des textes normatifs. Les codes de déontologie en journalisme directement ou indirectement font toujours référence à cette notion-là d'équité qui se produit autant dans la cueillette de l'information, les caméras cachées, par exemple, problème d'équité; dans le traitement, ce que les journalistes vont dire et ne diront pas; l'usage des sources anonymes, c'est un enjeu éthique dans le traitement de l'information; et dans le suivi également, parce qu'au fond l'équité c'est aussi le suivi d'une information qui n'est pas complète, qui demande à être rectifiée, à être corrigée, il y a quelque chose de lié à l'équité là-dedans.

Ces dernières années, les tribunaux du Québec et du Canada, puis je ne voudrais pas embarquer dans un champ qui n'est pas le mien, mais ils se sont quand même entendus pour dire que les journalistes doivent suivre les règles déontologiques qui s'appliquent à leur profession. Dans quelques mois ou quelques semaines, la Cour suprême va nous parler de sa conception de la protection des sources confidentielles et anonymes, dans le cas justement de Daniel Leblanc, du *Globe and Mail*, dans l'histoire de « Ma Chouette », et, une petite citation d'une décision récente de la Cour suprême du Canada qui nous en dit beaucoup, elle aborde la question de la nature et la fiabilité des sources, et les juges, ils disent : « Se fier à des sources confidentielles peut, selon les circonstances, bien sûr, constituer une conduite responsable. Par contre, il n'est pas difficile de percevoir l'irresponsabilité qu'il pourrait y avoir, selon les circonstances, à diffuser des insultes proférées par des sources non identifiées. » Et cet avertissement-là des tribunaux s'adresse autant aux journalistes qu'aux blogueurs et autres communicateurs, ce qui implique également les attachés de presse et, bien sûr, les députés de l'Assemblée nationale. Merci.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Monsieur Bernier. Alors, « diffamation », le mot a été prononcé, enchaînons. M^e Saucier, je vous invite à poursuivre.

M^{me} Saucier (Emmanuelle) : D'accord, merci.

M^{me} Guénette (Françoise) : Spécialiste des enjeux de diffamation.

M^{me} Saucier (Emmanuelle) : Oui, exactement. Je vous remercie de m'avoir invitée pour partager des réflexions que suscite en moi le thème « politique et médias » et, en fait, je vais (traiter) plus particulièrement de « politiciens et médias ». Je commencerais par le commentaire suivant : la première idée qui m'est venue, en pensant au thème, c'est de parler de cette relation ambivalente entre le politicien et les médias, une relation qu'on pourrait qualifier d'amour et haine à la fois, et je vais vous expliquer pourquoi.

Tout d'abord, amour, pourquoi ? Parce que le politicien a recours, en fait, dans l'exercice de ses fonctions, à faire passer des messages, des idées, dénoncer des situations, puis je pense que c'est vraiment très utile pour faire avancer le débat. Il attaque aussi le parti opposé et, on le voit dans son attitude quand il se présente devant les médias, il est fier, il est

content d'avoir trouvé un angle d'attaque. Les médias, qui sont à l'affût, on l'a vu, de toute nouvelle, reprennent l'histoire, dénoncent le scandale, on le voit sur toutes les tribunes, et il est content, il a marqué des points, et ses collègues le félicitent. Alors là, on est dans la portion positive, la portion amour avec les médias, tout se passe bien, et le politicien a une très, très bonne image des médias.

Mais, comme (dans) toute histoire d'amour, il y a toujours un autre côté à la médaille, et c'est malheureusement ce genre de cas que je vois à mon bureau, c'est quand les choses se gâtent et que les médias reprennent l'histoire, ou bien font une autre histoire sur ce même politicien ou sur un autre politicien, creusent, fouillent et finalement exposent un politicien. À ce moment-là, souvent, très souvent, il devient dans la ligne de tir des médias, des blogueurs, et ça fait boule de neige avec l'information en continu. On le revoit à tout instant sur les chaînes de télévision, c'est repris dans les blogues, et à ce moment-là le politicien se voit attaqué dans sa réputation et dans son intégrité. Quelquefois même, et c'est souvent ce qui est le plus dommageable, c'est lorsque sa vie personnelle est exposée au grand jour. Évidemment, on s'attend à ce qu'un politicien soit plus solide, ait la peau plus épaisse. Je pense que ça a été reconnu par les tribunaux, mais le politicien n'est pas là non plus pour se faire salir, et il est quand même là au service du peuple pour faire avancer un but en soi.

Donc, soudainement, tout le monde se questionne au sujet de ce politicien. Quand il y a des reportages vraiment dévastateurs sur un politicien, tout d'un coup les gens se demandent s'ils veulent vraiment l'avoir à côté d'eux, et tout son rôle au sein du parti peut être remis en question parce qu'il est maintenant associé à une situation embarrassante. La situation devient complètement intenable pour ce politicien, qui se voit attaqué et qui sent aussi que le parti dont il fait partie ne veut pas forcément qu'il aille devant les tribunaux. Par ailleurs, la famille de ce politicien veut que ce dernier attaque, contre-attaque, et donc, il est pris dans une multitude de conseils et un tourbillon de conseils qui est absolument infernal. Bien qu'il sût, il connaissait les risques que comportait une vie politique, cette vie devient soudain insurmontable, car la situation le touche maintenant profondément dans son être. Le politicien sait qu'il ne peut pas recourir systématiquement aux tribunaux, mais quelquefois il va devoir le faire pour le respect de sa dignité. C'est le moment où la relation devient beaucoup plus négative. J'ai dit « relation de haine », le mot est peut-être fort, mais, en même temps, quand je vois l'effet dévastateur que subissent les gens, je trouve que souvent ça pourrait aller jusqu'à une relation de cette nature.

Laissez-moi vous rappeler ce que c'est que l'honneur. L'honneur, selon la Cour suprême, est le reflet que chaque individu projette de ses valeurs profondes et de son sens moral. Il représente donc le socle sur lequel l'être humain fait reposer sa dignité. Donc, on voit à quel point c'est absolument important et pourquoi ça génère tout un bouleversement lorsqu'une personne est attaquée, particulièrement injustement.

Cette relation politiciens-médias est compliquée en raison de la présence dans notre droit de deux droits fondamentaux que l'on retrouve dans nos chartes: donc, le droit à la liberté d'opinion et d'expression, qui permet à chacun de s'exprimer librement et qui est absolument essentiel dans une société libre et démocratique; et, par ailleurs, le droit à toute personne à sauvegarder sa réputation, sa dignité et sa vie privée. On est vraiment en présence d'une zone grise dans laquelle ces deux droits aussi fondamentaux vont parfois s'entrechoquer, et c'est dans ce contexte-là que le politicien fraie dans le quotidien. Comment

8^e Journée du livre politique

concilier ces deux droits ? La Cour suprême nous a dit que le droit de la diffamation doit trouver un juste équilibre entre la protection de la réputation et la protection de la liberté d'expression, et la seule façon de concilier ces deux impératifs est de conclure que la liberté de parole s'arrête là où commence le droit à la réputation.

C'est pour ça qu'il est important de comprendre, pour toute personne qui s'exprime publiquement, les notions de base du droit de la diffamation et, plus particulièrement, de saisir comment la liberté d'expression et le droit au respect de la réputation sont intimement liés, de façon à ne pas encourir sa responsabilité personnelle comme politicien et aussi développer des façons efficaces ou des stratégies efficaces de communiquer, mais respectueuses en même temps de ses valeurs. Pour les victimes de diffamation, une bonne compréhension des principes de la diffamation permet de mettre de l'avant un meilleur plan d'action pour limiter les dommages à la réputation.

Donc, qu'est-ce que c'est, rapidement, la diffamation ? La diffamation, c'est une allégation orale ou écrite qui fait perdre l'estime de la personne visée, donc qui génère à son égard des sentiments défavorables. Il convient de souligner que quand on regarde une information potentiellement diffamatoire, on la regarde d'une façon objective. Très souvent, quand on vient me consulter, je vais dire : « Ne me parlez pas de la situation, envoyez-moi le texte ou le reportage et, par la suite, on se reparlera, parce que je veux me faire vraiment une idée objectivement : est-ce que c'est diffamatoire ou non, donc susceptible d'engendrer des sentiments négatifs. »

Lorsqu'on est en présence d'une allégation diffamatoire, ça n'engendre pas forcément une faute. Alors, il y a deux types de fautes. Il n'est pas difficile d'envisager, pour un politicien, s'il s'attaque de mauvaise foi à quelqu'un dans le but de lui nuire et de nuire à sa réputation... c'est sûr que là il va risquer d'engager sa responsabilité personnelle. Des accusations qu'un politicien, par exemple, ou un média... c'est mal fondé, qui sont complètement gratuites, tomberaient dans la catégorie d'une atteinte fautive intentionnelle. Mais, souvent, je remarque que c'est sans être animé d'une intention de nuire que le politicien encourt le plus bêtement sa responsabilité et s'expose à des poursuites, s'il tient des propos diffamatoires par négligence. Le cas classique, ce serait, par exemple, de reprendre une information erronée dans un journal et de transformer ça en accusation. Ça, on le voit très souvent et c'est souvent des cas dans lesquels le politicien va engager sa responsabilité. Dieu sait que, très souvent, je suis consultée pour obtenir des précisions avant de lire dans les journaux. Ce n'est pas toujours vrai, ce qui est écrit dans le journal.

En matière de poursuite en diffamation, pour conclure, on voit que les montants sont importants et que bien que les tribunaux, souvent, octroient des montants quand même, somme toute, plus limités que les montants réclamés, il y a quand même un très grand risque pour le politicien, parce qu'il va se trouver seul face à du temps à consacrer à la défense, des frais d'avocat, le risque de se faire sacrifier dans le processus, le risque aussi d'embarrasser des collègues et d'autres politiciens alliés. Donc, il y a de quoi sérieusement réfléchir avant de se lancer dans une campagne de salissage dans le but de nuire à autrui. De la même façon, lorsque la réputation d'un politicien est attaquée, il se trouve aussi très seul et isolé — ça, je le constate dans tous les dossiers —, son entourage devient plus distant, personne ne veut se faire salir au passage. La preuve que le vieil adage est toujours vrai : « Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose. »

Le but de ma présentation n'est pas de démotiver les gens de se lancer en politique, mais plutôt de souligner les risques que comportent les apparitions publiques et les jeux politiques et les relations avec les médias. Mon objectif de cette présentation, se veut de sensibiliser les politiciens à la nécessité de penser stratégie lorsqu'ils envisagent de dénoncer des gestes d'autrui, de façon à diminuer les risques de se faire poursuivre et, de la même façon, de développer des stratégies lorsque la personne est attaquée, afin de minimiser les dommages à la réputation.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, M^e Saucier. Et enfin, Monsieur Leclerc.

M. Leclerc (Jean-Claude) : Maître Saucier, puis-je retenir vos services ? J'entends dire la vérité. Après quarante ans de métier, puis vingt ans d'enseignement où je pense que je suis venu à bout d'apprendre ce que c'était que le journalisme, vous me permettrez de déroger un peu au journalisme classique que j'enseigne et d'emprunter au journalisme que mes collègues dénoncent, c'est-à-dire le mécanisme du journalisme qui emprunte à la vie privée alors qu'il ne faudrait peut-être pas le faire. Donc, puisque nous sommes entre nous, laissez-moi d'abord vous dire, en puisant dans ma vie privée, que je suis marié avec une Acadienne. Donc, j'ai passé une partie de ma vie en Acadie. Il y avait dans cette province du Nouveau-Brunswick un journal qui s'appelait *L'Évangéline*. Moi, je n'avais pas l'expérience, au début, que je peux avoir maintenant. D'entrée de jeu, laissez-moi vous dire que je n'ai pas de doute que parfois les politiciens ont raison de se plaindre de la façon dont ils sont traités dans les médias. Je le vois comme juriste, parce que je connais... j'ai fait le droit, puis je sais ce que c'est qu'une diffamation, je le vois, ce que c'est que de ne pas respecter l'intérêt public, de ne pas respecter la vérité, de prendre des suppositions ou des allégations pour des faits qui sont établis.

Mais là je ne suis pas ici pour défendre les politiciens — je pense que vous êtes capables de le faire vous-mêmes par l'expérience —, mais pour montrer le tort que des politiciens ou des mauvaises politiques peuvent faire aux médias et, ultimement, à la politique elle-même et aux politiciens eux-mêmes, parce que les médias font partie de la machine politique. Si les médias déraillent, c'est la politique qui va dérailler. Et, en démocratie, ça veut dire, ça, qu'une régression s'annonce.

J'emprunte des faits que j'ai vus de mes propres yeux, excellente intervention du gouvernement fédéral: on va aider le *Globe and Mail* à se répandre dans l'Atlantique. Merveilleux ! Alors, le *Globe and Mail* papier, bien sûr, à l'époque, a besoin d'une presse. Le fédéral, avec le programme de développement régional, met quelques millions pour bâtir une presse commerciale. Donc, je pourrai, durant mes vacances, lire le *Globe and Mail*, là, à côté de Moncton, à partir de Shediac... Très intéressant.

Petit problème : c'est que *L'Évangéline*, comme beaucoup de journaux, ne peut pas vivre rien qu'avec ses lecteurs ni même avec ses annonceurs : il faut un supplément de revenus qui provient de ce qu'on appelle une imprimerie commerciale. L'imprimerie financée par Ottawa va avoir pour effet de déclasser l'imprimerie qui permettait la survie de *L'Évangéline*. Sûrement que d'autres raisons vont expliquer la mort de *L'Évangéline*, mais

8^e Journée du livre politique

j'ai bien vu que, pour permettre l'entrée d'un grand quotidien dont — je n'en ai aucun doute — les Maritimes allaient tirer un grand bénéfice, on privait une petite minorité francophone qui se battait depuis longtemps pour son seul organe d'information.

Je ne sais pas si c'est les remords de conscience qui ont frappé nos gouvernements, mais ils ont mis dans une fondation, après la mort de *L'Évangéline*, des millions, millions du Nouveau-Brunswick, millions d'Ottawa, dont les revenus devaient servir à apporter un supplément d'appuis financiers à un nouveau journal acadien. Ça a été *Le Matin* ; malheureusement, il n'a pas survécu à Moncton. Cette fondation-là existe toujours et elle permet à *L'Évangéline*... à *L'Acadie nouvelle* maintenant d'être ce petit quotidien modeste d'une communauté modeste, mais qui a quand même besoin d'apprendre ce qui se passe chez elle dans sa langue.

Donc, il y avait et un mauvais événement et un bon événement. Malheureusement, il y en avait d'autres sur cette patinoire. Irving décide d'acheter les quotidiens du Nouveau-Brunswick. Et là, pour une fois, le gouvernement fédéral se réveille, le Bureau contre les cartels intente une poursuite, et c'est le directeur du Devoir qui va venir comme expert à Fredericton expliquer que c'est mauvais pour la liberté de presse, pour l'information du public, que de mettre entre les mains d'une seule personne ou d'un seul groupe, qui a plein d'intérêts qui peuvent être contradictoires avec l'intérêt de la presse et du public... c'est mauvais de faire ça. On gagne en première instance, si ma mémoire est bonne. L'affaire va jusqu'en Cour suprême, et cette dernière dit qu'on ne peut pas présumer que cette fusion-là va être mauvaise. Et ils approuvent la fusion.

Où en est-on maintenant? C'est très simple. Après avoir pris les quotidiens... Et je reconnais que le *Telegraph-Journal*, de Saint-Jean, c'est un très bon journal; celui de Moncton, il est pitoyable. Mais là, même s'ils ne sont pas capables de faire du journalisme, les Irving ont développé des hebdomadaires en français maintenant. Et là ils viennent d'en sortir un bon, et il va peut-être faire concurrence à *L'Évangéline*... pas à *L'Évangéline*...

M^{me} Guénette (Françoise) : À *L'Acadie nouvelle*.

M. Leclerc (Jean-Claude) : ...à *L'Acadie nouvelle*. Bien coudon, la Cour s'est trompée.

Mais on ne peut pas juger sur un cas. Je vais vous en citer un autre. Je suis éditorialiste au *Devoir* et on apprend qu'il va y avoir une deuxième chaîne privée qui va se développer, TQS, Télévision Quatre Saisons, et, bien sûr, tout le monde n'est pas d'accord. Et là le ministère fédéral qui porte la culture et communications et le patrimoine envoie son sous-ministre — bon. c'est un gouvernement libéral qui est là-bas — nous expliquer qu'il faut secouer TVA et Radio-Canada, il faut faire de la place aux jeunes artistes, un. Deuxièmement, étant donné la médiocrité des télévisions en place, il faut empêcher les téléspectateurs de passer aux canaux anglais. Tiens, tiens, tiens ! Je risais parce que Joan Fraser, de la *Gazette*, était là, puis 40 % des lecteurs de la *Gazette*, c'étaient des francophones. Mais alors, c'était peut-être bon que des francophones aillent voir ce qui se passe en anglais, parfois.

Qu'est-ce qui est arrivé avec ce soi-disant créateur de talent et protecteur de l'ère francophone? On a eu droit à un *Allô Police* à l'écran. Les standards ont baissé. Mais le peuple aimait ça, disait-on. Alors, TVA s'est mis à baisser ses standards. Et, comme Radio-Canada ne devait pas être en reste, on a assisté à une baisse des standards de Radio-Canada. C'est là que j'ai vu que la concurrence, qui est censée stimuler l'invention, la créativité, l'originalité, peut avoir un effet pervers, c'est-à-dire qu'on recourait à n'importe quel moyen, y compris à de bas moyens, pour attirer le peuple. Quand j'étais enfant, oui, c'est vrai, on allait voir la lutte au coin, oui, mais on ne fait pas une télé avec des lutteurs, puis des faux lutteurs pour un peuple. Oui, c'est ce dans quoi on nous a embarqués.

Moi, je pensais que ça arrêterait là. Eh bien ! non...

M^{me} Guénette (Françoise) : Ça va s'arrêter bientôt.

Des voix : Ha !, ha !

M. Leclerc (Jean-Claude) : ...TQS n'a pas marché, finalement. Alors là, on a dit : « Il faut sauver la liberté de presse. » C'est M. Péladeau, de Quebecor, qui s'est présenté pour la sauver, et là on a brisé la règle voulant qu'il y ait un mur entre la presse écrite et la presse électronique. Ce n'était pas trop grave avec Quebecor quand ils n'avaient que Quatre Saisons. Qu'est-ce qui est arrivé par la suite ? CanWest Global a mis la main sur les journaux, pour la plupart des journaux de Conrad Black au Canada, et ensuite Quebecor a mis la main non seulement sur Vidéotron, mais sur TVA. Dans le cas des interventions fédérales, c'est intéressant aussi, c'est pour sauver la culture canadienne. Qui a financé Quebecor non seulement pour ses imprimeries, qui ont reculé depuis, comme vous le savez, aux États-Unis, mais pour développer son système ? La Caisse de dépôt. La Caisse de dépôt du Québec, au nom du nationalisme, des grandes corporations qu'il faut développer pour partir à la conquête du monde, pour nous mettre sur la *map*, a permis une concentration maintenant qui a dégradé l'information, qui est en concurrence avec la presse, tout le réseau de Gesca et Radio-Canada, de sorte que, ma conclusion va être faite...

M^{me} Guénette (Françoise) : Ça va mal.

M. Leclerc (Jean-Claude) : ...nos politiciens se sont trompés. Et je réponds à la question de mon collègue Delisle : Faut-il une intervention du gouvernement ? Je dirais oui et j'ajouterais : « Il faut même un gouvernement pour le faire. »

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Jean-Claude Leclerc.

Je reprends quelques idées avant de vous passer la parole, Madame Bissonnette. M. Bégin est d'accord avec vous, il a ciblé... On vient d'identifier plusieurs dangers, à cette table, et l'intérêt de ces points de vue très variés se manifeste. Le danger des mélanges de

8^e Journée du livre politique

genres entre la politique et le divertissement au nom de la proximité ou du plaisir ou de la partisanerie, dans les faits, ça aboutit à une manipulation du paraître, de la séduction qui nuit à la démocratie, au véritable débat public — Monsieur Bégin, je résume en deux mots —, donc il y a un danger très clair, là. Vous êtes d'accord avec M^{me} Bissonnette.

M. Bernier nous parle du danger des sources anonymes donc qui menacent la rigueur, l'équité et qui provoquent des cas aussi réels de diffamation, et dont le public est absent. Donc, ça nuit même au droit réel du public à l'information.

M^{me} Saucier, bien sûr, nous parle de l'isolement de ces politiciens injustement, même si c'est vrai, diffamés. Le pouvoir de ces pratiques journalistiques mais aussi des dangers, là aussi, de la dénonciation même par négligence, parce qu'on peut tout à fait prêter flanc, là encore, à des poursuites.

Et enfin le danger, bien sûr, des mauvaises politiques qui viennent dégrader le journalisme en permettant la concentration des entreprises.

Au milieu de tous ces dangers, où aller ? Comment se comporter ? J'ai l'impression qu'il y a des risques, que le mot qui revient tout le temps, c'est la manipulation, tout le monde est manipulé. Les politiciens le sont par les médias ; les journalistes, par leurs sources ; le public et sa liberté, par les politiques parfois. Comment garder une distance saine entre tous ces acteurs ? Comment recréer une distance perdue, peut-être ? Lise Bissonnette.

M^{me} Bissonnette (Lise) : Avoir un peu de morale, peut-être. Mais j'ajouterais au panorama qu'a fait Jean-Claude Leclerc les effets pervers de certaines de ces décisions qui ont mené à trop de convergence, que signalait aussi Norman Delisle. Il ne faudrait peut-être pas oublier non plus le paysage de la presse régionale au Québec, en fait, les hebdomadaires régionaux. Je viens d'Abitibi, je l'ai dit assez souvent, et au Québec maintenant, des journaux indépendants ou, en tout cas, ayant gardé une certaine distance et n'étant pas contrôlés par des grands groupes au Québec, ça n'existe pratiquement plus, à quelques exceptions près. Donc, c'est aussi un effet de cette convergence, et ce qui s'est passé en Acadie ressemble à cette chose-là.

J'ai trouvé intéressantes toutes ces interventions parce qu'on tourne quand même autour de quelque chose, et ce qui m'a beaucoup frappée quand M^{me} Saucier nous a expliqué, en fait, tout simplement des définitions en droit mais qu'on oublie, dans le fond, on parle de diffamation, qu'est-ce que ça veut dire, et tout ça, elle a employé toutes sortes de termes intéressants qui pourtant sont tous simples: Le politicien veut le respect de sa dignité. Qu'est-ce que c'est que l'honneur d'un individu ? C'est la projection, le reflet de son sens moral, etc. Alors là, on est tout à fait dans le sujet sur lequel on a tourné un peu, j'ai essayé un tout petit peu, et puis M. Bégin a vraiment fait le tour tantôt, c'est qu'on assiste quand même à un glissement. Je ne veux pas dire que les victimes ici sont coupables, il faut toujours faire très attention à ça. Mais il est évident qu'à partir du moment où on est un élu, on est en politique, qu'on soit d'ailleurs à quelque niveau politique que ce soit, municipal, provincial, fédéral ou même dans une commission scolaire, à partir du moment où on est là, en fait, et on veut obtenir le respect de sa dignité, de son honneur, et tout ça, bien, on essaie autant que possible de ne pas se mettre dans des situations où on nage dans la trivialité, la vulgarité, la frivolité et toute chose qui amène une atténuation du respect du public à l'égard de ces personnes-là. Je ne dis pas que vous allez...

M^{me} Guénette (Françoise) : Des personnes et de l'institution ?

M^{me} Bissonnette (Lise) : Aussi, mais les personnes elles-mêmes après n'ont qu'à s'en prendre à elles-mêmes, un petit peu, pas toujours, ça ne donne pas le droit à la diffamation. Mais il est certain que si vous baissez le seuil, que tout le monde est à tu et à toi avec tout le monde, et tout le monde peut vous donner des claques dans le dos, vous caricaturer, et vous allez vous prêter à ça, on a vu des gens aller chez M. Laflaque pour se faire caricaturer avec plaisir, participer... tout ça, ça atténue le seuil du respect qu'on vous porte. Et il me semble que là il y a un glissement que dans le monde politique, on devrait regarder de très près, parce que même si on trouve que c'est bon pour son image et c'est très souvent les faiseurs d'images qui suggèrent d'aller dans ces endroits-là et d'être plus familiers, et tout, eh bien ! quand arrivent des choses graves, comme des cas de diffamation et d'atteinte à la réputation, le seuil est bas, alors que pour d'autres personnes, il reste assez élevé et on les attaque moins facilement.

Par ailleurs, du côté des journalistes, ce que j'entends cet après-midi, puis on tourne aussi autour de ça, avec les nouveaux médias, en fait, j'ai trouvé tout à fait intéressant ce que M. Bernier disait à propos des sources anonymes. Ce qui m'a beaucoup frappée, et souvent, c'est que la source anonyme, elle est là, elle est utile si elle dévoile un fait, si ce qu'elle nous dit nous apprend quelque chose qui était secret dans telle société d'État, dans tel organisme, dans tel...

M^{me} Guénette (Françoise) : Qu'on est incapables de savoir autrement.

M^{me} Bissonnette (Lise) : De savoir autrement. Donc, elle nous dit : « Voilà, cette chose-là, cette réunion s'est produite le 2 juin en telle et puis en telle année, et j'étais là et j'étais témoin, maintenant ne mettez pas mon nom. » Bon, ou quelque chose comme ça, mais un fait qui fait avancer les choses. Ce qui m'a souvent frappée, je suis sûre, Monsieur Bernier, que vous avez vu ça à maintes reprises, c'est l'usage, par les journalistes, des sources anonymes pour traduire une opinion. Et ça, c'est tout à fait autre chose. C'est-à-dire que les gens ne sont pas contents de telle chose et ils ne veulent pas faire de peine au ministre ou au... en tout cas, ils disent : « Je ne veux pas encourir de représailles. » Bien, si c'est votre opinion que vous voulez donner, gardez-la pour vous si vous ne voulez pas encourir de représailles, parce qu'une opinion, ça doit être signé. Et ça, pour moi, c'est fondamental. Si ce n'est qu'une opinion, si vous trouvez que dans le ministère, je ne sais pas, moi, ça peut être l'Environnement, la Culture, le Revenu ou un autre, votre ministre a bien tort, et que vous êtes fonctionnaire, et que vous téléphonez à un journaliste en disant : « Voici pourquoi cette politique n'est pas bonne, eh bien !, alors c'est une opinion que vous émettez, ce n'est pas un fait, et vous devriez être capable de la signer. » Personnellement, en tout cas, j'irais jusqu'à exiger ça. Je trouve que souvent, dans les textes, on déguise, et là on ne sait pas trop si c'est le journaliste qui déguise son opinion en source anonyme — ça peut arriver — ou alors si c'est vraiment quelqu'un qui ne veut pas signer ce qui est son opinion.

8^e Journée du livre politique

Donc, cette question d'anonymat, elle est majeure, puisque les médias aujourd'hui tolèrent que plein d'opinions anonymes soient publiées sur leur site Internet et...

M^{me} Guénette (Françoise) : Donc, c'est un manque de rigueur...

M^{me} Bissonnette (Lise) : C'est un accroc à la déontologie qui, à mon avis, est vraiment majeur. Il se dit des choses qui ne sont pas de la diffamation, mais qui sont de l'insulte, et qui sont de l'insulte quotidienne, et qui peuvent très bien, à la fin, avoir un effet délétère sur la réputation des gens, et ce sont des médias, de bons médias, là, qui tolèrent que ces choses-là soient écrites de façon anonyme. Alors, si on disait à tous ces commentateurs qui n'ont que ça à faire toute la journée, taper sur leur machin, puis vous envoyer un courriel pour réagir immédiatement à telle chose, si on leur disait : « Vous signez et vous mettez votre adresse », croyez-moi, il en disparaîtrait quelques-uns dans les nuages. Et c'est ce que je souhaite pour l'avenir, en fait, parce que je trouve qu'on tourne autour de quelque chose qui est un resserrement de la déontologie dans un monde qui, lui, est éclaté et où les choses ne sont pas si simples.

M^{me} Guénette (Françoise) : À cause des nouvelles technologies, entre autres, mais pas uniquement.

M^{me} Bissonnette (Lise) : Entre autres.

M^{me} Guénette (Françoise) : Mais comment dire non ? Parce que, moi, je vous écoutais tout à l'heure, je me dis : « Est-ce qu'un politicien pourrait dire non à Véronique Cloutier ? Est-ce qu'un Daniel Leblanc, du *Globe and Mail*, peut dire non à « la Chouette » ? Est-ce que, dans les deux cas, on n'est pas dans une situation à cause des pressions de toutes sortes ?...»

M^{me} Bissonnette (Lise) : Parfaitement.

M^{me} Guénette (Françoise) : ...de l'organisation du travail, de la pression du scoop ? Vous l'avez dit, Marc-François, il y a comme une pression des organisations aussi pour avoir la nouvelle, et il y a comme une pression sur les politiciens pour se rapprocher des gens, pour démystifier soi-disant la politique. Comment dire non et revenir à des pratiques plus distancées et moins complaisantes ?

M. Bernier (Marc-François) : Déjà, les textes déontologiques que nous avons au Québec, mais qui sont inspirés de la tradition anglo-saxonne depuis vingt ans à peu près, donnent des critères, suggèrent aux journalistes de se poser certaines questions avant d'accorder l'anonymat. Est-ce que c'est la seule façon d'avoir l'information ? Est-ce qu'elle est d'un grand intérêt public ? N'y a-t-il pas d'autres façons d'aller la vérifier ? Donc, il y a des questionnements qu'on doit se faire pour toujours avoir en tête, d'abord l'intérêt public, son droit à la vérité, puis à l'exactitude, mais aussi la notion de l'équité. Et puis, ce sont les deux grands aspects qui sortent constamment dans ces questionnements-là qui forcent les journalistes à avoir une réflexion éthique au-delà de l'observance très *stricto sensu* aux textes déontologiques. Parce que la déontologie, dans bien des cas, elle ne permet pas d'agir : elle soulève plus de questions que de réponses. Donc, on donne des outils dans les cas de déontologie pour que ce soit plus proche de l'éthique appliquée, comme Luc Bégin sait très bien, parce qu'il a travaillé sur l'éthique professionnelle également.

M^{me} Guénette (Françoise) : Monsieur Bégin, oui.

M. Bégin (Luc) : Moi, j'ajouterais peut-être quelque chose. Je pense qu'il faut se recentrer sur le sens de la fonction du politicien ou de la politicienne. Il ne faut jamais oublier que, quand une personnalité politique est invitée à une émission, elle est invitée en tant que personnalité politique, sinon elle ne serait pas invitée —, ça, c'est la première des choses et je pense qu'on l'oublie un peu —elle ne serait pas invitée pour ses talents de cuisinier ou de cuisinière, pas pour ses talents de danseur ou de chanteur. Alors, si la personne est invitée en tant qu'elle occupe une fonction particulière, la fonction qu'elle occupe devrait guider ce qu'elle fait, ce qu'elle accepte de faire, les gestes qu'elle pose, et d'où, donc, cette réflexion-là sur la fonction.

Il y a quelques questions de base, me semble-t-il, que la personne doit s'adresser, par exemple : « Quel est le bien-fondé de mon intervention par rapport à la fonction que j'occupe, par rapport à ce qu'on est en droit d'attendre dans une société démocratique de cette fonction qui est mienne ? Que sert-on quand on participe à de telles émissions ou qui sert-on ? » Je pense que c'est une question qui n'est pas anodine non plus. Aussi, à qui s'adresse-t-on lors d'une apparition publique ? Est-ce qu'on s'adresse aux citoyens ou on s'adresse aux consommateurs de divertissement ? Ce n'est pas la même chose. Ce n'est pas la même chose, compte tenu encore une fois de la fonction qui est celle de la personnalité politique.

M^{me} Guénette (Françoise) : Donc, clarifier pour soi-même l'image de la fonction ou, en fait, la responsabilité qu'on a comme politicien, là. Qui veut là-dessus réagir ? Jean-Claude Leclerc.

M. Leclerc (Jean-Claude) : Mais la tâche du politique, ce n'est pas seulement de fuir les rixes fictives qu'on organise pour attirer le public, et donc, les annonceurs, c'est d'assurer que les institutions publiques que sont les grands médias s'acquittent de leurs devoirs aussi. Parce qu'il n'y a pas rien que les politiciens qui passent à la moulinette de ces *shows* de bas étage, là, il y a plein de gens qui passent là-dedans.

8^e Journée du livre politique

Et, ne nous trompons pas, il n'y a pas que les journalistes qui voient les clowns prendre de plus en plus de place dans la presse électronique, mais aussi dans la presse écrite. Je voyais aux États-Unis, par exemple, le désarroi des écrivains, des scénaristes, tous ceux qui voient la vie, voient la société et ils se disent : « Il faut écrire ça. » Puis, il y en a qui disent : « On va faire des scénarios, on va amener la société à se regarder dans les éléments essentiels. » Ça coûte cher, ça. Tu prends deux gars saouls sur le coin de la rue, tu les amènes dans le studio, tu leur fais se taper sur la gueule, tu leur donnes 20 \$, tout le monde se rue, les millions, des annonceurs rentrent. Là, à l'intérieur, les artistes, les journalistes, les professionnels qui veulent respecter l'intégrité de leur métier ont à se battre contre leurs patrons privés ou publics. Et c'est ça, la question centrale.

M^{me} Guénette (Françoise) : Donc, la pression des cotes d'écoute ou des profits carrément.

Une voix : L'argent. L'argent. Le paradoxe, c'est que celui qui disait : « Moi, je fais de l'argent en permettant à mes journalistes de faire du vrai journalisme », c'est un dénommé Conrad Black. Ce qu'il ne nous avait pas dit, c'est que...

M^{me} Guénette (Françoise) : Un homme honnête.

Une voix : ...en plus d'avoir la main lourde, il les laissait libres, ça, c'est vrai. Contrairement à CanWest qui prétendait régenter ses salles de rédaction, il les laissait libres, mais il avait l'oeil sur le cash.

M^{me} Guénette (Françoise) : Monsieur Bernier.

M. Bernier (Marc-François) : Juste une petite intervention. Il y a un an ou deux, j'ai fait une étude auprès des journalistes québécois, des trois grands conglomerats médiatiques : Quebecor, Gesca et Radio-Canada. Quatre-vingt-douze pour cent de mes trois cent quatre-vingts répondants, ils travaillaient pour ces trois conglomerats, et on voyait très bien que tout ce qui est convergence, concentration, dans l'esprit des journalistes, parce que les questions portaient là-dessus, ça affectait beaucoup leur capacité de faire de la bonne information, ça augmentait beaucoup la pression à l'autocensure, s'ils voulaient avoir des promotions dans l'entreprise, et aussi il y avait beaucoup de pression à l'autopromotion ou faire la promotion des entreprises ou des entités qui appartiennent au même conglomerat, et aussi une chute très importante de l'importance du service public en tant que journaliste. Et ça, de façon statistique, c'était très, très intéressant entre Radio-Canada, Gesca et Quebecor. Et il y avait le mode de propriété, le mode de gestion, et plus une entreprise est tournée vers la satisfaction des actionnaires sur le marché, bien sûr, plus il y avait de pression sur les journalistes à l'interne.

Mais, quand on pose les questions sur les valeurs professionnelles, les journalistes des trois conglomérats partagent les mêmes valeurs professionnelles. Il n'y a pas d'écart entre les trois. C'est dans leur capacité respective de pouvoir faire un bon travail que les écarts se manifestent, d'après leur parole, bien sûr. Donc, la convergence, la concentration, ça a un impact dans les pratiques...

M^{me} Guénette (Françoise) : Directes.

M. Bernier (Marc-François) : ...concrètes.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. M^e Saucier.

M^{me} Saucier (Emmanuelle) : J'aurais aussi une autre piste de participer à ce genre d'émission dont on parle, et c'est vraiment le risque de ne pas avoir de code qui régit, en fait, l'interrelation entre le politicien et puis la personne qui fait l'entrevue. Évidemment, c'est déjà assez compliqué de faire affaire avec un journaliste pour un politicien, mais par contre, on fait affaire avec un professionnel dans une certaine mesure, qui a un code de déontologie strict, les règles de *fair-play* doivent s'appliquer, mais, quand on est devant un animateur, bien, on n'a pas le contrôle sur ce qui va se passer, puis en même temps, il n'y a pas un cadre juridique ou de règles définies.

Évidemment, si la personne se fait maltraiter ou finalement en sort meurtrie, on peut se demander : « Est-ce que ça pourrait réellement donner lieu à un recours en diffamation, ou bien il n'y a pas, comme dans les centres de ski, une acceptation du risque ? »

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. C'est ça. Sans préjudice. Oui, Madame Bissonnette.

M^{me} Bissonnette (Lise) : Oui. Juste 30 secondes. Vous avez dit : « Est-ce qu'on peut dire non à ces choses-là ? Même si nos faiseurs d'images, etc., souhaitent qu'on y aille ? »

M^{me} Guénette (Françoise) : Véronique Cloutier, quand même.

M^{me} Bissonnette (Lise) : Oui, on peut dire non. On a toujours le choix, dans sa vie, de dire non à quelque chose qu'on ne veut pas faire. On en a peut-être envie, mais qui n'est pas une bonne chose à faire. Justement, puisque vous parlez de Véronique Cloutier, moi, je vois venir avec une espèce d'angoisse absolue cette espèce d'émission, qui s'appelle *Le verdict*...

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Qui commençait hier...

8^e Journée du livre politique

M^{me} Bissonnette (Lise) : Ah! je ne sais pas, je ne l'ai pas écoutée...

M^{me} Guénette (Françoise) : ...avec un homme politique.

M^{me} Bissonnette (Lise) : Moi, c'est contre mes principes d'écouter ces choses-là. Donc, je ne l'ai pas écoutée hier. Mais j'en parle, simplement le concept, l'idée, parce que je l'entendais en parler la semaine dernière, à Radio-Canada, bien sûr, où elle a dit... On lui demande comment ça va fonctionner — et, moi, si j'étais un politicien, je me sauverais —, elle dit « : Moi, je vais poser les questions aimables, et les humoristes vont poser les questions méchantes. » Alors là, c'est d'une part ...

M^{me} Guénette (Françoise) : Et tout ça avec les sondages.

M^{me} Bissonnette (Lise) : Moi, je vais poser les questions aimables et les humoristes vont poser des questions méchantes. Mais qui va poser les questions, finalement ? Les vraies questions, elles sont où ? Là, on est complètement en train de chavirer dans un univers qui n'a aucun sens. Et c'est un peu ce que je voulais dire aussi, si l'humoriste, l'amuseur public est devenu celui qui pose les questions méchantes, ma théorie du pamphlet prend le bord, parce que... je ne veux plus en entendre parler.

M^{me} Guénette (Françoise) : Bien oui. De toute façon, on donne à d'autres émissions de télé, à des humoristes, le rôle d'éditorialistes...

M^{me} Bissonnette (Lise) : Absolument, absolument.

M^{me} Guénette (Françoise) : ...Carrément, de commentateurs sociaux, ce qu'ils ont souvent eu, il faut le dire. On va parler plus tard de caricature politique.

(Questions du public)

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà. Merci beaucoup, Madame Bissonnette, Monsieur Bégin, Monsieur Bernier, Madame Saucier et Monsieur Leclerc. Je vous remercie également au nom des participants. On doit, bien sûr, s'interrompre, puisque dans une vingtaine de minutes, ce sera le début de la remise des prix.

(Fin de la table ronde)

9^E JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE – 12 AVRIL 2011

La 9^e Journée du livre politique était sous la présidence de M^{me} Fatima Houda-Pepin, députée de La Pinière et première vice-présidente de l'Assemblée nationale. Les membres du comité directeur de la Journée du livre politique 2010 étaient : M^{me} Pauline Côté, M. André-C. Côté, M. Antoine Del Busso, M. Norman Delisle, M. Denis Monière, M. Martin Pelletier et M. Philippe Sauvageau.

Les activités de la Journée ont commencé avec la visite de l'exposition *Les trésors de la Bibliothèque* en compagnie de la première vice-présidente M^{me} Houda-Pepin. Les participants à la Journée ont par la suite assisté à une conférence ayant pour titre *La Révolution tranquille*, demain prononcée par M. Yvan Lamonde, professeur d'histoire et de littérature à l'Université McGill.

Cette conférence a soulevé des questions intéressantes qui ont alimenté les discussions de la table ronde, animée par M^{me} Françoise Guénette, sur le thème *Révolution tranquille : rupture ou continuité ?* Voici les participants à la table ronde :

- **Jacques Beauchemin** : sociologue et directeur de recherche de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie, il est professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Il s'intéresse à la redéfinition des nouvelles identités et de leurs intérêts dans une société québécoise en pleine mutation.
- **Suzanne Clavette** : cumule une maîtrise en histoire (Canada/Québec) de l'Université du Québec à Montréal, un doctorat en sciences humaines appliquées de l'Université de Montréal et un postdoctorat en histoire et relations industrielles de l'Université Laval. Sa thèse de doctorat *Jalon oublié... Des catholiques progressistes au temps de Duplessis : le mouvement de la réforme de l'entreprise (1944-1954)* lui a valu le Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant en 2005.
- **Lucia Ferretti** : historienne spécialisée en histoire socioreligieuse du Québec et professeure à l'Université du Québec à Trois-Rivières, elle s'intéresse à la période duplessiste et à la transition vers l'État providence. En 2009, elle a coorganisé le colloque Duplessis, son milieu, son époque, qui a donné lieu à une publication en 2010.
- **Paul Gérin-Lajoie** : principal artisan des profondes mutations apportées au système d'éducation du Québec durant la Révolution tranquille entre 1960 et 1966. Premier titulaire du ministère de l'Éducation du Québec en 1961, il a été président de l'Agence canadienne de développement international de 1970 à 1977. Il est également président-fondateur et président du conseil d'administration de la Fondation Paul Gérin-Lajoie.
- **Yvan Lamonde** : philosophe et historien, il enseigne la littérature et l'histoire du Québec à l'Université McGill. Membre de l'Académie des arts, des lettres et des sciences du Canada, de l'Académie des lettres du Québec et de la Société des Dix, il a publié de nombreux ouvrages et articles scientifiques sur l'histoire des idées au Québec.

Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale

Membres du jury :

Éric Bédard, historien et professeur agrégé à la Télé-Université de l'UQAM, Réjean Pelletier, politologue et professeur au Département de science politique de l'Université Laval jusqu'en 2009 et Manon Tremblay, professeure titulaire à l'École d'études politiques à l'Université d'Ottawa.

Récipiendaires :

1^{er} prix

Marcel Martel et Martin Pâquet, *Langue et politique au Canada et au Québec : une synthèse historique*, Boréal.

2^e prix

Gilles Duguay, *Le triangle Québec-Ottawa-Paris : récit d'un ancien ambassadeur canadien*, Éditions Septentrion.

3^e prix

Hélène Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps : tome 3 : le maître*, Fides.

Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Membres du jury :

Laurence Bhérer, professeure adjointe au Département de science politique de l'Université de Montréal, Jean Charron, politologue et professeur au Département d'information et de communication de l'Université Laval et Robert Comeau, professeur au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

Récipiendaires dans la catégorie « Thèses de doctorat »

1^{er} prix et Prix Ministère des Relations internationales du Québec / Ministère des Affaires étrangères de France

Stéphane Savard, *Retour sur un projet du siècle : Hydro-Québec comme vecteur des représentations symboliques et identitaires du Québec, 1944 à 2005* (Université Laval).

2^e prix

Chantale Quesney, *De la charité au bonheur familial : une histoire de la société d'adoption et de protection de l'enfance à Montréal, 1937-1972* (Université du Québec à Montréal).

- Récipiendaires dans la catégorie « Mémoires de maîtrise »

1^{er} prix

Alexandre Lévesque, *Les responsables politiques québécois face au conflit israélo-arabe (1944-1995)* (Université Laval).

2^e prix

Alexandre Leduc, « UGEQ : Centrale syndicale étudiante » : *l'idéologie syndicale au sein du mouvement étudiant québécois des années 1960* (Université du Québec à Montréal).

OUVERTURE OFFICIELLE

M^{me} Fatima Houda-Pepin, première vice-présidente de l'Assemblée nationale

M^{me} Houda-Pepin (Fatima): Monsieur Paul Gérin-Lajoie, premier ministre de l'Éducation du Québec, Mesdames et Messieurs les conférenciers, Monsieur Sauvageau, Monsieur le juge et ancien ambassadeur, membres du comité directeur, membres du jury, distingués invités et chers amis. Je suis extrêmement heureuse et fière de vous accueillir.

M. Sauvageau m'a précédé à la tribune pour vous annoncer que c'est sa dernière journée comme coordonnateur de cette Journée, depuis neuf ans, finalement. Alors, moi, je vous dirais, Monsieur Sauvageau, que je ne vous laisserai pas partir comme ça. J'ai du travail pour vous.

Donc, c'est un honneur pour moi de vous accueillir au nom de tous mes collègues députés de l'Assemblée nationale, qui, en ce moment précis, sont en Chambre pour la période des questions, et dont certains se joindront à nous un peu plus tard au cours de « l'événement ». Cet honneur est d'autant plus grand que c'est la cinquième année consécutive que j'ai le privilège de présider le comité directeur de la Journée du livre politique au Québec, une activité « initiée » le 9 avril 2003 et dont nous présentons aujourd'hui la neuvième édition.

L'Assemblée nationale souhaite, par cette Journée du livre politique, mettre en valeur le travail d'envergure de nos auteurs d'ouvrages généraux, de mémoires et de thèses qui jettent un regard neuf sur un sujet politique. Là réside tout l'intérêt de cet « événement », celui de faire découvrir, voire de faire rayonner, ce genre littéraire bien vivant qui ne cesse de s'élargir au fil du temps. Depuis une dizaine d'années, la Journée du livre politique au Québec connaît un vif succès, tant par sa dimension littéraire que par l'originalité des débats qu'elle suscite. Ce succès est dû en grande partie à votre fidèle participation ainsi qu'à la contribution significative des membres du comité directeur, qui s'évertuent, chaque année, à concevoir cet « événement » afin de rendre hommage à nos auteurs. Des auteurs qui nous enrichissent par une nouvelle cuvée d'ouvrages qui traitent de différents aspects de notre vie politique au Québec.

Merci, donc, aux membres du jury, qui font un travail colossal dans l'ombre, un travail de lecture, d'évaluation et de sélection des ouvrages que nous mettrons en vedette aujourd'hui. J'aimerais qu'on les salue ainsi que tous les membres du comité directeur pour le travail remarquable qu'ils font dans cette organisation de la Journée du livre politique, s'il vous plaît.

Cette Journée du livre jette un éclairage sur une littérature qui véhicule des idées, des stratégies et des réalités politiques qui nous permettent de mieux comprendre les événements qui ont marqué l'histoire et l'actualité au Québec. Elle nourrit notre réflexion et stimule nos débats tout en contribuant à faire du Québec l'une des sociétés les plus démocratiques et les plus dynamiques.

La Journée du livre politique est également un moment où nous engageons un débat sur une thématique choisie par les membres du comité directeur. Cette année, cette thématique, c'est la Révolution tranquille, une période de transformation et de construction du Québec moderne dont les impacts sont encore tangibles aujourd'hui, tant au plan national qu'international. En effet, c'est cette révolution dite tranquille qui a structuré ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler le modèle québécois, un modèle qui est également remis en question et qui nous force à nous interroger sur la nécessité de l'adapter aux nouvelles réalités du Québec d'aujourd'hui. C'est la réflexion à laquelle nous invite M. Lamonde qui va livrer la conférence principale.

Je suis particulièrement fière, comme je vous l'avais dit, d'accueillir parmi nous aujourd'hui l'un des principaux artisans de cette Révolution tranquille, qui a célébré, en février dernier, son 91^e anniversaire de naissance, vous l'avez reconnu, M. Paul Gérin-Lajoie. J'aimerais qu'on le salue avec une chaleureuse « main d'applaudissements ».

Il a d'abord accepté généreusement de m'accorder un entretien qui a été capté sur caméra il y a quelques jours, à son domicile. Une conversation d'une heure et demie que notre réalisateur, ici à l'Assemblée nationale, Pierre Morissette, a ramenée à une quinzaine de minutes. Elle vous sera présentée au début de la conférence principale que donnera M. Lamonde sous le thème de la *Révolution tranquille*. Cette conférence sera suivie d'une table ronde où des spécialistes de cette période marquante traiteront de ce sujet à partir de leur perspective respective. Notre témoin principal, M. Paul Gérin-Lajoie, commentera le tout à la fin des différentes présentations.

Comme vous pouvez le constater, le menu d'aujourd'hui annonce une journée fort intéressante. L'Assemblée nationale vous invite à découvrir, si ce n'est déjà fait, une exposition revisitée sur les trésors de la Bibliothèque qui présente quelques-uns des beaux livres rares, témoins du passé de notre histoire.

Cette Journée sera couronnée par la remise des prix qui récompenseront les meilleurs ouvrages politiques. Je souhaite donc exprimer mes plus sincères félicitations aux huit finalistes sélectionnés par les membres du jury. Les lauréats se verront attribuer des prix auxquels sont associés des bourses d'une valeur totale de plus de 14 000 \$. Bonne chance, donc, à toutes et à tous.

Je salue le personnel de l'Assemblée nationale, des gens de cœur et d'action, et, au premier chef, M. Sauvageau, qui vous a annoncé, comme vous le savez, qu'il se retirait de la direction de l'ouvrage, mais, moi, j'ai une petite idée pour le tenir occupé, parce que, lui aussi, il est encore jeune.

Je remercie tous les membres du personnel de l'Assemblée nationale de tous les services qui concourent, par leur implication, à faire de cet « événement » un franc succès. À toutes et à tous, je souhaite une journée fructueuse sous le signe de la culture, de l'ouverture, de l'échange et de la curiosité intellectuelle. Continuons donc à bâtir avec des idées. Merci de votre attention.

**Présentation audiovisuelle de l'entretien
de M^{me} Fatima Houda-Pepin avec M. Paul Gérin-Lajoie**

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Bonjour, Monsieur Gérin-Lajoie.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Bonjour, Fatima.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Merci d'avoir accepté de faire cette conversation avec moi. Vous avez été un acteur de premier plan de cette Révolution tranquille. Dites-moi d'abord comment c'est né, la Révolution tranquille, comme concept.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Je ne dirais pas comme concept, mais comme formulation...

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Oui.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Imaginez, c'est venu d'un journaliste anglophone qui était, je pense, à la tribune parlementaire à Québec et qui, dans un article, a dit que ce qui se passait à Québec était vraiment « a quiet revolution », une révolution tranquille. Les journalistes francophones ont rapidement mis la formule en français, et l'expression s'est répandue comme une traînée de poudre, je dirais.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Jusqu'à nos jours.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : En effet.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Alors, cette Révolution tranquille, qu'est-ce qui l'a caractérisée ? Vous étiez là, vous avez participé. Qu'est-ce qui caractérise cette période ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Oh! le fond des choses, vous savez, c'était cet enthousiasme, ce désir de transformer le Québec dans ses institutions comme dans ses façons de penser. Et c'est ainsi que les grands projets de société, la Caisse de dépôt et l'hydroélectricité, la nationalisation à l'échelle de la province... Il y avait déjà Hydro-Québec, créée par le gouvernement Godbout, il ne faut pas l'oublier.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Vous êtes très modeste parce qu'un des domaines les plus importants qui a été au cœur de cette Révolution tranquille, c'est l'éducation, et vous êtes le premier député à avoir été nommé ministre de l'Éducation au Québec. Comment vous avez vécu cette expérience ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Ah! évidemment, ce serait long à raconter dans tous les détails, mes petits combats amicaux avec Jean Lesage qui, dès la constitution du premier gouvernement, avait un problème parce qu'il n'y avait pas de ministère de l'Éducation. C'était le secrétariat de la province qui était le responsable, si l'on peut dire, du Département d'instruction publique au sein du cabinet.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Comment est-ce que vous avez mis au monde ce ministère et puis donné à la mission de l'éducation une si grande importance au Québec ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : D'abord, pour le nom, quand j'ai été nommé comme ministre pour la première fois, j'ai été nommé ministre de la Jeunesse parce qu'il n'y avait pas de ministère de l'Éducation. Mais, sous la responsabilité du ministère de la Jeunesse, Jean Lesage et le Conseil des ministres ont rassemblé, ramassé, si je puis dire, tout ce qui touchait l'éducation. Alors, tout cela a été placé sous la responsabilité du ministre de la Jeunesse, ce qui a fait écrire à André Laurendeau, dans *Le Devoir*, « Un ministère de l'Éducation sans le nom ».

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Penser, dans ces années-là, les années soixante, à s'approprier l'éducation, sous la responsabilité du gouvernement, c'était une tâche difficile, pas seulement parce que vous partiez de rien, mais aussi parce que ce domaine-là, ce secteur de l'éducation était sous le contrôle de l'Église aussi pendant longtemps. Est-ce que c'était une barrière ? Est-ce que c'était une difficulté pour vous comme nouveau ministre de l'Éducation ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Évidemment. Il a fallu la gérer, comme vous dites, la traiter avec beaucoup de prudence, de délicatesse, de savoir-faire. Finalement, les hommes d'Église ont compris que la société québécoise était en train de connaître un profond changement et que l'Église ne pouvait pas s'y opposer. Mon rôle et le rôle du gouvernement tout entier, c'était évidemment de laisser aller certains brins d'autorité à l'Église tout en donnant, en créant pour le gouvernement un véritable ministère de l'Éducation, c'est-à-dire un ministère où c'est le ministre qui prend les décisions en dernier ressort. Il y a toutes sortes de consultations, bien sûr, mais c'est le ministre qui décide, alors qu'autrefois c'étaient les évêques. C'était un gros changement. Je ne sais pas comment qualifier ce qui s'est passé, mais j'admettrai sans fausse modestie qu'il a fallu beaucoup de doigté.

9^e Journée du livre politique

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Vous avez aussi piloté le projet de loi 60, ce qu'on a appelé le « bill » 60. Quel a été le contexte dans lequel vous avez mené ce combat ? Parce que, il faut le dire, vous avez dû sillonner le Québec pour regrouper les commissions scolaires, etc. Parlez-nous de cette période. Comment vous l'avez vécue ? Est-ce que vous aviez suffisamment d'appui du côté du gouvernement ? Est-ce qu'il y avait suffisamment d'appui dans la société pour cette initiative ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Oui, en effet, cet appui existait non seulement au sein du gouvernement, quand on se rappelle que le premier ministre Jean Lesage appuyait à 100 % son ministre... son futur ministre de l'Éducation. Mais la campagne que j'ai dirigée, c'est une campagne à travers tout le Québec, qui avait pour objet de rencontrer tous les responsables locaux. Et, à ces réunions, j'exposais mon problème, le problème qui se posait pour le Québec. Et puis je répondais à toutes les questions.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Qu'est-ce qui vous a amené à mettre tant d'énergie dans la mise sur pied du regroupement régional des commissions scolaires ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Sous le gouvernement Sauvé — de courte durée, on s'en souviendra —, il y avait eu d'adopté par l'Assemblée législative un projet de loi qui prévoyait la création de commissions scolaires regroupées, des régionales, mais sans aucune norme, sans aucun critère, de sorte que deux ou trois grosses commissions scolaires ou moyennes commissions scolaires en région pouvaient se regrouper en laissant pour compte toutes les moins grosses, les plus petites commissions scolaires du Québec.

Alors, il fallait avoir un plan pour que l'ensemble des commissions scolaires du Québec, c'est-à-dire l'organisation, soit capable d'amener tous les enfants du Québec à une école secondaire. Et tout cela s'est fait par persuasion et, surtout, par ce dialogue face à face que mes fonctionnaires et moi avons pu avoir avec les représentants locaux.

Cela a été réussi. C'est la plus grande réussite démocratique, je pense, de la Révolution tranquille.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Monsieur Gérin-Lajoie, vous avez été le premier député à avoir occupé la fonction de ministre de l'Éducation du Québec, mais vous avez fait plus aussi. Vous avez propulsé le Québec dans le monde avec la fameuse doctrine Paul Gérin-Lajoie sur le prolongement des compétences du Québec à l'international.

Pouvez-vous nous expliquer d'abord dans quel contexte vous avez développé cette théorie-là ? Et pourquoi vous l'avez fait ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : C'était vraiment en moi, l'émergence de cet intérêt pour les questions internationales. Sur le plan de la Révolution tranquille, il faut donner à César ce qui appartient à César, c'est Georges-Émile Lapalme qui a été le grand « initiateur » et propagandiste de l'ouverture d'une maison du Québec à Paris. Mais, à partir de là, il fallait remplir en somme la coquille qui avait été ainsi mise au monde. Au ministère de l'Éducation, nous avions la matière idéale pour des relations très étroites avec la France. C'est alors que mes collaborateurs du ministère et moi-même avons développé cette volonté d'établir des projets et des programmes concrets de collaboration entre la France et le Québec. J'ai été celui qui a signé le premier accord international du Québec de gouvernement à gouvernement.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Avec la France ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Avec la France.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Vous avez, par votre propre intérêt dans les relations internationales, en fait, amené une nouvelle compétence pour le Québec. Mais vous saviez très bien — vous êtes un spécialiste du droit constitutionnel — qu'en faisant cela, vous ouvriez un front, peut-être, de protestation avec Ottawa. Est-ce que vous étiez conscient de ça ? Est-ce que vous étiez préparé à ça ? Comment a été la réaction lorsque vous êtes sorti avec votre doctrine de prolongement des compétences du Québec à l'étranger ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Bon, il faut dire que tout d'abord nous avons fait des choses dans le concret. Nous avons établi des programmes de coopération sans faire trop d'éclat avec ces développements. Mais est venu un moment, en 1964, 1965, où au ministère de l'Éducation, on s'est dit : « C'est peut-être l'occasion pour le Québec d'établir sur le plan constitutionnel l'autorité que possède le Québec pour agir sur la scène internationale. » Mon ami André Patry, qui était un de mes conseillers dans les affaires constitutionnelles des affaires de l'éducation, ensemble nous avons convenu de formuler un texte qui établirait le fondement constitutionnel, c'est-à-dire le fondement dans la Constitution du Canada, qui datait de 1867.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Et Ottawa, la réaction d'Ottawa ? Comment ça a été, la réaction d'Ottawa, je veux dire officiellement, le gouvernement ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Très mauvaise.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Très mauvaise.

9^e Journée du livre politique

M. Gérin-Lajoie (Paul) : D'abord, le sous-ministre des Affaires extérieures, tel qu'on l'appelait à l'époque, était Marcel Cadieux, toujours très fier de l'autorité du ministère des Affaires extérieures, qui agissait à l'étranger passablement sans consulter les autres ministères, et Paul Martin, le père, qui était ministre des Affaires étrangères, ou extérieures, disait-on à l'époque. Alors, il m'a téléphoné et m'a dit : « Nous sommes des amis libéraux. Pourquoi nous faire cela ? » Alors, je lui ai dit qu'évidemment ce n'était pas une question de partisanerie politique, c'était une question de fonctionnement du gouvernement québécois et d'avoir nos actions fondées sur la Constitution.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Mais, au point de départ, est-ce que vous aviez la vision d'ouvrir le Québec au reste du monde ? La France était juste la première étape ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Ah ! oui, bien sûr ! Dans mon esprit, c'est une question qu'on n'a pas eu l'occasion de discuter en gouvernement, je vous avoue que ma façon de faire comme ministre, c'était de procéder par étapes, d'avoir des étapes qui sont acceptées chacune à son tour. Alors, on n'a jamais présenté publiquement de plan de développement des relations internationales alors. Mais c'est toute une politique de représentation et d'action du Québec à travers le monde, là, qui s'est mise en train à partir des années 61 déjà, parce que l'ouverture de la Maison du Québec a eu lieu en 1961, si ma mémoire ne me trompe pas.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Si je reviens à cette période de la Révolution tranquille et, aujourd'hui, en rétrospective, si je vous demandais : « De quoi est-ce que vous êtes encore fier, aujourd'hui, de ce qui a été accompli durant cette Révolution tranquille ? »

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Évidemment, globalement, c'est le ministère de l'Éducation, puis, de façon plus spécifique, c'est le fait que les jeunes de tout le territoire du Québec ont accès à tous les niveaux d'éducation. Je suis très fier de cette généralisation de l'accès à tous les niveaux d'éducation.

Vous avez consacré cette entrevue à l'éducation, mais je ne voudrais pas que ceux qui m'écoutent croient que j'oublie tout le reste de ce qui a constitué la Révolution tranquille.

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : Certainement pas. Merci beaucoup, Monsieur Paul Gérin-Lajoie. C'était très, très intéressant. Merci beaucoup. Merci.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Merci.

[Fin de la présentation audiovisuelle]

M^{me} Houda-Pepin (Fatima) : C'est fascinant. Moi, j'ai passé une heure et demie avec lui, comme ça, c'est vraiment intéressant. Parfois, il résiste. Il ne veut pas donner toutes les réponses, mais on le rattrape.

J'ai le bonheur de vous présenter notre conférencier principal, M. Yvan Lamonde. Il est philosophe et historien de formation, professeur de littérature et d'histoire du Québec au Département de langue et littérature françaises de l'Université McGill. Il est membre de l'Académie des arts, des lettres et des sciences du Canada et de l'Académie des lettres du Québec, lauréat du Prix du Gouverneur général, de la bourse de recherche Killam, titulaire de la Chaire de recherche James-McGill, senior, en histoire comparée du Québec.

Il a codirigé la publication d'*Histoire du livre et de l'imprimé* au Canada en six volumes. Il a publié, entre autres, *Histoire sociale des idées du Québec*, dont le dernier (tome) est à paraître. L'essentiel de ses réflexions pionnières sur l'américanité du Québec se trouve dans *Allégeances et dépendances — Histoire d'une ambivalence identitaire. Historien et citoyen — Navigations au long cours* constitue son autobiographie scientifique récemment parue, tout juste avant *Signé Papineau*, un recueil d'études sur le grand républicain continentaliste du XIX^e siècle, et *L'Heure de vérité — La laïcité québécoise, à l'épreuve de l'Histoire* est sa dernière publication en date, je crois, en 2010.

Alors, s'il vous plaît, accueillons chaleureusement M. Yvan Lamonde, qui va nous donner sa perspective et sa réflexion sur la Révolution tranquille.

Conférence de M. Yvan Lamonde : La Révolution tranquille, demain

M. Lamonde (Yvan) : Je voudrais d'abord remercier M^{me} Fatima Houda-Pepin et M. Sauvageau de cette invitation et, personnellement, dire mon grand plaisir à ce que M. Paul Gérin-Lajoie soit parmi nous. C'est, je pense, grâce à lui que cette affiche a tout un sens, c'est-à-dire que l'éducation et le livre puissent être la maçonnerie de l'édifice parlementaire et de la démocratie, et je vois cette affiche personnellement comme étant une reconnaissance de votre travail.

En un sens, il est facile de parler de la Révolution tranquille à 50 ans de distance. La perspective de long terme fait voir des choses que les contemporains soit n'ont pas vues ou ont vues autrement ou partiellement. Ma surprise, c'est de voir, comme l'a souligné M. Gérin-Lajoie, que nous ayons vécu aussi longtemps sur une appellation aussi paradoxale. La « Révolution tranquille » est une expression où les termes s'annulent et, conséquemment, donnent peu à penser de ce qui s'est passé. La Révolution tranquille, qui nous occupe beaucoup... en tout cas qui nous a occupés beaucoup en 2010, parle beaucoup des Québécois, des historiens québécois, mais des citoyens et des citoyennes en général, parce que nous ne finissons pas de ne pas la comprendre ou de la comprendre, c'est selon, et nous ne finissons pas d'essayer de nous ajuster par rapport à cette réalité qui se déplace au fur et à mesure où on la regarde et on l'analyse. Je pense que la Révolution tranquille parle beaucoup sur les 50 ans qui se sont passés parce qu'elle n'est pas terminée, et l'essentiel de mon propos, en 22 minutes qu'il me reste, ce sera de parler des achèvements de la Révolution tranquille et des inachèvements de la Révolution tranquille.

9^e Journée du livre politique

Les achèvements, ils ont été épinglés très clairement par Guy Rocher dans une conférence qu'il avait faite, il y a peut-être une quinzaine d'années, à l'Université McGill où Guy Rocher avait épinglé les réformes qui avaient été effectivement « opérées » dans les années 60. Il ne s'agit pas de ma part de banaliser les réformes qui se sont « opérées », que ce soit dans le domaine de l'éducation, qui avait été en partie préparée, cette réforme, vous l'avez souligné, M. Gérin-Lajoie, par Paul Sauvé, qui avait à sa façon aussi été préparée par Arthur Tremblay et les gens autour de lui, qui est d'ailleurs devenu un de vos sous-ministres, si je ne m'abuse. Donc, l'intervention de l'État dans le domaine de l'éducation est manifestement une réforme fondamentale, tout comme l'intervention de l'État dans le domaine de la santé et des affaires sociales. Les Hôtel-Dieu qui deviennent des hôtels étatiques, c'est peut-être le symbole le plus clair de cette transformation. La nationalisation de l'électricité, il faut en reconnaître l'importance et le poids. Mais, tout comme certaines initiatives prises avant la date fétiche du 22 juin 1960, la nationalisation de l'électricité était non seulement dans l'air depuis les années 30 au Québec, avec des mouvements de tango, avancer et reculer, mais il faut bien se rendre compte que dans la province la plus capitaliste du Canada, l'Ontario, Hydro Ontario avait été étatisée en 1905.

La constitution d'un appareil d'État, avec tous les organismes comme la Société de développement... Tout cela, bien sûr, constitue des réformes fondamentales, et je suis le premier à reconnaître le travail de ces réformateurs qu'ont été les membres du gouvernement de M. Lesage.

Mais, par ailleurs, ce sont là des réformes qui avaient été faites ailleurs. Ça n'enlève aucun mérite à ceux qui ont vu qu'elles devaient être faites, mais ce sont des réformes, et ces réformes ont été un ajustement du Québec à une réalité canadienne et nord-américaine et à une réalité occidentale. Des ministères de l'Éducation, il en existait sous la responsabilité de l'État ailleurs. Encore une fois, ça n'enlève aucun mérite à avoir fait ce qui devait être fait de façon urgente et avec le doigté qu'il fallait. Et tantôt j'aurai pour M. Gérin-Lajoie une question au sujet de cette délicatesse qu'il a fallu avoir.

Donc, mon propos est de dire : « Oui, des réformes importantes qui pressaient, mais des réformes que nous avons peut-être prises pour une révolution, alors qu'il s'agissait, pour parler le langage du concile de Vatican II de l'époque, il s'agissait d'un *aggiornamento*, d'une mise à jour, le mot « rattrapage » que des sociologues ont utilisé n'est peut-être pas aussi mauvais qu'on peut le penser. » Donc, il y a des achèvements évidents, des réformes sur lesquelles, c'est mon analyse et ma prise de position, nous nous sommes assis.

Il y a eu, bien sûr... des amis autour de moi me disent : « Yvan, il y a eu une telle libération des esprits, ça a été tellement bon et bénéfique, c'étaient plus que des réformes. » Oui, il y a eu une libération des esprits. Il y a eu un engagement dans une dynamique de construction d'un développement d'un esprit critique, une libération à plein de niveaux, qui a été d'autant magnifiée qu'elle était portée par les *baby-boomers* dans un contexte occidental et nord-américain de boum démographique, de contre-culture. Ce sont les jeunes qui ont eu la parole dans la décennie de 1960 et ils ont vécu sur un mode probablement plus émancipateur, individuellement, des réformes qui, collectivement, paraissaient passablement importantes.

Et puis il y a eu une émancipation démocratique. Je viens, moi, de Sorel, je passais souvent devant la maison du juge Élie Salvas, dont vous vous souviendrez, qui est, comme vous le savez, celui auquel M. Lesage avait confié une commission d'enquête sur les agissements du gouvernement Duplessis. Donc, il y a eu une émancipation démocratique évidente. Mais il faut noter qu'il y a deux aspects fondamentaux pour moi de la Révolution tranquille, qui sont inachevés. Plus globalement, l'inachèvement, je pense, et ça, Guy Rocher l'a clairement vu, le sentiment d'inachèvement de la Révolution tranquille que nous pouvons avoir ne vient pas seulement du fait qu'on peut débattre de la date de départ de la Révolution tranquille, comme moi, penser que le 22 juin 1960, ce fut un grand, grand jour, mais nous avons fait porter à cette date-là un poids de libération qui est peut-être excessif.

Alors, est-ce que le point de départ de la Révolution tranquille, c'est véritablement l'élection du gouvernement de M. Lesage ? Et puis posez-vous la question : « Quand faites-vous finir la Révolution tranquille ? » En 1966, avec la venue de l'Union nationale, la défaite de M. Lesage, peut-être plus que du gouvernement libéral ? En 1970, avec le premier référendum ? Non. Avec la crise d'Octobre ? En 1976, avec l'élection du Parti québécois ?, etc.

Le flou chronologique conforte l'idée que nous pouvons vivre avec un sentiment d'inachèvement de cette Révolution tranquille, mais je pense que l'inachèvement, il est encore plus prégnant lorsque l'on identifie ce qu'ont été les deux grandes réformes de la période dite de la Révolution tranquille, un, la réforme de l'éducation. Et je pense personnellement que non seulement elle est inachevable, on s'entend bien là-dessus, n'est-ce pas, mais il y a des éléments de la réforme de l'éducation qui n'ont pu être menés à terme.

J'en vois deux. Le premier, c'est le statut des écoles privées au Québec. Les membres de la commission Parent ont reconnu publiquement qu'ils avaient été aussi loin qu'ils avaient pu aller dans la pondération des écoles privées, dont certaines, comme on le sait tous, sont des écoles religieuses subventionnées. L'autre aspect de l'inachèvement, il me semble, de la réforme de l'éducation, c'est que, quel que soit le degré d'avancement du statut laïque de l'école, il me semble que le projet éducatif, qui est celui qui a le plus contribué à la laïcisation de la société québécoise, il faut le reconnaître, c'est là où ça s'est joué, mais on ne peut pas là non plus demander aux meilleurs d'en avoir fait plus que les autres. Mais il me semble que la laïcisation de l'État québécois, qui venait nécessairement par le canal de l'école, que cette laïcisation de la société plus généralement, elle est encore inachevée, malgré le projet de loi no 94 : il y a donc là un travail. Et voilà pour le premier inachèvement.

Le deuxième, c'est un double inachèvement politique, c'est la montée du mouvement nationaliste au Québec, qui a commencé aussi avec le *Maîtres chez nous* de M. Lesage et qui s'est poursuivi avec la croissance du mouvement souverainiste. Même si l'on tient compte de l'avancement de cette idée indépendantiste depuis le RIN, le MSA, le Parti québécois, les référendums successifs, il n'en reste pas moins que ce projet... et je ne suis pas là ni pour l'approuver ou le désapprouver, il n'en reste pas moins que ce projet profond est inachevé, tout comme est inachevé le projet qui lui était parallèle et qui était la réforme constitutionnelle promise par M. Trudeau, au référendum de 1980, à l'effet qu'un non au référendum serait un oui à une réforme constitutionnelle, qui s'est, bien sûr, faite en partie, en 1982, avec le rapatriement de la Constitution. Mais chacun sait que, pour un Québécois fédéraliste, le discours tenu et à tenir à propos du fédéralisme au Québec, bien, ce discours n'est pas formulé à la hauteur de ce que l'on peut exiger de la formulation d'une pensée politique, qu'elle soit souverainiste ou qu'elle soit fédéraliste.

9^e Journée du livre politique

Que l'on ait donc l'impression d'inachèvement et que les générations montantes se demandent quand les *baby-boomers* vont quitter la scène... La mauvaise nouvelle, c'est que même quand ils vont quitter la scène, il y a des problèmes auxquels les générations montantes seront confrontées.

Alors, *La Révolution tranquille, demain*, ai-je proposé comme titre, c'est bien d'essayer de voir jusqu'où ces inachèvements pourraient l'être de quelque façon que ce soit, mais il me semble qu'il y a là des éléments à retravailler d'une façon ou d'une autre. Et puis, voilà pour l'essentiel, reconnaissons qu'il y a des réformes fondamentales qui devaient être faites depuis longtemps, qui ont été courageusement faites par des hommes et des femmes, élus et non élus, des réformes dont on avait tellement besoin qu'elles soient faites, qu'on s'est peut-être assis sur les lauriers qu'elles nous ont procurés. Il y avait, il me semble, un tel besoin de libération qu'une fois des libérations significatives faites, on a un peu oublié les tâches qu'il restait à faire, et nous sommes confrontés à cela.

Vous aurez l'occasion de dire votre désaccord ou accord avec ces idées. Je vous remercie de votre attention.

(Suspension)

(Reprise)

Table ronde : Révolution tranquille : rupture ou continuité

M^{me} Guénette (Françoise) : Alors, la *Révolution tranquille: continuité ou rupture*, voilà le titre de cette table ronde. M. Lamonde vient de nous livrer avec brio sa réponse à la question, mais nos « panélistes » voudront certainement apporter des nuances ou même des répliques à ses propos.

On l'a vu au cours des années 60, le Québec a vécu une période de réformes majeures en transformant le rôle de l'État, en modernisant le système d'éducation, en développant le système social, en faisant la promotion de la langue et de la culture, et enfin en soutenant le développement économique, entre autres, par l'hydroélectricité ou la création d'organismes comme la Caisse de dépôt et placement du Québec. Est-ce qu'il y avait là une véritable révolution, même tranquille ? Pour certains, les années qui allaient suivre accrédiétaient la théorie d'une rupture révolutionnaire, mais, pour d'autres, comme M. Lamonde, ces bouleversements étaient le fait normal, peut-être un peu accéléré, d'une société pressée, d'une part, de se libérer du joug politico-religieux de la « Grande Noirceur », mais pressée aussi, d'autre part, de rejoindre les grands mouvements d'idées, et d'opinions, et de société de l'Occident au complet.

Que faire maintenant de cette Révolution tranquille et du modèle québécois qu'elle a créé ? Alors, à MM. Paul Gérin-Lajoie et Yvan Lamonde, que M^{me} la vice-présidente Houde-Pepin nous présentait tout à l'heure, se joignent maintenant M^{mes} Lucia Ferretti et Suzanne Clavette

ainsi que M. Jacques Beauchemin. Chacun d'entre eux prendra la parole pendant sept minutes, ce qui est difficile, on le sait, compte tenu de tout ce que vous savez de la Révolution tranquille, et M. Gérin-Lajoie, ensuite, enchaînera avec ses commentaires avant de passer à un échange plus large entre eux et avec vous, puisqu'il y aura une période de questions.

Comme vous avez sous les yeux les notes biographiques détaillées de ces invités, je me permettrai de ne pas vous rappeler tous leurs hauts faits. Je vous invite à consulter ces notes biographiques, cependant, et tout de suite je vais donner la parole au premier invité, M. Jacques Beauchemin, professeur au Département de sociologie à l'Université du Québec à Montréal et directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie. Monsieur Beauchemin, c'est à vous.

M. Beauchemin (Jacques) : Merci. La question qui nous réunit aujourd'hui consiste à savoir si la Révolution tranquille doit être vue et comprise comme une rupture ou plutôt comme un élan de continuité. Ce que je dirais en tout cas, moi, de manière assez assurée, c'est que sur le plan identitaire, sur le plan de la redéfinition de l'identité québécoise, on peut parler d'une certaine rupture, sinon d'une véritable rupture. On l'a beaucoup dit, les Canadiens français de jadis se représentent, au lendemain de la Révolution tranquille, comme Québécois. La transformation n'est pas que sémantique, elle implique un certain nombre de mutations importantes dans le rapport à soi. Et ceci n'est pas insignifiant.

Maintenant, cette transformation de l'identité québécoise posait un certain nombre de problèmes, le plus important consistant dans le fait de savoir ce qu'il fallait garder, conserver, rejeter du vieux monde canadien-français. Pour le dire en peu de mots, puisque le temps m'est compté, je dirais que les années soixante ont réglé ce problème-là en liquidant, pour l'essentiel, l'héritage canadien-français dont les Québécois, se représentant dans une modernité enfin advenue, ne voulaient plus, ces Canadiens français dans lesquels ils ne se reconnaissaient plus.

Il y a donc une véritable refondation identitaire qui est en marche au cours des années 60, mais refondation identitaire dont on peut dire qu'elle aura été effectuée, qu'on l'aura menée avec des conséquences ou à un prix très élevé qui est celui, donc, de la liquidation du monde canadien-français pour l'essentiel.

Pourtant, Fernand Dumont, grand sociologue québécois et observateur lucide et perspicace de la Révolution tranquille dès ses débuts, mettait ses contemporains en garde, les invitait à ne pas faire table rase du passé. Il les invitait à articuler le Québec nouveau qu'il souhaitait lui aussi voir advenir à ce passé canadien-français qui devait lui servir en quelque sorte de référence. Fernand Dumont, dans la *Vigile du Québec*, va estimer que la crise d'Octobre 1970 est une forme de pathologie, de maladie frappant la collectivité québécoise et exprimant cette espèce d'ambivalence identitaire ou d'incapacité à se refonder véritablement parce que, justement, le nouveau est incapable de se conjuguer à l'ancien, et que le nouveau est alors condamné à l'errance.

Ce qui exprime le mieux, je crois, cette ambivalence identitaire, ambivalence qui est présente dans ce projet de refondation identitaire, c'est ce qu'on pourrait appeler « le moment 1962 », année au cours de laquelle seront publiés, au Québec, trois textes fondateurs ou à tout le moins révélateurs de l'ambivalence dont je parle. Je pense à *La ligne du risque* de

9^e Journée du livre politique

Pierre Vadeboncoeur, à *La nouvelle trahison des clercs* de Pierre Elliott Trudeau, et à *La fatigue culturelle du Canada français* d'Hubert Aquin. Ces trois textes dans ce qui les relie et qui les oppose forment la synthèse idéale, si on veut, ou l'expression parfaite de l'ambivalence dont je parle.

Pierre Vadeboncoeur, qui veut résolument passer à l'avenir, intente aux idéologies de jadis un procès très sévère : traditionalisme, conservatisme, idéologie sédimentée, inopérante qu'il s'agirait maintenant de congédier. Le nouveau ici tourne le dos à l'ancien.

Pierre Elliott Trudeau, dans *La nouvelle trahison des clercs*, apercevant le néonationalisme québécois poindre s'en méfie. Il le condamne. Le nationalisme n'a-t-il pas été, en Europe et ailleurs, le ferment de tous les dangers, tous les périls ? Il le condamne, les Québécois n'ont pas à se tourner... à se redéfinir en fonction de ce nationalisme-là qui est, pour lui, encombrement et survivance traditionaliste, au fond, dans des habits neufs.

Hubert Aquin, peut-être le plus intéressant des trois, espère, désespère et, surtout, assume le passé canadien-français. Il espère que la lutte des Québécois les conduira à l'émancipation politique. Il désespère en même temps de voir ce projet se réaliser un jour. « L'issue de la lutte, dit-il dans ce texte emblématique des années 60, n'est pas assurée ». Surtout, Aquin se pose aussi la question de savoir ce qu'il faut faire du passé canadien-français et y apporte la réponse la plus éclairante de toutes les années 60. Aquin va dire que ce passé est lourd, qu'il est fatigant à porter, « ce qui fera en sorte, dit-il, que nous sommes fatigués à force d'être fatigués, mais qu'il faut l'assumer. Il faut l'assumer dans la souffrance qu'il suppose, il faut l'assumer dans les entraves qu'il a dressées sur notre chemin, il faut l'assumer même peut-être dans la possibilité qu'il nous bloque à jamais la possibilité d'émancipation. » Il y a ici, si vous voulez, au moins deux postures archétypales de ce travail de refondation identitaire qui est en cours durant la Révolution tranquille. D'un côté, liquidation intégrale d'un passé trop lourd à porter ou méfiance, très grande, vis-à-vis du potentiel conservateur ou traditionaliste de ce passé qui maintiendrait les Québécois dans l'état d'arriération qui était le leur. Et puis, d'un autre côté, espérance, espérance dans une émancipation politique et culturelle et, en même temps, constat inquiet et lucide de l'impossibilité peut-être de réaliser ce projet d'émancipation.

Alors, on peut dire que ces deux postures trouvent, dans le Québec d'aujourd'hui, un certain prolongement. Et, abordant la question de ces prolongements, je rejoindrais les préoccupations d'Yvan Lamonde, ses préoccupations de tantôt sur l'inachèvement de la Révolution tranquille. Quels sont ces prolongements ?

Vous avez, dans le Québec d'aujourd'hui, des gens, des penseurs, sociologues, historiens, politologues pour dire que le nationalisme québécois doit se redéfinir dans une perspective intégralement civique, c'est-à-dire débarrassée des pesanteurs de la culture et de la tradition, lesquelles auraient pour effet de refermer le Québec sur le monde canadien-français et de le fermer aux autres Québécois. Vous avez des penseurs qui, dans cette perspective, se font les apôtres d'un cosmopolitisme rutilant, attirant, ou d'un transnationalisme éthéré et un peu insaisissable, mais qui, de toute manière, laisse l'impression positive d'une ouverture. Dans cette posture, nous voyons la célébration de la diversité sociale. Le Québec se définirait essentiellement par le fait d'être ouvert à sa diversité intrinsèque. L'affirmation du pluralisme, dans une telle société, est évidemment nécessaire, attendue et célébrée.

D'un autre côté, vous avez aussi des penseurs, au Québec, qui, un peu péniblement ou même confusément, aujourd'hui, redécouvrent le Canada français, sa culture, sa tradition et, surtout, ce qu'il porte de continuité. Chez ces derniers, il n'y a pas de désir de retour en arrière. Qui voudrait revivre le Québec duplessiste ? Personne. Qui voudrait retrouver l'omnipotence de l'Église catholique ? Personne. Mais vous trouverez quand même au Québec, maintenant de plus en plus, cette posture en vertu de laquelle le Québec à faire, le Québec en devenir doit se réconcilier avec le passé canadien-français, doit cesser de lui tourner le dos et doit trouver en lui les ferments d'une certaine continuité.

M^{me} Guénette (Françoise) : Monsieur Beauchemin, je vais vous demander de conclure, s'il vous plaît.

M. Beauchemin (Jacques) : Il se trouve que cette posture, aujourd'hui, est associée à un certain conservatisme, ce qui nous montre, de manière un peu paradoxale, de quelle manière les idées changent et bougent sur l'échiquier, idées qui font en sorte que de penser aujourd'hui l'émancipation politique du Québec, dans les termes de la continuité, est associé à une posture d'arrière-garde. Je vous remercie.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup. Je vais maintenant inviter M^{me} Suzanne Clavette, historienne, chargée de cours et chercheure pour sa thèse de doctorat, je ne rappellerai que cela, intitulée *Jalon oublié... Des catholiques progressistes au temps de Duplessis*. Elle remportait ici même dans cette salle, en 2005, le prix Jean-Charles-Bonenfant du livre politique pour la meilleure thèse de l'année. Madame Clavette, s'il vous plaît.

M^{me} Clavette (Suzanne) : Bonjour. Je dirais que je me suis positionnée comme historienne et je me suis attardée à ce qu'on pourrait appeler les préalables avant de revoir la Révolution tranquille. Sans conteste, cette période, qui s'étend de la mort de Maurice Duplessis jusqu'à la crise économique du début des années 80, fut l'une des plus riches de notre histoire, et cela, tant à cause des nombreux changements de mentalité, de valeurs et de mœurs qui y sont survenus, des multiples transformations instaurées que de ses grandes réalisations.

Enfin, la Révolution tranquille constitue l'une des périodes charnières de l'histoire du Québec. Pour ces raisons, son étude doit se faire avec le plus grand sérieux et la plus grande rigueur. L'invitation lancée par la Journée du livre politique tombe donc à point nommé. En effet, au terme du 50^e anniversaire de son déclenchement, le moment est venu de porter un nouveau regard sur cette période cruciale.

Quelques mots sur l'historiographie. Lorsqu'on souhaite aborder une période historique, il est toujours bon de s'attarder d'abord à son historiographie, afin d'en déceler les lacunes et de s'en distancier. La tendance dominante a insisté sur ce qu'elle a qualifié de néolibéralisme, concept entendu dans le sens d'un déplacement à gauche, d'un libéralisme s'appuyant sur les théories économiques de Keynes et favorable à l'avènement de l'État-providence. En partie vraie, cette interprétation a malheureusement le désavantage

9^e Journée du livre politique

de trop grossir l'influence libérale, sous-estimant nettement les autres courants à l'origine de la Révolution tranquille, notamment la social-démocratie, le catholicisme social et le nationalisme progressiste du *Devoir*.

De plus, l'histoire des 30 dernières années, avec son néolibéralisme définitivement à droite, est venue déloger ce libéralisme qui pencha à gauche pour un temps très bref, celui de l'équipe du tonnerre de Jean Lesage, au pouvoir de 1960 à 1966. Ainsi, le recul amène à questionner cette interprétation et, surtout, à voir sa nette sous-estimation des autres courants.

Plus récemment, des jeunes chercheurs y ont été de leur interprétation. D'abord, dans leurs essais de 2002, Warren et Meunier ont insisté sur un supposé horizon personnaliste mur à mur de la Révolution tranquille, ignorant complètement les courants ci-haut mentionnés. Plus récemment, à l'intérieur de son étude, Michael Gauvreau a soutenu que l'Église catholique serait à l'origine de la Révolution tranquille, allant même jusqu'à accuser un grand sociologue comme Fernand Dumont d'être responsable de certains de nos choix collectifs. La première de ses tentatives s'avère nettement réductrice, car elle ne retient du catholicisme social que les écrits de Meunier. Pourtant, plusieurs autres auteurs et courants influencèrent les catholiques progressistes de l'époque. La seconde de ses tentatives, par sa volonté de soutenir que l'Église serait à l'origine de la Révolution tranquille, s'avère encore plus controversée. M. Gérin-Lajoie, ici présent, sera en mesure de remettre les pendules à l'heure, notamment en ce qui concerne la réforme de l'éducation. Pour ma part, je dirais qu'à trop vouloir défendre une institution, il y a risque de susciter de vives oppositions, voire de contribuer à son discrédit.

Ces quelques exemples nous montrent que les écrits qui militent pour une thèse, que ce soit une volonté d'insister sur le libéralisme, le rôle de l'Église, la laïcité, le conservatisme, le catholicisme social ou toute autre faction de la société, procurent une vision tronquée de notre histoire. Pareille insistance sur un courant donné peut avoir sa place dans le cadre d'une monographie, mais celle-ci posera problème lorsqu'il s'agira d'aborder la société dans son ensemble. Ainsi, après une étude approfondie du catholicisme social, je dois reconnaître que les opposants à Maurice Duplessis constituaient une très faible minorité au sein de l'Église, probablement moins de 10 % des effectifs du clergé. De plus, ils se sont faits sévèrement rabrouer, en 1950, au moment de la polémique sur la réforme de l'entreprise et de la décision de M^{re} Charbonneau.

Dans une société, tous les courants sont présents. Le libéralisme côtoie le conservatisme, le fédéralisme s'oppose à l'indépendantisme, etc. Pour un temps donné, certains de ces courants de pensée dominant, d'autres le feront à une période ultérieure, alors que de nouvelles tendances font aussi leur apparition. L'historien qui aborde l'ensemble de la société doit tenter de comprendre l'étendue des diverses influences ainsi que les revirements qui surviennent.

Pareille attitude s'impose lorsqu'on traite de la société globale, et cela est particulièrement vrai dans le cas de la Révolution tranquille. Pour cette période cruciale de notre histoire, il faudra également questionner la vision probablement trop optimiste des acteurs de l'époque. A-t-on tout vu en positif ? A-t-on créé des mythes ? C'est par de telles questions que l'on approfondira notre compréhension de l'historiographie de la période. Bref, un important travail préalable s'impose.

De quelques grandes ruptures. L'autre grande facette sur laquelle il faut se pencher avant d'entreprendre toute révision de l'histoire de la Révolution tranquille s'avère les grandes ruptures qui y sont survenues. On pourrait discourir longuement sur cette célèbre période. Toutefois, on passerait à côté de ses éléments essentiels si l'on ne s'attarde pas aux grands phénomènes qui se sont produits. Afin de susciter les discussions sur cette tâche essentielle, nous tenterons d'identifier ces grandes ruptures. J'en ai identifié trois.

La première de celles-ci nous semble être survenue face à l'immense pouvoir que l'Église catholique exerçait alors, que ce soit son moralisme conservateur, son autorité sur les consciences, la sexualité et la pensée des gens, sa présence dans le champ temporel — on parle ici de l'éducation, la santé, la bienfaisance, les syndicats, etc. —, son conformisme et son ostracisme à l'égard de ceux qui s'écartaient du rang ou de ses rangs. Ce n'est pas pour rien que des sociologues ont parlé de théocratie en se référant au Québec. Plusieurs réactions ont alors eu cours : certains ont cessé de tout confier, d'autres ont préféré prendre une certaine distance en réduisant leurs pratiques; quelques-uns ont choisi de claquer la porte, optant, soit pour d'autres formes de spiritualité, soit pour l'athéisme. Malgré ces différences dans les réactions, un consensus s'est imposé: Plus jamais au Québec l'Église catholique ne devra exercer un aussi grand pouvoir. « Fini cette omniprésence » serait l'expression qui résume le mieux ce consensus.

Ceci dit, cela ne signifie pas pour autant que la religion catholique soit disparue du paysage québécois. Certains intellectuels, tenants du laïcisme et de l'athéisme, l'ont laissé croire, leurs écrits aussi seront à questionner. Un danger réel existe pour tout intellectuel, celui de croire que ses choix sont ceux de la majorité de sa collectivité. L'histoire récente nous montre que tel est bien le cas en ce qui a trait à l'athéisme. L'autre grande rupture concerne le rejet d'une vision passéiste et le désir d'entrer de plain-pied dans la modernité. Cette rupture a donné lieu aux plus grandes réalisations de la Révolution tranquille : réforme de l'éducation, égalité des femmes, nationalisation de l'électricité, etc.

Une autre rupture qui sous-tend bien des changements s'avère le rejet du clérico-nationalisme conservateur et l'option en faveur d'une nette affirmation nationale du Québec. Cela va du *Maîtres chez nous* de Jean Lesage jusqu'au *Nous sommes capables*, qui était sur bien des lèvres après la prise du pouvoir du Parti québécois, en 1976. Certains formuleront peut-être différemment ces ruptures, mais l'important s'avère d'y réfléchir et d'en discuter, afin d'arriver à une meilleure compréhension de notre histoire récente.

Dernier point : mesurer l'écart. Il faudra prêter attention à l'écart qui existe entre les promesses de la Révolution tranquille et ses réalisations effectives. Dans cette opération, l'on doit éviter de se laisser atteindre par le cynisme ambiant et les scandales. Ce n'est jamais en réduisant ses attentes et ses valeurs qu'une société peut avancer. Non, il faut revenir aux idéaux de la Révolution tranquille, mesurer le chemin parcouru et tenter de cerner les problèmes qui se sont posés par la suite. Pour ce faire, les historiens doivent aussi se pencher sur les 30 dernières années. Il s'agit là d'une tâche urgente, tout comme la production d'une nouvelle synthèse dans l'histoire du Québec l'est. Merci.

9^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Madame Clavette. Voilà. Et, troisième intervention, celle de M^{me} Lucia Ferretti, historienne et professeure à l'Université du Québec à Trois-Rivières, spécialiste de l'histoire socioreligieuse du Québec aux XIX^e et XX^e siècle, et qui s'est intéressée particulièrement à cette période duplessiste d'avant la Révolution tranquille. Alors, Madame Ferretti.

M^{me} Ferretti (Lucia) : Les historiens ne sont jamais d'accord, alors, ça va être encore une fois l'expression de plusieurs désaccords. Moi, j'ai appelé ça *La Révolution tranquille, un feu d'artifice pour clore une époque*.

La Révolution tranquille, je lui ai trouvé une date de début, puis une date de fin. J'ai mis la mort de Duplessis, 1959, « désormais », Paul Sauvé, puis j'ai mis 1968 de l'autre côté, qui est l'élection du gouvernement de Jean-Jacques Bertrand. Ça a été une période — je vais expliquer pourquoi — de formidable énergie collective — il y avait Hubert Aquin qui était fatigué, mais les autres n'étaient pas si fatigués que ça à l'époque, en tout cas ce n'est pas ce qui semble ressortir —, une période au cours de laquelle l'État québécois, le personnage principal de la Révolution tranquille, a été à la fois intensément nationaliste et intensément réformiste, et ce, parce qu'il bénéficiait d'un large consensus social.

Plus le temps passe, plus ce bref moment apparaît comme un aboutissement davantage qu'un nouveau départ, le terme d'une époque plutôt que le début d'une autre. Les multiples réalisations de la Révolution tranquille sont apparues en leur temps d'autant plus éclatantes que, même si elles ont voulu être vécues comme autant de ruptures, elles correspondaient en réalité — je rejoins un peu Yvan là-dessus — à des aspirations portées depuis longtemps et que, dans les faits, elles se sont inscrites dans une longue suite de gestes politiques et de luttes sociales qui ont scandé l'évolution du Québec depuis les années 20.

Le demi-siècle qui court entre les années 20 et les années 70 est en effet tout entier à placer sous le signe d'une conscience vigoureuse et partagée de l'existence de la nation canadienne-française et de ses droits ainsi que de la construction, même entravée, de l'État-providence. La Révolution tranquille clôt avec panache cette longue période. À partir de 1968, la société québécoise se meut dans un autre univers culturel et politique. Le consensus social autour de l'interventionnisme de l'État se fissure. L'antagonisme politique Ottawa-Québec s'édifie sur des bases nouvelles. Les gouvernements Bertrand et Bourassa renoncent à faire de l'État québécois l'outil par excellence de la promotion nationale des francophones. Une nouvelle vague de féminisme se forme et s'attaque à des fronts inédits. Le mouvement contre-culturel exprime le « je » contre le « nous », chante la nature ou la poésie urbaine plus que le pays, et l'extrême-gauche discrédite le projet national. La Révolution tranquille, donc, un aboutissement en forme de feu d'artifice et dont l'écho, au cœur de l'époque qui naît après elle, s'est quand même fait entendre jusqu'au choc de 1980.

Et pourtant, me direz-vous, il y en a eu, des ruptures, dans les années 60. Oui, oui, chute de l'Église, mais la baisse des vocations était très réelle depuis le début des années quarante et déjà, bien amorcé, le déclin de la capacité de l'Église d'assumer les missions éducatives et sociales qu'elle s'était données avec l'assentiment durable des Québécois,

d'ailleurs. L'édifice était déjà considérablement fissuré et désormais contesté. Jusqu'à un certain point, le concordat réalisé entre l'Église et l'État en 1964 au moment de la création du ministère de l'Éducation a reconnu à l'Église une force ancienne qu'elle avait déjà en partie commencé à perdre.

De Canadiens français à Québécois, c'est vrai. Mais on a fait remarquer qu'un historien, Robert Rumilly, pour ne pas le nommer, écrivait depuis 1940 sa monumentale *Histoire de la province de Québec* à raison d'un ou de deux volumes par an jusqu'en 1969, toujours à très, très fort tirage. Rumilly a puissamment contribué, depuis 1940, à remodeler progressivement la conscience historique des Canadiens français, à justifier le Québec comme leur patrie nationale et leur État comme État national. L'affrontement Duplessis-Ottawa n'a pas été pour rien non plus dans la redéfinition de l'identité nationale autour du territoire du Québec et de l'État québécois à partir de 1944, ni non plus l'affirmation d'une idéologie qu'on a dite « néonationaliste », essentiellement tournée vers le Québec qui s'exprime, entre autres, par Pierre Vadeboncoeur dès les années 50.

Rupture, l'obtention des droits politiques et juridiques des femmes, c'est vrai, mais vous remarquerez qu'en 1964, la réforme du Code civil donne droit à une revendication que Marie Lacoste-Gérin-Lajoie portait déjà dans la première décennie du XX^e siècle et qui est du même type que celle pour le droit de vote obtenu en 1944. Après 1968, les nouvelles féministes ne seront plus avant tout ces bourgeoises luttant pour la pleine citoyenneté politique et juridique, mais des femmes des classes moyennes, désormais massivement sur le marché du travail en remplacement des religieuses. Ce qu'elles voudront, elles, c'est la pleine reconnaissance de leur droit à tous les métiers, à un salaire égal. Ce qu'elles voudront aussi, c'est l'égalité dans le couple et le droit au contrôle de leur sexualité, là est la rupture.

Mais quand même la réforme de l'éducation... Ah ! oui !, c'est vrai, je ne veux pas nier l'ampleur des réformes, pas du tout, mais il faut voir en elles l'aboutissement des aspirations et des efforts de deux générations de Québécois. Poussés par la Loi sur la scolarisation obligatoire de 1943, le *baby-boom* de l'après-guerre, la prospérité des années 1945 à 1960 et le développement des aspirations des classes moyennes pour leurs enfants, les gouvernements de Duplessis consacraient déjà, depuis 15 ans, des budgets toujours croissants à l'éducation publique et à l'enseignement professionnel. Les ingénieurs qui ont conçu les barrages de la Manic se sont formés dans les années 50 ; l'Université de Sherbrooke a été fondée en 1954 ; l'Université Laval a déménagé à Sainte-Foy en 1959 ; et toutes les régions poussaient, depuis les années 50, pour avoir des universités chez elles. C'est un vaste mouvement pour l'éducation, déjà bien amorcé avant la Révolution tranquille, qui trouve, dans les années 60, à se déployer plus complètement.

Mais, Madame Ferretti, quand les réformes et les interventions de l'État atteignent une telle ampleur et dans autant de domaines que ce fut le cas pendant la Révolution tranquille, ce n'est plus d'aboutissement quand même qu'il s'agit, mais vraiment d'un nouveau départ. C'est vrai et, reconnaissons-le, ce réformisme et cet interventionnisme sont presque une nouveauté à partir de 1959, car même si l'éducation, le bien-être et la santé étaient déjà essentiellement financés par l'État québécois depuis les années 45, et même si Hydro-Québec a alors connu un certain développement, on sait que Duplessis a tout fait pour préserver les prérogatives de la branche proprement politique de l'État au détriment de

9^e Journée du livre politique

sa branche administrative, indispensable dès qu'il s'agit d'élargir les champs d'intervention étatiques. C'est même précisément cette attitude de Duplessis qui a tant exaspéré, dès les années 50, à peu près tous les groupes de la société civile, des grands intérêts étrangers jusqu'aux classes moyennes, jusqu'aux syndicats, jusqu'aux artistes, évidemment.

En ce sens, on peut vraiment dire que le réformisme et l'interventionnisme de l'État québécois des années 60 sont l'aboutissement des aspirations et des revendications portées dans les 15 années précédentes par des segments toujours plus grands de la société civile.

Une voix : ...

M^{me} Ferretti (Lucia) : Oui, exactement. Mais enfin, l'État du Québec explicitement au service de la promotion nationale des Québécois francophones, est-ce que ce n'est pas une rupture radicale avec le passé ? On a parlé de la nationalisation de l'électricité, c'est vrai, Lesage a hésité, c'est Lévesque qui l'a poussé. C'est l'aboutissement d'une série de débats qu'on a évoqués sur le contrôle de l'électricité, qui remontaient à Errol Bouchette, en 1907, qui avaient été portés dans les années 30. Et aussi on peut dire que dans le domaine financier, c'est sûr que le coup de pouce qui a été donné par le gouvernement du Québec à Desjardins, dans les années 60, ça a aidé la capacité financière du Québec, mais le Mouvement Desjardins, c'est quand même 1903.

Enfin, dans le domaine proprement politique, il faut aussi se souvenir que le premier projet de Lesage s'inscrit dans la droite ligne de celui de Duplessis : récupérer la capacité fiscale du Québec. C'est Duplessis qui a créé l'impôt provincial sur le revenu, en 1954, et c'est lui qui a fait la lutte pour obtenir d'Ottawa un abattement fiscal conséquent. Évidemment, dans les années 60, (ça) c'est poursuivi, c'est la doctrine Gérin-Lajoie sur les compétences internationales du Québec dans ses domaines de « juridiction ».

Pour conclure, après la mort du premier ministre Johnson père, celui qui a osé dire « Égalité ou indépendance », la donne ne change pas immédiatement, mais elle change, les consensus s'effritent, le rythme des réformes ralentit, les gouvernements de Jean-Jacques Bertrand — la loi 63, quand même — de Robert Bourassa, le progrès économique du Québec, ces deux gouvernements-là font moins ouvertement de l'État l'outil de la promotion nationale des Québécois francophones. Des acteurs disparaissent, l'Église notamment, d'autres apparaissent : deuxième vague du féminisme, mouvements étudiants, mouvements contre-culturels, gauche radicale.

C'est tout ce qui s'est réalisé sous la Révolution tranquille qui explique en partie la naissance de cette nouvelle époque, elle-même en accouchant des aspirations de l'époque précédente en s'inscrivant dans une suite de gestes politiques et de luttes sociales portés par les acteurs gouvernementaux, et la société civile de naguère a permis qu'on puisse passer à d'autres enjeux.

M^{me} Guénette (Françoise) : Merci beaucoup, Madame Ferretti. Je vous invite déjà à préparer vos questions pour la période de tout à l'heure à nos invités, mais j'aimerais donner la parole d'abord à M. Gérin-Lajoie qui a écouté tout ça soigneusement, qui a pris quelques notes, mais avec sa mémoire impressionnante, voilà, il va pouvoir réagir.

Je ne sais pas à laquelle de ces interventions vous avez le plus envie de réagir. Voulez-vous enchaîner sur M^{me} Ferretti ? On a beaucoup parlé d'éducation dans ses interventions, et elle vient de nous dire, entre autres, que, au fond, ce qui s'est passé, ce que vous avez réussi à faire avec ce système, cette démocratisation de l'éducation, c'est au fond l'aboutissement des demandes menées et provoquées par deux générations déjà de Québécois à ce moment-là.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Moi, au risque d'en étonner quelques-uns, mais pas la majorité, je pense, je suis passablement d'accord avec tout ce qui a été dit. Je n'ai jamais manqué l'occasion de dire que la Révolution tranquille, entre guillemets, que cette époque avec ses réalisations, ce n'est pas tombé du ciel en parachute. C'est le résultat, c'est l'aboutissement d'une évolution qui s'est faite au Québec depuis les années d'après-guerre, disons, pour ne pas remonter plus loin, jusqu'à 1960 et dans la suite de 1960.

Ce que j'aimerais apporter néanmoins comme précision, c'est que je pense qu'on ne distingue pas, et cela s'applique, je pense, à toutes les interventions qui ont été faites, on ne distingue pas suffisamment entre l'évolution de la société dans son ensemble, est-ce qu'on peut couvrir ça de l'expression « l'évolution sociale » au sens le plus large, à distinguer de l'évolution politique ? L'évolution politique est plus lente, bien sûr, que le reste de la société, et des événements politiques surviennent de façon abrupte parce que pendant que l'évolution sociale se poursuivait, le politique ne s'adaptait pas au jour le jour et retenait, comme un barrage, l'expression dans les faits et, surtout, dans la législation, les pressions sociales.

J'illustrerai ce que je dis, parce que je pense que ça couvre l'ensemble du thème lui-même, c'est-à-dire *Rupture ou continuité*. Il y a eu continuité au point de vue social et évolution dans les années d'avant soixante. Quand on pense à l'évolution dans l'enseignement, quand on pense aux débats publics, aux conférences publiques organisées par les syndicats notamment, mais englobant les représentants de tous les coins de la société en 1958, par exemple... Avez-vous soif ?

Des voix : Ha ! ha !

M^{me} Guénette (Françoise) : J'ai envie de vous relancer. M^{me} Clavette disait, tout à l'heure : « Peut-être qu'on a été, à l'époque... les acteurs ont été trop optimistes, et qu'on a à ce moment-là créé des mythes qu'on a de la difficulté, maintenant, à défaire. » Est-ce que vous vous sentiez, vous qui l'avez vécue, cette époque, qui êtes un des derniers grands acteurs vivants et qui puisse en parler aussi bien, est-ce que vous sentiez que vous manifestiez, à ce moment-là, un optimisme peut-être... vous étiez dans cet état-là d'enthousiasme, de...

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Bien sûr. C'était un grand...

M^{me} Guénette (Françoise) : J'imagine, oui. L'énergie collective était là, vous soutenait aussi.

9^e Journée du livre politique

M. Gérin-Lajoie (Paul) : ...un grand épanouissement. Et ce que je tiens à préciser au sujet des acteurs, c'est que l'évolution, premièrement, de la société, elle s'est faite à l'instigation, principalement, d'une jeune génération de l'époque qui avait été formée, après les universités québécoises, et à l'étranger : en France, en Angleterre, en Allemagne et aux États-Unis, bien sûr.

M^{me} Guénette (Françoise) : Donc, d'autres influences qui se sont ajoutées à celles qu'on mentionnait plus tôt et qui ont produit cette...

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Ça rejoint ce qui a été mentionné, parce que cette génération de jeunes à l'esprit ouvert sur le monde, comme tout à coup, c'est ça qui a imprégné les acteurs de la Révolution tranquille en préparation, que ce soit Paul-Émile Borduas, le peintre, que ce soit le père Georges-Henri Lévesque, que ce soit... bon, les noms m'échappent, mais d'autres personnalités qui ont vraiment marqué l'évolution sociale de l'époque.

Sont survenus les gens de la politique. Permettez un petit rappel de souvenir personnel de famille. Je n'avais aucune attache partisane ni libérale, ni conservatrice, ni Union nationale. Alors, pendant que j'étudiais en dehors du Québec, en Angleterre, j'ai beaucoup réfléchi sur ce qui se passait au Québec et j'ai décidé que je ferais de la politique au sein du Parti libéral. Des amis et même des aînés m'ont dit : « Mais, Paul, tu es fou, le Parti libéral, il est à terre, le Parti libéral n'a pas d'avenir. » Et je répondais : « C'est précisément parce qu'il est à terre, c'est précisément parce qu'il exprime un grand vide au Québec que j'y suis attiré, parce qu'il y a un vide à combler. »

M^{me} Guénette (Françoise) : Et le parti sera un bon véhicule pour combler ce vide. Avez-vous des commentaires ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Le parti est un véhicule... un bon véhicule, véhicule indispensable parce que, qu'on aime ça ou non, c'est les gens de la politique qui changent les lois.

M^{me} Guénette (Françoise) : Qui ont le pouvoir, qui ont le levier entre les mains. M. Lamonde aimerait, je pense, vous poser une question, peut-être, ou relancer... sur l'éducation aussi, M. Lamonde ou...

M. Lamonde (Yvan) : Oui. J'ai eu du temps de parole et je vais le donner à M. Gérin-Lajoie en lui posant une question qui concerne la réforme de l'éducation, et en particulier, l'intervention des évêques dans le *bill* 60. L'analyse que je fais et du rapport Parent et de la première rédaction du *bill* 60, et ensuite de la passation de la loi du *bill* 60, c'est qu'il me semble qu'il y a eu un recul de la part du gouvernement suite à l'intervention des évêques, qui, un, n'avaient pas jugé bon comparaître devant la commission Parent comme

tous les autres, toutes les autres instances, deux, l'Assemblée des évêques qui aurait eu accès au texte de loi avant l'Assemblée législative elle-même et, *tertio* et surtout, est-ce qu'il n'y a pas eu des concessions significatives faites à l'Église catholique à l'occasion du dépôt de ces amendements ? Conséquences qu'on voit dans les traces encore aujourd'hui. Alors qu'on pense que les comités catholique et protestant ont été abolis, il y a encore des instances confessionnelles qui sont, par exemple, à l'origine du cours d'éthique et de culture religieuse. Bref, au-delà du détail, qu'en est-il de ces amendements des évêques ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Parce que la commission Parent avait recommandé la déconfectionnalisation carrément des commissions scolaires et tout ça. Et voilà. M. Gérin-Lajoie, voulez-vous...

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Je crois que, là encore, on manque de distinction entre certains éléments et les faits qui se sont passés. Et, d'autre part — comment dire ? —, moi, je trouve que ce que dit M. Lamonde représente l'opinion exprimée par diverses personnes. Je dois dire, à l'égard de ce type d'interrogation que j'appelle — vous m'excuserez, ça, c'était une espèce de jugement personnel — que j'appelle biaisé parce que tous les projets de loi déposés à un Parlement, à Québec, à Ottawa, n'importe où, font l'objet de consultations et font l'objet d'amendements. Il y a des consultations officielles par les comités de l'Assemblée nationale aujourd'hui et il y a des consultations, aujourd'hui, qui sont à peu près de la nature des consultations qui ont lieu avec le milieu des évêques.

Par exemple, les consultations avec des syndicats, cela se passe en partie dans les commissions de l'Assemblée nationale, mais aussi derrière les rideaux. Et il y a une influence considérable qui s'exerce par les chefs syndicaux, pour parler de ceux-là, par certains ministres, certains conseillers des gouvernements, et on n'en fait pas un plat comme dans le cas des consultations des évêques à l'époque du *bill 60*.

Alors, il y a eu des consultations, bien sûr. Les évêques ont eu accès — je réfléchis, là, pour être sûr que je ne fausse pas la réalité —, oui, les évêques ont eu le texte...

M^{me} Guénette (Françoise) : Avant les députés ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Oui. Comme on voit aujourd'hui, le ministre des Finances à Ottawa qui se promène à travers le pays sans consulter les députés avec un projet de discours du budget. Alors, oui, avant les députés. Bien sûr que les décideurs, les ministres...

M^{me} Guénette (Françoise) : Ont le droit de consulter comme ça les groupes d'intérêts...

M. Gérin-Lajoie (Paul) : ...les consultent.

9^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : ...les intéressés, oui.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Et de plus en plus aujourd'hui, il faut le dire. Alors, oui, il y a eu des...

M^{me} Guénette (Françoise) : De là à refuser ensuite les pressions avec le plus de doigté possible, pour reprendre votre expression ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Bien sûr.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Écoutez, on va peut-être enchaîner. Est-ce que vous auriez des choses à ajouter ? Parce que là on a parlé de rupture, évidemment de continuité. Rupture identitaire profonde, c'est ce que vous dites, et même liquidation intégrale... volonté de liquidation d'un passé qu'on perçoit comme un joug. Est-ce que ça, c'est l'analyse générale ? Est-ce que vous êtes d'accord avec ça, qu'il y a eu deux façons de se définir comme Canadien français ou Québécois à partir des années 60 ? Est-ce que ça, ça rejoint tout le monde ? Madame Clavette ?, Madame Ferretti ?

Une voix : Bien, je dirais qu'il faut faire attention avec certains clichés...

M^{me} Guénette (Françoise) : On va... Le son arrive, voilà.

Une voix : Il faut faire attention. Peut-être qu'à l'époque, on a vu une rupture totale. Mais je dirais que... je disais ça dans un autre texte, les Québécois ont un côté givré, ils ont un côté innovateur et ils ont un côté préservation de la tradition, et des fois ça tourne comme ça, puis ça peut retourner aussi vite. Donc, il faut faire attention, des fois on pense que tout le monde s'en va dans ce sens-là, mais l'autre côté peut nous revenir dans le nez.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : C'est ce qu'on appelle l'ambivalence...

Une voix : L'ambivalence, oui. C'est ça.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : ...des Québécois sur tellement de sujets, telle la question de fond, notamment.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui. Et c'est Yvon Deschamps qui avait raison, finalement ? C'est une forme d'ambivalence que sa vieille blague sur le Québec fort dans un Canada uni ? C'est l'explication de sa caricature. Madame Ferretti, sur cette question profonde d'identité, est-ce que vous rejoignez M. Beauchemin ? Parce que vous le dites. Même si c'était l'aboutissement plutôt que le début d'une nouvelle période, dans votre perception des choses, que cette révolution des années 60 précisément, il y a quand même eu des mouvements, là, et une autre façon de nommer la réalité.

M^{me} Ferretti (Lucia) : Oui, c'est vrai, mais dans quel milieu ? En fait, c'est toujours ça. C'est parce qu'on confond parfois l'ensemble d'une société avec ceux qui ont le pouvoir de la parole. Alors, ceux qui parlaient, ceux qui s'exprimaient, que ce soient les chansonniers, les technocrates, les hommes politiques, les élites même des affaires dans le Québec inc. que vous avez... alors tous ces gens-là qui ont accès à la parole publique, qui définissent aussi les paramètres de la réflexion, puis de la discussion, ça ne fait aucun doute que la rupture a existé.

Est-ce que les gens ont senti globalement dans l'ensemble de la société une telle rupture ? Pas qu'ils ne disaient pas qu'ils étaient Québécois maintenant, je pense que c'est allé assez vite qu'on s'est défini tout le monde comme Québécois, mais est-ce que c'était ressenti d'une manière aussi générale que ça comme une rupture ? Je ne sais pas, moi, si on peut dire que c'était une si grande rupture à l'époque où à peu près toutes les familles avaient encore de la parenté d'abord dans les États, et puis aussi dans d'autres provinces, à Moncton, etc. Donc, finalement, je ne pense pas, moi, que si on avait fait des sondages à l'époque : « Est-ce une rupture pour vous... » Les gens disent « Québécois », mais, de là à dire... Ça prend du temps.

Comme M. Gérin-Lajoie a dit, ça prend du temps, et le projet politique qui a vraiment été conséquent avec la rupture dans l'identité, il est venu beaucoup plus tard. Puis, même en 1980, on doit quand même reconnaître qu'en 1980, ce projet-là a été défait à l'époque, même par une petite majorité de Québécois francophones. Donc, de là à dire... C'est sûr que dans la parole publique, la rupture, elle était consommée. Mais, heureusement, une société, c'est beaucoup plus entretissé que ça, puis heureusement qu'on ne peut pas... On a peut-être voulu se débarrasser de bien des héritages, ça, c'est certain, mais, heureusement, on ne se débarrasse pas de tous ses héritages aussi facilement que ça.

M^{me} Guénette (Françoise) : Ou alors, en tout cas, les historiens hésitent, hein, vous le dites: Il y a deux postures au moins : celle de la réconciliation, celle de la liquidation, et ça se retrouve dans la société, dans la façon dont on perçoit cette charnière de la Révolution tranquille.

Est-ce que les historiens ont une question, des questions à se poser sur leurs façons de revoir, de réécrire ? M^{me} Clavette le disait : « Il n'y a pas encore de synthèse de la Révolution tranquille. » Il y a un travail qui n'a pas encore été fait, là. M. Gérin-Lajoie.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Je pense qu'en réponse à votre question, ça a été dit par M^{me}...

9^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Ferretti.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : ...Ferretti, je pense, ou par M^{me} Clavette, peu importe...

M^{me} Guénette (Françoise) : Ce n'est pas grave.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : ...elles l'ont dit chacune à leur façon, il n'y a pas, et il n'y aura jamais dans l'histoire une situation où les historiens seront d'accord.

Des voix : Ha ! ha !

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Les historiens ont, comme chacun des membres de la société, leur perception des choses. Et une histoire purement objective, entre guillemets, je pense que ça n'existe pas. Il y a eu une période...

M^{me} Guénette (Françoise) : En Union soviétique, par exemple, ça existait.

Des voix : Ha ! ha !

M. Gérin-Lajoie (Paul) : ...il y a eu une période, il y a 60 ans, où les Québécois fédéralistes et puis comme T. D. Bouchard, qui proposait l'établissement de manuels d'histoire uniformes, identiques à travers le Canada, évidemment que ça a soulevé des protestations, puis le projet n'a pas été loin. Bien sûr que dans le Québec, on n'aura pas littéralement la même histoire qu'en Ontario ou dans l'Ouest canadien où le pays a commencé à exister avec l'immigration des années 30. Ce que j'aimerais à dire, c'est que la Révolution tranquille, c'est, d'une façon, tous les grands événements auxquels on a référé, genre ministère de l'Éducation, système de santé public...

M^{me} Guénette (Françoise) : Rôle du Québec à l'étranger ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : ...rôle du Québec à l'étranger, mais je pense qu'il y a deux choses qui coiffent tout ça, qui les résument. C'est, premièrement, l'accessibilité tout d'un coup à la liberté d'expression et de pensée. Moi, ce qui m'a motivé en premier lieu pour entrer en politique, ce n'est pas le désir de changer l'éducation, c'était l'horreur en laquelle je tenais Duplessis à cause de son refus de respecter les libertés individuelles et collectives. Pourquoi avoir torturé les Témoins de Jéhovah ? Pourquoi avoir brisé la vie et le commerce d'un nommé Roncarelli ?

M^{me} Guénette (Françoise) : Roncarelli, oui. Emprisonné des communistes.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Pourquoi enlever le permis de conduire, son automobile à un chef syndical, Picard ? C'est toutes ces atteintes, puis ça, ce sont des exemples seulement, ce sont des atteintes... Le cas de M^{gr} Charbonneau pourrait être inséré, mais avec explications.

M^{me} Guénette (Françoise) : Voilà. On va...

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Alors, il y avait ces libertés qui ont été établies — excusez, je me permets...

M^{me} Guénette (Françoise) : Non, non, ça va.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : ... — qui font partie des réussites démocratiques.

M^{me} Guénette (Françoise) : Oui.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Le lendemain de l'élection, dans Vaudreuil, je demeurais à Dorion, j'ai reçu un appel téléphonique d'un organisateur libéral. Il m'a dit : « Paul, peux-tu arranger ça, là, il y a un de nos organisateurs qui a été arrêté pour excès de vitesse ou conduite en état d'ébriété, peu importe » Il a été arrêté à Valleyfield, qui était dans le même district judiciaire que Vaudreuil. Mais je lui ai dit : « Quoi ? »

M^{me} Guénette (Françoise) : Est-ce que vous êtes intervenu ?

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Non. Ce que je lui ai répondu, c'était M. Boileau, j'ai dit : « Monsieur Boileau, pourquoi nous sommes-nous battus pendant des années ensemble contre les passe-droits politiques, contre la justice inégalement appliquée ? » Il m'a répondu : « Bien oui, mais ça, c'était pour les fins de notre campagne électorale. »

M^{me} Guénette (Françoise) : Ah ! Alors, le cynisme politique, ça existait déjà... oui.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Mais, je n'ai pas cédé.

9^e Journée du livre politique

M^{me} Guénette (Françoise) : Vous n'avez pas cédé, oui.

M. Paul-Lajoie (Paul) : Puis, je lui ai dit que je ne pouvais pas intervenir.

M^{me} Guénette (Françoise) : Bravo !

M. Gérin-Lajoie (Paul) : C'est depuis 1960, depuis l'élection du 22 juin, que justement il y a une justice égale pour tout le monde. Les ministres sont arrêtés aujourd'hui comme il y a 20 ans, comme au début de la Révolution tranquille.

M^{me} Guénette (Françoise) : Quand ils font des excès de vitesse, entre autres.

M. Gérin-Lajoie (Paul) : Des excès de vitesse et même pour alcool au volant.

M^{me} Guénette (Françoise) : On va s'arrêter là pour permettre aux gens de vous poser à vous, mais aux autres invités aussi, quelques questions.

(Questions du public)

(Fin de la table ronde)





Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A3

418 643-4408
assnat.qc.ca

